



# John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE  
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N<sup>o</sup>

★ ADAMS

233.1

v. 4



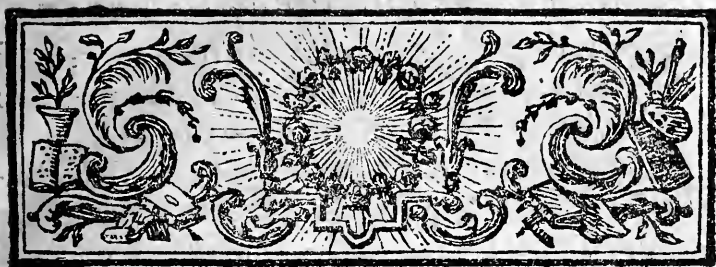






\* ADAMS233.1

v.4



# AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE. 1776.

---

*Continuation du rapport fait à la Chambre  
des Pairs, &c.*

**L**E 30 Avril, il a été arrêté qu'une humble Adresse seroit présentée à Sa Majesté, pour qu'il lui plût d'ordonner que communication fût faite à cette Chambre de toutes les relations de disputes ou désordres arrivés entre les troupes de Sa Majesté, stationnées dans l'Amérique septentrionale, & les habitans d'aucunes Colonies de S. M. depuis le 24 Juin dernier, reçues par les Commissaires de la Trésorerie de S. M., aucuns des Secrétaires d'Etat de S. M., ou quelque autre Officier public, ensemble les

1770

N.<sup>o</sup> XVI. A

## 2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

copies de tous ordres & instructions relatifs auxdites disputes ou désordres envoyés aux Gouverneurs, Lieutenans - Gouverneurs, Vice-Gouverneurs, Présidens du Conseil d'aucune des Colonies de S. M. dans l'Amérique septentrionale, ou au Commandant en chef des forces de S. M., ou à quelque Officier civil ou militaire dans les mêmes Colonies,

Le 4 Mai, le Lord Harwich, par ordre de Sa Majesté, a remis à la Chambre plusieurs papiers relatifs aux derniers troubles en Amérique, conformément à l'Adresse à ce sujet, du 30 Avril, avec une liste desdits papiers; & il a été ordonné que ces papiers resteroient sur le bureau.

Le 7 Mai, le Lord Harwich a remis à la Chambre, par ordre de S. M., une relation des derniers événemens de Boston, & de l'affaire du Capitaine Thomas (a) Preston, du 29 régiment d'infanterie, lesquels ont été communiqués à ce Lord par les bureaux de la guerre; & il a été ordonné que lesdits papiers resteroient sur le bureau.

Le 14 Mai, il a été arrêté de présenter une humble Adresse à S. M., pour qu'il lui plût d'ordonner que communication fût donnée à cette Chambre de la lettre du Comte de Hillsborough, en date du 13 Mai

---

(a) Dans une émeute populaire contre les Officiers de la douane, cet Officier avoit fait tirer sur les séditieux, & plusieurs d'entr'eux avoient été tués.

## ET DE L'AMÉRIQUE.

1769, aux Gouverneurs de diverses Colonies de l'Amérique septentrionale, ensemble des discours des Gouverneurs relativement à ladite lettre, & des réponses des Assemblées à ces discours.

Le 15, le Lord Harwich a remis à la Chambre, par ordre de S. M., des copies de la lettre susdite du Comte de Hillsborough, aux Gouverneurs de divers Colonies de l'Amérique septentrionale, ensemble des discours des Gouverneurs, relatifs à ladite lettre, & des réponses des Assemblées à ces discours, avec la liste desdites pièces; & il a été ordonné qu'elles seroient laissées à la Chambre, & que ces pièces, ainsi que les autres papiers Américains présentés dans cette session, seroient pris en considération le vendredi suivant.

Le Comité voit par la lettre du Gouverneur Hutchinson, du 27 Mars 1770, que lorsque les troupes étoient dans la ville, les Officiers des douanes savoient bien qu'ils ne pouvoient faire aucun fonds sur elles; & que s'il fût arrivé quelque désordre, aucuns Magistrats civils ne les auroient employées pour l'arrêter, quoique par principe il y eussent pu y être disposés: qu'ils refusoient de le faire, & donnoient pour raison que bientôt après ils auroient été obligés de sortir du pays; & que les mêmes principes prévalaient par rapport aux troupes dont la présence passoit pour inconstitutionnelle, quoiqu'elles fussent établies par



#### 4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

un acte du Parlement ; attendu , disoit-on , que c'étoit un acte qui ne lioit point les Colonistes.

Le Lieutenant-Gouverneur Hutchinson , dans sa lettre au Comte de Hillsborough , du 27 Avril , se plaint : « qu'il n'avoit jamais pû avoir l'avis ou le consentement du Conseil relativement à aucune proposition faite pour empêcher que la ville de Boston n'usurpât les pouvoirs du Gouvernement ; qu'il avoit usé des pouvoirs négatifs à lui conférés par la Charte , donnant son exclusion à M. Hancock pour la place d'Orateur *pro tempore* , & à M. Cushing pour celle de Commissaire général , auxquelles ils avoient été élus ; mais il ajoute que cela ne produisoit qu'un médiocre effet , parce qu'il ne pouvoit éloigner aucun de ceux qui étoient actuellement en place , dont certains étoient plus mutins que ceux qui n'y étoient plus. Il ajoute qu'ils travailloient alors à contraindre tous les importateurs de ce qu'ils appelloient marchandises de contrebande , à les renvoyer , & qu'il n'étoit pas sûr qu'ils n'y réussissent ; qu'ils donnoient le nom de contrebande à toutes les marchandises qu'ils n'avoient pas désignées ; que la loi , suivant eux , permettoit de vendre le thé de Hollande ; que c'étoit un grand crime de vendre du thé venant d'Angleterre : que M. Hancock offroit de renvoyer ses vaisseaux , & d'en perdre le fret ; que plusieurs impor-

tateurs représentoient qu'ils seroient totalement ruinés; mais que les Zélateurs de Boston étoient sans pitié, & donnoient pour réponse que si un vaisseau pestiféré arrivoit, personne n'hésiteroit sur le parti à prendre; & que le cas présent étoit encore pire que la peste. » Dans la même lettre le Lieutenant Gouverneur observe que les principes de Boston gagnent de plus en plus la province dans ses parties les plus éloignées, & que les Représentans des sept huitièmes de la ville dans la session actuelle paroissent favoriser les mesures relatives à la non-importation; que leur détresse intérieure peut dans quelques années les forcer de rentrer en eux-mêmes; mais que le mal présent, & peut-être pour un tems encore assez long, tombe principalement sur les amis du Gouvernement qui courent le risque de faire venir des marchandises, & sont alors forcés par le parti dominant de les garder sans les vendre, ou de les renvoyer; que ce jour-là même il a cherché à gagner un des plus riches & des plus honnêtes négocians de la ville, & à lui persuader de former une association; mais que ses tentatives ont été inutiles, & que ce marchand lui a répondu que jusqu'à ce que le Parlement ait passé une loi pour punir les confédérations, tout deviendrait inutile, & que les associés s'exposeroient à la fureur du peuple. M. Hutchinson observe en outre que l'année dernière, lors-

## 6 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qu'ils reçurent le discours du Roi, & les adresses des deux Chambres du Parlement, les Chefs de l'opposition furent saisis de crainte, & que les Auteurs des Gazettes séditieuses cessèrent d'écrire pendant cinq ou six semaines; mais qu'aussitôt qu'ils apprirent la suspension des mesures vigoureuses, leurs allarmes s'évanouirent, & qu'ils devinrent encore plus en treprenans & plus tyranniques; qu'encore que la frayeur n'ait pas été aussi grande cette année-là (1769), elle étoit cependant assez sensible; mais qu'actuellement qu'ils espéroient que l'Administration n'agiroit pas, ils repren oient leurs esprits, se persuadant qu'il n'est pas au pouvoir du Gouvernement de les réduire. »

La résistance aux Officiers des douanes continua toujours à éclater en toute occasion. Il arriva le 18 Mai 1770, qu'un Com-mis de la douane, qui avoit saisi un petit bâtiment côtier appartenant à Connecticut, & chargé de quelques tonneaux de sucre, en contravention des réglemens de Commerce, fut arrêté, dépouillé & trainé à la queue d'une charrette par la ville, pendant deux ou trois heures, barbouillé de goudron, couvert de plumes, ce qui le fit suivre par une nombreuse & tumultueuse populace.

---

1771

1772

Le Comité n'a trouvé dans vos Journaux des années 1771 & 1772 aucuns faits essentiels qui ayent rapport aux objets à lui renvoyés.

Quoique dans l'année 1771, on soit resté assez tranquille dans la province de Massachusett's-bay; cependant la disposition à méconnoître l'autorité du Parlement, se manifesta tout-à-coup dans la Chambre d'assemblée & dans les assemblées de ville. C'est ce que fait voir une réponse, faite le 5 Juillet 1771, de la Chambre des Représentans à un message du Gouverneur. Ils lui dirent, » qu'ils ne connoissent point de Commissaires des douanes du Roi, ni de revenu que Sa Majesté eût le droit d'établir dans l'Amérique septentrionale; qu'ils connoissent un impôt établi & levé de force sur des gens qui, s'ils ont quelque propriété, ont le droit d'en disposer absolument.»

Dans le même tems les Bostoniens se montrèrent disposés, en plusieurs occasions, à importer des marchandises, nonobstant les reglemens de douane & de commerce, & à soutenir ces procédés illégitimes par des insultes & des violences ouvertes envers les Officiers, dont le devoir étoit de faire exécuter lesdits reglemens; &, comme à l'ordinaire, les Magistrats refuserent de prêter le secours de leur ministère, quoiqu'il leur eût été demandé. C'est ce qui paroît dans l'affaire d'Artur Savage, Contrôleur des Douanes de S. M. à Falmouth, qui fut, pendant la nuit, enlevé de force de sa maison par plusieurs personnes déguisées & armées de pistolets & d'autres armes dangé-

## 8 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

reuses, qui le mirent en très-grand danger de sa vie, & l'obligèrent non seulement à révéler le nom de celui qui avoit rendu plainte, mais encore à attester par serment que cette plainte avoit été faite; déclarant en même temps que s'il révéloit leurs noms ils lui ôteroient la vie. Ce même Officier s'étant adressé aux Juges, alors siégeans, ils refuserent d'examiner les preuves qu'il apportoit pour prouver cet attentat commis contre lui.

Les choses demeurèrent à-peu-près dans le même état pendant l'année 1772, & ces mauvaises dispositions des Bostoniens continuèrent de se manifester par leurs instructions à leurs Représentans.

Sur la nouvelle que S. M. donnoit des appointemens aux Juges de la Cour Supérieure, les papiers publics furent remplis d'écrits séditieux, & les Notables ou Echevins de Boston ordonnèrent une assemblée pour délibérer sur les mesures qu'il y avoit à prendre en cette occasion. On y vota une adresse au Gouverneur, où il est dit : » *que les Frans-Tenanciers & autres Habitans de la ville de Boston, légalement assemblés à Faneuilhall, demandent la permission d'informer S. E. qu'il court un bruit qu'ils craignent avec raison n'être que trop bien fondé, savoir, qu'il y a des émolumens attachés aux Offices des Juges de la Cour supérieure de Judicature, &c. de cette Province, au moyen de quoi ils deviennent in-*



dependans des octrois de l'assemblée générale pour leur maintien, ce qui est contre l'usage ancien & invariable «.

» Que ce bruit a répandu l'allarme parmi toutes les personnes éclairées auxquelles il est parvenu, tant dans la Ville que dans la Province, attendu qu'on regarde cette opération comme tendant à effectuer rapidement un système de servitude qui a pris naissance dans la Chambre des Communes de la Grande-Bretagne où on s'arroge le pouvoir & l'autorité de disposer de l'argent des Colonies, sans leur consentement & malgré leurs remontrances réitérées. Que comme les Juges tiennent leurs places A LA VOLONTÉ DE CELUI QUI LES NOMME, cet établissement paroît une source de maux si funestes & si dangereux, que ce seroit abuser du tems de S. E. que d'en faire l'énumération.

L'assemblée de la Ville nomma ensuite un Comité de correspondance pour écrire des lettres circulaires à toutes les Villes de la Province, & les engager à concourir aux mesures prises dans ces circonstances. Ce Comité s'assembla le 2 Novembre 1772 & fît un rapport où se trouvent plusieurs résolutions contraires à la suprématie de la législation Britannique. Après avoir posé pour principe que tous les hommes ont le droit de rester dans l'état de nature aussi long-tems qu'il leur plaît, ils exposent ce que sont les droits naturels des Colonistes, comme hommes, Chrétiens & Sujets, & présentent

## 10 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

une liste des infractions & violations de leurs privilèges. Un de leurs premiers griefs , c'est que le Parlement Britannique a empiété sur les pouvoirs de législation qui appartiennent aux Colonies dans tous les cas quelconques , & qu'il n'avoit point obtenu pour cela le consentement des Habitans , lequel est toujours essentiellement nécessaire à l'établissement légal d'une telle législation.

Ce Comité regarde aussi comme une violation des privilèges des Bostoniens , qu'un nombre de nouveaux Officiers , dont la Charte ne parle point , aient été nommés pour avoir l'inspection des revenus , tandis que l'assemblée de la Province , qui est la grande Cour , la Cour générale a , seule le droit de nommer tous les Officiers civils dont l'élection & la constitution sont expressément exceptées dans ladite Charte , dans laquelle ces Officiers de nouvelle création ne sont pas compris.

Le Comité se plaint aussi d'un autre prétendu grief : sçavoir , que S. M. prend sur le revenu Américain , une somme annuelle de 1500 livres sterl. applicable au maintien du Gouvernement de cette Province , sans que cette somme soit octroyée par l'Assemblée , & que les Juges de la Cour supérieure , ainsi que les Avocats & Procureurs généraux , reçoivent leurs émolumens de ce que le Comité appelle un tribut onéreux , qui complètera , s'il a lieu , l'esclavage de la Colonie.

Il a été envoyé dans les Villes de la Province six cents copies de ce rapport, avec une lettre pathétique adressée aux Habitans, qui sont invités à sortir de leur assoupissement, & à ne plus croupir dans une molle indifférence, tandis que la main meurtrière de l'oppression arrache les plus beaux fruits de l'arbre de la liberté.

Le 6 Mai 1773, les Communes envoyèrent à votre Chambre un message avec un Bill intitulé : » Acte pour accorder une remise des droits de douanne pour le thé exporté pour aucunes des Colonies ou Plantations de S. M. en Amérique, aussi pour augmenter le dépôt sur le thé bohé, qui doit être vendu aux ventes de la Compagnie des Indes Orientales, & enfin pour donner pouvoir aux Commissaires de la Trésorerie d'accorder à la Compagnie des Indes des permissions d'exporter le thé, franc de droits, &c. « Lequel Bill a reçu le consentement royal le 10 Mai. 1773.

On voit par la réponse du Conseil de Boston au discours du Gouverneur, à l'ouverture de la session, que le Conseil a déclaré qu'il *pensoit que le Parlement ne pouvoit pas lever constitutionnellement des taxes d'aucune maniere sur les Sujets de S. M. habitans de cette Province.*

Dans la même occasion la Chambre des Représentans déclare que *si sur quelques points, on s'est soumis en dernier lieu aux actes*

## 12 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

*du Parlement , elle croit que cette soumission est plutôt provenue d'inadvertance ou de répugnance à contester avec la Mere-Patrie , que d'aucune conviction ou aveu de la suprématie de l'autorité législative du Parlement.*

Le Comité de correspondance paroît avoir fait tous les efforts possibles pour ameuter les Habitans , non seulement de Boston , mais encore des Gouvernemens Méridionaux , à l'effet d'empêcher l'importation du thé de la Compagnie des Indes Orientales ; & en conséquence le 3 Novembre 1773 une troupe de cinq cens personnes a commis divers actes de violence contre ceux à qui l'on soupçonnoit que le thé en question pouvoit être consigné , persistant à dire qu'on s'étoit engagé à ne le recevoir ni le vendre , & que s'ils ne tenoient pas leur parole ils seroient déclarés ennemis de leur pays , & devoient s'attendre à être traités comme tels à l'avenir. Alors la multitude força les portes des magasins de M. Clarck , en arrachant les gonds ; & étant entrée avec violence , elle chercha à se frayer un passage au bureau des comptes , mais elle en fut repoussée par les personnes qui s'y trouvoient.

Un Comité de Francs-tenanciers , & d'autres habitans , se rendit chez MM. Thomas & Elisée Hutchinson , qu'on supposoit être du nombre des consignataires , & il les somma de se démettre de leurs places. Sur leur

refus, ce Comité vota que leur réponse ne satisfaisoit point. Le Gouverneur Hutchinson fit tout ce qui dépendoit de lui, hors du Conseil, pour le maintien de la tranquillité & du bon ordre de la ville; & il étoit persuadé que s'il avoit reçu l'assistance que le Conseil eût pû lui donner, ses efforts auroient eû bien plus d'efficacité.

Le 17 Novembre 1773, une grande foule de peuple assiégea la maison de M. Hutchinson; mais ne le trouvant pas chez lui, elle reflua vers la maison de M. Clarke, aussi Consignataire, chez lequel elle commit de grands désordres, cassa les vitres & brisa les chassiss des fenêtres, & fit un dommage considérable. Aussitôt après ce tumulte, le Gouverneur fit assembler le Conseil, & lui exposa la nécessité d'y remédier; mais le Conseil refusa de conseiller ou d'ordonner aucunes mesures pour le débarquement du thé, alléguant que ce seroit autant que de conseiller aux peuples le paiement de la taxe, & d'encourager un acte incompatible avec les sentimens manifestés par les deux Chambres dans la session tenue l'hyver dernier par la Cour générale, procédé qu'il croyoit aussi peu utile que peu convenable.

Après l'arrivée d'un vaisseau chargé de thé, il se tint, le 29 Novembre, une Assemblée du peuple de Boston & des villes voisines, & elle fut continuée par ajournement jusqu'au lendemain. On y proposa,



#### 14 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

& il y fût arrêté, *nemine contradicente*, que non-seulement le thé ne seroit pas débarqué, mais même qu'il ne seroit payé aucun droit sur cette denrée.

Il fut aussi voté, *nem. cont.*, que M. Roth, Propriétaire du vaisseau, & le Capit. Hall son patron, empêcheroient, à leurs risques & péril, qu'aucune partie de thé ne fût débarquée. Il fut aussi voté que la conduite du sieur Hutchinson, en réquerant les Juges de paix de s'assembler pour faire cesser tous les tumultes & toutes les assemblées illégales, étoit une censure directe de l'assemblée du peuple, & avoit pour unique but de servir le système de l'Administration. On arrêta ensuite que le thé apporté par le Capitaine Hall, seroit reporté en Angleterre par M. Roth, sur le même vaisseau qui l'avoit amené. Il fût aussi voté, *nem. cont.*, que six personnes seroient nommés pour informer les villes de la province de ce procédé, à l'effet de les inviter à tenir la même conduite en toute occasion importante.

L'assemblée arrêta aussi que si quelqu'un importoit par la suite du thé de la Grande-Bretagne, ou que si quelques patrons de vaisseau, dans la G. B., en prenoit à son bord pour être importé à Boston, jusqu'à ce que l'acte inique du Parlement à ce sujet fût révoqué, l'assemblée les regarderoit comme ennemis de la Colonie; qu'elle empêcheroit le débarquement & la vente de

ce thé, ainsi que le payement d'aucun droit sur cette denrée, & qu'elle la feroit retourner au port d'où elle feroit venue.

Elle arrêta encore que ses votes, ci-dessus mentionnés, seroient imprimés & envoyés en Angleterre & dans tous les ports de mer de la province. Avant de se séparer, elle vota que ses freres, dans la province, seroient priés de donner leur assistance au premier avis qui leur seroit envoyé.

Après la séparation de cette assemblée du peuple, le Comité de correspondance invita les Comités des autres villes, ou d'autres personnes, à se joindre à lui. Il entretenoit une garde militaire & un guet chaque nuit, pour empêcher aucun débarquement de thé; & il parût s'être chargé de l'exécution des résolutions & ordres passés dans la susdite assemblée du peuple.

Les Consignataires s'étant retirés au château, le propriétaire du premier vaisseau qui parut fut la principale personne à qui l'on s'adressa. Le Comité l'envoya chercher à diverses reprises, & le somma de renvoyer son vaisseau avec le thé. Il alléguait qu'il ne pouvoit obtenir un acquit de la Douane, ni un passeport pour le Château; & que quand même il pourroit mettre le vaisseau hors du port, le vaisseau & la cargaison seroient saisis dans toutes les parties des possessions du Roi. On ne se contenta pas de cette réponse & le lendemain

## 16 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

matin le peuple tint une autre assemblée, & choisit un Modérateur. Dans cette assemblée, on arrêta que M. Roth, propriétaire du vaisseau, demanderoit à la douane un acquit du thé pour l'Angleterre, ce qui se fit le 15; mais le Receveur & le Contrôleur refuserent de le donner.

M. Roth demanda alors une permission à l'Amirauté pour passer le Château. Il fut renvoyé au Gouverneur. Celui-ci lui répondit que la permission ne lui seroit accordée que lorsque le vaisseau seroit acquité dans les formes. M. Roth retourna l'après-dinée à la ville, & rapporta cette réponse à l'assemblée. Aussitôt quantité de gens crièrent : *au peuple, au peuple*. On abandonna la Chambre; on courût aux quais où étoient sur le côté trois des vaisseaux, ayant entr'eux trois cens quarante caisses de thé, & en deux heures de tems toutes leurs cargaisons furent détruites. Une grande partie de cette multitude s'étoit déguisée pour commettre cet excès, & elle étoit entourée de quantité d'habitans de Boston & d'autres villes.

Le Comité observe que plusieurs personnes de considération de la ville de Boston se sont montrés les plus échauffés dans les procédés de cette assemblée. Mais il croit devoir se contenter de vous observer que leurs noms se trouvent dans les pieces originales.

Le 4 Mars 1774, le Comte de Darmouth informa

forma la Chambre que Sa Majesté avoit ordonné que les divers papiers reçus d'Amérique relativement aux troubles qui y re-gnoient, par rapport à l'importation du thé, fussent mis sous les yeux de la Chambre; & qu'en conséquence ils lui seroient communiqués le lundi suivant.

Le 7 Mars, le Comte de Darmouth informa la Chambre qu'il avoit reçu un message de Sa Majesté, muni de son seing royal, & que Sa Majesté lui avoit ordonné de communiquer ce message à la Chambre; le Lord Chancelier en fit lecture, & voici sa teneur :

GEORGE, ROI,

» Sur l'information des manœuvres insou-  
tenables, concertées & exécutées en dernier  
lieu dans l'Amérique septentrionale, & par-  
ticulièrement des excès violens & outrageans  
commis dans les port & ville de Boston de  
la province de Massachusett's-bay, avec le  
le dessein d'arrêter le cours du commerce de  
ce Royaume, & d'après des principes & des  
opinions qui détruiroient immédiatement sa  
constitution, Sa Majesté à crû qu'il conve-  
noit de mettre toute l'affaire sous les yeux  
de ses deux Chambres du Parlement, dans  
la pleine confiance qu'animées d'un vrai zele  
pour le maintien de l'autorité de Sa Majesté,  
& pleines d'attachement pour l'intérêt com-  
mun & la prospérité générale de toutes ses  
possessions, non seulement elles mettroient

## 18 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Sa Majesté en état de prendre efficacement les mesures qui paroïtroient les plus propres à arrêter sur le champ les désordres actuels; mais aussi qu'elles s'occuperoient très-sérieusement des réglemens ultérieurs & des ordonnances permanentes qu'il pourroit être nécessaire d'établir, pour mieux assurer l'exécution des loix, & la juste dépendance des Colonies envers la Couronne, & le Parlement de la Grande-Bretagne. »

G. R.

Le Comte de Darmouth, aussi par ordre de Sa Majesté, a communiqué à la Chambre les copies de toutes les lettres &c. reçues de l'Amérique Septentrionale, relativement aux troubles qui y regnoient par rapport à l'importation du thé, avec une liste de ces papiers.

Il a été ordonné que la Chambre présenteroit une humble adresse à S. M. pour la remercier de son gracieux message, & de ce qu'il avoit plu à S. M. de communiquer à cette Chambre les divers papiers relatifs à l'état actuel de quelques-unes des Colonies de S. M. dans l'Amérique Septentrionale. »

» Pour assurer en outre S. M. que la Chambre, intimement persuadée qu'elle doit donner la plus sérieuse attention à la paix & au bon gouvernement des Colonies, & écarter tous les obstacles qu'on y suscite au commerce de ce Royaume, examinera ces



papiers avec le plus vif désir de prendre les arrangemens qui, après une mure délibération, paroîtront nécessaires & convenables pour assurer la juste dépendance desdites Colonies envers la Couronne & le Parlement de la Grande-Bretagne, & pour promouvoir par la force l'obéissance qui est due aux loix de ce Royaume dans toutes les possessions de Sa Majesté. Il fut arrêté que lesdits papiers ainsi que le très-gracieux discours du Roi, seroient également pris en considération le jeudi d'ensuite.

Le 11 Mars 1774, le Comte de Darmouth (par ordre de S. M.) a mis sous les yeux de la Chambre d'autres papiers relatifs aux troubles de l'Amérique, par rapport à l'importation du thé, avec la liste de ces papiers. Il en fut pris lecture & l'on arrêta qu'ils resteroient sur le bureau pour qu'on les prît en considération le jeudi suivant.

Le 26 Mars, il arriva un Message de la Chambre des Communes avec un Bill intitulé : « Acte pour faire cesser, dans la forme & pour le tems qui y sont mentionnés, la descente & le déchargement, le chargement ou l'embarquement d'effets, denrées & marchandises à la Ville & dans le port de Boston de la Province de Massachussets - Bay, dans l'Amérique Septentrionale ».

Le 28 Mars, une pétition de M. Sayer & autres, natifs de l'Amérique, fut présentée & lue; cette requête par laquelle on

## 20 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

demandoit que ledit Bill ne passât pas en loi, resta sur le Bureau par ordre de la Chambre. La Chambre prit alors en considération plusieurs papiers & le très-gracieux Message de S. M., & ledit Bill fut lû une seconde fois & renvoyé à un Comité.

Le 30 Mars, une pétition du sieur William Bolland, Agent pour le Conseil de la Province de Massackusset's-Bay, fut présentée à la Chambre & lu. Cet Agent fut ensuite appelé à la Barre & entendu; & lui retiré, ledit Bill fût lû une troisième fois & passa *nem. diss.* & reçut le consentement royal le jour suivant.

Il paroît au Comité que le 25 Janvier 1774 un grand nombre de séditieux dans la ville de Boston commirent l'acte de violence le plus barbare sur la personne de John Malcom, Officier de Douanne du port de Falmouth dans le Cascobay, lequel avoit saisi en dernier lieu un vaisseau dans ce port pour défaut de registre. Il ne fut porté aucune plainte d'irrégularité contre cet Officier, mais ces séditieux jugerent à propos de le punir en le couvrant de goudron & de plumes (cependant sans le dépouiller) & en le promenant ainsi par dérision. Ce malheureux, après avoir souffert plusieurs jours de suite des huées dans les rues, fut attaqué le 25 par un Marchand qui prétendant avoir reçu une offense de lui quelque tems auparavant. Comme ce Marchand l'insultoît fort rude-

ment il le frappa de sa canne ; aussitôt un ordre fut donné contre Malcom ; mais l'Huissier ne pouvant pas le trouver, la populace environna sa maison dans l'après-dinée. Ses fenêtres ayant été brisées il tâcha de repousser les assaillans par l'ouverture qu'ils avoit faite avec son épée & fit une légère blessure à l'un d'eux. Aussitôt ils entrèrent en foule dans sa maison, d'où ils le descendirent par une corde dans une charette : ils mirent ses habits en pièces : ils lui goudronnerent la tête & le corps, l'emplumèrent & le trainerent par la grande rue à *King street*, de là à l'*arbre de la liberté*, puis au *Neck*, jusqu'au gibet où ils le frapperent de verges, lui donnerent la bastonnade & le menacerent de le pendre. Après l'avoir laissé sous les fourches pendant plus d'une heure, ils le reconduisirent de la même manière à l'extrémité de la partie Septentrionale de la Ville, & le remenerent à sa maison si transfroid, (car il étoit resté nud près de quatre heures) & si brisé, qu'on désespéroit de sa vie. Il paroît qu'il n'y eut que les gens de la plus basse classe du peuple qui eussent part à cet attentat, & que la populace ayant menacé quelque tems auparavant de se venger de la liberté avec laquelle il s'étoit expliqué sur ce qui s'étoit passé, il avoit à se reprocher de l'avoir provoquée par indiscretion.

Le premier Février 1774, la Chambre

## 22 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

des Représentans de la baye de Massachusset somma le Chef de Justice *Oliver* & les quatre Juges de la Cour supérieure de déclarer s'ils vouloient recevoir les octrois d'assemblée pour leurs salaires ou accepter leurs émolumens de la Couronne ; & les quatre Juges craignant de devenir l'objet du ressentiment public , ( l'un d'eux ayant crû devoir se rendre ) répondirent qu'ils recevraient leurs salaires de la Province ; mais le Chef *Oliver* soutint qu'il continueroit de recevoir ses appointemens de la Couronne.

Le 11 Février , la Chambre représenta au Gouverneur que ledit Chef de Justice , *Peter Oliver* , ayant reçu son salaire sur un revenu levé injustement , inconstitutionnellement & forcément sur les Colonies Américaines , & étant déterminé à continuer de le recevoir de même contre les sentimens notoires du peuple de la Province , par cette conduite il se montroit l'ennemi de sa constitution , il faisoit voir qu'il étoit sous une influence illégale , & se rendoit incapable de remplir sa place plus long tems. Ces représentations n'ayant pas pu obtenir du Gouverneur la révocation du Chef *Oliver* , la Chambre passa un vote pour ajourner au 22 Février la Cour supérieure , qui suivant la loi devoit se tenir le 15 dudit mois ; mais le Gouverneur ne voulut pas donner son consentement à ce vote. Ce Gouverneur observe qu'il se regarde actuellement comme obligé

de se tenir sur la défensive, qu'il est contraint d'éviter de donner son consentement à des actes qu'il ne peut pas approuver : qu'il est destitué de toute assistance de chaque parti de la législation & de pouvoirs exécutifs du Gouvernement pour maintenir le bon ordre, lorsque la violation en est causée ou censée être causée par les Actes du Parlement ou par l'exercice de l'autorité de Sa Majesté, que le peuple qualifie de griefs d'après les impulsions qu'il reçoit de ses Chefs.

(*CE RAPPORT du Comte de Buckinghamhire, aujourd'hui (Nov. 1776) Lord Viceroy d'Irlande, a été rendu public par un Ecrivain du parti Américain, qui l'a accompagné d'une introduction, par laquelle le Traducteur François a cru devoir le terminer, jugeant qu'elle produiroit mieux son effet après la lecture de cette piece.*)

EN LISANT ce rapport chacun aura pu observer qu'il est uniquement fondé sur l'autorité respectable des sieurs Bernard & Hutchinson, précédemment Gouverneurs de la baie de Massachusett. On y a vu que ces Messieurs étoient depuis plusieurs années les ennemis déclarés des peuples qu'ils ont accusés, & que cependant leur témoignage a servi de base aux résolutions illégales, & anti-constitutionnelles prises par la Chambre des Lords contre les Américains, pour détruire leur

## 24 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Chartre, les dépouiller de leurs droits les plus précieux, & établir dans cette Colonie un *Gouvernement militaire*.

On aura pû observer en outre que dans la totalité de ce rapport, le témoignage des deux Gouverneurs est un cahos de contradiction.

Voici les deux charges capitales. » Les Bostoniens visent à une indépendance totale de la souveraineté de l'Angleterre; & c'est leur vœu général de ne point cesser d'être d'impudens contrebandiers comme ils l'ont toujours été. »

Voici comme les témoignages portés par ces deux Gouverneurs, cadrent ensemble :

*Le Gouv. Bernard.    Le Gouv. Hutchinson.*

» Leur objet est d'établir un despotisme Démocratique. »    » Les ennemis du Gouvernement publient que le nombre

*Lettre au Lord Hillsborough.*

» Je crois que les loix du commerce ne sont nulle part *plus en vigueur* que dans cette province. Je ne veux point dire par-là qu'il n'y ait été porté aucune atteinte, mais seu-

de leurs partisans dans le Parlement, augmente, & que les choses

seront bientôt sur l'ancien pied; ce qui veut dire que les actes pour imposer des droits, seroient révoqués. -- *V. ses lettres.*

» Par l'ancien pied, ils entendent qu'ils

lement que ces infrac- pourront faire le com-  
 tions ne *manquent ja-* merce illicite impuné-  
*mais* d'être punies lors- ment, ou du moins  
 qu'elles sont découver- avec très-peu de ris-  
 tes. — *Lettres choisies* que. »  
*du Gouvern. Bernard.*

C'est ainsi que les Gouverneurs, dont les  
 accusations ont perdu l'Amérique, étoient  
 d'accord entr'eux & avec eux-mêmes.

On a reproché aux Américains de nier  
 l'*autorité législative suprême* du Parlement, &  
 leurs Ecrivains ont été accusés de répandre  
 cette dangereuse doctrine. Il faut bien que  
 cela soit ainsi, puisque les deux Chambres  
 du Parlement se le sont entendu assurer par  
 tous les partisans du Roi en Amérique, de-  
 puis le Chevalier François Bernard jusqu'au  
 Docteur Moffat, & puisqu'on l'a répété mille  
 & mille fois dans les papiers publics. Nous  
 allons donc faire la guerre aux Américains  
 pour les forcer de reconnoître notre *auto-*  
*rité suprême*, qu'ils ont constamment niée,  
 ainsi que le prouvent les passages suivans  
 de leurs écrits :

« George III est Roi & Souverain légi-  
 time, & avec son Parlement, le Législateur  
 suprême de la Grande-Bretagne, de la France  
 & de l'Irlande, & des domaines en dépen-  
 dans. *Apologie d'Otis.* »

« Le Parlement possède incontestablement



## 26 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

une autorité légale pour régler le commerce de toutes ses Colonies. *Lettres d'un Fermier de Pensylvanie.* (Dickinson).

» Je vous souhaite un esprit qui vous conduise de manière qu'il soit impossible de dire quelle est la passion dominante dans l'ame d'un Américain : si c'est sa loyauté pour son Souverain, son obéissance pour sa Mere-Patrie, son amour pour la liberté, ou son affection pour son pays naturel. »

» Quelle raison pourroit nous empêcher de porter au pied du trône les souffrances de l'innocent & les plaintes de l'opprimé ? Ce trône, dont les supports sont la justice & la compassion ; ce trône du haut duquel notre gracieux Souverain nous a déjà promis qu'il maintiendrait les libertés & les droits de *tous ses sujets* ? Je ne conseille point la sédition & les mouvemens tumultueux ; mais un exposé clair & respectueux de nos droits & de nos griefs, avec une humble pétition pour en obtenir le redressement. J'attends ce redressement des bontés & de la justice connues de Sa Majesté ; j'attends de la vertu des peuples libres d'Angleterre, qu'ils approuveront & encourageront nos efforts. » *Cinquieme lettre de Montlead.*

» Permettez-nous d'assurer Votre Majesté, dans toute la sincérité de nos cœurs, que vos sujets, de cette province, ont toujours reconnu & continuent de reconnoître la haute

Cour du Parlement de Votre Majesté, pour la puissance législative, suprême de tout l'Empire. » *Pétition au Roi de la Chambre des Représentans de la baye de Massachusett en 1768.*

« Les Sujets du Roi dans cette Province & dans toutes les Colonies, sont fideles, malgré tout ce qu'on a pu dire de contraire aux Ministres de Sa Majesté; ils sont fermement attachés à la Mere-Patrie; ils regardent toujours leur intérêt & le sien comme des choses inséparables, & ils désirent ardemment que cette union subsiste à jamais. Tout ce qu'ils demandent, c'est d'être rétablis sur le pied où ils ont été mis d'abord: d'avoir l'honneur & le privilège de contribuer volontairement à aider leur Souverain lorsqu'ils en seront requis. Ils sont des Sujets libres & ils espèrent que la Nation ne les regardera jamais comme des Tributaires ». *Lettre des mêmes au Lord Chancelier.*

Ces sentimens ne ressemblent gueres à un déni de la suprématie du Parlement ou à un désir de se rendre indépendans de la Grande-Bretagne. Cependant ils n'ont plus aucun poids dès qu'ils sont rapprochés des respectables autorités de deux hommes tels que les Gouverneurs Bernard & Hutchinson.

Nous ne ferons point d'autres citations, quoiqu'il n'y ait pas d'Assemblée ou d'Écrivain en Amérique qui n'aient proferé dans

## 28 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

des termes aussi clairs leur subordination au Parlement & leur affection pour l'Angleterre. Ce qui fait le sujet constant de leurs réclamations, c'est de se voir enlever leur argent sans être représentés, d'être privés des jugemens par jurés & d'avoir des Juges dépendans de la Grande-Bretagne.

*Précis des affaires de l'Angleterre par rapport à l'Amérique, dans les années 1774 & 1775, servant d'introduction au Recueil politique, connu sous le nom d'Annual, Register, pour l'année 1775.*

---

1775.

LES affaires particulieres de la Grande-Bretagne dans l'année 1775; par un sort très-affligeant pour elle, non seulement ont pris le haut bout parmi celles des divers Etats de l'Europe; mais elles ont encore absorbé en grande partie tous les autres objets de spéculation politique. Les Puissances de l'Europe ont paru s'entendre pour laisser dormir leurs prétentions ou leurs griefs; & les grands perturbateurs du repos général, comme s'ils fussent devenus insensibles aux stimulations de leur ambition ou de leur rapacité, ne se sont plus occupés que de contempler le spectacle si nouveau & si imprévu que la Grande-Bretagne a donné à l'Univers, & peut-être de méditer sur les avantages qu'ils pourroient tirer de ses déplorables conséquences.

» On voit assez que l'événement qui a

ainsi excité l'attention générale, n'est autre que la malheureuse contestation entre l'Angleterre & des Colonies, qui depuis si long-tems constituoient sa force & sa gloire, dont l'accroissement rapide & les merveilleux progrès ont confondu les calculs des politiques & trompé les spéculations des Philosophes : des Colonies qui excitoient également les appréhensions de nos rivaux & la jalousie de nos amis, & qui encore aujourd'hui attirent sur elles & sur la Grande-Bretagne, comme sur un centre commun, les yeux de tous les peuples de la terre, en offrant à l'observation de chacun, des objets de nature bien différente «.

» L'Angleterre fera bien heureuse, si cette attention générale ne suscite d'autre sentiment que l'étonnement qui est l'effet ordinaire des nouveautés, ou cette généreuse sympathie que les miseres humaines sont en possession de produire «.

» Les Loix pénales portées dans la dernière session du dernier Parlement ( en 1774 ) contre la Colonie de la Baye de Massachusset, dans la double vue de punir des écarts passés, & d'en prévenir de nouveaux, ont amené des effets tous différens de ce que les promoteurs trop confians de ces loix, s'en étoient promis, & de ce que les Ministres avoit fait espérer à la Nation «.

» Au double objet dont nous venons de parler, se joignoient encore des vues acces-

soires. D'abord on s'étoit flatté que l'interdit jetté sur le port de Boston, (le 31 Mars 1774) divisant son commerce entre les Villes voisines; du profit qu'elles y trouveroient pourroit naître une source abondante de jalousie & de dissensions au sein de la Province. Il paroissoit naturel aussi que le châtement infligé à cette Province en particulier, non seulement porteroit l'effroi dans les autres Colonies, mais qu'autant par l'effet de cet amour propre & de cette malignité qui ne sont que trop inherente à notre foible nature, que de l'ancienne jalousie qu'elles lui portoient toutes généralement, elles l'abandonneroient avec indifférence à son triste sort, & qu'elles recueilleroient avec plaisir le bénéfice que les malheurs devoient faire refluer sur elles. Ainsi le Ministère étoit dans la ferme espérance qu'indépendamment de l'opération directe de ces Bills, ils fourniroient éventuellement le moyen de dissoudre une union des Colonies, qui depuis peu paroissoit avoir pris trop de consistance.

» L'Acte appelé le *Bill militaire* qui accompagna ces Loix pénales, & dont l'objet étoit de soutenir les troupes & de les encourager à renverser toute la résistance que l'exécution des nouvelles loix pourroit rencontrer, sembloit devoir mettre la perfection à ce grand ouvrage, en réduisant les Colonies à la soumission la plus complète. Le Ministère, qui donnoit une confiance entière à ce

plan de reglements , de châtimens & de terreur, appuyé par des forces considérables de terre & de mer n'imaginoit point qu'on pût raisonnablement concevoir la moindre inquiétude ; & il fit terminer la session en donnant toutes les marques possibles d'une joie triomphante, dans les transports de laquelle ceux qui avoient fourni les projets des loix en question ne cessoient de se féliciter mutuellement des heureuses idées que le Ciel leur avoit envoyées pour le bonheur de leur patrie «.

» L'attente des Ministres , sur tous ces points , fut trompée. Les Communautés, voisines de Boston , dédaignerent jusqu'à l'idée de tirer le moindre avantage du désastre qui venoit de frapper cette Ville. Tous les Peuples de la Province , au lieu d'être effrayés des moyens de rigueur mis en œuvre pour les soumettre , resserrent les liens qui les unissoient pour braver l'orage avec d'autant plus de fermeté. Lorsqu'ils virent qu'on vouloit détruire leur ancienne constitution : que la résolution étoit prise de leur enlever des privilèges sacrés à leurs yeux , & qu'on leur avoit appris à chérir plus que la vie ; ils résolurent de les conserver , quelque chose qui pût arriver , ou de s'ensevelir sous leurs ruines. A leur exemple les autres Colonies , au lieu d'abandonner une sœur dont la perte étoit jurée , s'attachèrent plus étroitement à

### 32 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

elle à mesure qu'elles étoient plus frappées de son danger ; & leur affection compatissante paroissoit s'accroître dans la même proportion que son malheur & ses souffrances «.

» En un mot, ces Loix, (ainsi que ceux qui les avoient combattues dans le Parlement ne l'avoient que trop prédit) au lieu de remplir leur objet, répandirent une allarme générale d'un bout du Continent de l'Amérique à l'autre, & ne servirent qu'à cimenter une plus étroite union entre toutes les Colonies. De ce que les chartres, concessions & anciens usages n'étoient plus capables de leur assurer aucune protection ou défense, elles conclurent que toutes les especes de droits, d'immunités & de sûreté civiles, ne pouvoient plus se soutenir devant un acte du Parlement. Elles ne pouvoient se dissimuler que toutes également, elles avoient à se reprocher les mêmes excès qui avoient attiré tant de maux sur Boston. Elles se persuadoient que si relativement à elles, cette vengeance sembloit abandonnée ; elle n'étoit que remise à un autre tems ; & que toute la grace dont pourroit se flatter la plus favorisée ou la moins coupable, seroit d'être la dernière sur qui s'appesantiroit le bras vengeur de la Meré-Patrie «.

» Le Ministère avoit annoncé dans la Chambre des Communes, à la fin de 1773, la nomination du Général Gage au Gouvernement de la Province de la Baye de Massachusetts



Massachusett, & au Commandement en chef des armées dans l'Amérique Septentrionale, Comme cet Officier avoit déjà rempli, avec distinction, plusieurs commandemens importants dans cette partie du monde: qu'il y avoit passé plusieurs années de sa vie; que par conséquent il devoit mieux qu'un autre connoître le génie des Habitans, desquels il étoit généralement aimé; on comptoit beaucoup sur les heureux effets de son administration, & il ne faut pas douter que les choses n'eussent tourné de cette manière, si sa nomination fût venue dans d'autre tems, & qu'il n'eût pas été obligé d'employer la force pour faire exécuter des Loix généralement détestées.

La méfiance & l'animosité qu'on avoit toujours remarquées entre le Gouverneur & les Gouvernés dans la Province de la Baye de Massachusett, subsistoient encore au mois de Mars 1774. La Chambre des Représentans avoit adressé une pétition & une remontrance au Gouverneur pour le supplier de destituer de sa charge Pierre Olivier, Chef de la Justice de la Cour supérieure de Judicature. Leur Requête n'ayant point été écoutée, ils dressèrent un plan d'accusation contre lui, sur plusieurs chefs & délits graves, & ils le citerent en leur nom & au nom de la Province pour comparoître à la Chambre du Conseil, ce dont ils donnerent avis au Gouverneur en le sommant de s'y trou-

ver en sa qualité de Juge. Les charges contre ce Chef de la Justice consistoient dans les points suivans : premierement ils lui reprochoient d'avoir trahi la confiance attachée à son Office & les droits constitutionnels de la Province, en acceptant un salaire de la Couronne pour les services ministériels qui rouloient également sur lui ; lequel salaire devoit lui tenir lieu du traitement que lui faisoit la Chambre des Représentans. L'arrêté pris pour former cette accusation passa à la pluralité de 92 voix contre 8. ce qui peut faire juger de la disposition générale des esprits dans cette Province, & de l'unanimité qui regnoit déjà dans ses délibérations, même pour une résolution si vigoureuse & si extraordinaire «.

» Le Gouverneur refusa de recevoir les articles d'accusation, déclarant qu'il ne reconnoissoit ni en lui, ni dans le Conseil l'autorité nécessaire pour juger aucuns délits ou crimes. Mais la Chambre des Représentans loin d'abandonner, ses poursuites contre M. Olivier, ne fit que changer son plan d'attaque, & le Gouverneur voyant qu'ils s'y obstinoient, & que de maniere ou d'autre ils en viendroient à leurs fins, de sorte que toute résistance nouvelle de sa part ne serviroit qu'à aigrir encore plus les esprits & à faire naître de nouveaux embarras, il jugea à propos de dissoudre l'Assemblée, ce qu'il fit à la fin du mois de Mars 1774 «.

» Tel étoit l'état des choses dans la Province de la Baie de Massachusset, lorsque le Général Gage y arriva pour prendre possession de son Gouvernement, le 13 Mai 1774. L'espoir dont les Bostoniens auroient pu se flatter, à l'occasion d'un changement d'administration, & la joie qui éclate toujours à l'arrivée d'un nouveau Gouverneur, se changerent en deuil & en tristesse lorsqu'on reçut de Londres, par un vaisseau qui précéda de quelques jours M. Gage, l'expédition du Bill d'interdit contre le Port de Boston. Au moment où le Général Gage entra dans le Port, il se tenoit une assemblée de ville, dans laquelle on déliberoit sur le plan de conduite qu'on devoit suivre relativement à cet acte de rigueur. Comme on ne s'étoit nullement attendu à un coup semblable, la consternation où il avoit jetté toutes les classes des habitans ne peut pas se concevoir. On commença donc par l'Assemblée de Ville dont nous venons de parler, & il y fut arrêté qu'on écrirait sur le champ aux autres Colonies, & qu'on les inviteroit à un accord pour faire cesser toute le commerce d'exportation ou d'importation avec la Grande-Bretagne & l'Irlande, & toutes les Isles des Indes Occidentales, jusqu'à ce que le Bill ou Acte d'interdit de Boston fût retiré, attendu, disoit l'arrêté, qu'il ne restoit pas d'autre moyen pour sauver l'Amérique & ses privilèges. L'arrêté s'étendoit aussi

malheureux freres de Boston qui alloient en être les premieres victimes «.

» La Chambre des Représentans de la Virginie ordonna que le premier de Juin 1774, jour auquel devoit commencer l'interdit de Boston, seroit solemnisé par le jeûne & les prieres, pour obtenir du Ciel de détourner les affreuses calamités qui menaçoient les droits civils de l'Amérique d'une destruction totale, & de ne pas la livrer aux horreurs d'une guerre civile, & en même tems de mettre dans tous les cœurs la résolution unanime de résister fermement à toute entreprise sur les droits des Colonies. Cet exemple fut suivi presque généralement dans les autres Provinces, & le premier de Juin fut consacré dans tout le Continent à l'humiliation & à la priere «.

» Cet arrêté détermina le Gouverneur de la Virginie à dissoudre l'Assemblée; mais avant qu'elle se séparât, il se forma une association que signerent 89 de ses Membres, dans l'acte de laquelle il étoit dit qu'une atteinte portée à une des Colonies, pour la forcer à recevoir des taxes arbitraires, violoit également les droits de toute l'Amérique Britannique & en préparoit la ruine, si la sagesse de tous ses Membres réunis ne s'appliquoit à en empêcher l'effet. Ce même acte recommandoit au Comité de correspondance de s'entendre avec les Comités des autres Provinces, sur la nécessité de nommer des

Députés des différentes Colonies qui s'assembleroient annuellement en Congrès général, pour délibérer sur les mesures qu'il conviendrait de prendre à l'effet d'assurer les intérêts réunis de l'Amérique. L'Acte finissoit par cette déclaration : *que par égard pour les Marchands & Manufacturiers de la Grande-Bretagne leurs Concitoyens , l'association s'abstenoit d'aller plus loin pour le moment présent* «.

» A Philadelphie environ 300 Habitans nommerent un Comité pour écrire à la Ville de Boston. Le style de leur Lettre étoit sage , mais ferme. » *Nous reconnoissons , disoient-ils , qu'il est difficile de vous donner des conseils sur la conduite que vous avez à tenir dans d'aussi tristes & difficiles conjonctures. Il nous paroît qu'il ne faudroit agir que de l'aveu de toute la Province : que tous les moyens de douceur devroient être épuisés pour obtenir un juste redressement , avant que de prendre un parti extrême : peut-être deviez vous attendre qu'un Congrès général vous eût tracé ce que vous auriez à faire , & ne pas vous presser de prendre une résolution aussi désespérée que celle d'arrêter tout le commerce avec la Métropole : ce seroit une dernière ressource , à laquelle il seroit toujours tems de recourir , quand on aura reconnu l'inefficacité de tous les autres moyens. Si on étoit sûr que la restitution du thé de la Compagnie des Indes dût terminer cette malheureuse querelle , & laisser les peuples de Boston dans la jouissance de leurs droits & de leur liberté conf-*

titutionnelle , il ne faudroit pas hésiter un seul moment sur le parti qu'il y auroit à prendre ; mais ce n'est pas la valeur du thé qui est aujourd'hui le grand objet pour Boston & pour l'Amérique , c'est son droit indestructible d'octroyer & de donner son argent , droit dont elle ne peut jamais se départir ».

» Il se tint aussi à New-York une Assemblée de Ville ; & il s'y établit un Comité de correspondance ; mais jusqu'à ce moment cette Colonie n'avoit pris aucun parti violent , & la Cour y avoit conservé beaucoup plus d'amis que dans toutes les autres ».

« Il n'en étoit pas de même de celle du Maryland. Les Habilans d'Annapolis , quoique relevant d'un Gouverneur propriétaire , étoient ceux qui jusques-là avoient montré le plus d'animosité dans leurs résolutions. Ils avoient pris un arrêté qui défendoit de suivre aucune instance aux Tribunaux de la Province pour des dettes actives de la Grande-Bretagne. Il est vrai que cette résolution ne fut ni adoptée ni confirmée par l'Assemblée Provinciale qui se tint quelque tems après , & qu'en aucun lieu de la Colonie elle n'eut son exécution ».

*La suite au N.º XVII,*

---

*Continuation du rapport fait à la Chambre  
des Pairs.*

» En général, comme on pouvoit s'y attendre dans des pays qui faisoient un commerce si considérable, la proposition de fermer les ports ne fut reçue par tout qu'avec tiédeur, & on ne paroissoit déterminé à s'y rendre qu'à la dernière extrémité.

Il n'étoit pas surprenant que cette proposition eût été si froidement accueillie, puisque l'expérience du passé faisoit voir que l'intérêt privé avoit fait indignement trahir de pareilles résolutions. Cependant lorsqu'on reçut la nouvelle de l'interdit de Boston, on parut oublier toute modération, & les peuples firent éclater par-tout à peu-près les mêmes sentimens. Dans toutes les assemblées qui se tinrent à cette occasion sur le Continent, on adopta tous les moyens qui s'offrirent de marquer l'horreur que cet acte de rigueur inspiroit aux peuples de l'Amérique, & la ferme résolution d'en empêcher l'effet par tous les moyens possibles.

» Au milieu de ce mécontentement général le Chevalier Gage eut la satisfaction, trop courte à la vérité, de recevoir une Adresse de félicitation, signée de cent vingt-sept marchands ou habitans notables de Boston, qui étoient ou les plus dévoués au Gou-



## 42 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

vernement ou les plus sages, ou ceux qui voyoient moins de danger dans le plan de conduite de la Cour. »

» Après les complimens ordinaires en ces occasions, suivis de l'expression de la confiance qu'ils avoient mise dans les qualités tant publiques que privées du Général, & les désaveux de tous les excès qui avoient été commis, ils marquoient leur surprise de ce que la Cour ne lui avoit pas donné ses pleins-pouvoirs pour faire rentrer le commerce dans ses anciens canaux aussitôt que la ville se feroit conformée à ce qui étoit prescrit par l'acte d'interdit. Ils observoient que dans l'état où cette loi avoit mis les choses, avec quelque promptitude qu'on lui eût obéi, il y auroit toujours beaucoup de tems de perdu pour le commerce, avant que le compte favorable qu'il auroit à rendre du retour de la ville à son devoir, fût parvenu au Roi & au Conseil, & eût pû produire l'effet souhaité; & que ce délai causeroit au commerce de la ville un préjudice immense qui pourroit même la ruiner sans retour. »

» Quelques jours après, le Conseil présenta au Gouverneur une adresse, où il se permettoit une vive censure de la conduite de ses deux prédécesseurs, M. Hutchinson & Pownal, aux manœuvres de qui, prises conjointement & séparément, le Conseil imputoit l'origine & les progrès de la querelle entre la Métropole & les Colonies; & de

toutes les calamités qui affligoient la province. Il déclaroit que les peuples ne réclamoient que les droits d'Anglois, sans retranchement ou diminution, & il faisoit voir que comme c'étoit l'obligation indispensable du Conseil de maintenir ces droits, il devoit y appliquer ses plus sérieux efforts, sans que pour cela il crût manquer à la fidélité qu'il devoit à la Couronne, ni à ses justes prérogatives, qu'il défendrait toujours avec le plus grand zele. »

» Le Gouverneur rejeta cette adresse, & il ne voulut pas même souffrir que le Directeur du Comité en continuât la lecture, lorsqu'il eût entendu les reproches que l'on y faisoit à ses deux prédécesseurs. Il répondit par écrit au Conseil, qu'il lui étoit impossible de recevoir une adresse où on censuroit si indécemment l'administration précédente, qui avoit été examinée & approuvée avec éloges par le Conseil privé du Roi. Il ajouta qu'il regardoit cette adresse comme une insulte faite au Roi, aux Lords du Conseil, & à lui-même. »

» La Chambre des Représentans ne fut pas plutôt assemblée à Salem, qu'elle prit un arrêté pour déclarer qu'il lui paroissoit très-nécessaire qu'il se formât une assemblée générale des Comités des diverses Colonies, en spécifiant les motifs qui lui faisoient désirer cette réunion. Par un autre arrêté, la Chambre nomma cinq habitans de la pro-

#### 44 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

vince, d'entre ceux qui avoient le plus signalé leur opposition au Gouvernement, pour former un Comité représentatif de la province; & par un troisieme arrêté, elle vota la somme de cinq cents livres sterl., pour mettre ce Comité en état de remplir les obligations importantes qui lui étoient confiées pour l'intérêt général de la province. »

» Comme cette nomination, & cette destination de l'argent du public ne pouvoient point être agréables au Gouverneur, il refusa le concours de son approbation à ces divers arrêtés; & notamment au dernier; sur quoi l'Assemblée prit un nouvel arrêté, par lequel elle recommandoit aux différentes villes & districts de la province, de lever une somme de 500 liv. par une répartition équitable, d'après le plan de la dernière taxe provinciale; & cette recommandation eut toute la force d'une loi auprès des habitans qui s'y conformerent avec une scrupuleuse fidélité. »

» L'Assemblée, prévoyant sa dissolution, se détermina à donner aux Peuples un assurance publique de ses sentimens; & sous le titre d'exhortation, elle voulût leur prescrire des regles de conduite, sachant bien que des conseils seroient beaucoup plus exactement exécutés que les injonctions positives des loix. En conséquence l'Assemblée prit un arrêté en forme de déclaration pour exprimer son opinion sur l'état des affaires publi-

ques & sur les desseins du Gouvernement Anglois. Il étoit dit dans cette déclaration, que la Province ainsi que les autres Colonies d'Amérique avoient été longtems tourmentées sous la main oppressive du pouvoir, & que non seulement on n'avoit eu aucun égard à leurs respectueuses pétitions pour le redressement de leurs justes griefs, mais que l'on paroissoit de plus en plus déterminé à anéantir entierement la libre constitution & le Gouvernement civil de l'Amérique Britannique, à y établir des Gouvernemens arbitraires, & à réduire les peuples à l'esclavage. L'Assemblée recommandoit, dans les termes les plus forts, aux Habitans de la Province, de renoncer totalement à la consommation des thés de l'Inde, & autant qu'ils pourroient, de cesser de faire usage de toutes marchandises importées des grandes Indes & de la Grande-Bretagne, jusqu'à ce que les griefs de l'Amérique fussent radicalement & complètement redressés. Et pour effectuer plutôt un projet aussi essentiel, il leur étoit fortement recommandé de donner tous les encouragemens possibles aux Manufactures de l'Amérique «.

» Malgré les peines prises par le Comité chargé de cette affaire, pour empêcher qu'elle ne transpirât dans le Public, le Gouverneur en eut connoissance; & le jour même qu'elle fut rapportée, il envoya son Secrétaire à l'Assemblée pour la dissoudre sur le champ. Celui-ci trouvant la porte fermée, envoya

## 46 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

le Messager de la Chambre à l'Orateur, pour l'informer qu'il avoit un message de la part du Gouverneur, & demander à entrer pour le remettre. La réponse de l'Orateur, qui se fit attendre quelque tems, fut qu'il avoit informé la Chambre de la demande du Secrétaire, & qu'elle avoit ordonné qu'on tint les portes fermées. D'après ce refus le Secrétaire fit lire, le 17 Juin 1774, sur l'escalier, la proclamation qui annonçoit la dissolution de l'Assemblée générale. Telle a été l'issue de la dernière contestation qui ait eu lieu entre le Gouverneur de la baye de Massachusetts & la dernière Assemblée tenue dans cette Province, suivant les constitutions portées dans sa Charte.

Le lendemain (18 Juin) de la dissolution de l'Assemblée, les Négocians & Francs-tenanciers de la ville de Salem présentèrent au Gouverneur une adresse très pathétique, mais en même-tems ferme & vigoureuse. Cette ville étoit devenue pour un tems la capitale de la Province à la place de Boston. On y avoit transporté l'Assemblée générale, les Cours de Justice, la Douane & le commerce même du Port de Boston, du moins autant que cela peut se faire par autorité. De cette manière les dépouilles des Bostoniens se trouvoient déjà en grande partie entre les mains des habitans de Salem. C'étoit un artifice du Gouvernement pour semer la zizanie & l'animo-

sité entre les deux villes , & il esperoit que la capitale se trouvant ainsi abandonnée , réfléchiroit plus mûrement sur les conséquences de sa conduite , & qu'on n'auroit pas de peine à lui faire sentir la nécessité de rentrer dans son devoir, dût-elle même expier ses écarts par quelque punition.

» Cette opinion étoit-elle fondée sur une parfaite connoissance du cœur humain , ou n'étoit-elle que le résultat de quelques exemples particuliers dont on avoit tiré une conséquence générale ? C'est ce que la conduite généreuse des Habitans de Salem peut nous aider à déterminer. Voici les propres expressions de leur adresse au Gouverneur.

*Nous nous sentons profondément touchés de nos calamités publiques ; mais nous sommes pénétrés de la compassion la plus tendre à la vue des maux qui vont s'accumuler sur nos freres qui habitent la Capitale de la Province , & nous espérons que V. E. fera ses plus sérieux efforts pour empêcher tout ce qui pourroit multiplier les fléaux déjà si redoutables sous le poids desquels gémissent ces infortunés. En fermant le port de Boston on a cru que le cours du commerce pouvoit être amené vers nous & tourné à notre avantage ; mais par la formation même de notre Port , la nature nous a défendu toute rivalité de commerce avec cette Ville qui en est le centre naturel. Et indépendamment de cette circonstance , il faudroit que nous n'eussions aucune idée de justice dans l'esprit , aucun sen-*

#### 48. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

*timent d'humanité dans le cœur, pour penser à élever notre puissance & notre prospérité sur la ruine de nos voisins opprimés «.*

» Toute cette adresse est remarquable par la sagesse avec laquelle elle est conçue & par la justesse des expressions. Les Habitans de Salem y exposent au Gouverneur, dans les termes les plus respectueux, l'espoir que leur donnent ses principes & la conduite qu'il a tenue dans un autre Gouvernement. Ils ne parlent de la Métropole qu'avec les assurances de l'attachement le plus inviolable pour elle, ils voient les troubles actuels avec le plus sensible déplaisir, & leurs vœux les plus ardens sont de parvenir à une prompte & heureuse réconciliation. C'est un objet auquel ils sont prêts de faire tous les sacrifices compatibles avec la dignité & la sûreté dont ne peuvent se départir des sujets Britanniques «.

» Le Général Gage s'étoit flatté que les Marchands saisissoient l'esprit de la dernière loi, & que le commerce se portant à Salem où étoit déjà la Douanne, la ville de Boston se verroit forcée à plier sous le Gouvernement. Mais il fut trompé dans son attente. Il paroît que les Marchands avoient senti la nécessité de se conduire avec une sagesse irrépréhensible. Leurs diverses délibérations font voir qu'ils condamnoient toute espèce d'excès, en même tems qu'ils se déclaroient ouvertement contre les nouveaux plans du



Gouverneur. Le Chevalier Gage d'un autre côté, se persuadoit faussement que le nombre de ses amis, parmi eux, étoit considérable. Un essai qu'il fit de ses forces, les lui montra dans un jour assez clair pour qu'il en reconnût l'insuffisance. Les partisans de la Cour assistèrent à une Assemblée de Ville dans Boston, où ils firent proposer de payer le thé de la Compagnie des Indes, & de dissoudre le Comité de correspondance; mais ils succomberent dans leur tentative, & une prodigieuse pluralité ne leur laissa d'autre ressource que de protester contre tout ce qui s'étoit fait ou se feroit dans cette Assemblée.

» Les choses en étoient là lorsqu'on reçut d'Angleterre un précis des deux Bills qui restoient à passer, contre la Province de la Baye de Massachussets, ainsi que du Bill pour l'établissement des troupes en Amérique, sur lesquels on déliberoit encore au Parlement, lorsque les derniers vaisseaux partis d'Angleterre, arriverent à Boston. Ces Bills, quoiqu'on n'en eût pour ainsi dire qu'une esquisse informe, se répandirent bientôt dans tout le Continent, où ils comblèrent la mesure du mécontentement & de l'indignation. Les plus modérés, ceux que jusque-là on avoit vû chanceler dans leurs résolutions, se jetterent avec fureur dans le parti Américain.

On ne parloit plus sur tout le Continent que de fermer les ports, & chacun paroissoit convaincu que la nécessité en faisoit une

loi. Par-tout on tenoit des assemblées, on prenoit des résolutions. Toutes ces assemblées recommandoient aux Peuples d'envoyer du soulagement à leurs malheureux freres les Bostoniens; & chacun s'y portoit avec la plus généreuse ardeur. Il arriva des lettres sans nombre à Boston, de la part de toutes les Provinces, Villes & Districts de l'Amérique, dans lesquelles, à toutes les expressions possibles d'une affection compatissante, on joignoit les éloges les plus flatteurs sur la conduite que les Bostoniens avoient tenue jusqu'à ce jour, & de pressantes exhortations pour perséverer dans la vertueuse résistance qui leur avoit attiré tous ces maux.

» A cette époque, le peuple d'Amérique en général se partageoit entre deux avis, qui en faisoient deux classes bien distinctes: l'une, de ceux qui vouloient qu'on se portât sur le champ aux dernières extrémités: l'autre de ceux à qui il paroissoit nécessaire & convenable de proceder avec plus de retenue. Suivant les premiers, il falloit commencer par fermer les ports avant même d'avoir tenté aucun autre moyen, ou de s'être assuré que les autres Colonies approuveroient une démarche dont les conséquences étoient si allarmantes. Quoiqu'ils demandassent à grands cris la tenue d'un Congrès, ils ne vouloient lui laisser rien à faire, que de poursuivre & de ratifier leurs actes de violence. Il paroissoit aux autres, qui pour être

moins nombreux n'en étoient pas moins respectables , & qui dans leur modération avoient peut-être autant de fermeté, qu'avant de se permettre un si dangereux éclat , il falloit épuiser toutes les autres voies , & faire encore de nouvelles tentatives auprès de la Grande-Bretagne , pour obtenir le redressement des griefs de l'Amérique , & une claire & solide confirmation de ses droits & privilèges. Ils ne concevoient point que cela dût se faire autrement que par un Congrès , pour qu'on ne pût pas dire de leurs délibérations & de leurs actes, que c'étoit seulement l'ouvrage d'un petit nombre ou de quelque Colonie particulière «.

» A côté de ces deux classes , sous lesquelles nous venons de comprendre toute l'Amérique , nous devons ajouter qu'il en existoit une troisième , qu'on appelloit les amis de l'Administration , ou pour parler plus exactement , le parti de ceux qui ne désapprouvoient pas totalement sa conduite. Mais la voix de ce parti étoit si foible qu'à peine pouvoit-elle se faire entendre , si ce n'est dans un très-petit nombre de lieux , d'ailleurs peu considérables. Les plus animés , qui n'avoient pas la patience d'attendre les résultats d'un Congrès , prirent des mesures différentes. Le Comité de correspondance de Boston dressa un Acte qu'il intitula : *Ligue & Convention solennelles* , par lequel tous ceux qui le signoient s'engageoient , devant Dieu , à suspendre tout

## 52 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

commerce avec les Etats Britanniques, à compter du 30 Août (1774) lors prochain, jusqu'à ce que l'interdit de Boston fût levé, que les autres Loix qui avoient soulevé les peuples fussent révoquées, & que la Colonie de la Baie de Massachusset fût pleinement rétablie dans ses droits constitutionnels. Ils se promirent, avec la même solennité, de ne consommer ou acheter de qui que ce fût, aucune espece de denrées ou marchandises, qui, après le 30 Août, arriveroient des Etats Britanniques, & de rompre entièrement avec ceux qui en acheteroient comme avec ceux qui en importeroient. Ils renoncèrent pareillement à toute liaison avec ceux qui refuseroient de signer cette convention ou de se lier par les mêmes engagements; & à cette menace de séparation ils joignirent celle de publier les noms de ceux qui ne se conformeroient pas à tout ce que la ligue prescrivait.

» Cet Acte circula bientôt dans les autres Colonies, avec une lettre du Comité de Boston; & les peuples, non seulement dans les divers Gouvernemens de la Nouvelle-Angleterre, mais dans les autres Provinces, embrassèrent cette ligue avec le plus vif empressement. Il est vrai qu'il s'en étoit déjà formé de semblables dans plusieurs parties du Continent, sans aucun concert préalable entre elles ou avec la Ville de Boston.

» Le Général Gage allarmé de tout ce

qui se passoit , & sur-tout de la forme que prenoit cette ligue qui lui faisoit craindre de fâcheuses conséquences , rendit le 29 Juin une déclaration foudroyante contre cet Acte qu'il qualifia de complot & de trahison , contre la soumission due au Roi , contre l'autorité légitime du Parlement Britannique , & contre la paix , le bon ordre & la sûreté de l'Etat. Tous les Sujets étoient avertis que des excès si criminels & si dangereux seroient punis par les plus fortes peines , & il étoit recommandé aux divers Tribunaux de poursuivre , avec toute la rigueur des loix , ceux qui auroient signé la ligue ou qui lui auroient donné leur concours ou appui de quelque maniere que ce pût être «.

» Cette proclamation ne produisit d'autre effet que d'exercer les plumes de plusieurs gens de loi du parti Américain , qui entreprirent de prouver que l'association ne pouvoit point être l'objet des loix portées contre la trahison , & que les qualifications qu'il plaisoit au Gouverneur de lui donner , étoient fausses , injustes & calomnieuses. Ils l'accusoient lui-même de s'arroger un pouvoir que la loi ne donnoit point au Souverain , celui de faire passer pour trahison des actions qui n'étoient pas telles aux yeux de la loi. Ils soutinrent que les Peuples avoient le droit de s'assembler pour délibérer sur leurs communs griefs , & pour régler d'un commun accord la conduite qu'ils devoient tenir pour

## 54 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

obtenir le redressement de ces griefs ; & enfin que la proclamation étoit également arbitraire , illégale & odieuse «.

» On s'occupa donc par tout de la formation d'un Congrès général ; & la Ville de Philadelphie , autant par la convenance de sa situation , qui est comme le centre du Continent , que par la sécurité qu'elle offroit , fut choisie pour le lieu de l'Assemblée , qui dès ce moment fut convoqué pour le commencement de Septembre 1774. Dans les Provinces où il se trouvoit déjà une assemblée toute formée , comme dans celle de la Baie de Massachussets , on nomma sur le champ des Députés pour représenter la Province au Congrès. Dans les autres , le Peuple fit choix du nombre ordinaire de Délégués , lesquels choisirent entr'eux les Députés , dont le nombre devoit être par tout en proportion avec l'étendue de la Province. Aucune Colonie ne pouvoit en envoyer moins de deux ni plus de sept. Mais quelque fût le nombre de ces Députés , chaque Colonie dans le Congrès ne devoit avoir que sa voix «.

» Dans chacune de ces assemblées provinciales , il fut pris divers arrêtés , au nombre desquels se trouve par-tout & en tête cette déclaration : *que l'interdit de Boston est un Acte injuste , inconstitutionnel , oppressif & dangereux pour les privilèges de l'Amérique.* A Philadelphie une pétition signée de plus de neuf cents Francs-tenanciers fut présentée à M.

Penn , Gouverneur de la Province , pour le supplier de convoquer une assemblée générale le plutôt possible. Ce Gouverneur n'ayant pas jugé, à propos de les satisfaire , la Province procéda le 5 Juillet au choix de ses Députés , qui ne tarderent pas à se rendre dans la Capitale pour y attendre l'ouverture du Congrès «.

» Comme les arrêtés pris dans l'assemblée de Philadelphie , portent plus que ceux d'aucune Colonie , le caractère d'une délibération froide & modérée , & d'une vraie affection pour la Mere-patrie , & qu'en même tems ils manifestent une résolution non moins ferme de soutenir les droits de l'Amérique , nous allons en rapporter les principaux passages «.

» Ces arrêtés débutent par les protestations les plus fortes de la soumission & du respect de l'assemblée pour le Souverain , & ils déclarent qu'elle a en horreur toute idée d'une indépendance inconstitutionnelle , ajoutant que la Colonie regardoit cette malheureuse querelle comme infructueuse pour l'Angleterre , affligeante pour l'Amérique , & fatale aux intérêts de l'une & de l'autre. Après avoir exprimé le plus ardent désir du rétablissement de l'ancienne harmonie , l'assemblée annonce que les Américains réclament les mêmes droits & les mêmes privilèges dans les Colonies que les Sujets nés en Angleterre prétendent avoir dans ce Royaume «.



» Elle désapprouve , dans les termes les plus forts , les derniers Bills relatifs à la Province de la Baie de Massachussets , déclarant qu'elle considère ses freres de Boston comme des martyrs de la cause commune des Colonies. Elle démontre la nécessité absolue d'un Congrès , où les Colonies puissent consulter ensemble , & arrêter un plan général de conduite , pour parvenir à faire remettre leurs freres de Boston dans leur ancien état , à obtenir le redressement des griefs des Colonies en général , à prévenir toutes futures querelles semblables , & à rétablir sur un fondement constitutionnel leurs droits , & le rétablissement de la bonne intelligence entre la Grande-Bretagne & ses Colonies ».

» Elle reconnoît qu'une suspension de commerce avec la Grande-Bretagne causeroit le plus notable préjudice à la grande Province de la Pensylvanie , & à ses nombreux & industrieux Habitans ; mais elle déclare qu'ils sont prêts à faire ce sacrifice , & bien d'autres encore plus considérables , pour le maintien de leurs libertés : que cependant pour l'intérêt des Peuples de la Grande-Bretagne , autant que pour le leur propre , & dans l'espoir que de justes remontrances produiroient à la fin quelque effet , elle désire sincèrement que le Congrès commence par faire l'essai d'une décente mais ferme remontrance , dans laquelle il se contenteroit d'exposer les griefs des Colonies , & d'en demander le redressement.

ELLE recommande aux Marchands de ne point s'autoriser des résolutions qui pourroient être prises relativement à l'importation, pour hauffer le prix de leurs denrées ou marchandises, & elle finit par déclarer que la Pensylvanie rompra entièrement avec toute Communauté, Ville ou Colonie, qui refusera, éludera ou négligera d'adopter & de mettre à exécution le plan général qui aura été arrêté dans le Congrès «.

» Dans une assemblée des Délégués des divers Comtés de la Virginie, qui dura six jours, après divers arrêtés conçus dans les mêmes vues de conciliation que ceux de la Pensylvanie, il en fut pris de particuliers pour la Province, relativement à son commerce & à la dépendance où il la mettoit vis-à-vis de la Métropole, pour le débit du tabac, production propre à cette Colonie, & la seule qu'elle eût de cette nature. Relativement à cet objet si important pour la Province, sa résolution est d'autant plus remarquable, qu'elle fait parfaitement connoître quels étoient alors les vrais sentimens des peuples de cette Colonie «.

» L'assemblée arrêta donc qu'elle n'acheteroit plus aucun négre venant d'Afrique, des Indes Occidentales ou d'aucun autre lieu. Que son accord pour la non-importation commenceroit à s'exécuter le premier Novembre 1774, lors prochain, & que si au 10 Août 1775, l'Amérique n'avoit pas ob-

tenu le redressement de ses griefs, la Province cesseroit, après cette dernière date, d'exporter du tabac & telles autres denrées que ce pût être pour les Etats Britanniques. Pour donner d'autant plus d'efficacité à cette dernière résolution, la société recommanda fortement la culture de tous les autres articles, qui pourroient former une base convenable pour les diverses Manufactures, & sur-tout le soin des bestiaux, en ordonnant de les laisser multiplier & d'en tuer le moins qu'il seroit possible. Elle déclara aussi ennemis de l'Amérique tous ceux qui violeroient l'accord de non-importation «.

» Les Peuples du Maryland, dont la production est aussi le tabac, montrèrent les mêmes sentimens que la Virginie & le même zèle pour la cause commune, en prenant des résolutions toutes semblables. Enfin, les deux Carolines, dont l'existence paroît dépendre de leurs exportations, ne furent pas celles qui observerent le plus de ménagemens dans cette circonstance «.

» Ce fut ainsi que l'interdit de Boston & les autres loix qui l'avoient accompagné, passèrent tous les fâcheux pronostics de ceux qui s'étoient élevés, avec le plus de force, dans le Parlement contre ce système «.

» Ces divers actes avoient mis en combustion tout le Continent de l'Amérique, & donné lieu à une confédération générale des diverses Colonies pour l'intérêt de la

cause commune. On tenoit dans toutes le même langage, ou s'il y avoit quelque différence, les mesures qui étoient adoptées tendoient par-tout au même but. Toutes, d'une voix unanime, demandoient un Congrès, protestoient de ne jamais se soumettre à payer des taxes intérieures, qui ne feroient point, suivant l'usage, imposées par leurs propres assemblées, & elles se montroient décidées à suspendre tout commerce avec les Etats Britanniques jusqu'à ce que les griefs de l'Amérique en général & ceux de la Baie de Massachusetts en particulier fussent pleinement redressés.

» A la nouvelle du Bill du port de Boston & des autres fléaux qui, comme de coutume, l'accompagnerent, les Peuples d'Amérique se porterent à plus ou moins de violence selon la nature des circonstances & la vivacité du caractère de chacun; mais la résolution fut la même par rapport au grand objet du débat, c'est-à-dire, relativement au point de la taxation; & les Américains les plus modérés, même ceux de la Nouvelle York, parurent déterminés à tout souffrir plutôt que de se soumettre à cet article. A New-Port, dans Rhode-Island, l'incendie éclata avec bien plus de fureur que dans quelques autres endroits. Il y parut un écrit véhément, avec cette devise imprimée en gros caractère : *s'unir ou mourir*. L'Auteur représente la situation de Boston comme an-

nonçant la volonté directe & hostile d'assiéger & d'envahir les Colonies : les Généraux du despotisme, dit-il, tirent actuellement les lignes de circonvallation autour de nos boulevards de liberté, & il n'y a que l'unanimité, la fermeté & la persévérance qui puissent nous délivrer nous & notre postérité, d'un mal plus affreux que la mort, c'est-à-dire de l'esclavage «.

» Ce qui rendoit la crise plus dangereuse, c'est qu'elle ne provenoit point du mécontentement d'une Noblesse turbulente & opprimée, qu'il est facile de réduire en gagnant quelques uns des principaux factieux, parce que tous les autres suivent naturellement leur exemple, à moins qu'ils ne soient des forcenés résolus à tout perdre. Cette crise ne consistoit pas non plus dans la mutinerie & l'obstination d'un corps de Marchands & de Négocians, parmi lesquels tout homme accoutumé à ne s'occuper que de son intérêt immédiat, s'effraye à la moindre apparence des suites qui peuvent l'affecter essentiellement. Il eût été aisé de les diviser en beaucoup de factions opposées les unes aux autres, au moyen de quelques marchés avantageux qu'on leur auroit offerts. Mais tout au contraire, la grande force de l'opposition au Gouvernement, résidoit dans les Propriétaires des terres par toute l'Amérique. En général, dans ce vaste Continent les terres Angloises sont réparties en une infinité de petits Francs-tenanciers, & rapportent à leurs possesseurs

une heureuse suffisance qui donne au corps & à l'ame la constitution la plus saine & la plus vigoureuse, & rarement ce superflu, qui devient si nuisible à l'un & à l'autre, dans l'ancien monde où les goûts sont plus exquis & les jouissances plus raffinées. Actuellement les Franks-tenanciers de l'Amérique sont presque en tous points ce que furent autrefois les paysans de l'Angleterre, lorsqu'ils nous rendirent formidables à toute l'Europe & nous firent un nom dans l'univers. Et même par un enchaînement de divers circonstances, les Américains sont encore plus enthousiastes de la liberté que ne le furent nos anciens paysans Anglois. Ils sont en trop grand nombre pour qu'on puisse les corrompre tous, & trop courageux pour qu'il n'y ait pas beaucoup de risque à les mépriser «.

» Dans ce fâcheux état des choses, le Général Gage eut la consolation de recevoir une adresse de félicitation de la part des Juges de paix du Comté de Plymouth, assemblés en session générale. Dans cette adresse, après les complimens d'usage, ils exprimoient tout le chagrin qu'ils ressentoient de voir que les Habitans de quelques Villes, dirigés par certaines personnes qui se qualifioient de Comités de correspondance, & encouragés par d'autres qui comme Ministres de l'Evangile, eussent plutôt dû prêcher l'obéissance & la fidélité aux loix, entroient dans une ligue, combinée pour augmenter les mécon-

tentemens du Souverain, pour aigrir la Métropole, & pour interrompre l'harmonie de la société. Plusieurs Particuliers du Comté de Worcester, firent aussi des protestations contre tous désordres & actes de violences & toutes manœuvres séditiones. Ces efforts ne produisirent cependant d'autre effet que de tromper le Gouverneur & l'Administration, relativement à la force & au nombre des amis du Gouvernement dans cette Province «.

» Quoiqu'on eût levé des contributions volontaires dans diverses Colonies pour secourir les pauvres peuples de Boston, néanmoins il est aisé de concevoir que dans une ville où il se trouve plus de vingt mille Habitans, qui ont toujours subsisté par le commerce & par les différentes especes d'affaires qu'il amene, & où la conservation de quantité de familles dépend du local, la privation de cette grande source de leur occupation & de leur subsistance doit nécessairement occasionner de terribles & nombreuses détresses, quelques soient les secours momentanées qui peuvent survenir. Les riches mêmes ne furent point exempts de cette calamité générale, parce que la plus grande partie de leurs biens consistoit en quais, magasins, angars & quantité d'autres bâtimens ou emplacements nécessaires au commerce dans un grand port commerçant, & que toutes ces propriétés ne furent plus d'aucune valeur «.



» Les Bostoniens supporterent cependant leurs disgraces avec une constance merveilleuse ; mais ils trouverent aussi dans tous les cœurs Américains une tendresse & une compassion qui les affermit beaucoup dans leurs résolutions. Leurs voisins les Marchands & Habitans de la ville & du port de Marblehead, qui étoient du nombre de ceux qui pouvoient profiter davantage de la ruine de Boston , au lieu de chercher à recueillir les fruits de leurs calamités , eurent la générosité de leur faire toutes sortes d'offres de service ; & ils les presserent d'user de leurs magasins & de leurs quais. Ils voulurent s'employer à veiller sur l'embarquement & le débarquement de leurs marchandises , & enfin devenir leurs commissionnaires sans les engager dans la plus legere dépense ; mais en même tems ils les exhortoient à perséverer dans la patience & la fermeté qui jusques là leur avoient fait tant d'honneur «.

» Aussitôt après l'arrivée du Général Howe dans son Gouvernement , deux régimens d'infanterie furent débarqués à Boston avec un petit détachement d'artillerie & quelques canons , & campés sur les communes qui se trouvent dans la peninsule où est située la ville. Ces troupes furent successivement renforcées par les divers régimens qui arriverent d'Irlande , de New-York , d'Halifax & enfin de Quebec. On conçoit aisément que l'arrivée & le cantonnement de ces troupes ne furent rien moins

qu'agréables aux Bostoniens, & qu'ils durent donner beaucoup d'ombrage à leurs voisins des pays adjacents. Ce mécontentement augmenta lorsqu'on eut posté une garde à l'isthme de Boston, qui est un col étroit qui joint la péninsule au Continent. La désertion fréquente des troupes fut la cause ou le prétexte de cette opération «.

» Sur ces entrefaites il survint un incident qui, quoique peu intéressant par lui-même, donna aux Bostoniens l'occasion de connoître parfaitement l'appui qu'ils devoient attendre de leurs voisins, & la disposition générale des Américains. Il se répandit un bruit, peut-être semé à dessein, qu'un régiment posté à l'isthme avoit coupé la communication avec la Province, afin d'affamer la Ville & la réduire à toute la soumission qu'on pourroit exiger d'elle. Sur le simple bruit de cet événement, un nombre considérable d'Habitans du Comté de Worcester s'assemblerent & dépêcherent deux exprès à Boston pour en savoir la vérité. Ces Députés informèrent les Habitans que si le fait eût été vrai, il y avoit plusieurs milliers d'hommes armés, tout prêts à se mettre en marche pour les secourir ; ils ajoutèrent qu'ils étoient chargés de leur déclarer que quand même les Bostoniens seroient disposés à se laisser dépouiller de leurs libertés, les Peuples de la Province ne se croiroient nullement compris dans leur arrangement ; que par les der-

niers actes du Parlement Britannique & les Bills qu'on y préparoit lors des dernières nouvelles reçues de Londres, leur Charte étoit absolument annullée ; & que le contrat entre la Grande-Bretagne & la Colonie étant ainsi rompu , ils étoient entièrement les maîtres de se réunir sous la forme & de la manière qu'ils jugeroient la plus convenable à leur sûreté mutuelle.

» Peu de tems après (le 4 Août 1774) le Gouverneur rendit une proclamation pour recommander aux Peuples la piété & la vertu & pour prévenir & châtier le vice, l'irréligion & le crime. Cette proclamation, absolument conforme à celle que le Roi avoit rendue à son avènement au trône, semble, comme la plupart des actes du Gouvernement de ce tems-là, avoir été faite à contre-tems. Les Peuples de cette Province ont la réputation d'être fort attachés aux formes extérieures & à toutes les apparences de piété & de vertu , & leur attention peut-être excessive à ces pratiques, leur a toujours attiré les railleries & les reproches de leurs ennemis, & en général de tous les gens dont la morale est plus relâchée. Les proclamations ou loix ne peuvent avoir d'effet que sur l'extérieur. C'est une vérité si triviale, qu'on ose à peine s'y arrêter. Mais dans celle-ci, l'hypocrisie étant mise au nombre des crimes contre lesquels on avertit les Américains de se tenir en garde, cet acte de

## 66 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

l'autorité devenoit par là une sorte de libelle contre la Province. Aussi cette insulte porta-t-elle la plus forte animosité dans des esprits qui n'étoient déjà que trop échauffés α.

» Le Gouverneur reçut avec les nouvelles loix , qui n'arriverent qu'au commencement d'Août, une liste de trente-six nouveaux Conseillers. Conformément aux nouveaux reglemens , ils furent nommés par la Couronne contre le vœu de la Charte qui ordonnoit qu'ils fussent élus par les Représentans dans chaque assemblée. Il n'y en eut que vingt-quatre environ qui acceptèrent , mais ce nombre fut suffisant pour conduire les affaires du Gouvernement jusqu'à ce qu'il arrivât une nouvelle nomination de la Cour pour remplir les déficit α.

» Malgré ces opérations , tout tendoit à cette crise fatale qui devoit détruire tout établissement de Gouvernemens dans cette Province. Les Peuples des différens Comtés devenoient de jour en jour plus audacieux , & tout annonçoit la résistance & la guerre. Cette disposition étoit sur-tout remarquable dans les Comtés de Berkshire & de Worcester. On n'y entendoit parler que d'achats d'armes , de munitions , de poudre , de boulets , & de tous les autres préparatifs de cette espece , qui annonçoient le danger le plus imminent & la résistance la plus déterminée. Par-tout on portoit les plus violentes secousses aux nouvelles loix. C'étoit un crime

de les faire exécuter, c'en étoit un même de paroître désirer de leur obéir. Tous les nouveaux Officiers & leurs partisans étoient déclarés ennemis de la patrie & menacés d'être traités en conséquence. Les choses furent encore poussées plus loin dans la Province de Connecticut, dont les Habitans regardoient ce qui se passoit chez leurs voisins comme un prélude du sort auquel ils devoient s'attendre eux-mêmes «.

» Les nouveaux Juges furent mis par tout dans l'impossibilité de continuer l'exercice de leurs places. A l'ouverture des Cours, les grands & les petits Jurés de toute la Province refuserent unanimement de prêter serment ou de faire aucun service sous les nouveaux Juges & sous les nouvelles loix. Tous ceux qui agirent autrement furent voués à l'exécration publique. Plusieurs Greffiers des Cours, qui avoient rendu les ordres de convocations pour les Jurés, furent obligés de consigner à ce sujet, dans les Gazettes, une déclaration qui étoit une sorte d'amende-honorable qu'ils faisoient au Public. Ils y disoient que nonseulement il ne leur arriveroit plus de donner de pareils ordres, quelles que pussent être les conséquences d'une telle conduite, mais encore qu'ils n'avoient pas réfléchi à ce qu'ils faisoient, & que si leurs concitoyens leur pardonnoient la faute qu'ils avoient commise, leur propre conscience, moins indulgente, la leur reprocheroit éter-

## 68 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

nellement. Dans différens endroits , & notamment à *Great Barrington*, il y eut de nombreux attroupemens. La foule étoit si grande aux environs des Cours de Justice, que les Juges ni leurs Officiers ne pouvoient arriver à leurs Tribunaux; & lorsque le Sherif ordonnoit aux peuples de faire place à la Cour, on leur répondoit que le peuple ne connoissoit point de Cour ni d'établissement indépendant des anciennes loix & coutumes du pays: qu'on ne se soumettoit à aucune autre; & qu'on ne laisseroit point le passage libre, quelque chose qui pût arriver «.

» Les nouveaux Conseillers furent encore plus malheureux que les Juges. Leurs maisons furent environnées par une populace irritée. Il falloit qu'ils s'exposassent au ressentiment de ces furieux, ou qu'ils se démissent de leurs places. La plupart prirent ce dernier parti. Quelques-uns eurent le bonheur de se trouver à Boston, ce qui les sauva du danger; mais ceux qui essayèrent de s'y réfugier, furent poursuivis & chassés par le peuple, qui les menaçoit de détruire leurs maisons & leurs biens «.

» L'ancienne constitution étant ainsi supprimée par Acte du Parlement Britannique, & le peuple ne voulant point recevoir la nouvelle, il n'y eut plus aucune forme de loi ni de Gouvernement dans la Province de la Baie de Massachussets; & les Habitans s'y virent réduits à cet état d'anarchie que

Pon suppose avoir été celui du premier âge de l'humanité. Cependant un concours général de bonnes dispositions maintint l'ordre parmi ce peuple qui ne connoissoit plus de maître ; la morale suppléa en quelque sorte aux loix ; & la force de l'habitude tint lieu de l'autorité. A l'exception d'une résistance générale au nouveau Gouvernement & des excès qu'on s'est permis contre quelques personnes que les circonstances rendoient désagréables aux peuples ; on ne s'aperçut point que l'activité de la loi eût cessé «.

*FIN.*

DANS les deux pieces dont nous venons de donner la traduction, on a vû le précis des événemens qui ont amené la guerre actuelle depuis leur naissance, en 1764, jusques au moment où la province de Massachusett s'est soustraite entièrement au Gouvernement de l'Angleterre. Tout ce qui s'est passé depuis jusques à l'expulsion du Général Howe de Boston a consisté dans le blocus de cette ville par les troupes Américaines, dans la campagne du Canada, en 1775, & dans les délibérations prises par les divers Comités, ainsi que par le Congrès général, soit pour essayer de fléchir le Parlement & la Métropole, soit pour préparer les voies à la révolution qui a éclaté le 4 Juillet 1776 par l'acte d'indépendance. Comme ces divers objets ont fait la matiere des discussions Parlementaires



de la session de 1776, dont nous avons donné la plus grande partie, & que par ce moyen ils sont suffisamment connus; nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de les rappeler ici sous une forme que nous avons adoptée uniquement pour mettre dans l'ordre le plus clair les événemens du jour, ou de l'année. En conséquence, nous allons donner le plus rapidement qu'il nous sera possible les portraits des Orateurs des deux Chambres que nous avons annoncés, & qui ne feront pas la partie la moins intéressante de l'histoire des troubles actuels. Nous présenterons de suite les vingt ou vingt-cinq qui ont paru jusqu'ici. Mais si ce nombre augmente nous remettrons le surplus à un autre tems, parce que nous désirons de renouer promptement le fil de l'histoire chronologique d'Angleterre que nous avons à reprendre du 24 Mai 1776.



## G A L L E R I E

*Des Portraits des principaux Orateurs  
dans les deux Chambres du Parlement.*

Par HISTORICUS.

MA PREMIERE IDEÉ avoit été de donner deux par deux les portraits des principaux Orateurs du Parlement, & un de chaque Chambre, en commençant par ceux du parti de l'Aministration. Les deux premiers auroient été suivis de deux autres pris dans l'opposition, & ainsi alternativement. De cette maniere j'aurois esquissé tour à tour les perfonages de l'un & de l'autre parti, dont les portraits peuvent piquer la curiosité du public. Mais après y avoir plus mûrement réfléchi j'ai reconnu que certains d'entre ces portraits exigeroient un soin particulier, & que ce feroit rompre l'uniformité de mon plan, qui est de faire contraster quelquefois & les circonstances & les caracteres. J'ai donc crû qu'il vaudroit mieux ne produire ces différens tableaux que l'un après l'autre, en commençant par le premier Orateur de la Chambre haute du parti du Ministère, auquel succédera son antagonifte dans la même Chambre. Je prendrai ensuite les deux plus célèbres Orateurs de l'autre Chambre dans

les deux partis ; & je continuerai sur le même plan , jusqu'à ce que j'aie passé ainsi en revue tous nos hommes d'Etat dans le Parlement actuel. Je commence par le Lord Mansfield. »

(I) *WILLIAM MURRAY, Comte Mansfield.*

POUR tracer le caractère politique & Parlementaire du Lord Mansfield, il est nécessaire de remonter un peu haut. Ce fut au commencement de l'année 1766 que, pour la première fois, depuis que ce Lord avoit pris place à la Chambre des Pairs, il lui arriva de se séparer du Parti Ministériel, en se montrant d'un avis contraire au M.<sup>is</sup> de Rockingham, alors premier Lord de la Trésorerie.

Le Lord Mansfield ne passoit point pour désapprouver en général les opérations du Gouvernement ; mais il y avoit un article sur lequel il s'étoit déclaré ouvertement de l'avis contraire, & c'étoit la révocation de l'acte du timbre. Je ne me rappelle pas s'il s'opposa bien vivement à cette révocation ; mais il est certain qu'il lui refusa son suffrage. La célèbre protestation qui la suivit, passe pour avoir été rédigée sous ses yeux. Elle fut regardée comme un des plus beaux morceaux qu'on eût vûs en ce genre.

L'uniformité & la fermeté qu'on a pû remarquer dans la conduite du Lord Mansfield prouvent incontestablement qu'il avoit donné

donné la plus entière approbation au système qui amena bientôt un grand changement dans le Ministère.

Il appuya, en 1767, les droits sur l'importation de certains articles en Amérique (appelés droits de Ports) proposés dans la Chambre des Communes, par le Chancelier de l'Echiquier. En 1770, il se déclara pour la révocation partielle de ces droits, & pour la continuation de la taxe sur le thé, cause première de tous les troubles actuels.

C'est dans ce vaste champ du système adopté par la Cour, relativement à l'Amérique, que nous verrons parfaitement se déployer la politique du Lord Mansfield. Il avoit désapprouvé la révocation de l'acte du timbre, parce qu'il la regardoit comme un abandon tacite de l'autorité suprême de l'Angleterre sur l'Amérique. Lorsque le Lord Rockingham, & ses amis, quitterent le Ministère, en laissant l'acte déclaratoire, imaginé pour sauver l'honneur & le crédit de la Grande-Bretagne, le Lord Mansfield pensa, avec la nouvelle Administration, que l'acte pour imposer les droits de Port, étoit le seul moyen de donner de l'âme à l'acte déclaratoire, lequel sans cela, ou sans quelque autre espèce d'adhésion ou de reconnaissance active de la part de l'Amérique, resteroit nécessairement sans vie, sans utilité, sans efficacité. Lorsque les droits sur les Manufactures Angloises, savoir le papier, les

couleurs, les verreries, &c. (articles taxés dans l'acte sur les droits de port) furent reconnus pour être nuisibles aux intérêts du commerce, il approuva la révocation de ces droits.

Dans les autres points de la conduite du Lord Mansfield, autant qu'ils eurent rapport aux résolutions du Parlement, il paroît que ce Lord se laissa plutôt entraîner par son inclination constante à soutenir le Ministère, qu'il ne voulut suivre son opinion particulière, excepté lorsqu'elle se trouvoit liée au système adopté contre l'Amérique dans son exécution prochaine ou éloignée. Les opérations qui ont résulté de ce système, consistoient dans les divers Bills de coercition contre l'Amérique, au nombre desquels on peut comprendre l'acte de Quebec. Le Lord Mansfield en appuya les motions avec une étude si recherchée & quelquefois même si minutieuse, quand il entroit jusques dans la défense grammaticale de leurs clauses, que ses antagonistes l'ont souvent accusé d'être l'Auteur & le Rédacteur de ces Bills. Mais c'est ce qu'on ne peut pas se permettre de supposer, puisque ce Lord a plus d'une fois nié dans les débats qu'il eût eu la moindre connoissance antérieure de la teneur de ces Bills, & qu'il assure même n'avoir point assisté au Conseil du Cabinet longtems avant l'époque où ils y furent discutés.

Nous terminerons l'esquisse politique de

ce grand homme d'Etat, en observant qu'il ne s'est jamais départi de ses principes, & qu'il a établi tous ses raisonnemens sur cette seule supposition, que dès l'origine l'Amérique a visé à l'indépendance, & que tout ce qu'il sera possible de jamais gagner, soit par la force, soit par la persuasion sur l'esprit des Américains, se réduira à reconnoître la suprématie personnelle du Roi de la Grande-Bretagne, mais détachée de son Parlement, & sans aucune liaison avec lui.

Il faudroit toute l'habileté qui me manque pour parler dignement des talens supérieurs du Lord Mansfield comme Orateur Parlementaire. Malgré mon insuffisance, j'essayerai cependant d'en tracer une esquisse quelque incorrecte & quelque imparfaite qu'elle puisse être. Le Lord Mansfield est certainement un des plus éloquens personnages que l'Angleterre ait jamais produits. Aucun de ses Contemporains ne l'égale dans la partie de l'art oratoire qui consiste à présenter un objet sous toutes ses faces. Il est doué d'une mémoire si sûre & si fidelle, qu'il ne lui arrive presque jamais de faire des notes, ou que s'il en fait, rarement y a-t-il recours. Lorsqu'il rapporte les expressions dont on s'est servi dans le cours d'un débat, ou quelques citations, sa mémoire le sert si heureusement qu'on croiroit qu'il répète mot pour mot ce qu'il a entendû ou ce qu'il a lû. Il est encore plus extraordi-

naire relativement aux fins qu'il cherche dans l'emploi de ces rares talens. S'il attaque la partie foible d'un moyen de son antagoniste, il fait usage des sarcasmes les plus piquans pour en détacher tout ce qu'il trouve d'illusoire, de foible & d'absurde; ou bien il se contente de la couvrir de ridicule. Si au contraire il s'agit d'un point sur lequel ses adversaires appuient leur principal moyen, il établit fidèlement les termes, il rassemble leur signification ordinaire, il pèse la force des diverses conséquences qu'on en veut tirer, avec une précision qui feroit presque supposer à l'auditeur qu'il avoit tout vu auparavant, qu'il a jetté ses idées sur le papier, & que son discours est le résultat d'un long travail.

Souvent il se fait autant admirer par sa présence d'esprit que par son génie & son discernement. Non seulement il déploie l'éloquence la plus séduisante; mais il étonne encore par son adresse à ramener dans un cercle étroit toutes les raisons ou allégations de son adversaire, de manière à en énerver la rigueur ou à détruire entièrement leur effet.

On ne peut pourtant point se dissimuler que le talent oratoire du Lord Mansfield est plus superficiel & séduisant, que conséquent & solide. Il sacrifie trop à l'harmonie & aux figures, & il tire trop d'avantage d'une grande partie oratoire qu'il possède au suprême



degré, celle d'émouvoir les passions. Jamais homme ne fut attaquer avec plus d'art les préjugés de ses auditeurs. Il semble qu'il cherche plus à leur persuader qu'ils ne font point le mal, qu'à les convaincre que le bien leur reste à faire. C'est-là où le génie du Lord Mansfield paroît naturellement le porter; enfin, la vivacité & la douceur de son regard, le feu de son action, l'agrément de son organe, l'harmonie de ses inflexions, les graces & la force de son élocution, tout se réunit pour en faire le premier Orateur des deux Chambres du Parlement; mais sa voix, son élocution & sa force, pour n'en pas dire plus, semblent pancher beaucoup vers leur déclin. Le couchant de ses jours & de ses talens se fait déjà visiblement appercevoir; & la plus solide jouissance du Lord Mansfield sera bientôt de pouvoir se dire à lui-même qu'il a consacré sa vie aux intérêts de sa nation, & au bonheur du genre humain.

Milord Mansfield est oncle paternel du Comte Stormont, Ambassadeur en France. En 1742, il fut fait Procureur général: en 1754, Avocat général, & en Octobre 1756 Lord, Chef de Justice du banc du Roi, & créé Pair du Royaume. Il vient d'être élevé à la dignité de Comte.

(II) *CHARLES PRATT, LORD CAMDEN.*

AU CHANGEMENT survenu dans le Ministère, en Juillet 1766, & qu'on attribue au Lord Chatham sur qui, depuis quelques mois, paroissoit rouler l'administration, le Lord Camden fut nommé Chancelier de la Grande-Bretagne. Avant d'être élevé à ce poste éminent, ce Lord jouissoit déjà de la plus haute réputation, tant pour ses qualités personnelles & la supériorité de ses connoissances, que pour sa fermeté inébranlable dans ses principes politiques. Amené aux affaires par un ami de la trempe du vertueux Lord Chatham, il seroit naturel de présumer que leurs vues & leurs sentimens étoient les mêmes. Mais heureusement pour l'un comme pour l'autre, on a lieu de croire qu'ils avoient chacun leur façon de penser.

Il s'offrit bientôt une occasion qui produisit le même effet que la lance d'Ithuriel dans Milton. Le nouveau Chancelier se vit exposé à subir une double épreuve de capacité, & comme Magistrat & comme Ministre.

Le Lord-Maire, dont les grains formoient le commerce, donna de vives allarmes au Ministère, en l'informant que la récolte de bled avoit été très-foible en Angleterre : qu'on appréhendoit une disette générale dans toute l'Europe ; qu'il s'étoit fait une rapide

& abondante exportation à la faveur de la loi. L'affaire ayant été examinée dans le Conseil intime, une proclamation royale fut publiée pour défendre toute exportation ultérieure, & en cette occasion encore, la loi se vit obligée de céder aux réglemens arbitraires du Conseil. Aussitôt les Torys joignirent leurs clameurs à celles des Whigs & des Patriotes : ils condamnerent cette opération, comme attaquant ouvertement la constitution, & comme étant une infraction directe aux loix. Ils la qualifierent de *tyrannie*, & prétendirent qu'elle étoit beaucoup plus dangereuse que l'affaire de l'impôt arbitraire sur les vaisseaux, qui fut si fatale à Charles premier, ou que le pouvoir dispensatif que s'arrogea Jacques II.

Le mal étoit fait : le Ministère avoit donné prise sur lui ; il s'agissoit de pallier une opération qu'il étoit impossible de soutenir. C'étoit un moment bien critique pour le Lord Cambden. Voyons quelle fut sa conduite. Convint-il ou reconnut-il que sa commisération pour les malheurs de ses compatriotes, avoit égaré sa raison, ou qu'il s'étoit indiscretement fondé sur l'espérance d'être soutenu par le Gouvernement, & sur l'intérêt qu'on avoit à le défendre ? Non, le Lord Cambden mit en avant le grand moyen de la raison d'Etat ; & non-seulement il fit voir que l'exercice de la prérogative royale appartenoit invariablement au premier Magistrat (le Roi), en qui certainement

cet exercice réside toujours ; mais même il s'efforça d'établir que le premier Magistrat pouvoit décider en quel tems & en quelle occasion cette prérogative inhérente à la Couronne, peut être exercée en opposition directe à la loi Parlementaire, & aux principes notoires de la constitution.

Ce fut-là le début du Lord Camden dans la place de Chancelier, à laquelle il avoit été élevé après s'être fait un grand nom dans celle de Chef de Justice des Plaids Communs. Comme les infirmités de son Patron (le Comte de Chatam) croissoient de jour en jour, & que son crédit tomboit dans la même proportion : que d'ailleurs le Duc de Grafton, alors premier Lord de la Trésorerie, étoit entré dans un autre parti, le Lord Camden perdit toute à la fois & la faveur du peuple & son crédit dans les Conseils, de sorte que pendant le long espace de trois années, il affecta de ne prendre aucune part aux débats, & souffrit même sans dire son avis, que le Bill pour établir des droits de Port en Amérique, l'interprétation de la loi de Henri VIII, au sujet des délits commis par de là les mers, & l'affaire de l'élection de Middlesex, reçussent séparément l'approbation de la majorité dans le Conseil & dans le Parlement.

Son Patron, quelque tems après s'être retiré, ayant recouvré sa première vigueur, le Lord Camden sentit son feu se rallumer,

& redevint Patriote. A l'ouverture de la session, en 1770, il remit les Sceaux pour censurer avec plus de liberté la conduite de l'Administration, relativement à l'affaire de M. Wilkes, & à l'élection de Middlesex. En 1774, les affaires de l'Amérique étant devenues un sujet continuel de discussion Parlementaire, on l'a vû rentrer dans la lice avec ses anciens principes; & il est aujourd'hui le plus zélé défenseur des Chartres. Lui seul se fait plus redouter de l'Administration qu'une armée d'ennemis ordinaires.

Les talens Parlementaires du Lord Camden sont incontestables. Si on le met en parallèle avec le Lord Mansfield, on ne peut pas dire qu'il soit aussi Orateur dans le sens étroit de ce mot; mais il est infiniment supérieur par sa profondeur de raisonnement, par la netteté & l'ordre de ses définitions, par l'arrangement & la division philosophiques de ses idées sur les loix constitutionnelles, & par la solidité de ses conséquences. Jamais il ne se met à découvert, ni ne laisse aucun jour par lequel ses adversaires puissent l'entamer, défaut qui se rencontre sans cesse dans les savans discours du Lord Mansfield. Il est rare qu'il ne cherche qu'à émouvoir les passions; & s'il leur fait un appel, c'est presque toujours à l'appui d'une preuve convaincante & d'une saine Logique. S'il avoit à parler devant un auditoire composé de gens recommandables par leurs talens &

## 82 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

par leurs lumières, en supposant sa cause bonne, il n'y auroit point d'Orateur dans les deux Chambres qui pût lui disputer la victoire; mais lorsqu'il ne s'agit que d'entraîner & de maîtriser les suffrages d'une multitude, (de chasser devant soi un troupeau) le Lord Mansfield, le Lord Chatham & même le Lord Littleton ont sur lui un avantage marqué.

Le Lord Cambden est froid & conséquent. Il est idolâtre des grands principes : il s'en pénètre & ne les perd jamais de vue. Il parle aisément. Il a un heureux choix d'expressions & un torrent d'idées qui semble partir d'une source inépuisable. Les droits naturels des Américains, les privilèges & immunités qui leur ont été accordés par leurs Chartres & leurs droits de représentation comme sujets nés de l'Empire Britannique sont les bases sur lesquelles il fonde tous ses raisonnemens, & d'où il tire toutes ses conséquences.

Dans les débats, sa judiciaire l'emporte encore s'il est possible sur ses parties oratoires. Dès qu'il a embrassé une opinion, il donne à la question la tournure la plus capable d'embarrasser ses adversaires; ou bien il attend qu'ils ayent épuisé toutes leurs forces, pour diriger son attaque sur quelque point particulier qu'ils auront oublié ou négligé. Enfin, de même que le Lord Mansfield est le plus élégant Orateur des deux

Chambres du Parlement, de même nous ne balançons pas à prononcer que le Lord Cambden est le meilleur Logicien.

D'un autre côté le Lord Cambden tient beaucoup trop aux grands principes niés ou contestés par l'autre parti; & il paroît plus jaloux de convaincre les habitans de l'Amérique qu'ils ont raison, quoiqu'à une distance de mille lieues, que de persuader à ceux qui l'entendent, que le Parlement à tort. Plusieurs de ses discours paroissent beaucoup trop remplis de l'esprit de sédition. Son acquiescement passé aux opérations qu'il condamne aujourd'hui si hautement, ou plutôt le silence qu'il a gardé lorsque ces opérations ont été résolues, diminue beaucoup la sensation que devoit produire la force de ses raisons. Ses argumens sont quelque fois trop subtils, souvent entortillés, & se ressentent encore de l'esprit de chicanne qui regne au Barreau. En général, il paroît toujours disposé à aigrir, à embarrasser & à embrouiller sans nécessité, même lorsqu'il ne cherche pas à persuader. De tels écarts sont un abus de ses grands talens; & il est de l'intérêt de sa gloire de s'en corriger.

(III) *EDOUARD THURLOE, Avocat général.*

QUOIQ'IL ne soit point difficile de démêler les sentimens de M. Thurloe, il est très-peu de gens cependant qui connoissent à fond son caractère politique. Il étoit protégé de



la Maison de Bedford qui lui procura , en 1770, la place de Procureur général vacante, par la démission de M. Dunning ; & au commencement de 1771, il fut fait Avocat général à la place du Chevalier William de Grey nommé Chef de Justice des Plaids-Communs.

Il y a dans le rapide avancement de M. Thurloe deux circonstances très-singulières qui même nous paroissent être sans exemple ; la première, c'est d'avoir été tiré du Barreau , où il ne jouissoit pas d'une grande célébrité , pour être fait Procureur général , avant même qu'il eût occupé une place dans la Chambre des Communes : la seconde, d'être parvenu au poste éminent qu'il occupe aujourd'hui sans avoir eu une seule occasion de déployer ses talens dans le métier lucratif de la-guerre parlementaire.

Quant aux principes pratiques de M. l'Avocat général, ils sont assez connus, & si parfaitement même, qu'il n'y a personne en Angleterre , pour peu que ses affaires, son goût ou ses vues l'aient tourné vers la politique, qui ne soit intimement convaincu de l'uniformité & de l'inflexibilité qui caractérisent ce Magistrat. Dussent toutes les puissances de la terre, des enfers & des cieux , réunir contre lui leurs fureurs ; eût-il à redouter les disgrâces humaines, & encore la réprobation éternelle : dussent-même tous ces maux l'écraser à la fois, rien ne pourroit

triompher de ses principes, c'est-à-dire de son caractère.

Il y a cependant dans sa conduite publique quelque chose de hardi, de décidé, d'ouvert que l'on chercheroit envain dans un grand nombre de ses conforsts qui ont les plus grandes prétentions à ce qu'on appelle vertu publique. Est-il question de fermer le port de Boston, ou d'en faire sauter les fortifications, ou de le détruire jusque dans ses fondemens par un *globe de compression* : d'établir dans la Province du Canada la Religion de Mahomet, le culte des faux dieux, ou le Papisme : de transporter les criminels en Angleterre pour y être jugés sur des délits commis en Amérique, ou bien de les faire périr sur les lieux par la méthode plus expéditive de la loi martiale, avec les variations du Knout ou du cordon : veut-on empêcher les descendans de George II de se marier avant que leurs facultés morales & naturelles soient parvenues à leur entière maturité, ou passer un Edit pour leur dégradation physique : s'agit-il de donner de nouvelles Chartres à la Compagnie-des-Indes, ou d'annuler les anciennes par une proclamation : est-il question de dresser une loi pour extirper en Amérique la rébellion ou les habitans ? rien de tout cela n'inquiète un homme tel que M. Thurloé, pourvu qu'il soit bien persuadé qu'elles tourneront à la gloire du Roi son Maître, à la prospérité

de sa Patrie, à la sûreté de la Constitution, & à la défense de l'Etat. Cette esquisse est naïve & franche, & tout-à-fait dans la manière de M. Thurloe. Après avoir ainsi développé son caractère politique, en remontant jusqu'à la vraie source de ses principes, il seroit inutile d'ajouter autre chose à ce portrait, sinon qu'il a tout lieu de se flatter d'être bientôt élevé à une place où il aura *l'usage, la garde & la direction de la conscience du Roi.*

Dans une Assemblée aussi nombreuse que la Chambre des Communes, au milieu de tant de sentimens, de principes & d'intérêts divers, parmi un tel conflit d'esprits, d'argumens, de factions & d'absurdités, M. Thurloe doit, à plus d'un titre, être considéré comme un Orateur de la première classe. Le public ne sera peut-être pas de cet avis. Il croira sans doute que nous avons donné à M. Thurloe une place beaucoup trop honorable : cela peut être, mais nous n'avons fait qu'exposer notre jugement ; & si on daigne en faire un examen impartial, nous présumons qu'il ne sera pas rejeté. C'est d'après ce principe que nous ne craignons pas d'affirmer que M. Thurloe est un des membres les plus utiles, & des Orateurs les plus profonds & les plus vigoureux qui soutiennent dans la Chambre des Communes le parti de l'Administration.

Il n'est sorte d'armes qui ne lui serve pour

combattre les adversaires. Depuis l'affertion toute ronde & sans apprêt, ou le démenti dans toute sa rusticité, jusqu'à la plaisanterie & aux sarcasmes, tous devient pour lui des moyens d'attaque ou de défense. Ses raisons sont toujours spécieuses, & nous ne ne connoissons point de meilleur Avocat pour les mauvaises causes. Il lui manque les graces de l'élocution : il ne connoît point le choix des expressions, ni le charme de l'harmonie ; mais on remarque dans son air une assurance qui semble annoncer la conviction de la vérité, une maniere de ferrer ses preuves qui paroît partir de la même source avec une grande énergie d'expression ; & toutes ces circonstances réunies à l'art difficile de la persuasion le rendent un des plus redoutables champions Parlementaires.

Si ses discours étoient imprimés : si on avoit le tems de séparer le grain d'avec la paille, & d'en secouer la poudre qu'il jette aux yeux : s'ils étoient éprouvés à la pierre de touche de la vérité & de la raison, ils paroîtroient souvent dans toute la laideur de la nudité : on y verroit les sophismes substitués aux preuves, & de pures assertions données pour des faits réels & constatés. Mais dans la chaleur des débats, lorsque l'attaque & la défense sont subites & imprévues : lorsqu'il faut cajoler, étourdir, séduire, entraîner les auditeurs, les faire voter enfin contre leurs lumieres & leur conscience,

lorsque c'est le devoir & même la charge de l'Avocat, de déguiser certains faits, d'en exagérer d'autres, ou de les dénaturer par une interprétation captieuse : lorsque la situation particulière de l'Orateur s'oppose à ce qu'il puisse répondre de ses assertions, de ses opinions & des conseils qu'il donne; dans ces momens où il est si rare de pouvoir juger un raisonnement, où il est plus difficile encore d'en découvrir le principe, & où une recherche de cette nature demanderoit plus de jours que la forme des discussions parlementaires ne laisse d'heures, alors M. Thurloe est un Orateur de là plus haute volée, pour emprunter de lui une expression, nous dirons de la *premiere force*.

Cette esquisse contient presque tout ce qui est nécessaire pour l'exécution de notre plan; cependant pour être uniformes, nous dirons aussi deux mots du revers de la médaille. M. Thurloe n'a point les graces du maintien : son organe est désagréable, & dans ses discours il n'observe point assez les convenances des tems, des lieux & de la probabilité. Ses argumens sont vagues & incohérens : les conséquences qu'il en tire, ne sont pas honneur à sa Logique, & il attaque ses adversaires avec trop de brusquerie & de grossiereté, quoiqu'en général il assaisonne ses disputes de beaucoup de gaité, de finesse & de traits assez ingénieux.

## (IV) EDMOND BURKE.

CE fut au printems de 1766, lors de la révocation de l'acte du timbre, que M. Burke parut pour la première fois dans l'arène politique. Il s'annonça comme un des zélés apologistes de cette révocation, & il déploya en cette occasion des talens qui donnerent les plus grandes espérances. A peine entré dans la Chambre des Communes, il y jouissoit déjà de la plus haute considération. Il étoit alors Secrétaire du Marquis de Rockingham, premier Lord de la Trésorerie, & Ministre ostensible du jour; & c'est par cette route qu'il a percé dans la carrière du Parlement.

Peut-être fut-ce un malheur pour un homme d'un aussi rare mérite de faire ses premières armes sous la protection immédiate, & en quelque sorte par la création d'une faction particulière, telle que l'association à la tête de laquelle étoit alors le M.<sup>is</sup> de Rockingham. Le public a droit aux services des grands hommes; & il est fâcheux que des motifs d'honneur, engendrés par des obligations personnelles ou des liaisons de parti, ne fassent pour eux de l'intérêt général qu'un objet de considération secondaire.

Est-ce par des vues à lui particulières, ou par un pur zèle de patriotisme, que M. Burke a adopté ses excellens principes? Voilà ce que nous ne prétendons point décider. Nous aimons à croire qu'il a signé son enrôle-

ment dans le parti de Rockingham, plus par conviction que par aucune considération relative à la circonstance qui le faisoit exister.

Quoiqu'il en soit M. Burke a montré le plus grand zèle, la fermeté la plus invariable, & surtout les plus rares talens dans la défense de la cause qu'il a épousée. Il a entièrement justifié les Whigs, & obtenu pour eux la rémission la plus complète de toutes leurs transgressions politiques depuis l'avènement de la Maison de Brunswick au trône de la Grande - Bretagne. Il n'a point soutenu en termes formels que la loi pour révoquer l'acte triennal de Guillaume III, & pour porter à sept ans la durée des Parlemens, fût une loi sage. Il n'a point conclu de ce qu'elle avoit pu être convenable dans un certains tems, qu'elle ait dû être continuée après la cessation de la cause qui y avoit donné lieu. Mais il nous a déclaré dans son nouveau catéchisme des Whigs, que des hommes sages & éclairés ont pensé que les inconveniens des Parlemens trop courts l'emportoient sur leurs avantages; & voici la victorieuse raison par laquelle il défend lui-même l'opinion qu'il rapporte. » J'ai observé, dit-il, que les Députés sont toujours très-indépendans dans le milieu d'une session; mais que les approches de sa fin & d'une nouvelle élection les ren-

---

*Thongs ou National discontents.*



dent plus complaisans & plus souples aux prières & aux volontés des Ministres.»

Nous ne pousserons pas plus loin l'examen des principes de M. Burke, & de sa défense des Whigs; nous observerons seulement qu'il ne trouve point mauvais que la Chambre des Communes compte parmi ses Membres des gens en place, ainsi que des Officiers du service de terre & de mer, mais qu'il désapprouve qu'elle garde des pensionnaires. Enfin il aime fort l'administration des Whigs, & par dessus tout celle du Lord Rockingham.

En général, il suffit d'observer que M. Burke est l'oracle de son parti: qu'il est un des plus habiles défenseurs des droits politiques & metcantiles de l'Amérique, le partisan zélé de la révocation de l'acte du timbre; & qu'il s'est fait un devoir de s'opposer à toutes les résolutions relatives à l'Amérique, dont la source ne remonte pas à l'administration du Marquis de Rockingham.

Il n'y a pas d'homme en Angleterre en qui la nature & l'éducation aient réuni plus de qualités propres à parler, au nom du Roi, dans une assemblée comme la Chambre des Communes. M. Burke a reçu au suprême degré le don de la persuasion; & il y a des occasions où son éloquence seroit irrésistible si elle n'étoit point contrebalancée par une force encore plus irrésistible, je veux dire celle de l'or. Les sources où il puise ses in-

formations sont aussi fécondes que nombreuses. Il déploie tout l'art possible dans l'emploi qu'il fait de ses matériaux : sa mémoire est sûre : son stile riche en coloris annonce l'imagination la plus brillante ; & la manière dont il s'exprime prête encore un nouveau charme à ses discours. Ses détails, souvent intéressans, sont toujours corrects. Ses argumens sont fondés en général sur une excellente logique. Ils annoncent la plus saine raison : jamais il ne s'est permis des assertions téméraires : jamais il n'altère à dessein la vérité des faits, pour en tirer des inductions qui lui soient favorables. Ses preuves sont rarement hasardées, & s'il les juge telles, il a la candeur de les appuyer sur certaines opinions courantes, quoique peut-être contestées, mais dont l'existence au moins est connue. On ne peut désirer d'avoir un Adversaire plus honnête, & qui ait des procédés plus nobles ; & sa bonne-foi donne à ses discours un ton de confiance & de véracité qui ajoute beaucoup à leur force. Enfin, il jouit d'une réputation que peu de Membres du Parlement dans l'une & l'autre Chambre partagent avec lui.

Ses connoissances dans les affaires Parlementaires sont si vastes & si variées que rien ne lui est étranger de tout ce qui peut être matière à débats. Politique, finances, commerce, manufactures, police intérieure, &c. tout est de son ressort, & il traite chacun

de ces objets d'une manière si supérieure : il y emploie si heureusement les termes propres & techniques, que la chose dont il parle paroît avoir fait l'objet particulier & constant de ses études.

M. Burke n'a peut-être pas une logique aussi sûre que le Lord Cambden ; ses raisonnemens sont peut-être moins concluans, sa judiciaire moins nette, son style moins correct ; il n'a pas les graces du Lord Mansfield, ou il ne possède pas au même degré le don de la persuasion ; il n'est pas, en un mot, un aussi séduisant orateur que ce Magistrat ; mais lorsqu'il s'agit d'entrer dans les détails épineux des affaires, de lier les résolutions avec leurs principes, d'éclaircir une question, & de découvrir dans l'examen d'une opération toutes les conséquences probables que l'expérience & le raisonnement peuvent montrer, alors, sans contredit, M. Burke n'a point d'égal.

Si l'impossibilité de soutenir la guerre d'Amérique, l'interposition des Puissances étrangères ou quelque autre circonstance, occasionnoient un changement dans le système actuel des affaires, il est très-probable que M. Burke auroit la place de Chancelier de l'Échiquier ; & cela pour deux raisons : d'abord, parce que c'est l'homme d'Angleterre le plus propre à cette place, sans excepter Milord North qui l'occupe : en second lieu, parce qu'à l'affaire d'Amérique près, il paroît n'y

avoir que le nom de différent entre la croyance des Whigs & celle des Torys modernes. Si l'on en excepte l'attachement personnel de M. Burke au Lord Rockingham, nous ne voyons aucun de ses principes politiques qui pût l'empêcher d'accepter la place de Chancelier de l'Echiquier pour la faire comme Milord North sous la direction du Comte de Bute.

Ce n'est là sans doute qu'une esquisse bien imparfaite du portrait de cet homme d'Etat. Nous devons ajouter à son éloge qu'il réunit des qualités qui se trouvent bien rarement dans le même sujet. Il est difficile de décider dans quel art il excelle, celui de parler ou celui d'écrire. Toujours profond logicien & raisonneur subtil, soit qu'il dresse un plan, soit qu'il discute celui d'un autre, il fait briller le même jugement & la même sagacité.

D'un autre côté M. Burke est prolix, & il s'arrête souvent sur des misères avec une affectation puérile & pédantesque. Sa gaieté dégénère quelquefois en bouffonnerie & en écarts offensans contre les personnes : son éloquence exagérée tombe dans le phébus. Sa voix n'est point très-harmonieuse, il s'attache trop peu à la conduire ; & souvent dans la chaleur des débats, elle devient âpre & inégale au point de rendre ses accens dissonans & presque intelligibles. Il ne fait point assez animer sa physionomie & lui donner de l'expression. Enfin, il ne paroît pas

avoir consulté les graces dans le miroir de Milord Chesterfield pour tout ce qui regarde son extérieur dans l'usage qu'il fait de ses mains, de sa tête, de ses pieds & de ses bras.

En général, malgré ses excursions épisodiques dans le pays de l'imagination ; malgré ses écarts fréquens qui lui font perdre de vue l'objet des débats, & sa manie de conter des sornettes en traitant les affaires les plus intéressantes : malgré tous ces défauts & beaucoup d'autres qui fourmillent dans ses harangues, il est incontestablement l'Orateur le plus vigoureux & le plus instruit des deux partis qui composent la Chambre des Communes.

(V.) *LE LORD LYTTLETON.*

Ce jeune Seigneur a éprouvé, dès ses premières années, les contrariétés qui sont inséparables des querelles de partis. Il fut élu pour le Bourg de Bewdly, lors de l'élection générale de 1768 ; mais comme le Lord son pere étoit du parti de l'Opposition, & que dans ses discours chez les Lords, il ne ménageoit gueres les amis des Ministres, le Lord Holland qui avoit conservé un grand crédit, & depuis long-tems, dans la Chambre des Communes, quoiqu'il fût devenu membre de la Chambre des Pairs, intrigua si heureusement, qu'il força le jeune Orateur au silence, en lui faisant préférer son Antagoniste pour cette place qu'il se

vit obligé de quitter, après l'avoir possédée pendant la majeure partie de la première session. Depuis ce moment, le jeune Lord ne fit plus parler de lui jusqu'à la mort de son père, auquel il succéda dans la Chambre haute. A son occasion, nous ne nous dissimulons point tout l'embarras que nous impose notre tâche. Comment est-il possible de dessiner le caractère d'un homme qui depuis qu'il a paru sur le grand théâtre, s'est fait remarquer par la conduite la plus versatile. Sans aucune lumière pour nous guider, il nous faudra chercher notre route à tâtons. Nous ne pouvons mieux exprimer la perplexité qu'il nous cause, que par ce vers du Poète Richard Savage, bâtard, fameux par ses Poésies, & Poète fameux par sa bâtardise, dans une pièce qu'il a composée en l'honneur de ceux qui n'ont point un père certain :

*Il brille EXCENTRIQUEMENT comme le feu  
d'une Comete.*

Si ce trait donne une idée trop vague des principes politiques du Lord Littleton, on les concevra peut-être mieux par l'exposition détaillée de sa conduite dans le Parlement. Il a voté pour & contre la Cour dans la même session, & cela sur la grande affaire de l'Amérique. On l'a vu défendre très-vivement le Bill de Quebec contre le Lord Chatham, & ensuite appuyer la proposition faite par

ce Lord, en Janvier 1775, de retirer les troupes de Boston.

Il a fait paroître la même inconstance quelques vers la fin de la session, où il défendit encore une fois le Bill de Quebec. A l'ouverture de celle de 1775-6, il a parlé & voté contre l'adresse en réponse au discours du Roi, & il s'est rangé du côté de l'opposition, dans la grande affaire sur l'illégalité reprochée à l'introduction des troupes étrangères dans les garnisons de Gibraltar & de Mahon, sans le consentement préalable du Parlement. Cependant le moment d'après, il appuya le projet d'opération esquissé dans ce même discours du Roi, sans se joindre à ceux qui demandoient des communications de papiers. Enfin il a acquiescé aux arrangemens pris pour les Hanovriens, quoiqu'on n'eût point remédié à ce qu'il lui avoit d'abord plu d'appeller une violation manifeste & scandaleuse de la constitution.

Ce Lord ne fait pas grand cas des talens de nos Ministres actuels, & il a osé le leur dire en face. Il est foncierement Whig : il s'en est expliqué ; & cependant il a adopté, appuyé & exalté les opérations des Ministres actuels : il a abandonné les principes qu'il s'étoit fait gloire d'avouer publiquement ; au jourd'hui il vote avec les Torys quoiqu'en-nemi de leur doctrine, & il coopere avec des gens qu'il fait bien être sous la férule des Torys.

Nous ne prétendons point décider les-



quels des principes qu'il a embrassés ou de ceux qu'il a quittés, conviennent le mieux au génie & à la vraie constitution de notre Gouvernement; mais nous osons recommander fortement au Lord Lyttleton de suivre des principes certains : d'adopter un système; ou de cesser d'être si tranchant dans ses opinions, jusqu'à ce qu'il se soit fait une ame à lui, ainsi que l'en a prié un de ses illustres confrères dans la Chambre des Lords.

L'impatience démesurée d'acquérir un nom, & une lueur de talens ont entraîné ce jeune Seigneur dans plusieurs absurdités politiques. Sur toutes choses il devroit s'abstenir de vouloir donner le ton dans le Parlement; c'est à lui de le recevoir de ses anciens, dont il n'y en a pas un qui ne soit plus capable & plus instruit. Bien des raisons, que nous ne détaillerons point, parce qu'elles n'entrent point dans notre plan, auroient dû lui faire sentir combien il lui sied mal de prétendre être Chef Parlementaire. Dévoré d'une excessive ambition, qu'il prenne garde, quelque issue que puissent avoir les troubles actuels, qu'une force inconnue, & dont il ne se méfie point, ne l'emporte bien au-delà du but où il se propose d'arriver. Il aime à louvoyer; mais qu'il se serve de toute son habileté, pour ne pas perdre plus de terrain, qu'il n'en gagne à ce manège.

Les talens du Lord Lyttleton, comme Orateur public, sont généralement reconnus.

Il est vrai que son éloquence se ressent un peu de la déclamation, mais comme elle est ornée d'une infinité de connoissances générales & particulieres, qu'il s'est nourri des plus célèbres Orateurs de la Grece & de Rome, que la justesse de ses observations donne beaucoup de force à ses citations, & qu'il est doué d'un esprit délié, vif & pénétrant, ses discours sont beaucoup au-dessus de ces harangues froides & inanimées, ou de ces déclamations qui ne sont qu'emportées & séditieuses qu'on entend si souvent dans les deux Chambres.

La tournure de ses premiers discours, jointe à l'énergie & à la véhémence de son élocution, étoit faite pour reveiller l'attention & pour interesser fortement la Nation Angloise à la défense de ce que ce Lord estime être les droits constitutionnels de ce Royaume. Son stile est coulant, élégant & correct; ses observations sont judicieusement appliquées; son débit est quelquefois agréable & animé, jamais froid, plat ou rude. Il se tire avec adresse des détails, mais ils ne sont pas son fort. La nature, l'habitude & son goût, le portent à attaquer ses Auditeurs par le côté des passions; aussi réussit-il mieux à émouvoir, à échauffer, à enflammer, qu'à suivre un raisonnement, qu'à établir une définition ou à tirer une conséquence. Il a une présence d'esprit admirable dans les débats: il quitte rarement, ou du moins il ne perd

jamais de vue l'affaire discutée ; & s'il s'en écarte , il revient toujours à tems à l'objet principal & le traite avec une nouvelle force. Enfin il y a dans quelques-uns de ses discours une vigueur d'expression , une vivacité de coloris , une grace & une délicatesse qu'on ne trouve dans aucun autre orateur des deux Chambres du Parlement.

Mais le Lord Lytteleton a trop d'ardeur pour se faire un nom , & il veut arriver trop vite à la perfection. On voit qu'il s'est fait un point trop capital des graces de l'attitude & de l'élocution , jusqu'à négliger le fonds pour ne s'occuper que de son organe ou de son maintien. Pour comble de malheur , ce grand travail produit souvent un effet tout contraire ; car il lui arrive de ménager sa voix de maniere qu'on n'entend pas un mot de ce qu'il dit ; & alors on croit voir un maître de graces qui donne sa leçon. Tout en lui est action , pour se conformer strictement aux habiles conseils du maître célèbre sous lequel il a étudié. Mais s'il ambitionnoit un peu moins de nous rappeler l'idée de Garrick & de Quintilien ; s'il avoit pris un peu plus du ton & du geste du Lord Camden & du Lord Germaine , il auroit certainement bien meilleure grace en parlant dans le Sénat Britannique.

Sa voix est tout au plus supportable , & il est certain qu'il la gâtée par son affectation pédantesque & théâtrale , en voulant l'assu-

jettir à une variété d'inflexions dont elle n'est pas susceptible. Semblable à tous les Orateurs de profession, jamais les faits ne lui manquent pour appuyer ses raisonnemens, ni les raisonnemens pour en tirer des conclusions favorables à sa cause. Mais c'est un défaut ou un talent commun à toute la race, depuis Isocrate jusqu'à Charles Townshend. Quoiqu'il en soit, le Lord Lyttleton est actuellement le meilleur Orateur du côté de l'Administration; si on en excepte le Lord Mansfield; & malgré tous ses défauts, qui sont bien plus nombreux que nous ne l'avons dit, il est l'homme qui ait le plus de talens de la Chambre des Pairs, après le Lord que nous venons de nommer & les Lords Camden & Chatham.

(VI.) *WILLIAM PITT (Comte de Chatam).*

Comme la conduite politique des différens personnages dont nous avons déjà donné les portraits, ou de ceux que nous comptons esquisser par la suite, est la partie essentielle de notre plan, nous sommes obligés d'avouer que notre embarras devient extrême par les limites étroites entre lesquelles nous devons nous resserrer; & il nous paroît très-difficile de donner même une légère esquisse du caractère du grand homme d'Etat que nous allons mettre sur la scène. Il est pourtant certain que Milord Chatham est un des principaux personnages qui aient paru à la tête des

affaires dans ce Royaume, ou peut-être en Europe, depuis le commencement du siècle, soit, comme simple citoyen, gouvernant, conduisant, surveillant ou dirigeant ses compatriotes dans leurs diverses positions depuis les pouvoirs constituans & législatifs, jusqu'aux pouvoirs exécutifs de l'Etat, soit comme influant avec tout autant de facilité & de succès, & avec un ascendant irrésistible sur toute la grande République Européenne & presque sur chacun des membres qui la composoient. Il est certain que, sous ce point de vue, la tâche seroit immense; mais heureusement nous pouvons remplir notre plan à moindres frais. Nos premières observations ne remontent pas plus haut que l'année 1766, époque remarquable, à laquelle il montra, dans sa personne, aux trois Royaumes étonnés, l'Homme d'Etat dupé, le Patriote disgracié, & le vrai & solide Whig devenu Tory, tant dans ses principes que dans sa conduite. Nous laissons aux Historiens ou aux Auteurs des Mémoires du Lord Chatham le soin de détailler tous ses talens, comme premier Ministre ou plutôt comme Dictateur civil de l'Empire Britannique & comme souverain arbitre des intérêts de l'Europe; & nous osons prédire qu'un tel ouvrage survivra à la langue dans laquelle il aura été écrit, & aux libertés du pays, que le Comte de Chatham a gouverné pendant près de cinq ans avec un pouvoir presque absolu.

C'est avec une répugnance extrême que nous tirons nos matériaux de quelque chose qui pourroit ressembler même de très-loin à des anecdotes particulières, d'une authenticité suspecte ou placée sous un faux jour par la cabale ; mais comme il est nécessaire de parler des changemens qui ont précédé l'élévation du Lord Chatham à la Pairie, si on veut mettre dans son vrai point de vue cette étrange révolution dans les affaires modernes : comme les faits établis ici ont été d'une notoriété publique, sans qu'on les ait jamais contestés jusqu'à présent ; enfin, comme ils sont venus à l'Auteur par une voie très-sûre, il croit n'avoir pas besoin de s'excuser de ce qu'il paroît s'écarter un moment de son premier plan.

Le Lord Bute eut à peine quitté le timon des affaires, qu'il se repentit de s'être choisi pour successeur M. George Grenville. On entama, dans l'Automne de 1763, une négociation avec M. Pitt & quelques-uns de ses amis. Celui-ci eut à ce sujet deux ou trois conférences avec Sa Majesté, mais l'affaire manqua. L'Été suivant (1764) il y eut des pourparlers plus sérieux. Il fut question du Lord Northumberland (aujourd'hui Duc) pour premier Lord de la Trésorerie. On fit des propositions aux Lords Temple & Lyttleton (pere), & il se tint plusieurs conférences à *Sion-hose* chez le Duc de Northumberland. Cette négociation n'eût pas plus de

succès que la première , & le Chancelier de  
 l'Echiquier , M. George Grenville , se main-  
 tint encore pendant une autre session. On  
 doit croire que ces intrigues & ces ca-  
 bales donnerent beaucoup de dégouts à M.  
 Grenville. Il s'éleva quelques différends entre  
 lui & les plus intimes amis du Comte de Bute  
 son protecteur : il s'imagina qu'il avoit pris  
 beaucoup de consistance dans sa place ; &  
 plein de cette confiance il renvoya un frere  
 du Lord Bute. Mais M. Grenville éprouva  
 bientôt , à ses dépens , qu'il avoit fait une  
 démarche très-imprudente ; car aussitôt il se  
 renoua une seconde négociation. M. Pitt avoit  
 été sondé obliquement , & ensuite directement ,  
 le Lord Temple le fut enfin aussi. On obtint du  
 feu Duc de Cumberland qu'il seroit le por-  
 teur des préliminaires d'après lesquels les Par-  
 ties devoient traiter. Le Lord Lyttleton fût  
 proposé pour présider à la Trésorerie ou au  
 Conseil , & divers autres arrangemens furent  
 en partie arrêtés. Mais cette négociation eut  
 le sort des deux précédentes ; Le Lord Tem-  
 ple refusa de prendre part à l'administration  
 avec les uns ou les autres , sans le consen-  
 tement de M. Pitt : celui - ci n'aimoit point  
 l'entremise du Lord Bute ; & quelque estime ,  
 quelque vénération qu'ils pussent avoir l'un  
 & l'autre , pour le Duc de Cumberland , en  
 sa qualité de Général d'armée , ils déclarerent  
 hautement qu'ils ne prendroient dans le  
 Ministère aucune place dans laquelle on pût  
 supposer



supposer que S. A. R. auroit une influence ou un crédit particulier sur la plupart des Membres du Cabinet, parce qu'ils n'avoient qu'une très-mince idée de ses talens politiques. Dans cette confusion des choses, le parti, appelé les anciens Whigs, accepta les propositions. M. George Grenville & les Bedford furent renvoyés; & le Lord Rockingham se vit appelé à la Trésorerie.

Cette administration eut des difficultés terribles à surmonter. A peine fut-elle formée, qu'elle reçut un coup fatal par la mort du Duc de Cumberland. Elle dura l'année entière, & enfin il fut question de faire la dernière tentative sur William Pitt, qui malheureusement produisit son effet vers le milieu de l'année 1766. M. Pitt s'adressa dans cette occasion au Lord Temple, qui l'avoit consulté l'année précédente. Le Lord Temple proposa le Lord Lyttleton pour deux ou trois places du Cabinet. Il parla de lui donner la Présidence du Conseil. » Non, dit M. Pitt, elle est promise au Lord Northington ». Il proposa de lui offrir une place de Secrétaire d'Etat. » Non, répondit encore M. Pitt, M. Conway occupe l'une, & l'autre doit être pour le Lord Shelburne. Il cita encore deux ou trois autres places; non, répliqua M. Pitt, il n'y a qu'une pension qui puisse convenir au Lord Lyttleton. Enfin, cette proposition fût rejetée avec dédain. Le pourparler fut rompu brusquement. Il fut suivi

de quelques autres, dont nous ne rendrons point compte parce qu'ils n'entrent point dans notre sujet & que toutes les suites de cette affaire sont connues. M. Pitt fut créé Comte de Chatham & eut le Seau privé. Il fit renvoyer quelques uns de ses amis les plus zelés, & plaça ou fit pensionner lui-même plusieurs de ses ennemis déclarés, parmi lesquels étoient des amis du Lord Bute & ses confidens les plus intimes.

Le premier usage que fit de son pouvoir le Comte de Chatham, fut la proclamation pour défendre l'exportation des grains, en contradiction directe d'une loi expresse du Parlement, & la justification de cette opération dans le Parlement. C'est une chose dont on a tant parlé, qu'il ne reste plus rien à en dire, soit pour excuser le Comte de Chatham, soit pour le condamner. La matière a été épuisée; & depuis long-tems, elle se réduit à cette seule alternative: ou le Lord Chatham a cru que c'étoit un acte sublime de bienfaisance pour l'exécution duquel, comme a dit un des Ecrivains de ce tems là, il n'a pas craint de hazarder sa tête, ou bien il n'a agi que pour faire une épreuve, & pour savoir quelle analogie il pouvoit y avoir entre le pouvoir du Conseil moderne & celui des Cours de la Chambre Etoilée & de la haute Comission, telles qu'elles existoient sous les regnes des Tudors & des premiers Stuarts, lorsque ce pou-

voir étoit exercé par un Ministre patriotique pour l'avantage de son pays , ou même pour son salut , d'après le sentiment de son ami le Chancelier ( le Lord Camden ) *salus populi est suprema lex*. Toutes ces choses étant douteuses & incertaines , nous ne chercherons point les motifs dans une *fausse délicatesse* , tandis que nous avons les renseignemens les plus sûrs pour nous guider.

Le Lord Chatham avoit voté dans la session précédente pour la révocation de l'acte du timbre. Le nouveau Chancelier de l'Echiquier étoit M. Charles Townshend , qu'il avoit lui-même choisi , & qui jugea à propos de contredire tout ce que Milord avançoit , & tous les principes qu'il établissoit. Les droits sur les Ports Américains furent les premiers fruits de l'administration de M. Charles Townshend.

Si le Lord Chatham , conformément à sa manière de penser , n'avoit pas voulu en 1761 se rendre responsable d'opérations qu'il ne pouvoit pas diriger , pourquoi ne se retira-t-il pas aussitôt que M. Townshend proposa dans le Comité de subsides de mettre des taxes sur le papier , les couleurs , le thé , & les glaces importés en Amérique ? Ou du moins pourquoi n'a-t-il pas renvoyé un homme qu'il voyoit uniquement occupé à le supplanter , & dont il n'ignoroit pas qu'il étoit envié , craint & détesté. Les Apologistes du Lord Chatham disent qu'il eut une

vive attaque de goutte qui l'empêcha de se rendre à Londres & de paroître au Parlement & dans le Conseil. Il a dit lui-même que le Roi avoit manqué à la parole qu'il lui avoit donnée de le protéger, de le maintenir & de lui donner sa confiance, & qu'il avoit été trahi par son Trésorier (le Duc de Grafton). Tout cela peut être en partie vrai, mais notre crédulité ne va pas jusqu'à adopter cette histoire en sa totalité. Les promesses peuvent avoir été faites, les amis peuvent avoir été perfides; mais ni les faux amis ni les promesses du Roi ne devoient empêcher le Lord Chatham de conserver ses principes & de venger son honneur offensé. Mais ne parlons plus de lui comme Lord du Sceau privé: il a disparu comme une ombre, & il ne fut plus question de lui jusqu'à l'année 1770, qu'il redevint un zélé Patriote; depuis ce tems-là il s'est montré tel toutes les fois que sa santé a pu le lui permettre.

Si nous nous sommes trouvés embarrassés pour esquisser quelques-uns des principaux traits de ce phénomène politique, comme homme d'Etat, nous ne le sommes pas moins pour parler de lui comme Orateur. L'opinion presque générale est que le Lord Chatham l'emporte sur les Lords Mansfield & Camden; mais nous sommes d'un avis contraire, & nous repetons encore une fois que c'est d'après notre opinion particulière, que nous

préferons, quelque peu prépondérante qu'elle soit, parce que nous aimerions mieux être taxés de manque de discernement, que d'avoir à nous reprocher de faire notre cour au public aux dépens de la vérité ou du moins de l'impartialité.

L'éloquence du Lord Chatham ne ressemble à rien de tout ce que nous avons jamais entendu ni à aucune espèce de règle ou d'exemple existans dans les livres. Elle a par conséquent ce mérite, c'est qu'elle est toute à lui; il en est le créateur & elle mourra certainement avec ce Lord. Selon les occasions elle tire toute sa force du merveilleux, de la hardiesse, de l'extravagance ou de l'invraisemblance.

Son éloquence au Parlement, ressemble aux romans du dernier siècle ou plutôt aux fictions, aux absurdités & aux fables monstrueuses qui naquirent de l'ignorance, de la fausse bravoure, & de l'esprit extravagant & entreprenant des siècles passés. Ses talens éclatèrent dans l'occasion du monde la plus favorable, je veux dire dans un tems où un esprit général de mécontentement soulevoit presque toutes les classes de l'Etat contre Walpole. Il outragea de mille manières son administration. Il disoit hautement tout ce qui lui venoit à l'idée. Il captura ainsi l'affection & la confiance des peuples. Il répandit au-dehors un esprit d'enthousiasme qui n'avoit presque jamais été connu au-

paravant ; & à la fin il se sentit embrasé du même feu qu'il allumoit ; & c'est ainsi que par un concours singulier de diverses circonstances , il acquit sur ses auditeurs un ascendant que ne purent jamais obtenir Charles Townshend , Prat ou Murray qui lui étoient infiniment supérieurs , soit du côté des vrais principes de l'art oratoire , soit du côté de l'élégance & de la pureté de la diction. Les talens du Lord Chatham pour parler en public , sont connus si généralement , & ils ont donné matière à tant de justes observations qu'il ne reste rien à y ajouter. Nous nous contenterons de donner un échantillon de sa manière , qui fera voir qu'il entend infiniment mieux l'art de disputer dans les débats , que les regles de la vraie éloquence ou de la saine logique.

Le Lord Chatham ayant proposé au commencement de la session de 1775-6 , de retirer les troupes de Boston , il se fit dans toute la Chambre un mouvement de surprise accompagné du plus profond silence , lorsqu'il proféra ces mots : *trois millions de Whigs , les armes à la main , très-proches alliés des Whigs d'Angleterre & d'Irlande , ne se soumettront jamais , &c. . . .* C'étoit par ce genre d'éloquence qu'il parvenoit à pétrifier ses adversaires , à faire trembler les Ministres & à enflammer les cœurs Anglois. On doit dire cependant une chose en l'honneur de ses harangues , c'est qu'il persuadoit à

la Nation qu'on ne pouvoit ni la vaincre ni lui résister. Il a vécu assez pour voir se vérifier ce qu'il avoit prédit, & il est du petit nombre des Orateurs, qui avec intention ou par esprit d'enthousiasme, ont fait des prédictions qu'ils ont su justifier. Son débit n'est ni facile ni élégant; il repete souvent les derniers mots de sa phrase pour aider sa mémoire. Il se donne rarement la peine d'en venir aux preuves; aussi ses citations ou allégations sont souvent fabriquées par lui-même, & ses conclusions sont autant d'axiomes établis sur des prémices qu'il emprunte, qu'il invente ou qu'il s'approprie.

(VII) *LE LORD GEORGE GERMAINE.*

Le portrait de ce Lord est renfermé dans un cadre assez étroit, parce qu'il s'est peu montré dans la carrière politique. Il y a environ trois ans que n'étant encore lié avec aucun parti, & paroissant contraire à celui de la Cour, il rompit tout-à-coup le silence & se fit remarquer dans le Parlement par l'intérêt vif & décidé qu'il parut prendre à l'examen de la situation des affaires de la Compagnie-des-Indes. Il servit d'appui au Ministre dans ce moment critique, & il se conduisit avec l'adresse convenable à ses vues secretes d'ambition, & à l'envie démesurée qu'il avoit de jouer un rôle. Le Lord North qui dirigeoit cette affaire, & qui avoit trou-



vé de la résistance dans le Conseil se félicita d'être soutenu au Parlement par trois personnages qui passaient pour tenir fortement au parti de l'Opposition, le Lord Germaine, le Chevalier William *Meredith* & M. *Cornwall*. De ce moment-là l'opération du Ministre prit une couleur qui n'auroit pû être développée & éclaircie qu'avec le tems & au moyen d'un changement de situation.

Bientôt arriva l'époque où le Lord Germaine devoit paroître sous le point de vue le plus intéressant, & briller d'un éclat qu'il n'avoit point encore eu. Vers la fin de la session, le Ministre, comme pour dédommager la Compagnie-des-Indes de tout le mal qu'il lui avoit fait, fit agréer un Bill pour qu'elle pût exporter son thé à l'Amérique Septentrionale. Cette loi réveilla l'ancienne dispute qui depuis 1768 subsistoit par rapport à la taxe mise sur cette denrée. Ce qui se passa dans cette occasion est trop récent & trop notoire pour qu'on se permette d'en parler de nouveau. Le thé, dans quelque port d'Amérique qu'il arrivât, fut ou détruit ou renvoyé sans être exposé en vente. Les Bostoniens donnerent l'exemple, & l'accompagnèrent des excès les plus outrageans pour la Cour qui crut ne devoir pas mettre de bornes à son ressentiment. Cependant comme les Ministres ne voulurent pas pousser les choses trop loin : ou ce qui est plus probable, comme ils craignirent de périr

dans l'orage qu'ils cherchoient à soulever, la session de 1774 commença & continua pendant quelques semaines sans qu'on parût s'occuper de l'état des affaires en Amérique. Les Ministres sembloient toujours livrés aux mêmes incertitudes que pendant les quatre années précédentes, & ne vouloir que temporiser.

Le Colonel *Jennings*, zélé partisan de l'opposition, força les Ministres à sortir de cette léthargie perfide & dangereuse où ils étoient plongés depuis si longtems à la honte d'eux-mêmes, & au deshonneur de la Nation. Il avertit qu'il proposeroit un Comité de toute la Chambre, pour prendre des informations sur les affaires de l'Amérique. Le Lord *North* se vit donc obligé de parler; il se trouvoit embarrassé, & il fit, comme on dit, de nécessité vertu. Ce ne fut que le 9 Septembre que ce Ministre proposa un Comité; & ce jour-là, pour la première fois, le Lord *Germaine* déclara hautement son opinion, & fit voir la nécessité de maintenir la suprématie de la législation Britannique, sur toutes & chacune les possessions & dépendances de la Couronne.

Le premier fruit des résolutions prises dans ce Comité, & de la déclaration expresse de ce droit dans les termes les plus étendus, fut le Bill du Port de Boston. Le Lord *Germaine* appuya & défendit ce Bill dans tous ses points; mais ne le regardant que

#### 114 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

comme un châtimement qui n'auroit d'effet qu'autant qu'on pouvoit supposer qu'il irriteroit les Bostoniens, il donna l'idée d'un Bill de protection pour ceux qui devoient être employés à le faire exécuter.

Telle fut l'origine du Bill pour traduire les personnes, prévenues de crimes dans l'Amérique Septentrionale, devant d'autres Tribunaux que ceux du lieu du délit, ou pour les transférer en Angleterre. L'Acte avoit deux objets; l'un de protéger le Militaire, lorsqu'il seroit appelé au secours du pouvoir civil, contre tout ressentiment d'un Juré Provincial; l'autre, de faire juger les coupables dans une autre Colonie quelconque ou en Angleterre. L'idée de ce Bill, donnée par le Lord Germaine, fut adoptée avec reconnaissance par les Ministres, qui mirent tout en œuvre pour le faire passer; & enfin Sa Majesté y attacha son consentement royal. Ce Bill & celui qui le suivit, pour changer la Charte de la baie de Massachusett, sont tous deux de la main du Lord Germaine: mais certainement au moins le premier. Le tems seul peut décider s'ils sont les plus sages ou les plus pernicioeux qui aient jamais reçu la sanction du Parlement Britannique.

Le portrait politique du Lord Germaine n'offre d'ailleurs rien d'intéressant. Jusqu'à l'époque où il est entré en place, c'est-à-dire vers la fin de 1775, il votoit toujours avec le Ministre, d'après son principe que le Par-

lement Britannique à le droit évident, décisif & constitutionnel d'astreindre à l'obéissance les Colonies Angloises, dans tous les cas quelconques; & qu'en conséquence de ce droit il ne doit entrer dans aucun pour-parler d'abandon, ou adhérer à aucune sorte de proposition, autre qu'une soumission sans restriction.

De même que le Lord Germaine a manifesté hautement ses sentimens, il a soutenu aussi les démarches des Ministres avec toute la fermeté possible. Il leur a donné un ton de vigueur dans la délibération, & une activité dans l'exécution, inconnus dans le cabinet, & nouveaux dans sa place avant qu'il l'occupât. Quelle que puisse être l'issue de nos grandes contestations actuelles, la vérité nous oblige de reconnoître (autant qu'il est possible au peuple de juger des choses dans un aussi grand éloignement) que parmi les Membres de l'un & de l'autre Parti, le Lord Germaine est du petit nombre de ceux qui, du moins jusqu'ici, ayent fait cadrer exactement leur conduite à leurs déclarations parlementaires sans aucun mélange de tergiversation ou de condescendance.

Tout le monde connoît les talens oratoires de ce Lord. S'il n'a pas la vaste mais diffuse érudition de M. Burke, ni la finesse & le ton persuasif de M. Thurloe, il a des avantages très-remarquables sur chacun d'eux. Il se renferme toujours dans le cercle des dé-

## 116 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

bats : il ne perd jamais de vue le point sur lequel porte toute l'importance de la chose. Il avance d'un pas modéré, mais ferme ; & en général il est sûr de convaincre. Il a une manière à lui : son stile est nerveux & mâle : sa diction est l'élégance même : ses observations sont bien dirigées, sententieuses & concluantes. Il ne cherche point à faire de l'esprit, ou à briller par des subtilités ou des saillies ; & il ne contrarie ses auditeurs que lorsqu'il cesse de parler. Cependant son organe est désagréable, & il n'a point un débit gracieux. Ses chûtes sont uniformes & sans la moindre harmonie : il ne s'étend point assez d'après ses propres lumières ; & il oublie que les propositions contestées par ses adversaires ne sont pas des principes d'après lesquels on puisse raisonner. Ses discours sont plus convaincans que persuasifs, plus propres à lui conserver le suffrage de ses amis, qu'à ramener ses antagonistes à son opinion. Il manque de clarté, de variété, de détails, ou du moins il se néglige trop sur ces articles. L'ordre judicieux & correct de sa matière suffit à peine pour balancer son obscurité apparente, & la stérilité de son invention.

### (VIII) *LE COLONEL BARRÉ.*

PEUT-ETRE BIEN la plupart de nos lecteurs contesteront-ils au Colonel Barré le second rang que nous lui assignons ici comme

Orateur Parlementaire du côté de l'opposition dans la Chambre des Communes ; mais nous les prions de se souvenir que nous avons fait vœu d'impartialité : que n'étant liés avec aucune faction ou aucun parti, nous ne faisons de prédilection pour aucun homme ou aucune société d'hommes quelconque ; que nous n'avons égard qu'au titre que donnent les vertus ou les qualités personnelles ; & qu'enfin nous trouvons de très-puissantes raisons à objecter aux prétentions des deux seuls compétiteurs (M. Dunning & M. Fox) qui auroient pû balancer la préférence que nous déferons ici au Colonel Barré.

La première entrée du Colonel Barré dans le cercle que nous décrivons aujourd'hui, se fit sous les auspices du Lord Chatham, en 1766, lorsque ce Lord, ainsi qu'il s'en est expliqué lui-même dans une occasion postérieure, *se trouva dominé par une influence secrète, suggérée, entretenue & soutenue par un complot caché, par un pouvoir ministériel, & des conseils publics qui lui apprirent, mais trop tard, qu'il existoit à la Cour quelqu'être plus grand que le Roi lui-même.* Sous cette administration, le Colonel occupa une des places de Vice-Trésorier d'Irlande jusqu'à la retraite de son ami le Lord Shelburne, dont il a partagé la fortune politique. Jusqu'à cette époque que décrit si bien le Comte de Chatham, lorsqu'il dit qu'il ne restoit pas du vaisseau de l'Etat deux planches de sa première bâtisse, le Co-

lonel s'est tenu assez constamment dans le parti de l'Opposition.

Les résolutions du Comité de toute la Chambre, qui au printems de 1774, engendrent cette célèbre loi, appelée le Bill du port de Boston, la première des démarches qui ont produit la guerre civile en Amérique, furent appuyées par le Colonel Barré contre les sentimens qu'il avoit fait paroître jusques-là dans la Chambre des Communes. On ne balança point à imputer un changement d'opinion si soudain, & si imprévu aux mêmes motifs qui ont fait agir plusieurs autres Députés, qui alors jouissoient de la plus intacte réputation, mais qui depuis ont abjuré leurs premiers vœux, ou du moins se sont laissé persuader qu'ils avoient été trompés ou égarés. Cet écart du Colonel Barré, non seulement donna lieu à des soupçons & à des murmures hors du Parlement, mais plusieurs Députés le lui ont souvent reproché dans le cours des débats, lorsqu'il lui est arrivé de fronder avec trop de violence les mesures du Gouvernement, & d'accuser leurs Auteurs d'ignorance, de témérité & d'injustice. Nous les avons entendus plus d'une fois lui répondre, par recrimination, à peu-près dans les termes suivans : » Le Bill du port de Boston, que ce soit ou non une démarche sage, nécessaire & équitable, a engagé la Nation dans cette guerre. Pourquoi l'avez-vous donc soutenu si vivement, & avec cette



force d'éloquence que vous possédez à un degré si éminent. Tout ce qui s'est passé depuis, provient de cette opération. Si elle étoit bonne, qui vous empêche de continuer à l'appuyer : si elle étoit mauvaise, pourquoi l'avez vous favorisée un seul instant ? »

La réponse du Colonel ne peut lui être suggérée que par sa conscience. Il a souvent dit à ce sujet : » que le Ministre lui avoit donné, ainsi qu'à ses amis, & dans le Parlement & dehors, les assurances les plus positives & les plus formelles, que si ce Bill pouvoit passer dans les deux Chambres avec une apparence de fermeté & d'unanimité, la Compagnie-des-Indes recevrait un dédommagement du thé qui avoit été détruit l'automne précédente : qu'il s'en suivroit des mesures de douceur & de conciliation de la part de la Grande-Bretagne : que le Gouvernement étoit porté à se relâcher sur certains points ; & que toutes les disputes entre l'Angleterre & ses Colonies seroient terminées de la manière la plus amicale à l'avantage & à la gloire des deux pays. Mais lorsque ce point fut gagné, l'Administration se sentant plus forte qu'elle n'avoit osé se le promettre, elle en vint à des hostilités contre les droits constitutionnels des Colonies, en faisant suivre le Bill du Port de Boston, du Bill de la Charte de Massachusets Bay, & de celui pour transférer & faire juger les coupables d'Amérique dans quelque autre Colonie

ou dans la Grande-Bretagne. » Nous avons établi la charge & la défense ; & nous laissons volontiers le tout au jugement de nos Lecteurs, qui décideront un point sur lequel notre opinion ne peut jamais fixer celle du Public.

Depuis les mois d'Avril & de Mai 1774, l'histoire politique du Colonel Barré ne fournit pas de grands détails. Il a pris un ton très-haut dans le parti de l'Opposition : souvent il a embarrassé le Ministre, & fait trembler tout le banc de la Trésorerie.

L'éloquence du Colonel Barré est mâle & nerveuse, & probablement la même qui échauffoit le cœur des anciens Généraux de la Grece & de Rome, lorsque les législateurs, les Archontes ou les Consuls savoient exécuter eux-mêmes les plans & les opérations de guerre qu'ils propoisoient ou qu'ils appuyoient dans le Sénat ou dans les Assemblées du peuple. Il est très-instruit, & surtout de ce qui concerne la profession militaire. Il ne manque jamais de manifester ses sentimens avec clarté & hardiesse, ne montrant aucune prédilection pour ses amis ou pour ses adversaires, différant même de l'opinion de ses amis. Ses sujets ne sont point variés, mais en général ils sont bien choisis.

Il évite de traiter sur aucune matière qu'il ne la connoisse parfaitement; mais il s'étend ordinairement sur des vérités trop évidentes pour être contredites, ou trop dures pour être palliées ou défendues. Le Ministre de la guerre, ainsi que celui des Finances, ont fréquemment senti le poids de ces vérités & l'énergie d'expression qui les accompagnait; mais malheureusement d'une manière trop piquante & trop mortifiante pour être jamais oubliées ou pour être pardonnées. Il est instruit de tout les détails de l'établissement militaire, ainsi que de la discipline des troupes soit en guerre ou en paix. Enfin comme il est doué d'une éloquence des plus véhémentes; quoique peut-être il soit bien loin d'être le plus grand Orateur de la Chambre, s'il nous est permis d'hasarder une conjecture sur de simples apparences, l'Administration croiroit faire l'acquisition la plus importante, en l'attirant aujourd'hui à son parti; & dans l'état actuel des choses, il est le sujet de la Chambre des Communes du côté de l'opposition, (sans excepter MM. *Burke, Dunning* ou *Fox*) dont la désertion mériteroit le plus d'être regrettée.

Le Colonel Barré, quoiqu'homme de Lettres, ne possède pas ce vaste fonds de connoissances qui donne tant de lustre à quelques-uns de ses émules. Il a passé les premières années de sa vie dans les camps à apprendre les élémens de sa profession; &

non à la Cour ou dans le Parlement. Son éloquence a peu de ces charmes qui donnent du relief aux bagatelles. Il dirige rarement ses traits de manière à trouver le chemin du cœur; & lorsqu'il le cherche, il manque toujours son but. Il ne s'est jamais appliqué à acquérir de la grace; & s'il s'est livré à cette étude, il y a fait aussi peu de progrès que Phil. Stanhope, l'Emile de Milord Chesterfield. Ses idées sont d'un politique profond, & il a la franchise d'un soldat. En général, il pourroit & devroit profiter des reproches de ses adversaires. Ils l'appellent, & avec raison, le conteur d'histoires; soit qu'il s'agisse du salut d'un grand Empire ou d'une escarmouche avec une poignée de sauvages, le Colonel a toujours en poche une aventure dans laquelle il a eu le bonheur de figurer en première ligne.

(IX.) *WIL. HILLS, COMTE D'HILLSBOROUGH.*

Au commencement de la période à laquelle nous avons limité nos recherches, c'est-à-dire au changement qui se fit dans l'Administration en 1766, sous les auspices du Comte de Chatham, paroît pour la première fois sur le grand théâtre le Lord dont nous allons tracer le caractère comme homme public, & les talens comme Orateur. En qualité de *Vétéran* de Cour dont les services avoient été éprouvés, on lui donna pour ré-

forme la place lucrative de Maître général des postes de l'Empire Britannique. Il s'étoit montré serviteur trop zélé & trop utile, & il avoit soutenu avec trop de capacité & de courage le *système* adopté à l'avènement de Sa Majesté à la Couronne, pour qu'on souffrît qu'il fût la victime des querelles de parti.

Dès que certaines assurances données dans le cabinet eurent malheureusement jetté le Lord Chatham dans une fatale sécurité: dès que les intrigues de la cabale eurent assez réussi pour *détacher* le premier Lord de la Trésorerie (le Duc de Grafton) de son principal; & enfin dès que Charles Townshend, par une ambition démesurée, une souplesse & une vanité sans exemples, au lieu d'appuyer comme il le devoit en sa qualité de Chancelier de l'Echiquier, les mesures du premier Commissaire de la Trésorerie, dans la Chambre des Communes, eut *trahi* tout à la fois ses *engagemens* comme homme, & son *devoir* comme Ministre, en faisant approuver au troupeau de Saint-Etienne (la Chambre des Communes) les moyens de taxation Américaine; le moment arriva où les *anciens amis* du Lord Hillsborough virent la nécessité de le placer de manière qu'il pût coopérer à leurs desseins. Ce ne fut cependant qu'en 1768, quelques mois après la mort de Charles Townshend, (ce météore éblouissant, ce composé de grands talens & de grande fo-

lie, cet homme *d'une vertu spéculative, d'une foiblesse & d'une duplicité effective*) que le Lord Hillsborough fut nommé Secrétaire d'Etat pour les Colonies Américaines. Jus-  
qu'alors cette place avoit porté un autre nom, celui du premier Lord ou Commissaire du Commerce & des Plantations; mais en proportion de la grandeur des objets qu'avoient alors en vue *quelques gens choisis*, & des talens reconnus & des dispositions secrètes de l'homme destiné à cette place, on lui donna tout un autre éclat qu'elle n'avoit eu depuis Henri VIII. Un troisième Secrétaire d'Etat fut créé avec un pouvoir sans bornes; & la pénible tâche de gourmander & de flatter alternativement les Colonies, selon la nature des circonstances, fut confiée au héros que nous célébrons.

Les droits de port, mis en 1767 par le Chancelier de l'Echiquier, contre l'avis du Ministre ostensible (le Lord Chatham) & du jeune Whig premier Lord de la Trésorerie (le Duc de Grafton) ayant occasionné la résolution & l'arrêté unanime des Colonies, de n'importer aucun article de production ou de commerce Britannique, le premier acte Ministériel de notre nouveau Secrétaire d'Etat fut d'écrire aux Gouverneurs respectifs des Colonies cette fameuse lettre où il les prie d'assurer les diverses Assemblées, comme d'une chose *mûrement pesée & définitivement résolue* dans le cabinet, qu'aucune

nouvelle taxe tendante à lever un revenu en Amérique, ne seroit établie, imposée ou levée par un Parlement Britannique; & que si les Gouverneurs pouvoient gagner sur les Assemblées respectives qu'elles acquiesçassent pour le *présent* aux droits de port, ils étoient autorisés également de la part de l'Administration à *promettre* que la seule apparence d'acquiescement étoit *tout* ce qu'on désiroit: que le Gouvernement se proposoit non seulement de se *relacher* de ces droits, mais même de saisir la première occasion pour les faire *révoquer*; enfin, que le droit seul sans exercice étoit l'unique chose sur laquelle on entendit insister.

Nous ne prétendons pas assurer que ce soient-là les expressions littérales de cette mémorable circulaire; mais nous sommes persuadés que cet engagement de la part de l'Administration, lequel étoit supposé contenir également les sentimens réels & les résolutions définitives d'un Parlement Britannique, étoit l'interprétation qu'on entendoit devoir être adoptée par les Assemblées de chaque Province depuis la Nouvelle-Ecosse jusqu'à la Caroline inclusivement.

Le première affaire d'importance qui occupa ensuite le Lord Hillsborough ce fut la contestation avec la Colonie de la Grenade nouvellement établie. Après de longues & vives contestations, il eut enfin le dessus, puisqu'il parvint à introduire les Cat



holiques Romains dans le Conseil de cette île contre tous les principes de la Constitution Britannique. Le Gouverneur qui s'opposoit à cette extension insoutenable de la prérogative royale fut rappelé en Angleterre, & à la fin remercié & disgracié.

En 1771, ce fidele serviteur, ce Ministre de la prérogative fut congédié comme un convive bien repû, avec les honneurs & sa honte. Il fut créé Comte Anglois, & quoiqu'on lui eût retiré sa place dans laquelle il a eu pour successeur le Lord Darmouth, il s'est toujours comporté, & ne cesse pas d'être regardé comme un des partisans les plus fermes, les plus capables & les plus constans de ce qu'on appelle généralement le système de la Cour.

Il parut nécessaire de lui donner son congé lorsque le Gouverneur Bernard fut rappelé de la baie de Massachusets. Il y avoit un nouveau projet à mettre en exécution: il s'agissoit de maîtriser l'Amérique sans lui faire violence; de la diviser sous une apparence de conciliation & de concession. Ce plan ne pouvoit s'effectuer sous l'administration directe d'un homme à la parole duquel aucun Américain, depuis la baie d'Hudson jusqu'à Pensacola, n'auroit jamais ajouté foi.

Cependant il ne put point rester spectateur oisif. On lui attribue le canevas de la nouvelle Charte de la province

de Massachusset's Bay. Quoiqu'il en soit, il l'a défendu dans les débats de la Chambre Haute, du 14 Mars 1776, avec toute la tendresse & la partialité que les peres ont coutume de manifester pour leurs enfans : & il a prétendu que la guerre civile s'étoit élevée parce que ce projet de Charte n'avoit pas été adopté & exécuté plutôt.

On dit aussi que les traits les plus dangereux de l'acte de Quebec sont sortis de sa main; quoique l'on assure d'un autre côté que plus d'une fois le Lord Hillsborough a gémi en secret sur les atrocités que les pauvres esclaves noirs de l'Amérique éprouvent de la part de leurs maîtres impitoyables.

Le Lord Hillsborough, quoiqu'il puisse à peine prétendre à la seconde classe, comme Orateur, est incontestablement un de ceux qui parlent le plus utilement & le plus agréablement du côté de l'Administration. Le fonds sur lequel il s'appuye, relativement aux affaires d'Amérique, est le même que celui du Lord George Germaine, quant au droit suprême de la législation Britannique. Il suppose que le droit de taxation, & la modification des Chartres, sont renfermés dans la suprématie générale, & que la force nécessaire, pour effectuer l'un ou l'autre de ces droits ou tous les deux ensemble, doit par conséquent dériver du pouvoir suprême de l'Etat sur les diverses parties qui compo-

sont l'Empire Britannique. Il entend très-bien les affaires, & au moyen d'une grande connoissance qu'il a acquise tant dans sa place qu'au Conseil & au Parlement, il est capable, avec des talens médiocres, de faire plus d'effet que tout autre qui auroit le double de capacité dans l'un ou l'autre parti. Ses harangues sont lourdes; elles manquent de clarté; & néanmoins dans les débats il conserve mieux sa tête qu'aucun autre Membre des deux Chambres du Parlement. Si sa marche est lente, elle n'en est que plus sûre. La disposition de sa matière est toujours judicieuse & correcte; & quand il se trompe c'est plutôt par stérilité d'idées que par défaut de jugement. Il tient plus du Courtisan que du Logicien, plus du Déclamateur que de l'Orateur. Enfin, son éloquence est l'œuvre du travail & de l'industrie & non du génie; & il a vérifié en quelque sorte ce que les anciens Historiens rapportent de Démosthène, que le travail & la persévérance triomphent de tout. Car, avec une figure, une voix, un maintien & une élocution qui n'ont rien de merveilleux, nous ne craignons point de le citer comme le troisième Orateur de la Chambre des Pairs du côté de l'Administration.

(X) *HENRI FITZROI, DUC DE GRAFTON.*

Le développement du caractère politique de ce Seigneur, en faisant connoître une

suite d'événemens des plus étonnans qui se soient passés à la Cour depuis près d'un siècle, contiendra en même tems un précis historique de toutes les opérations essentielles qui ont causé plus ou moins directement la guerre civile, & contre nature, que nous faisons actuellement à l'Amérique.

Dans les arrangemens proposés & mis en exécution en 1765, sous l'appui & l'interposition du feu Duc de Cumberland, par l'administration de Rockingham, le Duc de Grafton avoit été nommé un des Secrétaires d'Etat; & il a gardé cette place jusqu'à la fin de la session, au mois de Juin 1766, tems auquel il jugea à propos d'en remettre les Sceaux.

Cette démission a fort embarrassé tous ceux qui ne veulent point asseoir leurs jugemens sur de simples bruits populaires, ou sur des récits altérés & envenimés par l'esprit de parti, & qui n'ont d'autre fondement que de vaines présomptions & des anecdotes exagérées, qui décelent toute la partialité de l'humeur, du mécontentement & des piques personnelles.

Dans cet état d'incertitude, nous devons nous borner à rapporter les faits & laisser le Public tirer les conséquences.

Il étoit arrivé plus d'une fois au Duc de Grafton, dans le cours de la session, lorsqu'il voyoit les mesures de l'administration en butte à l'opposition la plus formidable, de

déplorer hautement sa propre foiblesse, & de dire que pour son compte il ne pouvoit penser à rester plus long-tems dans le Ministère ; parce qu'avec les meilleures intentions, ceux qui le composoient se voioient sans cesse abandonnés par la main qui auroit dû les soutenir dans le Parlement & dans le Conseil. Il ajoutoit que quoique bien déterminé à donner sa démission, on le trouveroit toujours empressé à se joindre à toute administration future qui porteroit sur une base mieux établie, surtout si elle étoit dirigée par un certain grand Personnage ( M. Pitt ) qui avoit alors la principale influence sur la Chambre des Communes.

Cette déclaration faite en plein Parlement, donna lieu à deux observations qui peu-après parurent assez s'accréditer. La première fut que le Duc savoit qu'il devoit y avoir dans peu un changement d'administration, & que M. Pitt seroit à la tête du nouveau Ministère. L'autre conjecture étoit plutôt l'effet des événemens qui ont eu lieu par la suite, que le résultat d'aucune chose alors en évidence. On croioit donc que le Duc de Grafton avoit été employé à jeter cette proposition comme un appât pour attirer M. Pitt & le détacher du parti populaire ; mais ne sont-ce pas là des secrets qui ne sont connus que des parties intéressées ? Chacun, dans ces occasions, est libre de penser ce qu'il lui plaît. En conséquence, nous avons

de la peine à imaginer que ce Seigneur se soit volontairement abaissé à jouer un rôle aussi vil que celui d'espion , ou d'agent d'un parti quelconque , & encore moins des Auteurs connus d'un système ministériel, formé sur les principes les plus rigides de Filmer , de Leslie & de Barclay. — Sans doute le Duc de Grafton a pu se tromper , mais qui est-ce qui croira qu'il ait servi d'instrument à la trahison , ou qu'il se soit rendu volontairement coupable d'une méchanceté ?

Au mois d'Aût 1766 , lors de l'élevation de M. Pitt à la Pairie , le Duc fut nommé premier Lord de la Trésorerie : le nouveau Comte de Chatham , Lord du Sceau privé , étant supposé être le Ministre ostensible. La maladie du Comte de Chatham priva le jeune Duc de son assistance , & le commandement nominal lui fut dévolu. Il se fit alors une sorte d'escamotage politique. Charles Townshend chancela dans ses sentimens , broncha dans sa marche & tomba. Le Lord Chatham se jeta dans les bras de l'illustre maison de Bedford ; Charles Townshend perdit la tête par orgueil ou par incapacité , ou plutôt par les artifices de ceux qui l'entouroient pour le trahir. Dans ce fatal instant , au milieu de ce tourbillon d'extravagance , de perfidie , de vanité & de trahison , les plus chers intérêts de l'Empire Britannique furent sacrifiés. Les anciens Whigs , sous le Lord Rockingham , furent ou dis-

graciés ou gagnés : le Comte de Chatham se vit forcé de signer la condamnation de tous les Patriotes futurs & de toutes les prétentions à la vertu publique ; & le Duc de Grafton , après avoir joué le rôle le plus vigoureux dans la révocation de l'Acte du timbre , entraîné par la trahison de son Chancelier de l'Echiquier ( Charles Townshend ) , par la révolution soudaine des sentimens dans le Cabinet , & par les effets qu'elle a produits parmi les amis du Roi , acquiesça à la fin aux droits sur les Ports de l'Amérique.

Depuis cette fatale époque , tout ce que la Grande-Bretagne avoit de cher & d'important , a été sacrifié aux desseins ténébreux d'une clique de gens que personne ne connoît , que personne ne peut nommer sans risquer de commettre la plus haute injustice , dont les cabales ont déjà porté les coups les plus sensibles à la Grande-Bretagne , & dont la mémoire est vouée à l'exécration des Sujets Britanniques , jusqu'à la postérité la plus reculée.

Il n'entre point dans notre plan de discuter si les Communes ont le droit de taxer l'Amérique non représentée , quoique nous ne doutions nullement qu'il est de la plus mauvaise politique de vouloir l'effectuer par la force des armes. Notre intention est de montrer la part que le Duc de Grafton a prise à cette affaire comme premier Lord de la Trésorerie. Tous les détails à ce sujet se trou-



vent dans les discours de ce Lord au Parlement, depuis sa démission de la place du Seau privé; & ils sont en partie confirmés par ses collègues dans le Ministère. En effet, si d'abord les faits avoient été niés, lorsqu'ensuite ils ont été garantis & repetés constamment par le Duc de Grafton, ils ont acquis tous les caracteres possibles de l'autenticité. Les objections ou dénégations du Ministère, se réduisent pour la plupart à des chicanes de mots & ne relevent que des méprises sur des circonstances triviales. Nous en rappellerons deux exemples : le Duc de Grafton assure qu'il avoit eu contre lui la pluralité des voix dans le Cabinet : le Lord Weymouth nie le fait & soutient que les voix ont été égales : cette discussion est du 5 Mars 1776 : le 14 du même mois le Duc revient à la charge : il soutient qu'il a dit vrai, & qu'ayant fait une recherche dans ses papiers, il a trouvé une note du Lord Hillsborough qui l'informoit que la proposition contraire à la sienne avoit prévalu à la pluralité d'une voix. Ce même jour là le Lord Hillsborough nie l'envoi de la note du Cabinet, mais ni lui ni le Lord Weymouth n'osent contredire le fait.

Le Duc de Grafton s'est pareillement défendu d'avoir donné son consentement aux droits de Ports, créés en 1767. Lorsque l'établissement militaire d'Amérique fut mis sous les yeux de la Chambre en Comité

de subsides, il n'y eut qu'une voix pour assurer que les Colonies devoient être obligées de contribuer aux charges publiques, & particulièrement à donner quelque équivalent pour la somme que l'on votoit alors. Le Duc s'adressant aux Membres de l'administration, ils l'assurèrent que toute résistance à ce sujet seroit vaine. Cette réponse ne le satisfaisant point, il se détermina à combattre le Bill dans la Chambre des Lords. Mais à la fin il se désista de cette résolution sur ce qu'on lui fit entrevoir des conséquences fâcheuses. Les Ministres l'assurèrent que toute opposition à un Bill d'argent dans la Chambre des Lords irriteroit au dernier point les esprits dans celle des Communes, seroit scission entre les deux Chambres & pourroit par la suite produire les effets les plus funestes tant pour le Gouvernement que pour le Public en général. Cela ne l'empêcha pourtant point de faire éclater son mécontentement du Bill & d'informer les Lords que cette opération n'étoit point son ouvrage; mais que puisque l'autre Chambre y paroissoit déterminée, il avoit fait au moins tout ce qui dépendoit de lui pour rendre la loi aussi agréable & aussi innocente qu'il étoit possible, en joignant au droit de trois deniers par livre sur le thé une épargne actuelle de neuf deniers, par le moyen d'une remise de la totalité du droit qui étoit de douze deniers par livre sur l'exportation de

cette marchandise pour l'Amérique; & en y substituant l'impôt de trois deniers sur l'importation en Amérique. C'est ainsi que ce Lord a parlé de la part qu'il a eue aux droits de ports.

En 1769 lorsqu'il vit que toutes ses prédictions, relativement à l'extravagance & à la mauvaise politique de taxer l'Amérique, ne s'étoient que trop réalisées, il résolut de faire une autre tentative pour sauver l'Angleterre de la ruine dont elle étoit menacée. Il proposa dans le Cabinet de retirer entièrement les droits sur les ports d'Amérique; & ce fut à cette occasion que le parti contraire l'emporta sur lui d'une voix.

Ici le Lecteur impartial demanderoit sans doute pourquoi le Duc de Grafton se voyant ainsi contrarié, n'a pas donné sa démission. En notre qualité de simple historien, nous nous bornons à dire qu'il peut se trouver des circonstances où un Ministre soit tellement enveloppé dans les filets de la séduction, par l'adresse des courtisans, ou si étrangement égaré par son inexpérience, sa crédulité, son étourderie, qu'il ne puisse plus ou n'ose plus dire la vérité sans danger ou du moins sans indiscretion. Il peut y avoir des situations où il seroit aussi périlleux pour des Ministres de chercher & de recouvrer la confiance de leurs anciens amis & associés, que de se refuser aux tâches les plus honteuses, qui leur sont imposées par leurs impitoyables

séducteurs & ordonnateurs. Ce ne sont , à la vérité , que de simples conjectures ; mais nous osons croire que le jour n'est pas loin où ces opérations , & beaucoup d'autres non moins fatales au bien être de ce malheureux Empire , seront exposées dans toute leur difformité.

On a mis , sur le compte de ce Lord , l'élection illégale de Middlesex & l'expulsion préalable de M. Wilkes. Soit qu'en cela il ait agi de lui-même , ou qu'il ait été poussé par un autre , nous le croyons également responsable de cet inique jugement. S'il n'a agi que sur des principes de conviction , nous souffrons pour lui comme pour un homme honnête , mais trompé. S'il a fait adopter cette mesure aux deux Chambres contre sa propre opinion ; s'il n'a été , dans cette occasion , que l'instrument passif de l'oppression & de la vengeance ministérielles , nous n'hésitons point d'assurer que les plus chauds de ses partisans & de ses Admirateurs , ont grande raison de déplorer qu'une telle guerre soit entrée dans le Conseil.

En 1770 , le Duc de Grafton donna sa démission de la place de premier Commissaire de la Trésorerie , & il continua toujours de soutenir les mesures de la Cour. Cette conduite fut si agréable aux personnes qui avoient le pouvoir de le récompenser , qu'il ne resta pas long-tems sans emploi. Peu de tems après , il fut nommé Lord du sceau-privé

privé; & il conserva ce poste jusqu'à sa démission : époque à laquelle il se déclara hardiment & ouvertement contre les mesures adoptées relativement à l'Amérique.

Dans les deux sessions qui ont suivi le commencement des troubles actuels, il a parlé & voté avec l'Administration. Pour justifier son changement de conduite, il a allégué qu'il n'avoit point eu les informations suffisantes pour déterminer son jugement : que celles qu'on lui avoit données étoient fausses ou partiales ; qu'il avoit toujours désapprouvé l'idée de réduire l'Amérique par la force des armes : que dans le principe il espéroit que les Peuples de ce pays se soumettroient : que son erreur lui a fait soutenir des mesures auxquelles il n'auroit jamais consenti, s'il eût été mieux informé : qu'en supposant que le droit fût évident, il n'étoit nullement convenable d'y employer la violence dans le délabrement actuel de nos Finances & relativement aux vues & à la situation des autres Puissances de l'Europe : que cette disconvenance devenoit encore plus frappante, lorsqu'on réfléchissoit à la force réelle & aux ressources de l'Amérique, ainsi qu'aux dispositions actuelles de ses habitans : que les deux seules mesures relatives à l'Amérique, qu'il eût soutenues depuis la session du printems de 1774, étoient l'interdict de Boston, & la révocation de la Charte : qu'encore n'avoit-il fait cette démarche que d'après des

informations fausses & mal fondées, & sur les assurances de ceux qui, par état, devroient être parfaitement instruits des dispositions réelles des Habitans de Boston & des Peuples de la baie de Massachusset ; qu'on l'avoit assuré que les Bostoniens ne demandoient pas mieux que de faire des satisfactions pour le thé de la Compagnie des Indes ; & quant au bill pour la Charte, que c'étoit le vœu le plus ardent des principaux Propriétaires & Négocians de cette Province, de voir changer & modifier leur Charte. C'est ainsi, selon lui, qu'il a toujours été trompé sur les choses de fait, égaré sur celles d'opinion, & forcé ou de donner son appui sans connoissance de cause, ou de le refuser d'après ses principes.

Dans une telle masse de faits, & dans une conduite aussi bigarrée, il est impossible, à un Observateur impartial, de trouver aucun moyen d'asseoir un jugement raisonnable ou plausible ; mais au premier coup-d'œil, & avec le peu de connoissance que nous avons des véritables motifs qui ont déterminé le Duc de Grafton, il nous paroît malheureux que ses yeux ne se soient pas ouverts plutôt, ou qu'il ait mis si long-tems sa confiance en ceux des autres. Car très-certainement, quant aux principes seulement, & abstraction faite des événemens de la guerre, ce Lord, lorsqu'il a soutenu la motion du Duc de Richmond, du 5 Mars 1776, n'a-

voit pas une raison qui n'eût dû exister avec la même force , pour lui faire appuyer celle du Lord Chatham , énoncée presque dans les mêmes termes , treize mois auparavant.

Ce n'est pas sans peine , ni même sans dégoût , que nous avons parcouru une carrière aussi désagréable. Nous avons regardé cette tâche pénible comme une obligation indispensable pour nous , dans le moment de crise où se trouve actuellement la Nation , afin qu'elle pût connoître , pour le cas où sa situation empireroit encore , quelles sont les seules personnes en état de venir à leur secours , c'est-à-dire , les membres les plus accrédités & les plus distingués des deux Chambres ; & néanmoins nous nous sommes vus réduits jusqu'ici à la nécessité douloureuse de graver profondément , dans les esprits de nos Lecteurs , cette éternelle vérité , qu'il n'y a pas d'homme public , tant d'un parti que de l'autre , dont la conduite politique , examinée avec des yeux sévères , ne présente des écarts dans lesquels il a donné les preuves les plus éclatantes qu'il manquoit de talens ou de principes.

Le Duc de Grafton est un des Orateurs les plus persuasifs , ou plutôt des plus pathétiques de la Chambre des Lords. Il parle en homme du monde & en homme de lettres ; ses expressions sont choisies , châtiées & correctes. Personne ne le surpasse , & peut-être même ne l'égale dans l'art de disposer ses



matériaux. Il peut être quelquefois rampant & embrouillé ; mais il n'est jamais trivial ni grossier. Comme il est strict Observateur du *decorum* des débats & de la dignité de l'auguste Assemblée dont il est Membre, le moindre écart de ces principes, tandis qu'il harangue, comme de parler, de changer de place, &c. suffit pour le déconcerter & déranger ses idées. D'après la même façon de penser, on le voit prendre feu, quand il entend ses Adversaires se permettre quelque expression grossière ou épigrammatique, ou quelque personnalité ; mais alors même il se rend toujours maître de sa passion, & met, dans ses réponses, l'énergie & la dignité qui conviennent à l'élévation de son rang, & de sa place comme Sénateur.

Le Lord Mansfield a, plus d'une fois, éprouvé les effets de cette disposition irascible, même avant que le Duc de Grafton passât du côté de l'opposition. Lorsque l'occasion s'en présente, ce dernier ne manque jamais de mettre, dans ses discours, des traits qui décelent plus ou moins directement son animosité contre ce Lord. Nous ne prétendons point expliquer jusqu'à quel point cette conduite est compatible avec son ancienne position vis à-vis du Lord Mansfield, lorsqu'il étoit supposé avoir la suprême influence sur les opérations que le Duc de Grafton, en sa qualité de premier Ministre, étoit censé diriger : ce qui a duré quatre longues années.

Le Duc de Grafton ne cesse de parler des conseils pernicioeux qui ont été donnés, & de la sensation qu'ils ont faite dans le lieu où l'on auroit dû le moins les écouter (le Conseil du Roi.) Il a même poussé la hardiesse jusqu'à comparer des adresses d'une date récente à celles qui ont été présentées à Jacques II, & il n'a pas craint d'articuler la possibilité & même la probabilité d'une catastrophe semblable à celle de cet infortuné Monarque; il a gourmandé, dans les termes les plus forts, les Partisans du Roi, sur leur doctrine despotique dans le Parlement: il a déploré, à la face de toute la Nation, les dangereux effets que ces principes peuvent produire, lorsqu'on fait qu'ils sont mis en avant, & soutenus publiquement par ceux mêmes qui ne manquent ni de la volonté, ni de l'occasion pour les insinuer dans l'oreille du Souverain.

En général, comme le Duc de Grafton possède les talens les plus distingués, s'il peut parvenir à recouvrer la confiance du Parti auquel il a d'abord été attaché (Mylord Chatham) & les bonnes grâces du Public, il sera, sans contredit, le plus terrible Adversaire que la Cour ait à redouter dans les deux Chambres du Parlement.

(XI) *ALEXANDRE WEDDERBURNE*

*Procureur Général.*

Nous avons promis de nous abstenir de

toute censure privée, & de ne point faire remonter nos recherches politiques plus haut que l'époque de 1766. Ce sera donc dans cette année mémorable que nous tâcherons de saisir les premiers traits de M. Wedderbune, lorsque, sur les pas de feu M. George Grenville, & partageant ses destinées, il s'abandonna aux mouvemens d'un zèle tout aussi actif pour l'honneur & les intérêts de son pays. Les talens de M. Wedderbune ne brillèrent dans tout leur lustre, & ne fixèrent bien décidément l'attention du Public, que vers l'année 1768, relativement à l'affaire de l'élection de Middlesex, où son Patron (M. Grenville) se mit fortement en tête de s'opposer de toutes ses forces à l'exclusion de M. Wilkes, quoique sous sa propre administration, précisément quatre ans auparavant, ce même M. Wilkes eût été chassé du Parlement, précisément pour la même faute: à la vérité avec cette circonstance odieuse de plus, qu'il avoit maltraité un Secrétaire d'Etat dans les Papiers publics. M. *Wedderbune* mit alors autant d'ardeur dans la défense de M. *Wilkes*, qu'il en avoit montré antérieurement pour le faire condamner; & enfin pour achever de convaincre ceux qui pouvoient n'être pas persuadés qu'il agissoit sérieusement, il parcourut publiquement les différentes villes, districts & cantons de la grande Province d'York, pour les avertir du danger qui les menaçoit, ainsi que tous

les Francs-Tenanciers de la Grande-Bretagne, relativement à la décision qu'une Chambre des Communes corrompue venoit de prendre contre la Constitution, dans l'affaire de l'élection de Middlesex. Il chercha de si bonne foi un remède à la blessure, que la Constitution recevoit par cette décision; & il étoit si courroucé, même contre ses plus intimes amis, lorsqu'ils différoient de lui sur ce point, qu'ayant été élu pour le bourg de Richmond, dans le Comté d'York, par le crédit de son digne ami, le Chevalier Laurence *Dundas*, il aima mieux rechercher l'élection de Chiltren-Hundreds, que de devoir sa place au Parlement à une personne dont les idées politiques étoient si malheureusement viciées par des sentimens & des opinions, que les Chefs d'un système de Cour qu'il n'hésitoit point de réprover dans toutes ses parties, lui avoient inculqués.

Il suffit de dire que M. Vedderburne suivit constamment ce plan de conduite jusqu'à la mort de M. *Grenville*, son patron & son ami, arrivée dans l'hyver de 1771, quelques jours avant l'assemblée du Parlement; & que depuis ce tems-là, il a été aussi constamment l'ami de l'Administration, qu'il s'étoit montré son redoutable Adversaire, du vivant de M. *Grenville*. Entre différentes preuves de ce que nous avançons à son sujet, on en trouve deux frappantes dans sa conduite pendant la session de 1770, appelée communément *la session*

*des bêtes à cornes (a).* La première fut à l'occasion de la motion de M. *Dowdeswell* : savoir ; que la *Chambre des Communes*, en toutes matières d'élection, est liée par la loi du pays, & par la coutume & l'usage du *Parlement*, qui font partie de cette loi, &c. L'autre preuve peut piquer la curiosité du Public, en ce qu'elle met, dans une opposition encore plus marquée, la conduite actuelle de M. *Wedderburne* avec celle qu'il tenoit alors.

Le 9 Mai 1770, M. *Burke* ayant fait une motion pour qu'on produisît les papiers d'Amérique, & diverses résolutions ayant été proposées en conséquence de cette motion, M. *Wedderburne*, en réplique au Lord *Clare*, manifesta ses sentimens à peu-près de la manière suivante : « Il dit (autant que nous  
 » pouvons nous en souvenir) qu'il voyoit, non  
 » sans le plus grand étonnement, avec quelle  
 » facilité & avec quelle assurance, certains  
 » grands hommes d'Etat faisoient marcher  
 » ensemble une conduite & des principes qui  
 » se ressembloient si peu : que le Lord *Clare*  
 » avoit lui-même donné la preuve la plus  
 » complète, que non-seulement cela pou-  
 » voit arriver, mais même qu'on pouvoit

---

(a) Elle fut ainsi nommée, parce que le discours d'ouverture, où on avoit cru qu'il seroit sur-tout question des affaires importantes du tems, trompa l'attente de tout le monde, & traita de la maladie des bêtes à cornes, comme de la chose qui devoit le plus intéresser la Cour & le Royaume.

» l'avouer sans honte & sans besoin de justification : qu'il imaginoit que le Lord *Clare* auroit dû être un des derniers à imputer aux autres de l'instabilité dans les opinions politiques, lui qui ne balançoit point à prendre un emploi à la tête du Département de l'Amérique, sous un Ministre qui avoit révoqué l'Acte du timbre, d'après des principes contraires à toute taxation Américaine, quoique même dans la session précédente, le Lord *Clare* eût soutenu l'Acte du timbre de tout son pouvoir. Par le peu de tems qu'il fallut au Lord *Clare* & à quelques autres grands Ministres (a) pour arranger ces contrariétés, il étoit clair que les secrets Auteurs du système adopté pour l'Amérique, avoient l'adresse de réunir les personnes & les parties dont les opinions étoient les plus opposées, & que dans ces circonstances il se flattoit que le parti de l'opposition se réuniroit de même, pour ne point se désister d'un plan fixe & stable, celui d'empêcher la ruine, dont l'Angleterre étoit menacée par la perte totale de ses possessions d'Amérique ».

M. *Wedderburne* démontra (ou plutôt prédit) que par l'effet des mesures qu'on adoptoit alors, (& dont on ne s'est point départi,) l'Empire d'Amérique, qui, sous le regne de *George II*, étoit annexé à la Grande Bretagne, ou en faisoit partie, en

---

(a) On suppose qu'il veut parler du Duc de Grafton.

seroit séparé totalement sous le regne de George III ; que les Colonies Américaines avoient déjà cessé d'être des possessions Britanniques , & ne l'étoient pas plus que le Calédis , qui fut une de nos Provinces , quoiqu'elle ait depuis long-tems cessé de l'être. Il attaqua ensuite la création d'une nouvelle charge , celle de Secrétaire d'Etat pour les Colonies , & il prétendit « qu'elle n'étoit ni  
 » légale , ni constitutionnelle : que l'exemple  
 » du regne d'Edouard VI n'étoit qu'un mi-  
 » sérable prétexte pour éluder une loi posi-  
 » tive , avec l'intention secrète de placer ,  
 » à la tête du Département de l'Amérique ,  
 » un Favori , un Esclave rampant & toujours  
 » prêt à obéir : que l'obéissance étoit le prin-  
 » cipal & même le seul mérite qu'on exigeât  
 » de ceux à qui les places les plus impor-  
 » tantes , les plus actives étoient confiées :  
 » que si cette obéissance n'étoit pas la  
 » véritable marque caractéristique du mé-  
 » rite , il étoit convaincu que quelque per-  
 » sonne qui eût une connoissance parfaite de  
 » notre commerce & du systême de nos Co-  
 » lonies , & recommandable par sa pruden-  
 » ce , & sa fermeté , & par une conduite au-  
 » dessus de tout reproche , auroit été choisie  
 » pour remplir un poste de cette importan-  
 » ce : qu'il se croyoit obligé de déclarer ,  
 » dans les termes les plus formels , que le  
 » Ministre (a) mis à la tête de ce Départe-

---

(a) Le Lord Hillsborough.



» ment à peine légal , n'y étoit nullement  
 » propre ; que sa conduite demandoit qu'il  
 » fût révoqué ; qu'il pensoit enfin que les  
 » résolutions proposées par M. *Burke* ten-  
 » doient le plus directement & le plus léga-  
 » lement à produire cet effet ».

Tel fut le fameux discours de M. *Wedderburne* : tels furent ses sentimens, les opinions, & malheureusement ses prophéties du 9 Mai 1770. Quel dommage, sur tout depuis qu'il a été appelé au secours de l'Administration actuelle, & nommé Tuteur particulier du grand Atlas d'Etat, le *Lord North*, qu'il n'ait point cru à ses propres prédictions, ou que s'il y a cru, il n'ait jamais pu réussir à les faire envisager d'un œil sérieux ni par son pupille, ni par le cabinet, ni par la Junte, ni par son facétieux Antagoniste, *Robert Nugent*, Comte du Royaume d'Irlande.

Le reste du portrait politique de M. *Wedderburne* s'acheveroit plus aisément sous la forme d'un Journal, que de toute autre manière, s'il nous étoit possible de nous souvenir des dates. Nous éviterons cependant des détails trop minutieux pour ne nous arrêter qu'à ce qui peut le caractériser davantage. M. *Grenville* mourut au mois de Novembre 1770 ; il n'étoit pas encore dans le cercueil, que M. *Wedderburne* sentit les premiers doutes entrer dans son ame, & sa foi s'ébranler. Sur la promesse qu'il fit, après

les vacations de Janvier 1771, de démentir chacune de ses prédictions; le même jour, c'est-à-dire, le 23 Janvier, il fut nommé Procureur-général du Roi, & Trésorier de la Reine. Dans le cours de la session suivante, il appuya le Bill concernant le mariage des Princes de la famille Royale, avec la force de raisonnement & le ton persuasif qui lui est singulièrement propre. En 1773, il défendit le même Lord *Clare*, dont il avoit si cruellement traité le caractère & les talens dans le discours rapporté fidèlement plus haut, contre les coups violens qu'on voulut lui porter au sujet de sa conduite dans l'affaire des terres des Caraïbes de l'Isle St. Vincent. Dans la même session, il passa pour avoir fortement aidé le Lord *North* à faire réussir le Bill, pour donner une nouvelle forme à la Compagnie des Indes. Enfin, il fut le Champion constant & zélé du Ministère, pour qui il se battit comme un forcené, & qu'il ne parut abandonner que quand il fut question de révoquer la résolution sur l'élection de Middlesex. En cette occasion, sa fermeté, sa modestie & son esprit d'indépendance, brillèrent de tout l'éclat qui leur restoit alors, c'est-à-dire, qu'il eut soin de s'absenter, ou bien qu'il se contenta de voter contre l'opinion du Ministre.

Notre tâche tire à sa fin; & si ce n'étoit pour faire voir combien le don prophétique de M. Wedderburne lui est devenu suspect à

lui-même, nous n'aurions jamais pensé à rapporter le fait suivant & les suites qu'il a eues.

Le 9 Mars 1774, le Lord *North* ayant proposé, dans un Comité de toute la Chambre, quelques résolutions pour démontrer le droit suprême de la législation de la Grande-Bretagne pour assujettir l'Amérique dans tous les cas quelconques, M. *Wedderburne* se leva, & dans un discours de plus d'une heure, il soutint la proposition dans tous ses points. Pour première démarche, il conseilla de passer une loi tendante à punir sévèrement les acteurs & auteurs des derniers tumultes à Boston. Les arrêtés ayant été approuvés l'un après l'autre par le Comité, ils engendrèrent le Bill du port de Boston, celui de l'administration de la Justice, celui de la Charte, celui de Quebec, celui de prohibition de pêcherie, & enfin celui de capture. Ces différens Bills ont occasionné la guerre civile en Amérique, & il est bien certain que cette guerre civile a accompli parfaitement, & à la lettre, la prédiction faite par M. *Wedderburne*, le 9 Mai 1770 : que les Colonies Américaines seroient détachées de l'Empire Britannique sous le regne de George III.

M. le Procureur-Général est sans doute un Orateur correct, méthodique & spécieux. Ses matériaux sont toujours bien choisis, & parfaitement arrangés : on y reconnoît une juste logique & une précision raisonnée.

Soit disette, soit abondance d'idées, on ne le voit guere s'écarter de son sujet. Son éloquence est toujours sobre, sa prononciation & ses forces, ainsi que sa voix, adroitement ménagées. Il se plaît dans les détails, & il les expose à ses Auditeurs d'une manière claire, aisée, & qui embrasse tout. Sa diction, quoique roide quelquefois, & approchant de celle d'un épais Jurisconsulte, est toujours nerveuse, figurée & décidée. M. *Wedderburne* a cet avantage sur presque tous les Membres des deux Chambres. Quoique ses discours aient l'air d'avoir été singulièrement travaillés, il débite cependant avec une telle aisance, il a un si grand soin d'éviter de s'enoncer avec trop de volubilité, ou de traîner ses paroles faute de mémoire, que tout ce qu'il présente semble provenir d'une connoissance du sujet bien approfondie, & tend directement à prouver qu'il est intérieurement convaincu de la vérité de ses principes. Avec cette excellente culture, l'effet d'un grand fonds de jugement & d'un travail immense, le sol qu'il a cherché si soigneusement à améliorer, n'est pas, à beaucoup près, aussi fertile qu'il pourroit l'être. Nous croyons qu'en fait d'éloquence naturelle, ses talens sont resserrés dans un cercle très-étroit. Il ne parle point au cœur; jamais il ne se fait un prosélyte par l'art d'émouvoir, comme plusieurs de ses Contemporains que nous pourrions citer. Sa logique

à une forte teinture de sophisme ; & à l'instar de plusieurs autres qui occupent des places non-responsables , il prodigue les assertions hardies , les prédictions confiantes , les promesses infailibles , dont on ne voit jamais l'exécution , mais qui servent à l'objet présent du débat.

Cette esquisse des talens parlementaires de M. *Wedderburne* sera parfaitement intelligible pour ceux qui connoissent le personnage ; mais essayer de la rendre plus claire pour ceux qui ne le connoissent pas , ce seroit perdre plus de tems que la chose ne vaut. Quoi qu'il en soit , on doit être parfaitement convaincu qu'il n'y a point d'homme en Angleterre , dans le Parlement ou dehors , mieux formé par la nature , l'éducation , le penchant & l'usage , pour mener à son gré certaine classe d'hommes , c'est-à-dire , ceux qui n'ont pas un grand fonds d'intelligence , qui raisonnent superficiellement , & qui ne savent pas distinguer leur main droite de leur main gauche. Auprès de telles gens , les discours de M. *Wedderburne* sur la motion faite contre le Lord *Clive* , sur les Bills de Quebec , de prohibition , de capture , & sur la convenance , ou sur la nécessité prétendue ou établie d'envoyer les troupes Electorales de S. M. en garnison à Minorque & à Gibraltar sans le consentement du Parlement , passeront pour des preuves incontestables de ses talens , comme Orateur , de la profondeur

## 160 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de son raisonnement, comme Logicien, de  
sa capacité, comme Avocat, & de l'étendue  
de ses connoissances, comme Sénateur.

*Lettre d'un Banquier de Londres,  
à M \*\*\* à Anvers.*

De Londres le 8 Février 1777.

Vous m'avez marqué, Monsieur, que dans un voyage à Paris, vous aviez entendu parler de l'état actuel du commerce de l'Angleterre d'une manière qui s'accordoit bien peu avec le dépérissement dans lequel je n'ai cessé de vous le représenter. Vous vous êtes trouvé chez un Savant des plus éclairés de l'Europe, sur les grands mobiles de la puissance des Empires; & vous y avez été témoin du magnifique récit que lui faisoit un jeune Magistrat, homme de beaucoup d'esprit, arrivant d'Angleterre, où la situation des choses ne lui avoit point paru, à beaucoup près, aussi déplorable. Il avoit visité, dites-vous, la plupart des grandes Manufactures Angloises, & il revenoit émerveillé de la prodigieuse activité qu'il y avoit vue, & d'après laquelle il paroïssoit convaincu, avec M. le Doyen Tucker & le Comte de Mansfield, que l'interruption du commerce de l'Amérique ne portera pas le moindre préjudice aux intérêts de la Grande-Bretagne. Vous lui avez observé qu'il se faisoit toujours un débit assez considérable des Manufactures Angloises pour l'Amérique, tant par la voie détournée des navires étrangers, que par les ports Améri-



## ij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

cains qui ne sont point compris dans l'interdit ; ou enfin par la contrebande que le Gouvernement lui-même a facilitée sur ses vaisseaux de guerre & de transport. Comme il étoit prévenu de l'idée que le Nord de l'Europe avoit remplacé entièrement par sa consommation celle que faisoit l'Amérique ; il avoit peine à croire qu'elle eût encore quelque part aux immenses travaux dont il avoit été témoin ; & il vous a demandé comment le consommateur Américain payoit aujourd'hui ces Manufactures , puisque la correspondance devoit avoir totalement cessé entre les deux Nations. Vous lui avez fait voir que les productions Américaines de toute espèce , ayant pris la route directe des autres pays de l'Europe , la valeur y étoit payée partie en productions des lieux pour l'Amérique , partie en lettres de change qui étoient envoyées en Angleterre ; ce qui pouvoit soutenir un peu les Manufactures , quoique rien ne fût plus fatal au commerce & à la navigation qu'une si précaire existence. Il paroissoit toujours surpris que dans une situation gênée & souffrante , les Manufactures eussent l'air d'être aussi occupées que dans le tems où la correspondance avec l'Amérique jouissoit de toute sa liberté ; & il en concluoit que le commerce d'Angleterre avoit acquis de nouveaux débouchés qui empêcheroient qu'on ne s'aperçût de la défection des Américains. Enfin il vous a paru

incliner à croire que l'emploi des hommes, vraie source des richesses d'un Etat, étant tout aussi florissant en Angleterre aujourd'hui, qu'avant les troubles actuels, on se persuaderoit à tort qu'ils portent un coup fatal à sa puissance. Je suis fort aise, Monsieur, que vous m'ayez communiqué cette opinion d'un homme d'esprit, exposée devant un profond spéculateur, dont les jugemens, en cette matière, seront toujours du plus grand poids. Je vais appuyer vos assertions de deux lettres qui sont venues à ma connoissance, & dont il seroit inutile de contester les trop frappantes allégations, à moins qu'on ne prétendît nier aussi les banqueroutes énormes qui depuis quelques mois se déclarent journellement dans les différentes places de la Grande-Bretagne: à moins qu'on ne voulût recuser, & l'état du change & celui du crédit public, comme des témoins insuffisans des maux réels que souffre aujourd'hui la nation Angloise. J'accompagnerai ces lettres de quelques détails curieux sur des branches de commerce qui n'y sont pas traitées; & le tout vous offrira un tableau, d'après lequel, je ne crois pas que vous soyiez tenté, si vous avez un emploi de fonds à faire, de les placer dans le commerce Anglois, quelque brillante idée qu'on ait cherché à vous en donner.

*Lettre au Lord George Germaine.*

« Lorsqu'un superbe édifice menace d'é-

*a ij*

#### IV. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

crouler par ses fondemens , la prudence doit faire chercher les moyens de le soutenir. Dans un Etat dont le commerce est la base , on ne sauroit apporter trop de soin à maintenir son crédit & à écarter tout ce qui pourroit en rompre le libre cours. Le pouvoir & l'influence du Gouvernement & même du Parlement ne peuvent être exercés d'une manière plus avantageuse pour une nation ; & ils doivent réunir leurs efforts en faveur d'un intérêt aussi essentiel à l'Etat , toutes les fois que des calamités particulières mettent en danger les branches capitales de son commerce «.

» Dans ce moment-ci, Milord, la puissance de l'Angleterre chancelle ; & personne ne s'occupe de la raffermir. Les citoyens de toutes les classes ne vivent qu'au jour le jour : ne pensent qu'à l'intérêt du moment ; & ne songent qu'à faire une rapide fortune. Chacun regarde l'Etat comme un accessoire uniquement destiné au profit particulier des gens en place , jusqu'au terme d'un bail dont la durée est incertaine. La chute presque totale du crédit des Isles Angloises de l'Amérique menace l'Angleterre des plus fâcheuses conséquences , si le Gouvernement ne vient promptement à leur secours. C'est une vérité incontestable , Milord, qu'aucune branche du commerce ou des revenus de cet empire ne mérite de votre part plus d'attention. Le sujet est trop vaste pour pouvoir être traité en détail. Je me con-

tenterai d'en toucher ici les principaux points «.

» La Grande-Bretagne envoie en Afrique des Manufactures Britanniques & des productions de l'Inde , dont le produit lui revient en denrées de l'Amérique pour une valeur annuelle d'environ 1,500,000 livres sterling «.

» Les productions des Isles de l'Amérique qui se consomment dans la Grande-Bretagne , en Irlande & dans l'Amérique Septentrionale, se montent à plus de sept millions , & payent à la Grande-Bretagne ses Manufactures , l'intérêt de l'argent qu'elle avance , les commissions , le fret , les assurances & autres émolumens des Marchands , Facteurs & Navigateurs , ainsi que les dépenses des Planteurs & de leurs familles en Angleterre «.

» Les droits de douane & d'accise provenant directement des productions des seules Isles de l'Amérique , versent dans l'Echiquier plus d'un million sterling par an : indépendamment des droits levés sur les marchandises des Indes exportées en Afrique & aux Isles de l'Amérique «.

» Ces Isles doivent à la Grande-Bretagne quinze millions sterling , dont les prêteurs reçoivent un million d'intérêt annuel «.

» Si nous souffrons qu'elles soient ruinées , voici ce qui arrivera infailliblement. Nous ne pourrons plus faire d'exportations pour l'Afrique , parce qu'elles n'achèteront plus de noirs. Les Etrangers nous four-

## VJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

niront de leurs Isles le sucre, le rum, le café, le cacao, le coton, l'indigo, le gingembre, le poivre, &c., & la balance de notre commerce général tournera contre nous. Ce sera dans le commerce une différence de près de huit millions sterling contre les Manufacturiers, Marchands, Facteurs & Navigateurs de la Grande-Bretagne & de l'Irlande. Les ventes annuelles des marchandises de la Compagnie des Indes diminueront en proportion : les recouvrements des sommes dues par les Isles de l'Amérique à la Grande-Bretagne deviendront impraticables ; & définitivement toutes les pertes particulières retomberont sur la Nation «.

» Il n'y a pas plus de dix à onze mois, qu'il n'y avoit pas un seul canon monté sur le pont d'aucun vaisseau Américain. La Grande Bretagne avoit alors plus de 300 (\*) vaisseaux de guerre portant depuis 110 jusqu'à 14 canons. La Grande-Bretagne a autorisé la capture & la condamnation des vaisseaux Américains, longtems avant que ceux-ci eussent exercé aucunes hostilités en mer. La valeur de nos captures n'excede pas 150,000 livres sterling : celles des Américains sur les sujets de la Grande-Bretagne se montent déjà à plus d'un million & demi sterling. Une flotte composée de 108 vaisseaux Marchands & esti-

---

(a) Dont un tiers de mauvaises carcasses. *Note du Traducteur.*

mée 1,200,000 l. sterl. avoit été rassemblée & retenue à la Jamaïque pour attendre une escorte. Un ordre du Gouvernement l'a arrêtée de nouveau depuis le premier jusqu'au neuf Août. Ces délais & les retards particuliers aux grandes flottes dont les vaisseaux s'attendent réciproquement, sont visiblement cause qu'elles ont essuyé une violente tempête qui a séparé les vaisseaux de leur convoi & les uns des autres, à la latitude même où ils auroient eu le plus besoin de protection. Aucune partie de cette flotte n'est arrivée au port de sa destination avant le premier Novembre. Un grand nombre des bâtimens a été pris; il y en a encore beaucoup de manquans, & sur lesquels on a les plus vives inquiétudes.

» Tout le monde fait que les besoins des Planteurs des Isles de l'Amérique, les obligent de tirer pour le montant de leurs envois aussitôt qu'ils sont embarqués. Les Marchands de Londres, dès qu'ils ont reçu les factures & les ordres d'assurance, ne font point difficulté de prendre des engagements à 30 ou 60 jours de la présentation. On fait quelle est la ponctualité en affaires, & que le défaut d'exactitude entraîne toujours des conséquences fatales. Il est arrivé malheureusement qu'outre le tems que les vaisseaux ont été retenus à la Jamaïque, la traversée de ceux qui sont arrivés a excédé le terme ordinaire pour lequel les billets étoient tirés. Ces bil-

## viii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

lets parviennent toujours rapidement & par une infinité de canaux. Les pertes demandent du tems pour être constatées. Il en faut pour les protêts en justice & pour obtenir les autres titres requis par les Assureurs. On ne doit donc point être surpris qu'un déficit de 1,200,000 liv. sterl. dans la circulation d'un petit nombre de maisons de commerce occasionne des retards de payemens, quelque puissent être d'ailleurs leur crédit & leur fortune «.

» Chacun sait que les Négocians placent tout leur avoir dans leur commerce, & qu'il y a des occasions où ils font mettre leur papier sur la place, sans quoi le commerce seroit circonscrit dans de telles limites, que ses avantages ne dédommageroient pas des risques & des pertes qui en sont inséparables. Je vous demande donc, Milord, s'il n'est pas très-essentiel de soutenir ces grandes maisons de commerce : s'il n'est pas plus que probable que leur chute entraînera celle d'une infinité d'autres maisons moins considérables : si enfin le contre-coup de ces faillites ne peut pas ébranler le crédit de la Bourse de Londres & détruire dans toute l'Europe la confiance qu'on a mise dans sa bonne foi & son exactitude.

» Dans ces circonstances seroit-il possible de faire un meilleur usage de l'influence du Gouvernement & du crédit de la Banque d'Angleterre, qu'en les employant à donner



les secours convenables aux maisons qui seroient en état de produire de bonnes furetés ? Le Parlement n'a-t-il pas lui-même un très-grand intérêt à aider des Négocians, dont les travaux, l'industrie & le courage attirent vers la Métropole toutes ces sources de richesse & de prospérité qui ont tant contribué à sa puissance ? Mais ce n'est pas assez de vous en démontrer la nécessité ; il faut encore vous en indiquer les moyens. Ils consistent à diminuer tellement les divers droits sur le rum que le petit peuple puisse le consommer à meilleur marché que les eaux-de-vie qui entrent en contrebande. L'importation en augmenteroit dans une beaucoup plus grande proportion. Le Planteur pourroit compter sur un débit sûr : la Navigation Britannique fleuriroit : nos Marchands & nos Facteurs s'enrichiroient par les commissions, &c. ; & on verroit s'accroître journellement le revenu national.

DEPUIS que cette lettre a paru dans les papiers publics le Lord Germaine a eu plusieurs entretiens avec le Comité d'Afrique relativement aux moyens de rétablir le commerce Anglois dans cette partie du monde ; mais ce Comité n'en voit point d'autre que de demander au Parlement un secours qu'on appliquera aux dépenses les plus urgentes pour l'entretien de ses comptoirs & de ses forts. Il a représenté au Lord Germaine que son commerce diminuoit sensiblement depuis que

## X AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

L'Amérique Septentrionale ne tiroit plus de negres. Le Lord Germaine a demandé au Comité si les traités que l'Amérique faisoit avant la guerre n'avoient plus lieu du tout, ou bien si elles s'étoient portées ailleurs. Le Comité a répondu que tout ce commerce avoit passé entre les mains des François & des Hollandois. Hé bien, répliqua le Lord Germaine, vous regagnerez cette branche de commerce après la soumission ou la conquête des Colonies. Le Comité répartit : nous avons les plus fortes raisons de croire le contraire ; car l'expérience démontre invariablement que lorsqu'une branche de commerce passe en d'autre mains, rien n'est plus difficile que de la reprendre sur ceux qui l'ont enlevée, & qu'il est bien plus aisé de parvenir à leur en arracher quelqu'autre.

### *Extrait d'une Lettre de Peterbourg.*

» Les troubles de l'Amérique sont l'événement le plus funeste qui pût arriver à la Grande-Bretagne. Leurs fâcheuses conséquences se font déjà sentir par tout où elle a des liaisons mercantiles. A peine le commerce avec l'Amérique fut-il arrêté, que des Ecrivains aux gages de la Cour de Londres prétendirent qu'il n'en résulteroit aucun préjudice pour les Manufactures Britanniques, mais qu'au contraire elles seroient plus occupées que jamais, & qu'il s'ouvroit pour le commerce Anglois un nouveau canal qui pro-

mettoit plus qu'un équivalent. Ce nouveau canal étoit le commerce de la Russie. Voilà la prédiction : voici ce qui est arrivé. Avec une confiance entière dans ces magnifiques promesses, les Commerçans de Londres ont donné les ordres les plus amples à Manchester, à Leeds, à Wakefield, à Birmingham, à Sheffield, à Norwich, &c. Les Marchandises furent promptement fournies & envoyées aux Négocians Anglois à Pétersbourg; mais le marché en a été bientôt surchargé; & l'importation a surpassé de beaucoup la consommation. Les Marchands Russes voyant leurs magasins & leurs boutiques remplis d'effets achetés à long crédit, les ont laissés arriver pendant toute la durée de la saison. La vente ne répondant point aux quantités, les prix ont baissé: les termes approchant, nombre d'articles se font vendus à l'enchere à une perte considérable. Plusieurs Marchands Russes ont demandé du tems. Ils ont fini par faire des propositions d'arrangement, les uns ne voulant donner que 70 pour cent, d'autres que 50, d'autres que 20. Le Dédale des loix, leur insigne partialité en faveur des naturels du pays, la douceur & la bonne foi des Anglois, toutes ces circonstances ont fait accepter leurs propositions. Les Russes voyant les comptes se régler d'une manière si avantageuse pour leurs intérêts, tous ont voulu suivre la même marche. En moins de six mois il en a coûté aux Anglois plus de

## xij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

100,000 l. sterl. par les faillites, indépendamment des pertes sur la vente des marchandises «.

» Telle est la situation réelle de ce commerce ; & la fortune de presque tous ceux qui y ont mis leurs fonds court les plus grands risques. Ces malheurs proviennent originellement de la suspension du commerce entre la Grande-Bretagne & l'Amérique ; & probablement ils s'étendront dans tous les lieux où elle a des liaisons de commerce «.

CETTE seconde lettre vous fait voir, Monsieur, qu'il n'est pas vrai, comme l'ont prétendu les amis du Ministère, que le tabac soit le seul article du commerce Anglois qui eût souffert une réduction considérable par les troubles actuels. Toutes les branches du commerce Anglois éprouvent une mortelle langueur ; & c'est ce qui ne sera que trop justifié par le produit des douanes & de l'accise pour les années 1775 & 1776 quand on le connoîtra clairement, par les états de l'année 1779. Mais non plutôt, attendu, comme j'ai eu plus d'une fois l'honneur de vous l'observer, la lenteur de certaines parties de recouvrements sans lesquelles on ne peut point clore les comptes.

En attendant je vais vous communiquer quelques notions sur le commerce du tabac, qui ont été puisées dans les registres mêmes des douanes,

# ET DE L'AMÉRIQUE. xiiij

Voici d'abord un état de la quantité de tabac que la Grande - Bretagne a importée & exportée dans les quatre années qui ont précédé la dernière guerre, époque pendant laquelle fut passé l'acte du Parlement concernant le tabac :

## AN G L E T E R R E.

<i>Années.</i>	<i>Importation.</i>	<i>Exportation.</i>
1752.....	55,997 <small>Boucauts pesant communément 500 liv.</small>	48,922. <i>Boucauts.</i>
1753.....	70,925	57,353.
1754.....	59,722	50,476.
1755.....	70,881	54,384.
	<u>257,525.....</u>	<u>211,135.</u>

## É C O S S E. (Glasgow.)]

1752.....	22,322.....	21,642.
1753.....	26,210.....	24,728.
1754.....	22,334.....	21,764.
1755.....	20,698.....	19,711.
	<u>91,564.....</u>	<u>87,845.</u>

**TOTAL.** 349,089,..... 298,980.

## XIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

*Importation.      Exportation.*

Année moyenne }  
pour les deux pays } 87,528 boucauts 74.745.  
ensemble. }                                          

Importé.....87,528.

Exporté.....74,745.

Conformation moyenne des deux  
pays.....12,783.

L'état qui va suivre est postérieur de quatorze ans, & quoiqu'il ne présente que le seul commerce d'Ecosse, comme vous venez de voir les deux l'un à côté de l'autre, il vous fera facile de vous faire une idée de l'accroissement que doit avoir pris ce commerce dans les deux parties pendant l'intervalle qui s'est écoulé de 1755 à 1769. Vous vous souviendrez qu'avant la dernière guerre l'Ecosse tiroit environ un tiers de tout le tabac apporté de l'Amérique Angloise.

*Commerce de tabac de l'Ecosse (ville de Glasgow).*

Le principal commerce d'importation de Glasgow consiste en tabac. L'état suivant de ce commerce, pendant les trois années 1769, 1770 & 1771, prouve son étendue & son importance :

	1769.	1770.
	<u>1769.</u>	<u>1770.</u>
Dela Virginie.	25,457 Bouc.	29,815 Bouc.
Du Mariland..	9,641 .....	8,242.
Dela Caroline.	460 .....	913.
TOTAL...	<u>35,558.....</u>	<u>38,970.</u>

Par cet état on voit que l'importation a augmenté en 1770, savoir, de la Virginie, de 4,358 boucauts, & de la Caroline de 453, & que celle de Maryland a diminué de 1399 boucauts. Toute cette quantité considérable a été vendue pendant l'année 1770, de la manière suivante :

Pour l'Irlande.....	3,310.
Pour la France.....	15,706.
Pour la Hollande.....	10,637.
Pour Dunkerque.....	2,907.
Pour Hambourg.....	2,416.
Pour Bremen.....	1,303.
Pour l'Espagne, &c. ....	885.
Pour la Norvege.....	557.
Pour le Danemark.....	200.
Pour les îles de l'Amé- rique.....	16.
Total de l'exportation.....	<u>37,937.</u>



# xvj AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

De l'autre part.....37,937.

Qui avec ce qui est resté  
pour la consommation 1033.  
donnent le Total ci-  
dessus.....38,970.

Ce commerce s'est encore accru dans l'an-  
née 1771.

*Boucauts.*

Il a été importé de la Virginie.....35,493.

Du Maryland.....12,530.

De la Caroline..... 993.

TOTAL.....49,016.

L'exportation a augmenté pareillement,  
mais point dans la proportion de l'année pré-  
cédente.

Il a été envoyé en Irlande..... 3,506.

en France.....16,098.

en Hollande.....14,546.

à Dunkerque..... 5,309.

à Hambourg..... 2,788.

à Breme..... 1,176.

en Norvege..... 665.

en Danemark..... 390.

en Espagne, &c..... 297.

à

ET DE L'AMÉRIQUE. xvij

à la Barbade..... 21.

Total.....44,799.

Vendu en Ecoffe..... 1,142.  
45,941.

Desorte qu'en 1771 il est  
resté au magasin..... 3,075.  
49,016.

Relativement à la France, (il s'agit ici  
seulement du tabac que les Fermiers-Géné-  
raux, d'une part, & la ville de Dunkerque  
de l'autre, tirent par le commerce de Glas-  
gow) la vente a augmenté de l'année 1770  
à 1771,

	1770.	1771.
Pour la Ferme..	15,706...	16,098 Boucauts.
Pour Dunkerque	2,907...	5,307.

18,613... 21,407.

L'accroissement est de.....2,794.

Il passe pour constant que l'Amérique An-  
gloise cultive, chaque année, pour la Fran-  
ce, trente mille boucauts de tabac, que la  
Grande-Bretagne lui vend 250,000 liv. sterl.,  
(5,714,285 liv. tournois). Le boucaut se  
payeroit donc, par la France, 81. 6 s. 8 d. st.  
(190 l. 9 s. 6 d. tourn.;) & sur ce pied la  
livre de tabac reviendroit à l'Acquéreur Fran-

xviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
çois à 7 f. 7 d. tourn., relativement au poids  
du boucaut qui est de 500 l.

De cette quantité l'Ecosse seule fournit  
deux grands tiers.

Un compte plus récent encore, & qui me  
paroît justifié par ceux que vous venez de  
voir, faisoit monter la totalité de l'importa-  
tion pour la Grande-Bretagne, en 1775, à  
cent mille boucauts. Vous voyez que c'est un  
calcul bien modéré, le tiers de l'Ecosse étant  
augmenté depuis 1755 de vingt-deux ou vingt-  
trois à près de cinquante mille; ce qui auto-  
riseroit à porter le tout à cent cinquante  
mille, puisque l'Angleterre tire deux tiers.

Mais tenons nous-en aux cent mille bou-  
cauts par an; Voici, dans cette supposition,  
quelle est la perte de l'Angleterre.

1°. Le profit du Négociant pour  
ses commissions d'exportation & d'importation à deux livres sterl.  
par boucaut. . . . . LIV. STERL.  
200,000.

2°. Le fret à huit livres sterl.  
par tonneau, pesant deux mille.... 200,000.

N. B. Il y a quatre bou-  
cauts au tonneau, ce qui donne  
500 liv. pour chaque boucaut.

3°. Celui des marchandises en-  
voyées en retour, à deux & demi  
pour cent, aussi par tonneau.... 20,000.

4°. Le droit sur l'importation  
des cent mille boucauts, déduc-

tion faite de la remise à l'exportation..... 400,000.

N. B. On compte que le Gouvernement fait une perte de 150,000 l. par les importations frauduleuses.

5.° Le profit du débitant qui vend au détaillant, & pour l'exportation..... 100,000

6.° Du même ou d'un autre qui a acheté pour vendre, *idem.* 100000.

7.° Celui du Manufacturier qui le façonne, à une liv. Sterl.... 100000.

8.° Le droit d'accise sur la consommation intérieure d'environ 20,000 boucauts, aussi déduction faite de la fraude..... 300000.

9.° Le droit sur les marchandises qui auroient été envoyées en retour..... 250000.

10.° Enfin, six liv. sterl. par boucaut qui font le profit net du planteur, & qu'il employoit en manufactures de la Grande-Bretagne..... 600000.

---

2,270,000.

---

Tel est le montant de la perte que fait l'Angleterre par la suppression de cette seule branche de commerce. En liv. tourn., elle est de 51,885714 l. Je n'ai point compris

## XX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

dans ce compte, nombre de petits détails de commission, de droit de quais, de déchargement & rechargement, &c. &c. ni une autre considération des plus importantes, celle de la diminution de navigation & de la perte d'emploi pour fix à sept mille Matelots, le tabac étant un article très-volumineux.

Si j'entrois dans l'examen de la perte que souffre encore l'Angleterre sur l'article des grains d'Amérique, vous en seriez effrayé. Je me bornerai à quelques légers détails sur cet objet.

Voici l'état du froment & de la farine apportés d'Amérique à Bristol, du premier Janvier au 27 Avril 1775 :

	<i>Barils de farine.</i>	<i>Boiss'd. from.</i>
De New-York.....	5,523...	71,122.
Maryland.....	7,594...	91,888.
Philadelphie.....	8,045...	35,967.
Virginie.....	1,252...	42,835.
	<hr/>	<hr/>
	22,414...	241,812.

Cinq boisseaux de froment donnant un baril de farine, nous en ajouterons le produit qui est de 112,070 boisseaux, à la somme du froment, dont nous aurons pour lors 353,882 boisseaux. Cette quantité, sur le pied de 20 boisseaux, ou deux quarts &

demi par acre, fait employer 17,694 acres. Sa valeur en argent à 5 shel. par boisseau, ou à 2 l. ft. le quarter, (prix moyen de cette denrée) est de 88,470 l. 10 s. Je vous ai observé que c'est pour quatre mois de l'année seulement; j'y ajouterai que le commerce de Bristol avec l'Amérique est estimé le quart de celui des autres villes y compris Londres. Dans ces mêmes quatre mois, la ville de Bristol a expédié sur leur lest vingt vaisseaux: savoir pour les Colonies de New-York sept, Maryland trois, Philadelphie trois, Virginie trois, Caroline méridionale trois, Caroline septentrionale un.

Ces détails peuvent vous suffire, Monsieur, pour apprécier le préjudice immense que la guerre actuelle cause au commerce de l'Angleterre. Elle a sans doute les plus grandes obligations au Gouverneur Pownall, du Bill de police des grains, dont il est l'Auteur, & qu'il a fait passer dans une des dernières sessions du précédent Parlement. Si l'Angleterre eût toujours dû attendre que le Conseil ouvrit les ports dans les tems de disette, elle se seroit vue continuellement exposée aux horreurs d'une famine. Le Ministre n'auroit hasardé d'admettre le grain étranger que quand il auroit été bien assuré de l'existence d'un mal qui ne doit jamais exister. Le remède y auroit toujours été appliquée trop tard. Mais par la loi de Pownall, c'est le prix de la denrée qui appelle l'import

## xxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tation. Le Marchand prévoit de loin le besoin. Il est écarté avant d'être senti; & le prix n'a pas le tems de s'élever à un taux excessif. Vous devez juger par la richesse de la ressource que l'Angleterre a perdue, de l'excellence de cette loi. Depuis quatre ou cinq années qu'elle est en vigueur, les marchés ont toujours regorgé de grain, & les prix en sont très - modérés, quoique l'Amérique ait cessé, depuis près de deux ans, d'envoyer des grains en Angleterre.

La récolte de 1774 ayant manqué, les Marchands se hâtèrent de tirer du grain étranger; & les registres des douanes reçurent, avant le 25 Décembre de cette même année, les quantités suivantes:

Bristol.. quaters de froment.. 23,402.  
de farine.. 15,245.

Liverpool..... froment.. 29,238.  
farine.. 6,122.

Londres..... froment.. 131,319.  
farine.. 7,951.

Newcastle..... seigle.. 27,083.  
froment... 3,432.

La consommation d'avoine dans Londres est de sept mille quaters par semaine, dont environ cinq mille se tirent du dehors.

La totalité de l'importation aussi dans Londres, pendant l'année 1774, a été:



Quarters.

En froment.....300,000.  
En avoine.....300,000.

Du premier de Janvier au 27 Mai de l'année suivante 1775, il y a eû 130,362 quarters de froment importé dans Londres, dont les deux tiers étoient d'Amérique.

Je ne comptois point en avoir tant à dire sur ces objets; mais c'est sur-tout en calculs économiques qu'on peut dire, *abundantia non vitiat*. Je reviens au tabac à l'occasion d'une nouvelle qui se répand, que le prix en est diminué de deux deniers sterl. par livre, ce qui fait augurer à quelques personnes que la négociation avec l'Amérique prend une heureuse tournure. Pour moi, j'attribuerois cet événement à deux autres causes. L'une, c'est qu'on a amené à Liverpool un vaisseau parti de la Virginie, pour quelque partie de l'Europe, autre que l'Angleterre; avec un chargement considérable de cette denrée. Il est vrai que ce ne seroit pas encore une raison, parce que le Marchand prévoyant la durée de la disette, soutiendrait toujours le prix, quoiqu'il eût eu le bonheur de remplir son magasin. Mais ce qui l'aura décidé à lâcher la main, c'est qu'il en entre des quantités prodigieuses, même par les douanes, de celui qui avoit été exporté en Hol-

lande & ailleurs, & que le Marchand trouve son compte à revendre aux Anglois en rendant la remise du droit. Ce tabac est reçu aux douanes sans difficulté, parce que c'est du tabac des Colonies Américaines le seul dont la loi permette l'admission. Les Marchands qui revendent ce tabac à l'Angleterre le lui avoient enlevé avec avidité. Ils savoient pourtant bien que les autres pays trouveroient à s'en pouvoir en droiture; & que ce ne seroit pas-là qu'ils le placeroient; mais ils avoient spéculé sur le besoin que l'Angleterre en auroit, & ils font aujourd'hui leur récolte. Or, comme il revient avec affluence, c'est-là ce qui en fait un peu baisser le prix, sur lequel les Marchands font toujours un gain considérable. Je ne parle point des quantités immenses qui sont sorties avec déclaration pour le pays étranger, & qui rentrent clandestinement sans restituer le droit.

*J'ai l'honneur d'être, &c.*

## GAZETTE PATRIOTIQUE.

*Du 8 Février 1777.*

LE 15 du mois dernier, des ouvriers du chantier de Portsmouth, transportant une partie de chanvre d'un magasin de ce port à un autre, ont trouvé une buche creuse, remplie de matières combustibles, couverte d'une plaque d'étain, percée en plusieurs endroits pour le passage de l'air, & ayant à chaque bout un tuyau & une mèche. La manière dont cette machine étoit placée, ne permet pas de douter que ce ne fût dans l'intention de mettre le feu. Par cette heureuse découverte, il devient certain que les trois derniers embrâsemens de nos chantiers ont été l'ouvrage d'incendiaires. Il faut espérer qu'on prendra à l'avenir des mesures convenables pour prévenir de telles calamités, & qu'on fera toutes les recherches nécessaires pour parvenir à la conviction des coupables. Il est à remarquer que ceci se passe dans un moment où nous sommes menacés d'une guerre étrangère, & quand nous avons une si grande quantité de chanvre dans nos chantiers, que si le feu y avoit pris, nous aurions fait une perte très-considérable.

Dans la nuit du 15 au 16, on a mis aussi le feu aux vaisseaux le *Savannah la Mar*, & N°. XVI.

## XXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

au vaisseau le *Fame* mouillés dans le port de Bristol. Non-seulement ces deux vaisseaux, mais même les autres bâtimens de toute espece qui étoient dans le port, ainsi que toute cette partie de la ville, ont couru les plus grands risques. Dans le même tems on a essayé de mettre le feu au vaisseau l'*Hibernia* qui étoit mouillé dans une autre partie, ainsi qu'à un magasin dans l'intérieur de la ville. Il s'est trouvé dans ce magasin une boîte renfermant des matieres combustibles. Le Roi a promis de faire grace aux complices de cet abominable attentat, qui en découvroient l'auteur : l'Amirauté donnera mille livres sterling; & la ville de Bristol a promis en outre qu'elle lui accorderoit une grosse récompense en argent.

Il a été remarqué qu'au moment où ce malheur est arrivé, un grand nombre d'habitans assemblés à l'hôtel de ville venoient d'y arrêter, d'une voix unanime, qu'il feroit fait une députation au Roi pour le féliciter sur le succès de ses armes contre les Américains, & l'exhorter à redoubler ses efforts pour les réduire. Cette circonstance sembloit rendre le parti Américain suspect de cet attentat. Mais l'incendie de la ville s'étant manifesté dans le magasin d'un particulier reconnu pour être un des zélés partisans des Américains, il n'est pas naturel de croire que le feu y ait été mis par des gens qui sont attachés à la cause Améri-

caine. Ils n'auroient sûrement pas voulu commencer par ruiner un de leurs amis.

On a arrêté, le 27 Janvier, à Portsmouth, un homme soupçonné de l'incendie du chantier. On croit que c'est celui dont le signalement a été donné par l'Amirauté, & qui s'appelle Jean dit *le Peintre*. Dans ce signalement il est véhémentement soupçonné d'être aussi l'auteur des trois incendies de Bristol.

Il est à désirer qu'on fasse une sévère & prompte enquête relativement aux permissions tacites que certaines personnes obtiennent d'envoyer des marchandises en Amérique malgré l'acte prohibitif. Pourquoi nos Législateurs ne réprimeroient-ils pas un trafic aussi scandaleux, en punissant exemplairement ceux qui l'autorisent? Combien de vaisseaux partis de Glasgow, de Londres avec des chargemens de contrebande? Ils sont supposés armés pour Halifax, ou pour quelque autre partie de l'Amérique, avec des munitions de guerre, mais ils ne sont réellement chargés que de manufactures pour Long-Island, New-York, les Jerseys, &c. Jettons les yeux sur la liste des marchandises à vendre, dans les Gazetes de New-York, & nous serons convaincus de l'existence de ce commerce clandestin qui se fait au préjudice des Marchands honnêtes de la G. B., & sous la protection vénale de ses Ministres.

Voici comme nos Ministres s'expliquent

xxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE.  
sur la difette d'hommes pour le service de  
terre & de mer.

» C'est sur de faux rapports qu'on a prétendu que les ordres donnés pour la presse n'ont pas tout le succès que l'Amirauté en espéroit. Il est très-vrai au contraire qu'il y aura à Spithead, à la fin du mois de Mai, vingt-cinq vaisseaux de ligne & dix frégates en état d'appareiller; forces qui sont suffisantes pour la sûreté de ce Royaume & de ses possessions contre toutes les escadres que la France & l'Espagne pourroient mettre en mer. Il ne nous manque que des forces de terre, qu'on ne recrute qu'avec beaucoup de difficulté. Le Lord Barrington a travaillé plusieurs fois avec le Roi à ce sujet; & il a assuré Sa Majesté que cela provenoit uniquement de ce que nous avons conservé beaucoup plus de troupes après la paix de 1762 qu'après celle de 1748. Notre établissement de paix, y compris les troupes de la Compagnie - des - Indes, se monte à près de 80,000 hommes sans la Milice. De-là il résulte qu'il est impossible de faire des recrues avec facilité lorsqu'il faut entrer en guerre. «

Le 18 Janvier, la presse s'est faite sur la Tamise avec une rigueur qui n'avoit pas encore eû lieu depuis qu'elle a été ordonnée. On a enlevé les Matelots de diverses sortes de bâtiment, & même des chaloupes de pêcheurs.

Le 20, elle étoit plus vive sur la Tamise qu'on ne l'avoit encore vue. Tous les bâtimens côtiers & charbonniers, & même les bateaux de pêcheurs se font vûs enlever leurs équipages. On dit qu'on a pris sept cents hommes entre Gravesend & le port de Londres.

Le 24 Janvier, elle a été si rigoureuse, qu'on a enlevé tous les Matelots des vaisseaux Marchands, sans égards pour les protections, quoique si chèrement payés.

Le 29 au soir, elle étoit encore des plus violentes, & les enrôleurs ont enlevé plusieurs cochers de place de dessus les sieges de leurs carrosses.

Le sieur Kirke Capitaine de ces enrôleurs a eû une explication très-vive avec le Lord-Maire, qui n'a pas voulu se laisser persuader par ce Centurion que le besoin urgent de Matelots venoit du danger très-imminent où les Ministres voyoient l'Angleterre d'être attaquée par la France & l'Espagne.

On assure que le billet suivant a été écrit au Comte de Sandwick.

» Il est de toute notoriété, Milord, que depuis quelque tems plusieurs centaines de nos meilleurs Matelots ont passé en France pour éviter d'être enrôlés de force dans un service qu'il abhorrent, & qu'entre Dunkerque & Saint-Jean-de-Luz, étendue de côte de 700 milles, ils trouvent bientôt des Commerçans ou des Corsaires qui les engagent



### xxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

pour l'Amérique ; ce qu'ils appellent mettre à une loterie où tous les billets portent. »

Dans les Comtés de Shropshire, de Worcestershire, de Montgomeryshire, de Cornwall & autres provinces éloignées, on a commencé à enrôler de force pour compléter quelques régimens commandés pour l'Amérique.

Il y a au sujet de la guerre actuelle trois choses qui méritent toute l'attention du public. La première est la *dépense*. Elle se monte depuis l'arrivée du Général Gage à Boston, en 1774, à la somme exorbitante de trente millions sterling. La seconde est la *perte d'hommes*. La seule armée du Général Howe, depuis son débarquement à l'île des Etats, a consommé plus de *dix mille hommes*. L'armée du Canada, la flotte, &c. ne sont point comprises dans ce calcul. On évalue à *dix-huit cents mille livres sterling* la perte occasionnée par les captures de nos vaisseaux Marchands. Dans ce nombre ne sont point compris les bâtimens munitionnaires, les transports, &c. Ce sont-là des vérités sur lesquelles chacun à la liberté de faire son commentaire.

Au commencement de la campagne de 1776, l'armée du Général Howe devoit être de 32 mille hommes effectifs, & à la fin de cette même campagne, après l'heureuse réunion de tous les corps, elle se trouve réduite à 22 mille. Si la maladie ou la rigueur de la saison enlèvent un autre tiers de cette ar-

mée, & c'est ce qui probablement arrivera, il ne restera au Chevalier Howe, au printemps prochain, que 15660 hommes. Si l'on veut que ce Général ait pour la campagne prochaine, une armée aussi forte que celle qu'il avoit l'année dernière, il faut donc lui envoyer encore près de 20,000 hommes.

Il y a une différence bien sensible entre le nombre de troupes effectives que nous avons en Amérique, & celui que nous payons pour ce service. L'établissement Américain est actuellement de 54 mille hommes. Les dernières recrues du Général Howe en annoncent vingt-deux mille, & celles du Général Carleton sept mille. Mais ne chicanons pas sur quelques douzaines, & supposons que les deux armées de ces deux Généraux soient de trente mille hommes en tout; il n'en sera pas moins vrai que l'Angleterre paye vingt-quatre mille hommes de plus qu'il n'y en a effectivement en Amérique.

Le Gouvernement doit prendre à sa solde un nouveau corps de dix mille étrangers pour le service d'Amérique. Il sera composé de six mille hommes de Wirtemberg, deux mille Hessois, huit cens hommes des troupes de Mecklenbourg-Strelitz, & 1500 d'autres Etats d'Allemagne. N'est-ce pas un aveu bien humiliant de notre foiblesse, que de louer ainsi des troupes à tous les Marchands d'hom-

xxxij AFFAIRES DEL'ANGLETERRE  
mes de l'Europe , pour guerroyer à notre  
place contre nos freres ?

Il y a ordre d'augmenter les garnisons des  
îles de Jersey & de Guernsey, chacune de  
deux Compagnies d'Invalides.

On dit que le renfort qui doit partir pour  
l'Amérique au printems , sera de quatorze  
mille hommes de troupes de terre, y com-  
pris les Allemands.

On assure que la dette de la liste civile  
montoit, à la fin de l'année 1776, à la somme  
prodigieuse de 860,000 liv.

On est persuadé qu'il sera proposé dans  
le cours de cette session une augmentation  
de 200,000 livres par an pour le revenu du  
Roi.

Il a été importé moins d'especes du Por-  
tugal dans le cours de l'année derniere que  
dans aucune des années précédentes, depuis  
1764.

La dette de la Marine, qui est déjà assez  
considérable, & qui augmente tous les jours,  
ne sera point prise en considération cette an-  
née-ci ; mais comme la Chartre de la Com-  
pagnie-des-Indes doit expirer en 1780, son  
renouvellement occupera la prochaine session  
du Parlement. On dit aussi que le projet du  
Ministre est de demander à la Compagnie un  
don gratuit qui servira à payer les créanciers  
de la Marine.

Les troupes du Roi étant employées à ra-  
vager l'Amérique au Nord & au Sud, quel-

qu'un a comparé la pauvre Amérique à une chandelle qui brûle par les deux bouts.

Le Parlement d'Irlande est prorogé du 18 Janvier au 15 Avril.

Le Comte de Buckinghamshire, nouveau Vice-Roi de cette Ile, est parti de Londres, le 22 Janv. pour le port d'Holyhead, où il doit s'embarquer. La place éminente qu'il va occuper dans ce Royaume, est une des plus lucratives qui soit à la disposition de la Cour. Son revenu fixe est de 17,000 liv. sterl., outre une vaisselle de 3000 l. st., & la nomination aux emplois.

Le nouveau Vice-Roi a choisi pour son Secrétaire d'Etat un M. Heron qui a la réputation d'être le plus honnête-homme du Monde. Ce choix fait l'étonnement de tous ceux qui savent que l'esprit d'intrigue & de cabale est le principal mérite requis dans cet emploi important. Mais on ignoroit que M. Heron ne seroit que l'ami & le confident de son maître; & que la Cour a chargé spécialement le Prévôt de Dublin de manœuvrer pour elle dans la Chambre des Communes & dans le Conseil privé.

Le 24 Janvier au soir, il s'est tenu une assemblée de l'opposition chez le Marquis de Rockingham. Entre les principaux personnages qui y ont assisté, se sont trouvés les Ducs de Portland, de Grafton & de Devonshire, tous les Lords Cavendish, M. Char-

xxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
les Fox, Edmond Burke & John Glynn,  
*Recorder* de Londres.

Le Cabinet est partagé entre les amis du Roi & le parti de Bedford. On compte du côté du Roi, le Lord Chancelier, le Lord North & le Lord Georges Germaine. Les membres de l'autre parti sont les Lords Gower, Sandwich & Weymouth. Le Lord Suffolk est neutre. Mais on dit qu'il y a un Etre invisible qui tient la balance entre les deux Partis; & le Lord Suffolk est si bien instruit des dispositions de cet Etre invisible, qu'il ne manque jamais de passer du côté qu'il lui indique.

Les Ministres sont, dit-on, très-ennuyés de la guerre d'Amérique, mais non pas de leurs places. Le Lord Mansfield insiste pour qu'ils continuent d'aller en avant, en leur donnant à entendre que la disgrâce, ou peut-être même quelque accident plus funeste, pourroit être la suite d'une retraite ou d'un refus d'agir.

Le Lord Mansfield est appelé à tous les Conseils qui ont pour objet quelque question intéressante sur les affaires étrangères; & c'est toujours d'après son avis qu'on prend les décisions.

C'est une opinion générale que le Lord Shelburne, le Colonel Barré, M. Dunning & M. Fitzmaurice entreront incessamment tous ensemble dans l'administration.

Le Chevalier Gilbert Elliot, l'un des plus

zélés champions du Ministère, & Député du Comté de Roxburg, est mort en France, où il étoit allé pour le rétablissement de sa santé. Ses diverses places de Trésorier de la Marine, de Garde du petit Sceau d'Ecosse, de Curateur des biens confisqués en Ecosse, excitent la cupidité de bien des gens. On assure cependant que déjà plusieurs aspirans les ont refusées, parce qu'on vouloit mettre des croupiers sur chacune. Il est vrai aussi que la Cour doit avoir bien du monde à récompenser,

M. Fox est de retour de Paris où l'on croyoit que les plaisirs de cette grande Ville le retiendroient tout l'hiver : On dit qu'il en rapporte bien des connoissances politiques qu'il saura déployer à propos dans le Parlement, où le parti de la Cour s'étoit flatté de ne le revoir du reste de la saison.

Deux créatures de nos Ministres, qui occupent des places de confiance dans le Bengale, M. B.... & M. F...., y ont fait une partie de Whist de 20,000 l. sterl. (457,142 l. tournois) M. F.... a fait passer en Angleterre 30,000 l. sterl. qui sont le commencement de sa petite fortune.

On a reçu, le 16 Janv. au matin, des dépêches du Continent, qui ont été tenues très-secretes, mais certains articles, tels que les foeries & les toiles peintes, ont rencheri de sept pour cent, & on a donné aussitôt

xxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
des ordres de presse pour enlever toutes sortes de personnes indistinctement.

Depuis que les Ministres se flattent que la conquête de l'Amérique sera achevée avant la fin de l'année présente, le parti Ecoffois ne parle plus que de réduire les Rebelles à une soumission absolue & de les faire plier sous le joug.

Le 28 Janvier Milord North a proposé un Bill dans la Chambre des Communes, pour autoriser l'Amirauté à délivrer, pour un certain tems, des commissions ou lettres de marque à tous les vaisseaux qui armeront en course contre les Américains des treize Etats-unis. Ce Bill n'a point occasionné de débats. Lorsque la deuxième & la troisième lecture en auront été faites, il sera porté aux Pairs & approuvé par le Roi; & aussitôt tous les armateurs des ports d'Angleterre, qui pourront se procurer des matelots (ceci à la vérité doit les rendre encore plus rares) commenceront la course en Europe & en Amérique, pour se saisir, aux termes de la commission, de tous bâtimens & chargemens quelconques appartenans aux habitans des susdites Colonies. L'intention du Ministere est visiblement de rendre aux Américains la fréquentation de certains ports d'Europe plus difficile. Il est vrai que leur entrée & leur sortie dans ces ports ne sera plus aussi libre; mais les autres nations ne croiront elles pas avoir certaines mesures à prendre.



pour faire respecter leur territoire & leurs propres vaisseaux, par des Corsaires qui, le plus souvent, ne connoissent d'autre regle que leur âpreté pour le gain, & qui ne sont point retenus par la crainte de compromettre l'honneur de leur corps & de leur nation? Nos Ministres sont-ils bien surs qu'aucun de ces Corsaires qu'ils vont lâcher, ne commettra d'inprudence ou d'erreur dans sa course : que si ce malheur lui arrive, les parties offensées ne se mettront point en devoir de le punir; & que si elles le font en présence de quelque vaisseau de guerre Anglois, il ne s'en suivra aucun événement qui puisse troubler l'heureuse paix dont jouit actuellement l'Europe? Si un pareil malheur arrivoit, ont-ils droit de mettre assez de confiance dans leurs forces, pour défier toutes les fâcheuses conséquences qui pourroient en résulter?

C'est une vérité constante & notoire qu'il n'y a pas 6,000 hommes de vieilles troupes dans la Grande Bretagne, y compris le régiment des Gardes, les garnisons, la cavalerie, les invalides, &c. & ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est que la France & l'Espagne ne l'ignorent pas & qu'elles arment. Notre Cour, malgré tous ses efforts pour le dissimuler, convient actuellement du danger. Non seulement la presse des matelots continue, mais elle se fait avec plus de vivacité que jamais. On recrute dans toutes les parties du Royaume, & les levées ont très-peu

### xxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de succès. Il seroit aisé d'administrer des preuves plus particulieres de l'embarras où seroient nos Ministres si une guerre avec la France & l'Espagne venoit à éclater. Ces Puissances voyent avec le plus grand plaisir la guerre d'Amérique ; tandis que la nation Angloise, aveuglée & séduite par des traitres, ne voit pas que cette guerre est pour elle une source de calamités & de ruine. Helas ! le danger est imminent, & avant peu de mois on en connoitra toute l'étendue. Encore si ces fléaux ne tomboient que sur leurs auteurs !

Nos derniers succès en Amérique ont suggéré a nos religieux Ministres, *qui ne veulent rien obtenir que par l'interposition de la Providence*, l'idée de désigner un jour d'actions de grâces qui doit être célébré avant que le Parlement se sépare. Lorsque le Parlement de Cromwell renversoit la constitution de ce pays en confirmant les Loix arbitraires du Protecteur, le dernier jour de chaque mois étoit consacré à un jeûne général ou à des prières publiques en actions de grâces des bienfaits du Ciel.

Dans un des derniers débats de la Chambre des Communes le Chevalier George Yongue, en parlant de la déclaration des freres Howes, a assuré positivement que par cette déclaration les Ministres se sont engagés à se départir du système adopté par rapport à l'Amérique. Cette assertion n'a été

contestée par personne. Il est donc évident ou que les Commissaires ont été au-delà de leurs instructions, & que par conséquent si les choses tournent mal, ils en répondront; ou que les Ministres ne veulent plus s'en tenir à leur déclaration; car on a déjà ahré cinq milles hommes de Wirtemberg, & deux milles Hessois pour passer en Amérique au Printems prochain, & y renforcer l'armée à New-York, d'ou il résulte qu'on est revenu à l'ancien systême.

Nos succès, au reste, ne seront pas d'une utilité aussi réelle que quelques gens l'imaginent. Ceux qui connoissent parfaitement l'Amérique avoient prédit que par-tout où nos forces de terre & de mer pourroient agir ensemble, elles ne trouveroient aucun obstacle non seulement de la part des Américains qui n'ont encore nulle expérience dans le métier de la guerre, mais fût-ce même de la part des Puissances les plus belliqueuses de l'Europe. La prédiction est presque vérifiée. Long-Island, New-York, Rhode-Island. & peut-être actuellement Philadelphie, ont été prises ou plutôt évacuées; mais toutes ces expéditions ne nous font point avancer vers le but qu'on s'est proposé en faisant la guerre, *la soumission ou la conquête*. Le Congrès délibere toujours. Les Américains, loin d'être découragés, se préparent de nouvelles ressources. Dans l'été prochain, selon toutes les apparences, la face de la guerre changera; nous ne tirerons

## XL AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

plus aucun avantage de notre marine, & notre armée de terre sera réduite à une guerre de postes, guerre que nous aurons tout le tems d'apprendre, & Dieu fait à quel prix.

Tous les gens sensés de l'Angleterre & de l'Amérique commencent à voir la folie & la mauvaise politique de cette guerre. Mais les Ecoissois, les déserteurs Américains, qui sont aujourd'hui en Angleterre, tout le corps des Traitans & quelques Princes d'Allemagne, sont ceux qui la demandent, & qui empêchent la paix. Les Ecoissois soupirent après la confiscation des biens en Amérique: les déserteurs Américains attendent des pensions & des récompenses pour les faux avis qu'ils donnent: les Traitans desirent le renouvellement de leurs marchés: les Princes Allemands sollicitent de plus forts subsides, &c. tandis que les Particuliers & les Marchands de l'Angleterre reconnoissent (peut-être un peu tard) que quelque soit celui qui danse, ce sont eux qui doivent payer les violons.

Les Américains tirent un grand avantage des secours qu'ils reçoivent journellement de l'ancien monde. Quinze Ingénieurs & vingt-deux Officiers viennent de partir d'un des ports d'Europe, pour aller prendre du service chez les Insurgens. C'est une vérité aussi claire que le jour; qu'il y a des Nations Européennes qui, quoiqu'en paix avec la

la Grande-Bretagne lui font actuellement la guerre en Amérique.

Lorsque dans l'année 1756, les Anglois prirent des vaisseaux François avant une déclaration de guerre, le Ministère de France se plaignit amèrement de ce procédé, & fit demander s'il étoit conforme aux loix de la justice, » Monsieur, répondit un Grand Ministre, (le Duc de Newcastle) au Chargé d'affaires, s'il nous falloit agir avec la France d'après les principes de l'équité, dans trente ans d'ici notre Nation n'existeroit plus ». Telle étoit alors la crainte qu'inspiroient la politique & la perfidie Françoisse. Aujourd'hui nous plaçons toute notre confiance dans les François; nous les voyons augmenter leurs forces par terre & par mer sans leur faire aucunes questions; & nous savons qu'ils traitent & qu'ils trafiquent avec les Américains sans que nous en prenions le moindre ombrage.

*Billet reçu, dit-on, de la Cour de.....*

» Les Ministres de ..... font mille complimens aux Ministres de la *petite*-Bretagne; ils ont l'honneur de les assurer qu'ils ont la plus haute opinion de leur sagesse, de leur équité & de leur humanité: qu'ils approuvent en tous points la guerre qu'ils font avec tant de succès aux Insurgens, qui ne font, comme chacun fait, qu'une société de Philosophes payens; & ils déclarent de la

maniere la plus solemnelle , non seulement en leur nom , mais encore au nom de leur Auguste Maître , qu'ils ne prendront d'autre part dans les malheureux démêlés qui divisent actuellement les Sujets Britanniques , que d'envoyer à ces Payens des Officiers , des armes , des munitions , des habits , des ustensiles , &c. & qu'ils ne recevront rien en retour que du tabac , du riz , du merrein , des pelleteries , & tous les autres articles que les Ministres de la *petite-Bretagne* , par un effet de leur haute sagesse , ont jugé à propos de prohiber chez eux «.

Nos Ministres ont beaucoup fait valoir les prodigieux travaux de nos troupes dans la dernière campagne du Canada. Cependant il n'y a été fait rien d'essentiel ; & suivant des personnes instruites de la situation actuelle des troupes Américaines , il sera presque impossible d'effectuer l'année prochaine la jonction des armées du Roi par la Riviere d'Hudson.

On dit que le Général Carleton est dégoûté , & qu'il se propose de revenir en Angleterre aussitôt que la saison le lui permettra. Le motif de son mécontentement vient de ce qu'il a les mains liées , & qu'il est obligé de suivre de point en point le plan de conduite qui lui est tracé par nos Ministres ; tandis que le Chevalier Howe a carte blanche pour faire tout ce qu'il juge à propos.

Un Officier vient d'arriver de Québec, d'où il est parti le premier Décembre. Il n'apporte point de nouvelles dépêches, il est seulement chargé des *duplicata* du Gouverneur Carleton. Il a laissé les troupes bien logées & bien pourvues de tout dans leurs quartiers. Les Brunswickois sont aux Trois Rivières & il n'y a qu'un régiment à Québec. Un Officier des Troupes du Roi, qui a été fait prisonnier & qui a passé par le poste de Ticondérago, rapporte que les Rebelles travaillent à remonter leur marine pour la campagne prochaine : qu'ils ont établi les quilles de vingt-six bateaux, tant grands que petits ; & que le Général des troupes du Roi a établi les quilles de six batteaux, dont un doit porter vingt canons.

*Extrait d'une Lettre de Ticondérago, du 4 Novembre.*

» Nos gens sont descendus pour rencontrer l'ennemi à Crown-Point, mais ils sont arrivés un jour trop tard : l'ennemi avoit rebroussé chemin pour retourner à Saint Jean ; ainsi nous ne le verrons plus de la campagne «.

*Extrait d'une Lettre de Québec, du 20 Novembre.*

» Nous nous tenons le plus chaudement qu'il nous est possible dans ce climat de neige & de glace. La campagne a fini par une



## XL AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

affaire sur le Lac Champlain avec l'escadre des Provinciaux, aux ordres du Général Arnold. Nos coureurs ont reconnu Ticonderago ; mais la saison est trop avancée pour un siège. D'ailleurs les ennemis ont au moins vingt-deux mille hommes. On parle si diversément de l'état des affaires aux environs de New-York, qu'il est impossible de rien croire de ce qu'on dit à ce sujet. Quelque mépris qu'on affecte en Angleterre pour les Américains ; il est aisé de voir qu'ils se conduisent avec beaucoup d'intelligence & de sagesse.

Voici ce que porte une lettre de *East-Chester* : » Nous apprenons par un déserteur que le Général Howe a tenu le propos suivant à un Officier lors de la dernière affaire des Plaines blanches. » *Bonjour M. Lisle, vous vous êtes comporté en très-brave homme : votre conduite mérite les plus grands éloges ; mais vous avez eu dans cette affaire plus de monde de tué que je ne voulois en perdre dans toute la campagne. Il faut que vous ayez la bonté de remettre votre épée dans le fourreau, & de vous tenir à l'arrière-garde.* »

*Extrait de la Lettre d'un Lieutenant-Colonel des troupes du Roi, datée de New-York le 5 Décembre.*

» Je suis persuadé qu'on débite à Londres une infinité de contes absurdes sur ce qui se passe ici. Cela seroit d'autant moins éton-

nant que nous qui sommes sur les lieux, nous entendons tous les jours mille histoires incroyables, tant sur nous que sur les ennemis. Il y a quelques jours que l'on disoit que le Général Washington s'étoit noyé dans la rivière d'Hudson; & que le Général Lée s'étoit brulé la cervelle d'un coup de pistolet. Cependant M. Lée est aujourd'hui posté à Westchester sur une chaîne de *montagnes noires*, auxquelles les Américains, apparemment par esprit de contradiction, ont donné le nom de *Plaines blanches*. Washington est à Trenton avec un corps d'environ cinq mille hommes. Le Lord Cornwallis s'est avancé jusqu'à Brunswick; par les hauteurs qui menent à Philadelphie, & il a dessein d'attaquer les quartiers du Congrès général; mais je présume qu'à son arrivée il trouvera que les canards domestiques étoient des canards sauvages, & qu'ils se feront envolés. Le petit Percy s'est conduit comme un ange. Il reste avec nous, quoiqu'il ait depuis cinq mois la permission du Roi pour retourner en Angleterre «.

La plus grande partie de l'armée du Général Howe a pris ses quartiers à New-York: la rigueur de la saison ne permet de faire aucune nouvelle entreprise d'ici au Printemps prochain. L'armée est considérablement diminuée depuis l'affaire de Long-Island.

Quelque satisfaction apparente que témoigne le Cabinet, relativement à la conduite

xlvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

du Général Howe; il passe pour certain qu'on est très mécontent de ce que ce Général ne pousse pas ses conquêtes plus loin; & en conséquence les ordres qui partiront d'ici doivent être à cet égard plus formels & plus pressans.

On assure que le Général Washington n'a jamais eu sous son commandement, pendant la dernière campagne, plus de dix sept mille hommes à la fois; & qu'avec cette armée, il a trouvé le moyen d'amuser le Général Howe qui en avoit plus de trente mille.

Suivant des lettres de Philadelphie, du 15 Décembre, le Congrès a fait conduire tous les prisonniers de guerre à plus de soixante & dix milles (24 lieues) dans l'intérieur du pays, où ils sont gardés par dix-neuf cents Provinciaux & six cents Sauvages. Si cette nouvelle est vraie, il faut regarder comme fausse celle qui s'étoit répandue d'un échange général des prisonniers entre les deux armées.

Le Chevalier John Johnson, fils du feu Chevalier William Johnson, étant parti du Canada pour aller joindre le Général Howe, (route très périlleuse, a été fait prisonnier par les troupes Américaines.

Des lettres de la Virginie, du 25 Novembre, annoncent que ses habitans font tous les préparatifs nécessaires pour résister aux forces qu'on pourroit envoyer pendant la campagne prochaine contre cette Colo-

nie, parce qu'ils ont appris que leur ancien persécuteur, le Lord Dunmore, avoit pressé le Lord Howe de faire de la Virginie le théâtre de la guerre. On fait que ce Lord a fait sur leurs côtes, pendant toute la campagne de 1776, une guerre de pirates.

Les Ministres font sonner bien haut ce qu'ils appellent la soumission de la Colonie de la Géorgie. Mais avant de faire répandre ces bruits par leurs partisans, ils auroient dû être bien sûrs que personne ne les démentiroit. Malgré toutes les peines qu'ils se donnent pour empêcher qu'il ne parvienne ici des nouvelles d'Amérique, on fait à quoi s'en tenir sur l'événement de la Géorgie. Depuis quelque tems les Géorgiens avoient des soupçons sur le compte de M. Bullock leur Gouverneur, qui avoit été auparavant Secrétaire du Procureur général de la Caroline. D'après certaines découvertes, on lui ôta son emploi. Dans le ressentiment de cette destitution, il s'est adressé à M. Tonyn, Gouverneur, pour obtenir son pardon, & se reconcilier avec le parti du Roi. Une centaine d'hommes, faisant partie de trois compagnies de milice qui lui étoient attachés, joignirent leur requête à la sienne. Les habitans de la Colonie les ont chassés, & ont élu pour leur Gouverneur M. Willes.

Le convoi qui devoit appareiller le 20 Janvier de Spithead pour les Isles de l'Amérique, a été remis au 5 Février.

La négligence du Gouvernement qui a expédié si tard le convoi pour Corke, donne lieu à bien des murmures. Les vaisseaux Marchands auroient dû partir le premier Janvier, & le vaisseau de guerre le *Kent*, destiné à les escorter, n'étoit encore qu'à Crookhaven lorsqu'on a reçu les lettres de Corke.

On dit que l'Opposition se propose de faire quelques questions aux Ministres sur l'état actuel des Isles de l'Amérique. Elle demandera aussi des éclaircissemens sur le nombre des bâtimens de ces Isles pris par les Américains; & si la quantité des vaisseaux employés sur les côtes de l'Amérique septentrionale, n'est pas cause qu'il en est resté trop peu dans les parages des Isles à sucre, pour empêcher les productions de ces Isles de tomber entre les mains des Corsaires ennemis.

Les Assureurs de Londres se plaignent hautement de la foible protection qu'on accorde aux vaisseaux qui font le commerce des Isles. Les assurances ont été réglées sur la supposition d'une escorte suffisante; & il a été fait beaucoup plus de captures qu'il n'en étoit entré dans les calculs de probabilité sur lesquels les assurances avoient déterminé les primes.

L'habillement complet de dix régimens d'Infanterie, a été pris par un Corsaire Américain bien moins fort que le bâtiment qui portoit cette cargaison.

Le vaisseau le *Sam*, qui a appareillé de l'Isle de Barbades, le 20 Décembre, pour Liverpol, avec environ 20,000 piaftres & 52 quintaux d'ivoire, a été pris le 25 par l'*Indépendance*, Corsaire du Congrès, monté de 10 canons & de 45 hommes. Le vaisseau a été envoyé à Philadelphie avec l'ivoire & l'argent.

Le Capitaine de la prise faite par le *Betsey* assure que les vaisseaux Européens vont & viennent continuellement dans divers ports des deux Carolines, & que les munitions de guerre y arrivent avec abondance de toutes parts.

S'il faut en croire une lettre de M. Dean, les Américains s'inquietent fort peu des changemens qui peuvent arriver parmi les Ministres. Quelque nom que l'on donne aux personnes revêtues de l'autorité, elles seront toujours aux yeux des Américains des êtres trop indifférens pour attirer leur attention. Peu leur importe que les Ministres actuels conservent ou perdent leurs places. Ils savent que ces changemens n'offrent autre chose qu'un cercle d'esclaves qui succèdent à d'autres esclaves.

Sous le regne de notre bon Roi défunt, qui étoit celui des Whigis, les Américains nous aïdoient: nous les secourions; & loin de les regarder comme des poltrons, nous cherchions toutes les occasions de leur marquer l'estime & la reconnoissance due à leurs

# 1 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

services. Sous le regne actuel , regne des Torys , les Américains sont persécutés ; on porte le fer & le feu dans leur pays , on brûle leurs villes , on détruit l'espoir de leurs campagnes pour plusieurs années , & ils sont qualifiés de Rebelles & de lâches par les Ecoissois & les Torys. Les faits du regne actuel sont notoires ; mais il n'est plus de mode de se souvenir de ceux du dernier regne. Il est donc à propos de remettre sous les yeux du public les deux lettres suivantes , écrites par l'Amiral Spry à l'Orateur de l'Assemblée de Philadelphie. Elles feront voir ce qu'on pensoit alors des Américains.

» Il est impossible de concevoir toutes les obligations que j'ai aux habitans de Pensilvanie , pour avoir concouru de si bon cœur à fournir les vaisseaux de Sa Majesté d'un aussi grand nombre de gens de mer aux frais de leur Gouvernement , & il est de mon devoir de vous prier de faire mes remerciemens les plus sinceres , &c. le 5 Août 1756 «.

» J'ai joint M. Holmes , & nous sommes à présent en route pour Louisbourg ; hier au soir il nous est arrivé heureusement un vaisseau , avec vingt-neuf matelots de plus , tirés de votre bonne Province. Que Dieu veille sur eux. Je n'oublierai jamais un pareil service. J'ai pris tous ces matelots sur mon propre bord , le 7 Août 1756 «.

L'Amiral auroit-il eu pour eux des égards

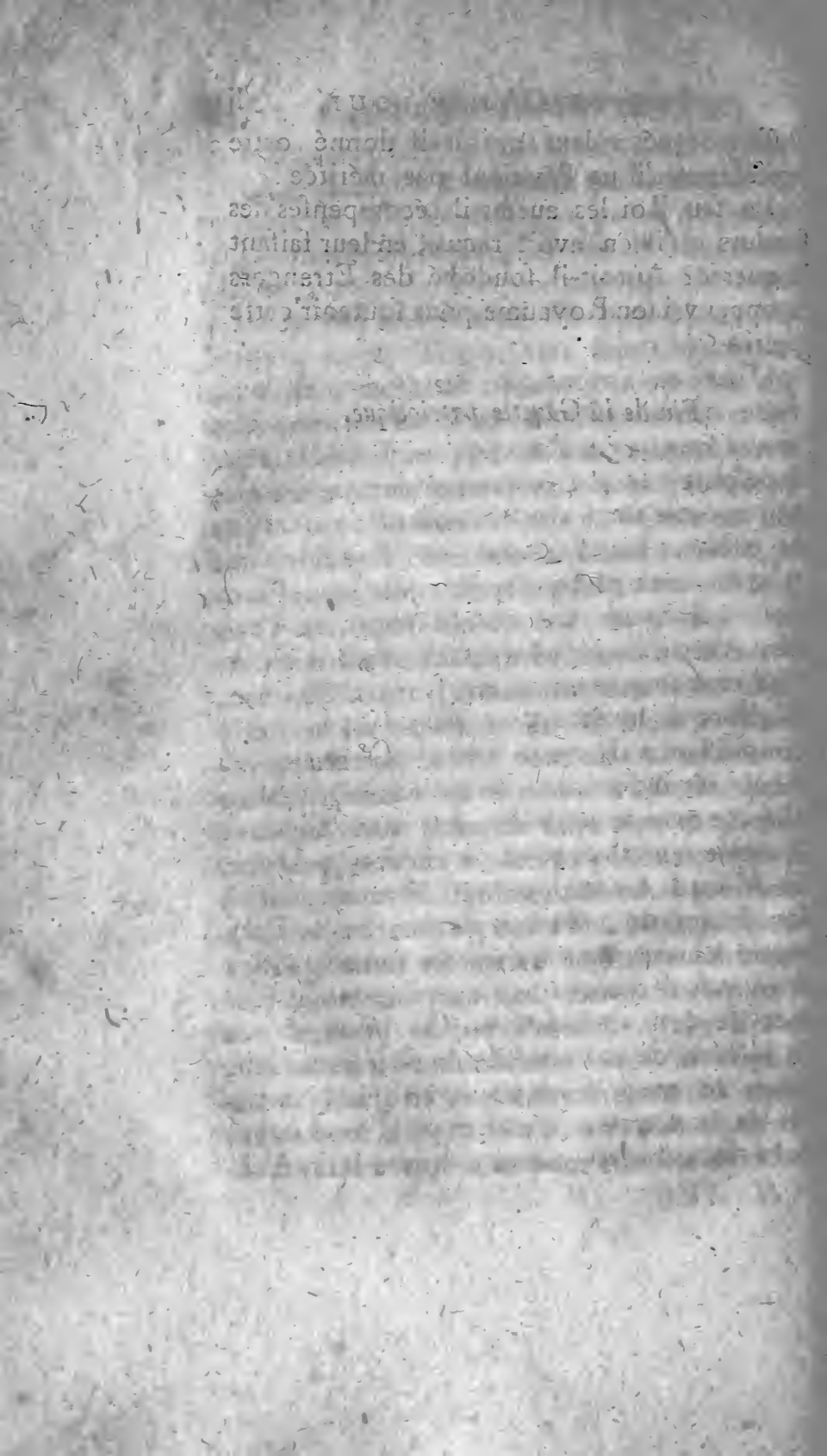


ET DE L'AMÉRIQUE. 11

aussi marqués : leur auroit-il donné cette préférence s'il ne l'avoient pas méritée ?

Le feu Roi les auroit-il récompensés des secours qu'il en avoit reçus , en leur faisant la guerre ? Auroit-il foudoyé des Etrangers & appauvri son Royaume pour soutenir cette guerre ?

*Fin de la Gazette patriotique.*



*Lettre d'un Banquier de Londres ,  
à M \*\*\* à Anvers.*

De Londres le 24 Février 1777.

J'AI eû l'avantage, Monsieur, de vous faire lire les articles de Confédération des treize Etats-unis d'Amérique, signés à Philadelphie, le 4 Octobre dernier, avant que par aucune autre voie ils eussent percé dans le public. Les Gazettes de Londres ont traduit cette piece d'après votre texte François qui avoit été rédigé sous les yeux des Auteurs à Philadelphie, d'où il est arrivé tout imprimé à un bourgeois d'Embsden. J'ignore si le Ministère Britannique avoit connoissance de cette piece qui est aujourd'hui répandue dans toute l'Europe. Mais elle me paroît avoir produit dans Londres la même sensation qu'elle a dû faire par-tout. Si Milord Germaine, toujours attaché à son projet de conquête & de réduction, l'a tenue secrete, tant qu'il a pû croire qu'il en étoit le seul possesseur, je ne saurois le blâmer de cette précaution. On prétend que la lecture de cette confédération a ramené, sinon au parti Américain, au moins à celui de la douceur, quantité de bonnes têtes, dans le cabinet même, que l'acte d'in-

#### IV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

dépendance avoit révoltées, & qui s'étoient réunies au système d'une soumission absolue. Il semble qu'on s'effarouche moins de l'idée d'une indépendance qui seroit appuyée sur des loix aussi sages que celles qui se font admirer dans cette confédération. L'opinion de ceux qui, depuis quelque tems, ne cessent de presser les Ministres de traiter avec les Américains sur un pied égal, & d'en faire à l'Angleterre d'utiles Alliés, acquiert une singulière force aux yeux de tous les gens qui savent combien la réunion de toutes les vertus publiques, dans la constitution d'un Etat, rend son alliance précieuse & respectable, & qui augurent qu'il seroit infiniment plus avantageux à la Grande-Bretagne d'avoir pour amis les Américains ainsi gouvernés, que de les réduire par une conquête qui n'en fera jamais que des esclaves. Enfin, comme on voit dans cette Confédération un plan de Gouvernement infiniment mieux combiné que tous ceux que la première effervescence des esprits avoit engendrés, & qu'il promet des avantages inconnus de tous les Etats de même nature, c'est-à-dire de toutes les Républiques qui ont existé jusqu'ici; l'esprit humain toujours avide de la perfection qui lui échappe dans toutes ses œuvres, ne peut point se défendre d'appliquer une forte attention à ce prodige du monde moral, & de souhaiter qu'un édifice d'une aussi belle

ordonnance, le fruit de l'expérience de tant de siècles, soit heureusement achevé.

Envisageant sous ce point de vue l'effet qui me semble devoir résulter de la publicité donnée à cet acte de Confédération, je veux dire de fortifier les argumens des vrais amis de l'humanité qui plaident dans le Parlement Britannique la belle cause des Américains, & de leur faire rendre la paix à la seule condition qui peut en établir la solidité, celle d'une égalité parfaite entre les deux Etats, je me félicite de pouvoir contribuer encore à un bien si généralement désirable, en faisant passer au public, par votre canal, un autre morceau aussi digne d'admiration que le premier, & que j'ai reçu aussi de Philadelphie par Embden. J'ai lu bien des critiques du Gouvernement Anglois, bien des écrits où l'on fait voir qu'il ne donne aux sujets qu'une ombre de liberté; mais je n'imagine point que cette vérité ressorte avec plus d'éclat de tout ce qu'il seroit possible de dire à ce sujet, que de la comparaison qu'il est aisé à chacun de faire de la constitution de Pensylvanie avec la constitution Angloise dans sa décrépitude actuelle. Ce n'est pas seulement à raison de cette décrépitude que celle de Pensylvanie obtiendra la préférence, mais parce qu'elle prévient les maux qui empêchent de déperir. Ce sont deux palais d'une grande beauté, élevés l'un à côté de l'autre. Dans

## lvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

celui-ci, un long enchaînement de convenances particulières, qu'on peut presque toujours qualifier d'abus, a introduit mille espèces de dégradations qui ont fait perdre à l'édifice sa solidité. L'Architecte de l'autre rend ses logemens inaccessibles à tous les gens qui dégradent; & il les met dans l'impossibilité d'ouvrir une porte, ou de percer un jour qui puisse le moins du monde affaiblir sa construction. Ce morceau, je ne me lasse point de le dire, est la censure la plus complète que j'aie vue encore du Gouvernement actuel de l'Angleterre. Chaque article tend directement ou indirectement à contenir la séduction, & à entretenir la pureté des principes: objets dont la constitution Angloise ne s'est point assez occupée. Vous admirerez sur-tout avec quelle sagesse l'égalité de représentation y est établie; de sorte qu'on se trouvera plus ou moins participer à l'administration, en raison de la portion qu'on aura à supporter dans les charges de l'Etat: règle unique sur laquelle chacun pourra juger à quel degré il jouit de sa liberté. Vous trouverez dans la déclaration expositive des droits, plusieurs maximes ou principes qui contrarient les idées reçues chez la plupart des peuples formés en Corps de société; mais vous voudrez bien ne point perdre de vue que ce sont des thèses dont l'Etat de Pensylvanie n'en-

tend point faire une loi pour les autres pays. Ces thèses ou bases étant à peu - près les mêmes que celles sur lesquelles s'est élevée la constitution Angloise; un sage observateur se contentera d'y remarquer les vices dont cette constitution s'est laissée corrompre, & la solidité des avantages que la liberté des Pensylvains aura sur celle des Anglois. C'est une nouvelle République qui se mesure avec une ancienne, & avec toutes les anciennes. Je n'imagine rien de plus digne d'attacher le Politique & le Philosophe. Les peuples qui ont mis tous leurs droits naturels aux pieds d'un Maître & d'une Loi, doivent se féliciter de jouir depuis long-tems d'une consistance que desirent encore ceux qui l'ont cherchée dans le partage de l'autorité; & cette joute entre les nations, sur la route incertaine du bonheur, est un spectacle ravissant même pour les sujets des Etats Monarchiques, sur qui il ne peut opérer d'autre effet que de leur rendre de plus en plus chère la forme de Gouvernement qui donne le moins de prise aux vicissitudes du sort.

Je puis encore ajouter, Monsieur, un mérite tout particulier à la publication de cette piece, & je m'en fais un plaisir pour la satisfaction qu'en retireront ceux de vos lecteurs qui aiment à méditer sur la sagesse humaine, & à calculer les probabilités dans les efforts qu'elle fait pour atteindre à une félicité parfaite. Avec l'acte de la constitution



## **Ivj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**

de Penfylvanie, tel qu'il a été arrêté & figné le 28 Septembre 1776, par la Commission extraordinaire, je vous envoie auffi le projet de ce même acte qui avoit été imprimé & publié dès le mois de Juillet précédent, pour mettre les habitans en état de communiquer leurs remarques. Ces deux pieces, mises à côté l'une de l'autre, exerceront de la maniere la plus intéressante l'esprit de spéculation. Il n'y a peut-être pas dans l'acte, comparé avec le projet, un changement, une addition, une omission, & le nombre en est considérable, qui n'offre aux réflexions une matiere auffi curieuse qu'abondante. En général, on sera satisfait de tirer de cette comparaison une preuve nouvelle de l'avantage infini que les Gouvernemens doivent trouver à méditer long-tems sur leurs résolutions, lorsqu'il s'agit de décider de l'état des Empires. Il est à croire que si les divers Bills qui ont porté les Américains au soulèvement, eussent été trois mois sur les bureaux des deux Chambres du Parlement Britannique, où chaque Membre eût pu en prendre communication, & que si au contraire on ne les eût pas fait passer en loi avec une précipitation que la Constitution n'a jamais eu l'intention d'autoriser, quoique pourtant elle la souffre, la brouillerie entre les deux peuples n'auroit pas fait des progrès auffi effrayans en si peu d'années, & que le Ministère ne verroit pas ses embarras multipliés à l'infini par les vi-

tes de toutes especes qui se sont glissés dans ces loix.

Pour en revenir à la minute ou projet que vous allez lire au-dessous de l'acte, je ferai en sorte que les articles correspondent entre eux autant qu'il sera possible, Vous en verrez dans le projet qui n'ont point eu lieu dans l'acte & *vice versa*. Vous trouverez certaines sections de l'acte beaucoup plus développées que celles du projet, & d'autres plus concises, ainsi que des termes substitués à quelques uns qui ne portoient pas un sens assez déterminé, ou qui auroient pu s'interpréter contre le vœu de la constitution. Vous vous croirez transporté dans l'assemblée où se sont débattues ces importantes questions; & en vérité il ne peut pas y avoir de jouissance plus délicate pour un Etre pensant. Dans le ferme espoir que le Génie de l'Angleterre lui conservera assez de bienveillance pour la mettre sur la route d'un traité d'alliance avec l'Amérique indépendante, & qu'il lui conseillera d'appeler le Docteur Franklin à Londres, & de le rendre l'arbitre des droits & des intérêts des deux Empires; je me promets bien de faire en sorte d'avoir un entretien avec ce digne émule de Licurgue & de Montesquieu: je lui demanderai les raisons de chacune de ces différences, afin de saisir dans tous ses points l'esprit d'une loi donnée pour base à la prospérité & à la grandeur de sa nouvelle République. Si j'ai le bonheur d'entendre de sa

## IX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

bouche un si intéressant commentaire , je croirai assister à la création d'un monde.

*J'ai l'honneur d'être, &c.*

*P. S. du 26 Février. Extrait d'une lettre de New-York, le cinq Janvier.*

» IL s'en faut bien que l'armée du Roi ne se soit emparée de Philadelphie. La campagne est décidément finie ; & M. le Chevalier Howe ayant reconnu qu'il s'étoit trop avancé dans les Jerseys, *s'est élargi sur ses derrières*, c'est-à-dire, s'est retiré vers New-York, où ses soldats presque nuds, périrent de faim & de maladies. Après la surprise & la défaite de la brigade Hessoise à Trenton, le 26 Décembre, le Lord Cornwallis voulut prendre sa revanche ; mais quand il eut reconnu la situation de Washington, il n'osa pas l'attaquer. Le lendemain un détachement Américain a totalement défait le dix-septième & le cinquante-cinquième régimens Britanniques. A la faveur de cette action le Lord Cornwallis a regagné le côté de New-York. Le Général Hessois de Donop, s'étoit présenté ; mais il n'a pas osé attendre le détachement Américain. Les trophées de Washington consistent dans tous les drapeaux de la brigade Hessoise, huit pieces de canon, & toutes les munitions du Commissaire de l'armée, qui étoient en magasin à Burlington. La perte des Anglois, dans ces diverses affaires, est de sept à huit cens hommes tués, dont vingt Officiers, & environ 1200 Hessois tués, prisonniers ou manquans, & un de leurs Généraux tué. Trois de leurs bataillons se sont fort mal comportés. La désertion va son train.

Il est certain que le Général Lée a été enlevé ; mais Washington nous reste, & Mifflin, & Putnam & Arnold & cinq cens autres, & beaucoup de braves Officiers étrangers qui ont vu la guerre. Il y avoit avec M. Lée deux Lieutenans-Colonels étrangers. Un d'eux a été tué. L'autre est prisonnier avec Lée à Brunswick. L'enlèvement de Lée est antérieur de quinze jours à la victoire remportée par les Américains sur les Hessois, &c.

CONSTITUTION



# CONSTITUTION

*De la République de Pensylvanie, telle qu'elle a été établie par la Commission générale extraordinaire, élue à cet effet, & assemblée à Philadelphie, dans ses séances, commencées le 15 Juillet 1776, & continuées par des ajournemens successifs, jusqu'au 28 Septembre suivant.*

---

## CONSTITUTION DE PENSYLVANIE.

**L**ES objets de l'institution & du maintien de tout Gouvernement doivent être d'assurer l'existence du Corps politique de l'Etat, de le protéger, & de donner aux individus qui le composent, la faculté de jouir de leurs droits naturels, & des autres biens que l'Auteur de toute existence a répandus sur les hommes; & toutes les fois que ces grands objets du Gouvernement ne sont pas remplis, le peuple a le droit de le changer par un acte de la volonté commune, & de prendre les me-

## lxj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

fures qui lui paroissent nécessaires pour procurer la sûreté & son bonheur.

Les Habitans de cette République s'étant jusqu'à présent reconnus sujets du Roi de la Grande-Bretagne, uniquement en considération de la protection qu'ils attendoient de lui ; & ledit Roi ayant non seulement retiré cette protection, mais ayant commencé & continuant encore , par un esprit de vengeance inexorable , à leur faire la guerre la plus cruelle & la plus injuste , dans laquelle il emploie non-seulement les troupes de la Grande-Bretagne , mais encore des Etrangers mercenaires , des Sauvages & des Esclaves , pour parvenir au but qu'il s'est proposé & qu'il avoue , de les réduire à une entière & honteuse soumission à la domination despotique du Parlement Britannique ; ayant en outre exercé contre lesdits Habitans plusieurs autres actes de tyrannie ( qui ont été pleinement développés dans la déclaration du Congrès général ), ce qui a rompu & anéanti tous les liens de sujétion & de fidélité envers ledit Roi & ses successeurs , & fait cesser dans ces Colonies tous les pouvoirs & toutes les autorités émanées de lui :

Comme il est absolument nécessaire pour le bien être & la sûreté des Habitans desdites Colonies , qu'elles soient désormais des Etats libres & indépendans , & qu'il existe dans chacune de leur parties une forme de

Gouvernement juste , permanente & convenable , dont l'autorité du peuple soit la source unique & l'unique fondement , conformément aux vues de l'honorable Congrès Américain :

Nous les Représentans des hommes libres de Pensylvanie, assemblés extraordinairement & expressément , à l'effet de tracer un Gouvernement d'après les principes exposés ci-dessus : reconnoissant la bonté du Modérateur suprême de l'Univers (lui qui seul fait à quel degré de bonheur , sur la terre , le genre humain peut parvenir , en perfectionnant l'art du Gouvernement) : reconnoissant la suprême bonté qu'il a de permettre que le peuple de cet Etat se fasse de son propre & commun consentement , sans violence , & après en avoir mûrement délibéré , les loix qu'il jugera les plus justes & les meilleures pour gouverner sa future société : pleinement convaincus que c'est pour nous un devoir indispensable d'établir les principes fondamentaux de Gouvernement les plus propres à procurer le bonheur général du peuple de cet Etat & de sa postérité , & à pourvoir aux améliorations futures , sans partialité & sans préjugé pour ou contre aucune classe , secte ou dénomination d'hommes particulières , quelle qu'elle soit : en vertu de l'autorité dont nos constituans nous ont revêtus , nous ordonnons , déclarons & établissons la

*Déclaration de droits & le Plan de Gouver-*

lxiiij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
nément suivans, pour être la *constitution* de  
cette République, & pour y demeurer en  
vigueur à jamais, sans altération, excepté  
dans les articles que l'expérience démon-

---

*Note d'un Américain.*

On sera peut-être surpris de trouver une distinction d'*hommes libres* dans un pays où l'on croit que tous les hommes le sont. Il en existe encore en Amérique deux classes qui ne le sont pas.

L'une entièrement esclave, ce sont les negres. A la vérité plusieurs & même la plus grande partie des Colonies ont toujours été opposées à leur importation, & souvent ont fait des loix pour l'empêcher; mais comme le consentement de la Couronne étoit nécessaire pour la confirmation de ces loix, elles n'ont jamais pu être établies, le Roi les ayant toujours rejetées comme contraires aux intérêts de la Compagnie Angloise d'Afrique: aussi la défense d'importer ces malheureuses victimes de l'avarice Européenne a-t-elle été une des premières opérations du Congrès général; & l'on doit croire qu'il ne tardera pas à statuer sur le sort des negres actuellement existans dans l'étendue des *Treize Etats unis*; car, quoique plusieurs Propriétaires en Pensylvanie leur aient donné la liberté, il en existe encore d'esclaves même dans cette Colonie, & beaucoup dans les Colonies Méridionales.

L'autre classe d'*hommes non libres* ne gémit pas dans l'esclavage; mais elle est privée de la liberté, dans le sens politique de ce mot qui implique la part dans le Gouvernement, & le droit de voter aux élections des Officiers publics. Cette seconde classe se subdivise en plusieurs especes, & comprend :

1.<sup>o</sup> *Les Enfans mineurs*, c'est-à-dire qui n'ont pas vingt ans accomplis. Comme ils sont en général sans propriétés jusqu'à cet âge, & sous l'autorité immédiate



trera par la suite exiger des améliorations, & qui seront corrigés ou perfectionnés en vertu de la susdite autorité du peuple, par un corps de Délégués composé comme l'ordonne ce plan de Gouvernement, pour ob-

de leurs parens, on suppose que ceux-ci auroient trop d'influence sur leurs suffrages.

2.<sup>o</sup> Les *Apprentifs*; attachés à un maître pour apprendre de lui le commerce ou une profession quelconque: on présume qu'il auroit sur leurs voix pendant la durée de leur apprentissage, une influence de même nature que celle des peres sur leurs enfans.

3.<sup>o</sup> Enfin, les *Domestiques engagés*. Ce sont en général des arrivans d'Angleterre, d'Irlande, d'Allemagne, &c. Beaucoup de ces émigrans n'ayant pas de quoi payer leur passage, conviennent avec les Capitaines qui consentent à les passer, de les servir eux & les personnes auxquelles ils céderont leur droit, pendant une, deux, trois, ou quatre années plus ou moins, pour leur tenir lieu d'argent; la durée de l'engagement se regle sur l'âge & les talens du Domestique: des ouvriers déjà formés n'en contractent ordinairement que de fort courts.

Les Capitaines en arrivant à l'Amérique, cèdent ces engagements de service aux Habitans qui ont besoin de domestiques; mais il faut que la cession se fasse devant un Magistrat qui regle l'engagement conformément à la raison & à la justice, & qui oblige les Maîtres de promettre par un acte écrit, que, pendant la durée de l'engagement le Domestique sera bien & duement nourri, vêtu, logé, &c.: qu'on lui apprendra à lire, à écrire & à compter: qu'on lui montrera quelque métier, ou qu'on l'instruira dans une profession qui puisse lui procurer par la suite de quoi vivre; & qu'à la fin du terme il sera mis en li-

## lxxv AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

tenir & assurer d'une maniere plus efficace, le grand objet & le véritable but de tout GOUVERNEMENT, tels que nous les avons exposés ci-dessus.

---

berté, & recevra en quittant son maître un habillement complet & des hardes neuves. On délivre au domestique une copie de cet engagement; & il en reste une autre sur les Registres entre les mains du Magistrat, à qui le Domestique peut dans tous les tems avoir recours, si son maître le maltraite ou n'exécute pas fidèlement sa partie du contrat.

Cette heureuse coutume facilite aux Colonies l'acquisition de nouveaux habitans, & fournit aux pauvres de l'Europe le moyen de se transporter dans un pays où on les forme à une industrie qui leur assure pour la suite une honnête subsistance.



---

## CHAPITRE PREMIER.

### *Déclaration expositive des droits des Habitans de l'État de Pensylvanie.*

**I.** Tous les hommes sont nés également (a) libres & indépendans ; & ils ont des droits certains , naturels , essentiels & inaliénables , parmi lesquels on doit compter le droit de jouir de la vie & de la liberté , & de les défendre : celui d'acquérir une propriété , de la posséder & de la protéger ; enfin celui de chercher & d'obtenir leur bonheur & leur sûreté.

**II.** Tous les hommes ont le droit naturel & inaliénable d'adorer le Dieu Tout-Puissant , de la manière qui leur est dictée

---

*Note de l'Editeur.* Il est essentiel de se rappeler ici la définition de la liberté , donnée par un Américain dans la note précédente. » Le sens politique de ce mot implique une part dans le Gouvernement , & le droit de voter aux élections des Officiers publics « . Tous les hommes sont nés pour jouir de cette espèce de liberté. Nous avons déjà fait voir ailleurs que ceux qui ont transmis à d'autres ce droit naturel , par la crainte de ne pas l'exercer eux-mêmes pour leur plus grand avantage , en ont usé & continuent d'en user dans la même étendue que ceux qui ont entendu se le réserver individuellement.

par leur (b) conscience & leurs lumieres. Aucun homme ne doit ni ne peut être légitimement contraint à embrasser une forme particuliere de culte religieux, à établir ou entretenir un lieu particulier de culte, ni à soudoyer des Ministres de religion contre son gré, ou sans son propre & libre consentement : aucun homme, qui reconnoît l'existence d'un Dieu, ne peut être justement privé d'aucun droit civil comme citoyen,

---

*Note de l'Editeur.* La liberté de religion est de droit naturel dans la grande République des Nations. Chaque Etat peut avoir la sienne & ne doit souffrir à cet égard aucune contrainte. Il a plu aux uns d'établir chez eux l'uniformité de culte ou un culte dominant : d'autres en ont admis de quelques especes seulement ; d'autres encore veulent les recevoir toutes indistinctement. L'opinion qui détermine ces divers choix doit être généralement respectée. C'est par tout l'effet de la délibération volontaire des hommes libres, qui se sont formés en corps de sociétés. Ceux chez qui cette société est liée par le principe de n'avoir qu'une foi comme ils n'ont qu'un Roi & qu'une loi, n'ont point aliéné ce droit naturel : ils en ont usé de la maniere qui leur a paru la plus convenable à leur félicité temporelle. Qui est-ce qui dira que pour le bonheur de l'homme, tout principe religieux ne doit point être fixe & invariable ? L'opinion établie ici pour les Pensylvains, qui leur permet toute espece de culte, & conséquemment de les embrasser tous successivement si cela leur plaît, cette opinion, dis-je, acquérant chez eux la stabilité dont ils se flattent, sans doute elle deviendra un principe fondamental dont leurs descendans ne pourront & ne devront pas plus se détacher, qu'ailleurs on ne doit renoncer à l'unité de religion ou à l'uniformité de culte.

ni attaqué en aucune maniere, à raison de ses sentimens, en matiere de religion, ou de la forme particuliere de son culte: aucune Puissance dans l'Etat ne peut ni ne doit être revêtue, ni s'arroger l'exercice d'une autorité qui puisse, dans aucun cas, lui permettre de troubler ou de gêner le droit de la conscience dans le libre exercice du culte religieux.

III. Le Peuple de cet Etat a seul le droit essentiel & exclusif de se gouverner & de regler son administration intérieure.

IV. Toute autorité résidant originairement dans le Peuple, & étant par conséquent émanée de lui; il s'ensuit que tous les Officiers du Gouvernement revêtus de l'autorité, soit législative, soit exécutive, sont ses mandataires, ses serviteurs, & lui sont comptables dans tous les tems.

V. Le Gouvernement est ou doit être institué pour l'avantage commun, pour la

---

Ils s'interdisent pour jamais, par la présente loi, tout essai de l'opinion qui restreint le culte religieux à une seule espece, ou à certaines especes: qui indique un lieu ou des lieux particuliers de culte: qui pourvoit à la subsistance des Ministres toujours occupés de ce culte: qui établit l'ordre dans la chose, où l'ordre produit les plus merveilleux effets sur les ames & les avantages les plus précieux pour la société. Cette doctrine a pu se soutenir dans une petite tribu de *Quakers*; mais il est bien douteux qu'elle fût stable & permanente chez une grande Nation. C'est au moins le seul point de vue où on puisse la bien juger.

## IXIX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

protection & la sûreté du peuple , de la nation ou de la communauté , & non pour le profit ou l'intérêt particuliers d'un seul homme , d'une famille , ou d'un assemblage d'hommes qui ne font qu'une partie de cette Communauté. La Communauté a le droit incontestable , inaliénable & inadmissible de réformer , changer ou abolir le Gouvernement , de la manière qu'elle juge la plus convenable , & la plus propre à procurer le bonheur public.

V I. Afin d'empêcher ceux qui sont revêtus de l'autorité législative ou exécutrice de devenir oppresseurs , le peuple a le droit , aux époques qu'il juge convenables , de faire rentrer ses Officiers dans l'état privé , & de pourvoir aux places vacantes par des élections certaines & régulières.

V II. Toutes les élections doivent être libres : & tous les hommes libres ayant un intérêt suffisant , évident & commun , & étant attachés à la Communauté par les mêmes liens ; tous doivent avoir un droit égal à élire les Officiers , & à être élus pour les différens emplois.

V III. Chaque Membre de la société a le droit d'être protégé par elle dans la jouissance de sa vie , de sa liberté & de sa propriété : il est par conséquent obligé de contribuer pour sa part aux frais de cette pro-

tection, de donner, lorsqu'il est nécessaire, son service personnel ou un équivalent; mais aucune partie de la propriété d'un homme ne peut lui être enlevée avec justice, ni appliquée aux usages publics, sans son propre consentement, ou celui de ses représentans légitimes: aucun homme qui se fait un scrupule de conscience de porter les armes ne peut y être forcé justement, lorsqu'il paye un équivalent; & enfin les hommes libres de cet Etat ne peuvent être obligés d'obéir à d'autres loix qu'à celles qu'ils ont consenties pour le bien commun, par eux-mêmes ou par leurs représentans légitimes.

I X. Dans toutes les poursuites pour crime, un homme a le droit d'être entendu par lui & par son Conseil: de demander la cause & la nature de l'accusation qui lui est intentée: d'être confronté aux témoins: d'administrer toutes les preuves qui peuvent lui être favorables; de requérir une instruction prompte & publique par un Juré impartial du pays, sans l'avis unanime duquel il ne sauroit être déclaré coupable. Il ne peut pas être forcé d'administrer des preuves contre lui-même; & aucun homme ne peut être privé justement de sa liberté qu'en vertu des *Loix du pays*, ou du jugement de ses Pairs.

X. Tout homme a le droit d'être pour sa personne, ses maisons, ses papiers & pour toutes ses possessions, à l'abri de toutes re-



## lxxj AFFAIRES DE ANGLETERRE

cherches & de toutes saisies ; en conséquence tout *Warrant* (a) est contraire à ce droit si des sermens ou affirmations préliminaires n'en ont pas suffisamment établi le fondement, & si l'ordre ou la réquisition portés par le *Warrant* à un Officier ou Messager d'Etat, de faire des recherches dans des lieux suspects, d'arrêter une ou plusieurs personnes, ou de saisir leur propriété, ne sont pas accompagnés d'une désignation & description spéciales, de la personne ou des objets à rechercher ou à saisir. Enfin il ne doit être décerné aucun *Warrant* que dans les cas & avec les formalités prescrites.

XI. Dans les discussions relatives à la propriété & dans les procès entre deux ou plusieurs particuliers, les parties ont droit à l'inf-

---

(a) Le *Warrant* est un ordre donné par les Officiers de Justice, & même, en Angleterre, par les Secrétaires d'Etat, pour faire recherche de personnes ou de choses, & les saisir. Il est ainsi nommé parce que celui qui le donne en est responsable, *garant*. Il faut que la cause pour laquelle le *warrant* est donné y soit exprimée, ainsi que la personne ou la chose qui en sont l'objet. Tout *Général warrant*, c'est-à-dire, *Warrant* qui ordonneroit la recherche ou la saisie d'une personne, ou d'une chose sans désignation spéciale est contre les Loix.

Le *Warrant* se donne ordinairement à la requête d'une partie civile ou de la partie publique, qui doivent administrer des preuves suffisantes pour l'obtenir.

truction par Juré, & cette forme de procéder doit être regardée comme sacrée.

XII. Le peuple a droit à la liberté de parler, d'écrire & de publier ses sentimens; en conséquence la liberté de la presse ne doit jamais être gênée.

XIII. Le peuple a droit de porter les armes pour sa défense & pour celle de l'Etat; & comme, en tems de paix, des armées sur pied sont dangereuses pour la liberté, il ne doit point en être entretenu; & le militaire doit toujours être tenu dans une exacte subordination à l'autorité civile, & toujours gouverné par elle.

XIV. Un recours fréquent aux principes fondamentaux de la constitution, & une adhésion constante à ceux de la justice, de la modération, de la tempérance, de l'industrie & de la frugalité, sont absolument nécessaires pour conserver les avantages de la liberté, & maintenir un Gouvernement libre. Le peuple doit en conséquence avoir une attention particulière à tous ces différens points dans le choix de ses Officiers & Représentans; & il a droit d'exiger de ses Législateurs & de ses Magistrats une observation exacte & constante de ces mêmes principes, dans la confection & l'exécution des loix nécessaires pour la bonne administration de l'Etat.

XV. Tous les hommes ont un droit naturel & essentiel à quitter l'Etat dans lequel ils vivent , pour s'établir dans un autre qui veut les recevoir , ou à former un Etat nouveau dans des pays vacans ou dans des pays qu'ils achètent , toutes les fois qu'ils croient pouvoir par là se procurer le bonheur.

XVI. Le peuple a droit de s'assembler , de consulter pour le bien commun , de donner des instructions à ses Représentans , & de demander au Corps législatif , par la voie d'adresses , de pétitions ou de remontrances , le redressement des torts qu'il croit lui être faits.



## CHAPITRE II. FORME DE GOUVERNEMENT.

### *Section première.*

**L**A REPUBLIQUE, ou Etat de Pensylvanie ; sera désormais gouvernée par une Assemblée des Représentans des hommes libres de l'Etat, & par un Président & un Conseil, de la manière & dans la forme suivantes.

### *Section seconde.*

LA suprême Puissance législative sera confiée à une Chambre composée des Représentans des hommes libres de l'Etat ou République de Pensylvanie.

### *Section troisième.*

LA suprême Puissance exécutive sera confiée à un Président & à un Conseil.

*Projet d'une forme de Gouvernement pour l'Etat de Pensylvanie, imprimé pour mettre les habitans en état de communiquer leurs remarques. (Juillet 1776).*

*Seçt. 1.<sup>re</sup>* L'Etat ou République de la Pensylvanie, sera gouverné à l'avenir par une assemblée de personnes qui représenteront les hommes libres de ladite République, par un Président & un Conseil, dans la forme & de la manière suivante.

*Seçt. 2.* Le pouvoir législatif sera confié à la chambre des membres représentant les hommes libres de ladite République ou Etat de Pensilvanie.

*Seçt. 3.* Le pouvoir exécutif sera exercé par un Président & un Conseil.

*Section quatrieme.*

IL sera établi des Cours de Justice dans la ville de Philadelphie, & dans chacun des Comtés qui composent cet Etat.

*Section cinquieme.*

LES hommes libres de l'Etat, & leurs enfans mâles seront armés & disciplinés pour sa défense, sous tels réglemens, restrictions, exceptions que l'Assemblée générale aura établis avec force de Loi, conservant toujours au peuple le droit de choisir les Colonels & autres Officiers de grade inférieur ayant commission, de la maniere & par des élections aussi fréquentes que les susdites loix le prescriront.

*Section sixieme.*

TOUT homme libre, de l'âge de vingt &

---

*Sett. 4.* On établira des Cours de Judicature à Philadelphie & dans toutes les Provinces de la Pensilvanie.

*Sett. 5.* Les gens libres de cet Etat ou République seront armés & instruits dans l'exercice des armes pour la défendre ; & la Milice choisira ses Officiers, (les Généraux exceptés) autant de fois qu'il sera réglé par les Loix concernant ladite milice. Les Officiers recevront leur commissions du Président du Conseil.

*Sett. 6.* Tout homme libre ayant atteint l'âge de un

## ET DE L'AMÉRIQUE. lxxvij

un ans accomplis , qui aura résidé dans l'Etat une année entière immédiatement avant le jour où se fera l'élection des Représentans , & qui aura payé les taxes pendant ce tems , jouira du droit d'élire : mais les enfans des *Frans tenanciers* (a) auront à l'âge de vingt & un ans accomplis droit de voter , quoiqu'ils n'aient point payé les taxes.

### *Section septieme.*

LA Chambre des Représentans des hommes libres de cette République , sera composée des personnes les plus recommandables par leur sagesse & leur vertu , qui se-

(a) *Frans-Tenanciers.* Cette dénomination qui s'appliquoit originairement en Angleterre , à ceux qui possédoient leurs terres en *Aleu* , ne signifie pas autre chose en Amérique que *Possesseurs en propre* , *Propriétaires de terres.*

---

21 ans , qui aura résidé dans cet Etat ou République l'espace d'un an entier , à dater du jour de l'élection , & aura payé les taxes publiques durant ledit espace de temps , jouira du droit d'électeur , pourvu qu'il prête un serment ou fasse une affirmation (*pour les Quakres qui ne jurent jamais*) de fidélité à la République , s'il en est requis.

*Secl. 7.* La Chambre des représentans des hommes libres de cette République sera composée de — membres , choisis parmi les personnes les plus notables par leur sagesse & leur vertu ; ils seront élus par les hommes libres de *Philadelphie* & des Provinces respectives de la République. Aucune personne ne sera

**LXXVIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**  
ront choisies respectivement par les hommes  
libres de chaque Ville & Comté de l'Etat.  
Personne ne pourra être élu à moins d'avoir  
résidé dans la Ville ou dans le Comté pour  
lesquels il seroit choisi, deux années entières,  
immédiatement avant ladite élection; & au-  
cun Membre de cette Chambre, tant qu'il  
le sera, ne pourra posséder aucun autre em-  
ploi que dans la Milice.

### *Section huitieme.*

PERSONNE ne pourra être élu Membre  
de la Chambre des Représentans des hom-  
mes libres de cette République, plus de  
quatre années sur sept.

### *Section neuvieme.*

LES Membres de la Chambre des Représen-  
tans seront choisis annuellement au scru-  
tin par les hommes libres de la République,

---

éligible, qu'elle n'ait résidé dans le lieu, pour lequel  
elle sera choisie deux ans immédiatement antérieurs  
à ladite élection; & tout membre, ainsi élu, ne pourra  
exercer d'autre emploi, excepté dans la Milice.

*Sett. 8.* Personne ne pourra être élu en qualité de  
représentant des hommes libres de ladite République,  
plus de quatre ans sur sept; & personne ne pourra  
servir plus de quatre ans consécutifs.

*Sett. 9.* On choisira lesdits membres tous les ans à  
la pluralité des voix des hommes libres de la Répu-



le second mardi d'Octobre , dans la suite, (hors la présente année) , & s'assembleront le quatrieme lundi du même mois ; ils s'intituleront, *l'Assemblée générale des Représentans des hommes libres de Pensylvanie*, & ils auront le droit de choisir leur Orateur, le Trésorier de l'Etat & leurs autres Officiers : leurs séances seront indiquées & réglées par leurs propres ajournemens : ils prépareront les Bills, & leur donneront force de loix : ils jugeront de la validité des élections & des qualités de leurs Membres : ils pourront expulser un de leurs Membres ; mais jamais deux fois pour une même cause : ils pourront ordonner le serment ou l'affirmation d'après l'examen de témoins : faire droit sur les griefs qui leur seront présentés, accuser les criminels d'Etat (a), accorder des Char-

(a) On a rendu le mot Anglois *Impéachment* par *Accusation de crime d'Etat*. Ce terme s'applique à une procédure particuliere aux procès pour malver-

---

blique, le premier Lundi d'Octobre à perpétuité (excepté la présente année) lesdits membres s'assembleront le troisieme Lundi dudit mois, & ils formeront *l'Assemblée générale des représentans des hommes libres de Pensylvanie*. Ils auront le droit de choisir leur Orateur, le Trésorier de l'Etat & les autres Officiers, de s'ajourner, de préparer des *Bills*, leur donner force de loi, décider de l'élection & capacité de leurs collègues. Ils pourront exclure les candidats une premiere fois, mais non pas dans le cas où la personne excluse seroit choisie une seconde fois. Ils recevront

## LXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tres de corporations : constituer des villes, bourgs, cités & comtés ; & ils auront tous les autres pouvoirs nécessaires au Corps législatif d'un Etat libre ou République ; mais ils n'auront pas l'autorité de rien ajouter ni changer à aucune partie de la présente Constitution , ni de l'abolir, ou de l'enfreindre dans aucunes de ses parties.

### *Section dixieme.*

LES deux tiers du nombre entier des Membres élus seront un nombre suffisant pour discuter & décider les affaires dans la Cham-

sations dans les grands emplois. C'est en Angleterre la Chambre des Communes qui se rend accusatrice devant celle des Pairs, à qui seule la connoissance de ces causes est réservée en sa qualité de Cour suprême de justice. En Pensylvanie, ce sera l'Assemblée générale qui accusera, & le Conseil d'Etat, qui sera Juge ; & il n'exercera lui-même la justice que dans cette seule espece de causes.

---

le serment ou l'affirmation pour l'examen des témoins : entendront les plaintes & y feront droit. Ils citeront les coupables à leur tribunal : enfin ils seront revêtus de tout le pouvoir législatif d'un Etat libre ou républicain ; mais ils ne pourront pas ajouter, changer, abolir ou enfreindre en aucune maniere la présente constitution.

*Sett. 10.* Les deux tiers des membres ainsi élus seront suffisants pour former la Chambre complete. Après qu'ils se seront assemblés & qu'ils auront choisi leur Orateur, chacun en particulier, souscrira non-

bre des Représentans. Aussitôt qu'ils seront assemblés, & qu'ils auront choisi leur Orateur, avant de s'occuper d'aucune affaire, chacun des Membres fera & signera, outre le serment ou affirmation de fidélité & d'obéissance qui sera ordonné par un des articles suivans, un serment ou une affirmation conçus en ces termes.

» Je jure (ou affirme) que, comme Membre de cette Assemblée, je ne proposerai aucun Bill, vœu ou résolution, & que je ne donnerai mon consentement à aucun qui me paroisse nuisible au peuple; que je ne ferai rien, ni ne consentirai à aucun acte, ni à aucune chose quelle qu'elle soit qui tende à affoiblir, ou diminuer les droits & privilèges du peuple, tels qu'ils sont énoncés dans la Constitution de cet Etat; mais que je me conduirai en toutes choses comme un honnête & fidele Représentant & Gar-

---

seulement au formulaire du serment d'allégeance & de fidélité, dont on parlera ci-après, mais aussi prètera le serment ou fera l'affirmation suivante :

» Je N. jure (ou affirme) qu'en ma qualité de membre de cette Assemblée, je ne proposerai aucun Bill ni ne consentirai à ce que l'on vote ou décide aucune chose qui pourroit paroître nuisible au bien public : que je ne ferai ou permettrai que l'on fasse aucune démarche qui tende à diminuer ou restreindre les droits ou privilèges du peuple, tels qu'ils sont établis par la constitution de cet Etat; mais qu'au contraire je me conduirai en toutes choses

**Lxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**  
dien du peuple, en suivant ce que mon jugement & mes lumières m'indiqueront de meilleur ».

Et chaque Membre, avant de prendre sa Séance fera & signera la déclaration suivante : savoir,

» Je crois en un seul Dieu, Créateur & Gouverneur de cet univers, qui récompense les bons & punit les méchants. Et je reconnois que les Ecritures de l'ancien & du nouveau testament ont été données par inspiration divine ».

Et jamais il ne sera exigé de profession de foi autre ni plus étendue d'aucun Officier civil ou Magistrat dans cet Etat.

### *Section onzième.*

**LES Délégués, pour représenter cet état au Congrès, seront élus au scrutin par la fu-**

---

comme un honnête & fidele représentant & gardien du peuple, autant que mon jugement & ma capacité pourront me le permettre ».

Chaque membre, avant de prendre séance, fera la déclaration suivante, à laquelle il souscrira : » Je crois en un seul Dieu, Créateur & Gouverneur de l'Univers ».

*Sect. 11.* Les Députés, chargés de représenter cet Etat au Congrès, seront choisis à la pluralité des voix par les membres de la susdite assemblée, à la pre-

## ET DE L'AMÉRIQUE. lxxxii

ture Assemblée générale à sa première séance & ainsi par la suite chaque année, tant que cette représentation sera nécessaire. Tout Délégué pourra être déplacé, en quelque tems que ce soit, sans autre formalité que la nomination à sa place par l'Assemblée générale. Personne ne pourra siéger en Congrès plus de deux ans de suite, & ne pourra être ré-élu qu'après trois années d'interruption; & aucune personne pourvue d'un emploi à la nomination du Congrès, ne pourra être dorénavant choisie pour y représenter cette République.

### *Section douzième.*

S'IL arrivoit qu'une ou plusieurs Villes, qu'un ou plusieurs Comtés négligeassent ou refusassent d'élire ou d'envoyer des Représentans à l'Assemblée générale, les deux tiers des Membres des Villes ou Comtés qui au-

---

mière séance, & ensuite annuellement à perpétuité: tout Député pourra être rappelé par l'Assemblée générale, qui pourra de même en nommer un autre à sa place. Personne ne pourra siéger, comme Député auprès du Congrès, plus de deux ans de suite. Personne ne pourra être élu une seconde fois avant l'espace de trois ans, après l'expiration de ce terme.

SECT. 12. Si un ou plusieurs Comtés négligent ou refusent d'envoyer des représentans à l'assemblée général, pourvu que les membres, choisis par les autres Comtés, forment ensemble les deux tiers de ladite

## **LXXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**

ront élu , & envoyé les leurs , auront tous les pouvoirs de l'Assemblée générale , aussi pleinement & aussi amplement que si la totalité étoit présente , pourvu toutes fois que lorsqu'ils s'assembleront , il se trouve des Députés de la majorité des Villes & Comtés.

### *Section treizieme.*

LES portes de la Chambre dans laquelle les Représentans des hommes libres de cet Etat tiendront l'Assemblée générale , seront & demeureront ouvertes ; & l'entrée en sera libre à toutes personnes qui se comporteront décemment : à l'exception du seul cas où le bien de l'Etat exigera qu'elles soient fermées.

### *Section quatorzieme.*

LE Journal des Séances de l'Assemblée générale sera imprimé chaque semaine du

---

assemblée, ils auront le même plein pouvoir & représenteront cet Etat aussi pleinement que si tous les Députés s'y trouvoient.

*Secl. 13.* Les portes de la salle où les représentans des hommes libres de cet Etat tiendront leurs séances , seront & demeureront ouvertes pour toutes personnes qui se comporteront décemment ; excepté dans les cas où la sûreté publique exigera que lesdites portes soient fermées,

*Secl. 14.* Toutes les semaines , pendant les séances de ladite assemblée , on fera imprimer les décisions &

rant la session, & lorsque deux Membres seulement le demanderont. On imprimera les *oui* & les *non* sur chaque question, vœu ou résolution, excepté quand les voix auront été prises au scrutin; & lors même qu'elles auront été prises de cette manière, chaque Membre aura droit d'insérer, dans le Journal, s'il le juge à propos, les motifs de son vœu.

### *Section quinzième.*

AFIN que les Loix puissent être plus mûrement examinées avant de recevoir leur dernier caractère; & afin de prévenir, autant qu'il est possible, l'inconvénient des déterminations précipitées, tous les Bills qui auront un objet public seront imprimés pour être soumis à l'examen du peuple, avant la dernière lecture que doit en faire l'Assemblée générale, pour les discuter & les corriger en dernière instance: & excepté dans

---

les procédés de la Chambre, ainsi que les *oui* & les *non*. Les actes, questions & résolutions seront également publiés à la requisition de deux membres, excepté dans les cas où l'on votera par ballote (*Scrutin*).

*Sect. 15.* Tout Bill d'importance publique sera lu trois fois, à trois différens jours, dans la Chambre des représentans. Après la troisième lecture il sera imprimé & publié, pour être examiné par le public, au moins sept jours avant qu'il soit lu une quatrième fois: il sera alors sujet à de nouveaux débats & changemens avant d'obtenir force de loi; &, à moins que



## xxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

les occasions où la célérité sera indispensablement nécessaire, ils ne seront passés en loi que dans la session suivante de l'Assemblée générale; & afin de satisfaire le public aussi parfaitement qu'il est possible, les raisons & les motifs qui auront déterminé à porter la loi, seront complètement & clairement développés dans le préambule.

### *Section seizieme.*

LE stile des Loix de cette République sera, » *Qu'il soit statué; & il est ici statué par les Représentans des hommes libres de la République de Pensylvanie, siégeans en Assemblée générale, & par leur autorité* ». Et l'Assemblée générale apposera son sceau à chaque Bill lorsqu'elle le passera en loi. Ce sceau sera gardé par l'Assemblée: il sera appelé,

---

la nécessité ne l'exige, ces Bills ne recevront ladite sanction que dans la séance qui suivra la quatrième lecture.

*Sett. 16.* Le protocole des loix de cette République sera conçu en ces termes: » qu'il soit passé en loi, & par ces présentes il est passé en loi par les représentans des hommes libres de la République de Pensylvanie, assemblés à cet effet, & par l'autorité de ladite assemblée ». L'assemblée générale apposera son sceau à chaque Bill aussi-tôt qu'il sera passé en loi, lequel sceau sera confié à la garde de ladite assem-

*Le sceau des loix de Pensylvanie, & ne servira à aucun autre usage.*

*Section dix-septieme.*

LA ville de Philadelphie, & chaque Comté de cette République respectivement, choisiront le premier mardi de Novembre de la présente année, & le second mardi d'Octobre, chacune des deux années suivantes, mil sept cent soixante & dix-sept, & mil sept cent soixante & dix-huit, six personnes pour les représenter dans l'Assemblée générale. Mais comme la représentation, en proportion du nombre des habitans payans la taxe, est le seul principe qui puisse dans tous les tems assurer la liberté, & faire que la loi du pays soit l'expression véritable de la voix de la majorité du peuple; l'Assemblée générale fera prendre des listes complètes des habitans payans taxes dans la ville & dans chaque comté de cette République, & ordonnera qu'elles lui soient envoyées au plus tard à l'époque de la dernière Séance de l'Assemblée élue dans l'année mil sept cent soixante & dix-huit, qui fixera le nombre des Représentans pour la ville & pour chaque comté, en proportion de celui des habitans payans taxes portés dans chacune de

---

blée; il sera appelé le *sceau des loix de la Pensylvanie*, & ne pourra servir à aucun autre objet.

LXXXVIIIj AFFAIRES DEL'ANGLETERRE  
ces listes. La représentation ainsi fixée subsistera sur le même pied pendant les sept années ensuivantes, au bout desquelles il sera fait un nouveau recensement des habitans payans taxes, & il sera établi par l'Assemblée générale une nouvelle proportion de représentation en conséquence: il en sera usé de même à l'avenir tous les sept ans. Les appointemens des Représentans dans l'Assemblée générale, & toutes les autres charges de l'Etat seront payées par le Trésor d'Etat.

#### *Section dix-huitième.*

AFIN que les hommes libres de cette République puissent jouir aussi également qu'il est possible du bénéfice de l'élection, jusqu'à ce que la représentation, telle qu'elle est ordonnée dans la précédente Section, puisse commencer, chaque Comté pourra se diviser à son gré en autant de districts qu'il le voudra, tenir les élections dans ces districts, & y élire les Représentans dans le Comté, & les autres Officiers électifs, ainsi qu'il sera réglé dans la suite par l'Assemblée de cet Etat. Et aucun habitant de cet Etat n'aura voix plus d'une fois chaque année à l'élection pour les Représentans dans l'Assemblée générale.

*Section dix-neuvième.*

LE suprême Conseil chargé dans cet Etat de la puissance exécutive, sera composé pour le présent de douze personnes choisies de la manière suivante. Les hommes libres de la ville de Philadelphie, & des Comtés de Philadelphie, de Chester & de Bucks, dans le même-tems & au même lieu où se fera l'élection des Représentans pour l'Assemblée générale, choisiront au scrutin respectivement une personne pour la Ville, & une pour chacun des Comtés susdits, & ces personnes ainsi élues devront servir dans le Conseil trois ans, & pas davantage. Les hommes libres des Comtés de Lancastre, d'York, de Cumberland & de Berks, éliront de la même manière une personne pour chacun de leurs Comtés respectifs; & celles-ci serviront comme Conseillers deux ans & pas davantage. Et les Comtés de Northampton, de Bedford, de Northumberland & de Westmoreland éliront aussi de la même ma-

---

*Sett. 17.* Le Conseil suprême, revêtu du pouvoir exécutif, sera formé de neuf membres choisis en la manière suivante: neuf Conseillers seront nommés par la Chambre des représentans dans l'espace d'une semaine, après que le nombre desdits représentans sera complet. Ledsits Conseillers serviront tous la première année, un tiers d'iceux pendant cette année seulement: un tiers pendant deux; & l'autre

## IXCX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

niere une personne pour chacun de leurs Comtés; mais ces dernieres ne serviront au Conseil qu'un an & pas davantage.

A l'expiration du tems pour lequel chaque Conseiller aura été élu, les hommes libres de la ville de Philadelphie & de chacun des comtés de cet Etat choisiront respectivement une personne pour être Membre du Conseil pendant l'espace de trois années, & non au de là; & il en fera usé de même par la suite tous les trois ans.

Au moyen d'élections ainsi combinées, & de cette rotation continuelle, il y aura plus d'hommes accoutumés à traiter les affaires publiques: il se trouvera dans le Conseil, chacune des années suivantes, un certain nombre de personnes instruites de ce qui s'y fera fait l'année d'uparavant; & par là les affaires seront conduites d'une maniere plus suivie & plus uniforme; & cette forme aura le grand avantage encore de prévenir efficacement tout danger d'établir dans l'Etat une Aristocratie qui ne sauroit être que nuisible.

Toutes les places vacantes dans le Conseil, par mort, résignation ou autrement se-

---

tiers pendant trois ans. Les places vacantes seront remplies par de nouvelles élections, faites par la Chambre des représentans, de trois Conseillers chaque année à perpétuité. Aucun des membres de la Chambre des représentans ne pourra être choisi pour le Conseil,

ront remplies à la première élection pour les Représentans dans l'Assemblée générale, à moins que le Président & le Conseil ne jugent à propos d'indiquer pour cet objet une élection particulière plus prochaine. Aucun Membre de l'Assemblée générale, ni aucun Délégué au Congrès ne pourront être élus Membres du Conseil.

Le Président & le Vice-Président seront choisis annuellement au scrutin par l'Assemblée générale & le Conseil réunis ; mais ils seront toujours choisis parmi les Membres du Conseil. Toute personne qui aura servi pendant trois années successives comme Conseiller, ne pourra être revêtue du même Office qu'après une interruption de quatre ans. Tout Membre du Conseil, en vertu de son Office, sera Juge de Paix (a) pour toute la République.

(a) Les Juges de Paix sont des Juges inférieurs chargés de la police : ils ont droit de faire arrêter les gens qui troublent la tranquillité publique ; il y en a plusieurs dans chaque *Comté*, & ils forment une Cour qui connoît de plusieurs espèces de crimes, même capitaux.

Les Membres du Conseil d'Etat de Pensylvanie ont par leur Office l'autorité de *Juges de Paix* dans tout l'Etat ; mais celle des *Juges de Paix*, proprement dits, est circonscrite dans les limites de leur *Comté*.

---

& en cas de mort ou autrement, les places vacantes dans ledit Conseil seront remplies par le choix de ladite assemblée, lors de la séance qui suivra immé-

## lxcij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Dans le cas où il seroit érigé dans cet Etat un ou plusieurs nouveaux Comtés, ce Comté ou ces Comtés ajoutés éliront un Conseiller, & seront annexés aux Comtés les plus voisins, pour prendre leur tour avec eux.

Le Conseil s'assemblera chaque année dans le même tems, & au même lieu que l'Assemblée générale.

Le Trésorier de l'Etat, les Commissaires de l'Office du prêt public (a), les Officiers de Marine, les Collecteurs des Douanes & de l'Accise, le Juge de l'Amirauté, les Procureurs généraux, les Sheriffs (b) & les Protonotaires ne pourront être élus pour sié-

(a) L'Office du *Prêt public*, est une banque dont les billets ont cours dans l'Etat : elle prête, en hypothéquant sa créance sur des fonds de terre, jusqu'à la moitié de la valeur de la terre hypothéquée : l'emprunteur reste en possession de sa terre, & acquitte dans l'espace de seize ans, par voie d'annuité, les intérêts & le capital.

L'objet de tout cet article est d'exclure des corps principaux de l'Etat, toutes les personnes qui exercent des emplois lucratifs.

(b) Le *Sheriff* est le premier Magistrat du Comté ; ce mot vient de *Shire*, qui signifie en Anglois *Comté*.

---

diatement. Le Président & le Vice-Président seront choisis par voie du scrutin, par la Chambre des représentans & par les membres du Conseil ; & ils seront toujours tirés de ce dernier corps. Personne ne pourra être Président pendant plus de trois ans con-

ger



ger, ni dans l'Assemblée générale, ni dans le Conseil, ni dans le Congrès continental.

*Section vingtième.*

LE Président, & en son absence le Vice-Président avec le Conseil, dont cinq Membre formeront un nombre suffisant auront le pouvoir de nommer & de breveter les Juges, les Officiers de Marine, le Juge de l'Amirauté, le Procureur général, & tous les autres Officiers Civils & Militaires; à l'exception de ceux dont la nomination aura été réservée à l'Assemblée générale & au peuple, par la présente forme de Gouvernement, & par les loix qui seront faites dans la suite. Ils pourront commettre à l'exercice de tout Office quelqu'il soit, qui vaquera par mort,

C'est le Shériff qui préside aux Assemblées du *Comté*, & qui fait la liste des Jurés: il est à la fois Officier d'administration & Juge dans certains cas; c'est un emploi très-important.

---

secutifs, & quiconque aura exercé cette charge pendant ledit temps, ne pourra y être nommé que quatre ans après.

*Art. 18.* Le Président, ou en son absence le Vice-Président & — membres formeront un nombre suffisant & auront le pouvoir de nommer des Juges, des Officiers de marine, le Juge de l'Amirauté, le Procureur général, & autres Officiers civils & militaires; excepté ceux qui, suivant la forme de ce Gouver-

**IXCIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**  
résignation , interdiction ou destitution , jusqu'à ce qu'il puisse y être pourvû dans le tems & de la maniere ordonnés par la loi , ou par la présente Constitution.

Ils correspondront avec les autres Etats , feront toutes les affaires avec les Officiers de Gouvernement , Civils & Militaires , & prépareront celles qu'il leur paroîtra nécessaire de présenter à l'Assemblée générale. Ils siégeront comme Juges pour entendre & juger les accusations de crimes d'Etat , & se feront assister dans ces occasions par les Juges de la Cour suprême ; mais seulement pour avoir leur avis. Ils auront le droit d'accorder grace , & de remettre les amendes dans tous les cas , de quelque nature qu'ils soient , excepté pour les crimes d'Etat ; & dans le cas de trahison & de meurtre , ils auront

---

nement & les loix qui pourront être faites à l'avenir , doivent être choisis par l'assemblée des représentans ou par le peuple. Lesdits membres du Conseil nommeront aux emplois vacans par la mort , démission , volontaire ou forcée de ceux qui les exerçoient , en attendant qu'il y puisse être pourvu dans le tems & en la même maniere que la loi ou cette constitution l'exige. Ils seront chargés d'entretenir la correspondance avec les autres Etats , de travailler avec les Officiers civils & militaires du Gouvernement , & de préparer les matieres qui devront être agitées dans l'assemblée générale. Ils seront Juges dans toutes les causes criminelles , ils pourront faire grace & faire remise des amendes en toutes occasions , excepté dans les cas de trahison & de meurtre. Dans ces derniers

droit d'accorder non pas la grace, mais un répit jusqu'à la fin de la prochaine session de l'Assemblée générale. Quant aux crimes d'Etat le Corps législatif aura seul & exclusivement le droit de remettre ou de mitiger la peine.

Le Président & Conseil veilleront aussi à ce que les loix soient fidèlement exécutées; ils seront chargés de l'exécution des mesures qui auront été prises par l'Assemblée générale, & ils pourront tirer sur le trésor pour les sommes dont cette Assemblée aura fait la destination. Ils pourront aussi mettre embargo sur toutes denrées ou marchandises, & en défendre l'exportation pour un tems qui n'excède pas trente jours; mais cela seulement dans les tems de vacances de l'Assemblée générale. Ils pourront accorder des permissions dans le cas où la loi aura jugé à propos

---

cas cependant ils pourront suspendre l'exécution des criminels jusqu'à la clôture de la séance de l'assemblée générale & pas plus long-temps; mais il n'y aura que le pouvoir législatif à qui il soit permis d'adoucir la peine ou de pardonner pour les crimes de haute trahison ou de meurtre. Lesdits Conseillers doivent aussi tenir la main à ce que les loix soient exécutées ponctuellement, & à ce que les résolutions de l'assemblée générale aient leur effet. Ils pourront tirer du trésor l'argent qui sera voté pour leur usage, par la dite assemblée. Pendant la vacance de l'assemblée seulement, ils pourront mettre des embargo pour prévenir l'exportation des denrées, pourvu que le terme

lxcvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
d'astreindre l'usage de certaines choses à cette formalité; & ils auront le pouvoir de convoquer, lorsqu'ils le jugeront nécessaire, l'Assemblée générale pour un terme plus prochain que celui auquel elle se seroit ajournée. Le Président sera Commandant en chef des troupes de l'Etat; mais il ne pourra commander en personne que lorsqu'il y sera autorisé par le Conseil, & seulement aussi longtemps que le Conseil l'approuvera.

Le Président & Conseil auront un Secrétaire, & tiendront un Journal en regle de tout ce qui se fera en Conseil, dans lequel chaque Membre pourra insérer son avis contraire à l'avis qui l'aura emporté, avec ses raisons à l'appui.

### *Section vingt & unieme.*

TOUTES les Commissions seront données

---

n'excède pas 30 jours. Il leur sera permis suivant l'exigence des cas de convoquer l'assemblée générale avant le temps auquel elle se seroit ajournée. Le Président sera Commandant en chef des troupes de la République; mais il n'ira en personne à la tête des armées que de l'avis du Conseil & pour le tems que ledit Conseil jugera à propos. Le Président & le Conseil auront un Secrétaire qui tiendra un registre exact de ce qui s'y fera, & dans lequel chaque membre pourra faire insérer le refus qu'il fera de concourir à quelque délibération, & les raisons qu'il pourra avoir de s'y refuser.

*Art. 19.* Toutes les commissions seront au nom

## ET DE L'AMÉRIQUE. lxcvij

au nom & de l'autorité des hommes libres de la République de Pensylvanie ; elles seront scellées avec le Sceau de l'Etat , signées par le Président ou le Vice-Président , & certifiées par le Secrétaire. Ce Sceau sera gardé par le Conseil.

### *Section vingt-deuxieme.*

TOUT Officier de l'Etat , soit de Justice , soit d'Administration pourra être poursuivi par l'Assemblée générale , pour malversation , soit pendant qu'il sera revêtu de son Office , soit après qu'il l'aura quitté par démission , destitution ou à l'expiration de son terme. Toutes ces causes seront portées devant le Président ou Vice-Président & Conseil qui les entendront & les jugeront.

---

& sous l'autorité des hommes libres de la République de Pensylvanie , scellées du sceau de l'Etat , & contre-signées par le Secrétaire ; ledit sceau sera à la garde du Conseil.

*Sezt. 20* Tout Officier de l'Etat , soit qu'il appartienne au corps législatif ou exécutif , pourra être cité par l'assemblée générale , soit durant l'exercice de son emploi , soit lorsqu'il sera sorti de charge. Ces citations se feront au Tribunal du Président ou du Vice-Président & du Conseil , qui jugera de ces affaires.

## LXCVIII AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

### *Section vingt-troisième.*

LES Juges de la Cour suprême de Justice auront des appointemens fixes ; leurs Commissions seront pour sept ans seulement ; au bout de ce terme ils pourront cependant être institués de nouveau ; mais ils seront amovibles dans tous les tems pour mauvaise conduite , par l'Assemblée générale. Ils ne pourront pas être élus Membres du Congrès continental , du Conseil chargé de la Puissance exécutive , ni de l'Assemblée générale. Ils ne pourront posséder aucun autre Office civil ou militaire ; & il leur est expressément défendu de prendre ou recevoir aucuns honoraires ou droits d'aucune espece.

### *Section vingt-quatrième.*

LA Cour suprême , & les différentes Cours

---

*Sett.* 21. Aucun membre du Conseil ne pourra être membre de l'Assemblée générale , tant qu'il sera Conseiller d'Etat ; mais en vertu de son office il sera juge de paix dans toute l'étendue de la République.

*Sett.* 22. Les Juges de la Cour suprême de justice auront des appointemens fixes. Leur commission sera pour sept ans seulement , & pourra être renouvelée après ce terme ; cependant l'Assemblée générale pourra les priver de leur Office en tout tems. Il ne leur sera pas permis d'avoir séance au Congrès , au Conseil ou dans l'Assemblée générale , ni d'exercer aucun autre emploi civil ou militaire , ni de recevoir des *épices* ou autres émolumens quelconques.

*Sett.* 23. La Cour suprême exercera le pouvoir

## ET DE L'AMÉRIQUE. Ixcix

de Plaids - communs de cette République, auront, outre les pouvoirs qui leur sont ordinairement attribués, les pouvoirs de Cours de Chancellerie pour tout ce qui aura rapport à la conservation des témoignages, à l'acquisition des preuves dans des lieux situés hors de l'Etat, & au soin des personnes & des biens de ceux que la loi déclare *incapables de se gouverner eux-mêmes*; & elles auront tous les autres pouvoirs que les futures Assemblées générales jugeront à propos de leur donner, & qui ne seront point incompatibles avec la présente Constitution.

### *Section vingt-cinquieme.*

LES instructions se feront comme il a toujours été pratiqué jusques à présent, par Jurés (a) & il est recommandé au Corps lé-

(a) La procédure par Jurés tire son origine de l'ancien droit d'être jugé par ses Pairs: en Angleterre il n'y a que les *Francs-tenanciers* qui puissent être

---

de Chancelier en ce qui regarde l'autorité nécessaire pour obliger les particuliers à remplir leurs engagements, découvrir les fraudes, perpétuer les témoignages, recevoir les dépositions de personnes étrangères à cette République, & prendre soin des biens & des personnes de ceux qui ont perdu le sens (*non compos mentis*) ainsi qu'il y sera pourvu par les loix.

*Seft. 24.* Les procès civils & criminels se décideront par les Jurés, ainsi qu'il s'est toujours pratiqué; & l'on recommande au pouvoir législatif d'employer



## C AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

gislatif de cet Etat de pourvoir par des loix contre toute corruption ou partialité dans la confection de la liste, dans le choix ou dans la nomination des Jurés.

### *Section vingt-sixieme.*

LES Cours de sessions, de plaids-communs, & les Cours des orphelins seront tenues tous

Jurés ; il en est de même en Amérique : le Shériff fait tous les ans une liste des *Francs-tenanciers* du Comté ; & lorsque les Juges ordonnent qu'il soit procédé par un *Juré*, ils choisissent sur la liste une certaine quantité des personnes enregistrées, & toujours beaucoup plus qu'il n'en faut pour composer le Juré. Dans quelques Provinces, comme dans celle de Massachussets-Bay, c'est un enfant qui tire les noms d'une boîte ou ils sont enfermés. Les Parties en matiere civile & même criminelle ont, outre les cas de récusation portés par la loi, le droit d'en récuser un grand nombre sans articuler aucune raison. Les Jurés, en matiere civile, sont appelés pour prononcer sur les points de fait, & même quelque-fois sur ceux de droit ; leur prononciation s'appelle *verdict* du mot latin *verè dictum*, dit véritable, & elle est portée au Juge qui décide d'après la loi. La note suivante indiquera leurs fonctions en matiere criminelle.

---

l'autorité des loix, pour empêcher que la subornation ou la partialité n'aient part au choix & à la nomination des Jurés.

*Seft. 25.* Tous les trois mois on tiendra des Cours criminelles & civiles dans la ville de Philadelphie & dans chaque Comté ; & la législation pourra établir telles autres Cours qu'elle jugera utiles ou nécessaires

## ET DE L'AMÉRIQUE. c]

les trois mois dans chaque Ville & Comté; & le Corps législatif aura le pouvoir d'établir toutes & telles autres Cours qu'il jugera à propos pour le bien des habitans de l'Etat. Toutes les Cours seront ouvertes, & la justice sera administrée impartialement sans corruption, & sans autre délai que ceux indispensablement nécessaires. Tous leurs Officiers recevront des salaires proportionnés à leurs services, mais modiques. Et si quelque Officier prenoit directement ou indirectement d'autres ou plus grands droits que ceux qui lui sont fixés par la loi, il deviendrait incapable de posséder à jamais aucun Office dans cet Etat.

### *Section vingt-septieme.*

TOUTES les poursuites seront commencées, au nom & de l'autorité des hommes li-

---

au bien des Habitans de cet Etat. Tous les Tribunaux seront ouverts, & la justice s'y administrera sans partialité, sans influence de corruption & sans délais inutiles. Tous les Officiers de ces différentes Cours recevront des appointemens modiques, mais proportionnés à leur service; & s'il arrivoit qu'aucun desdits Officiers reçût directement ou indirectement plus que la loi ne lui accorde, il sera déclaré incapable d'exercer aucun emploi dans cet Etat.

Seçt. 26. Tous les procès criminels seront commencés au nom & par l'autorité des hommes libres de la République de Pensylvanie; & toutes les accusa-

cij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
bres de la République de Pensylvanie ; & toutes les plaintes (a) seront terminées par ces mots : contre la paix & la dignité des hommes libres de la République de Pensylvanie. L'intitulé de toutes les procédures dans cet Etat, sera la République de Pensylvanie.

### Section vingt-huitieme.

TOUTES les fois qu'il n'y aura pas une

(a) Le mot Anglois *Indictment* qu'on a rendu ici par *plainte* est effectivement le premier acte de la procédure criminelle. Le Bill d'*indictment* est remis à un *grand Juré*, c'est-à-dire, à un Juré composé de quinze personnes au moins, qui met au dos du Bill, *Ignoramus*, s'il ne se trouve pas de fondement à l'accusation, ou *Billa vera*, s'il la trouve fondée ; mais pour répondre de cette dernière manière & autoriser l'accusation, il faut les voix réunies de douze des Membres du *grand Juré* : dans ce dernier cas, la *plainte est reçue*, & l'accusé est *Indicted*. On procède ensuite aux informations par un *petit Juré* composé de douze personnes seulement. Lorsque l'examen de l'affaire est fini, & que l'accusé a été entendu par lui & par ses conseils, le *petit Juré* prononce *Guilty il est coupable*, ou *non Guilty, il n'est point coupable* ; mais la première prononciation ne peut avoir lieu que par le suffrage unanime des douze Jurés : le Juge ensuite ouvre la loi, & prononce la peine que la loi prescrit.

---

tions de la même espèce seront terminées par ces mots : » contre la paix & la dignité de ladite République. «. A l'avenir cet Etat, dans toute action juridique, sera appelé la République de Pensylvanie.

Secl. 27. Un débiteur ne pourra être détenu en pri-

forte présomption de fraude, un débiteur ne sera pas retenu en prison, lorsqu'il aura fait de bonne-foi cession à ses créanciers de tous ses biens réels & personnels, de la manière qui sera dans la suite réglée par les loix. Tous prisonniers seront élargis en donnant des cautions suffisantes ; excepté pour les crimes capitaux, quand il y aura des preuves évidentes, ou de très-fortes présomptions.

*Section vingt-neuvieme.*

ON n'exigera point de cautionnemens excessifs dans le cas où la caution sera admise, & toutes les amendes seront modiques.

*Section trentieme.*

IL sera élu des Juges de Paix par les Francs-

---

son quand il n'y aura pas lieu de le soupçonner de fraude préméditée, dès qu'il aura assigné à ses créanciers ses biens, meubles & immeubles dans la manière que la loi le déterminera ci après ; & tout particulier pourra être élargi sous caution suffisante, à moins qu'il ne soit prévenu de crime capital sur de bonnes preuves ou de forts indices.

*Sett. 28.* On n'exigera pas de cautions exorbitantes dans les affaires où la Partie accusée pourra être cautionnée : les amendes infligées seront modérées & ne pourront jamais s'étendre à la saisie des habitations, hardes, lits, & ustensiles nécessaires à la profession ou commerce du particulier poursuivi.

*Sett. 29.* Les Juges de paix seront choisis par les

## CIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Tenanciers de chaque Ville & Comté respectivement : c'est-à-dire, il sera choisi deux ou plusieurs personnes pour chaque quartier, banlieue ou district, de la manière que la loi l'ordonnera dans la suite ; & les noms de ces personnes seront présentés, en Conseil, au Président qui donnera des Commissions à une ou plusieurs, pour le quartier, la banlieue ou le district qui les aura présentées. Ces Commissions seront pour sept ans, & les pourvus seront amovibles pour mauvaise conduite par l'Assemblée générale. Mais si quelque ville ou comté, quartier, banlieue ou district dans cette République, vouloit dans la suite changer quelque chose à la manière établie dans cet article de nommer les Juges de Paix, l'Assemblée générale pourra faire des loix pour la régler d'après le desir & la demande d'une majorité des Francstenanciers de la ville, comté, quartier, banlieue ou district. Aucun Juge de Paix ne pourra devenir Membre de l'Assemblée générale, à moins de se démettre de cet Office ;

---

hommes libres de la ville & des différens Comtés, c'est-à-dire, que deux personnes seront élues dans chaque quartier, ville ou district, ainsi qu'il y sera pourvu par la loi. Les noms de ces deux personnes seront présentés au Président & au Conseil, qui donnera à l'une d'elles une commission pour sept ans, toujours sujette à être révoquée par la Chambre des représentans pour cause de malversation : ladite commission pourra être renouvelée à l'expiration des sept

& il ne lui sera permis de prendre aucuns droits, salaires ou honoraires quelconques, que ceux qui seront fixés par le futur Corps législatif.

*Section trente & unieme.*

LES *Sheriffs* & les *Coroners* (a) seront élus annuellement dans chaque ville & comté par les hommes libres ; savoir, deux personnes pour chacun de ces Offices, à l'une desquelles le Président en Conseil donnera la commission de l'Office pour lequel elle aura été

(a) Le *Coroner* est un Juge inférieur qui fait les premieres informations dans les cas de meurtre ou de cadavres trouvés ; il connoît aussi en Angleterre des naufrages & des trésors trouvés, mais ces droits barbares n'existant pas en Amérique, son Office est restreint au premier article ; il supplée aussi le Shériff dans toutes ses fonctions, soit en cas d'absence, soit en cas de récusation.

---

ans. Un Juge de paix ne pourra être membre de l'assemblée générale qu'au préalable il n'ait donné sa démission. Il ne lui sera pas permis, dans l'exercice de son emploi, de recevoir aucune rétribution ni aucun autre salaire ou émolument que ceux qui pourront dans la suite être accordés par la loi, comme une compensation des dépenses que pourront occasionner les voyages qu'il sera obligé de faire pour suivre les Cours de judicature.

*Sett. 30.* Les Shérifs & les *Coroners*, (*Officiers chargés de la commission qui revient à la descente de Juges*) seront choisis annuellement par les hommes libres de chaque Comté, c'est-à-dire. que l'on pré-

## cvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

présentée. Aucune personne ne pourra être continuée plus de trois années consécutives dans l'Office de Shériff, & ne pourra être réélue qu'après une interruption de quatre ans. L'élection des Sheriffs & Coroners se fera dans le tems & au lieu fixés pour l'élection des Représentans. Et les Commisaires, Assesseurs & autres Officiers choisis par le peuple, seront aussi élus de la maniere & dans les lieux usités jusques à présent; à moins que le futur Corps législatif de cet Etat ne juge à propos d'y apporter des changemens & d'en ordonner autrement.

### *Section trente-deuxieme.*

TOUTES les élections, soit par le peuple, soit par l'Assemblée générale se feront au scrutin, & seront libres & volontaires. Tout Electeur qui recevrait quelque présent ou récompense pour son suffrage, soit en argent, soit en comestibles, en liqueurs ou de quelque autre maniere que ce soit, perdrait son droit d'élire pour cette fois, & su-

---

sera deux personnes pour chacun de ces emplois, une desquels sera agréée par le Président & le Conseil. Personne ne pourra exercer l'Office de Shériff pendant plus de trois ans consécutifs, & ne pourra être élu de nouveau que quatre ans après ledit terme.

*Sect. 31.* Toutes les élections faites par le peuple ou par l'assemblée générale se feront par la voie des



bira telle autre peine que les loix futures ordonneront. Et toute personne qui, pour être élue, promettrait ou donneroit quelque récompense directement ou indirectement, sera, par cela même, rendue incapable d'être employée l'année suivante.

*Section trente-troisième.*

Tous honoraires, permissions à prix d'ar-

suffrages libres & volontaires. Si aucun des électeurs reçoit pour sa voix quelque présent ou récompense en vivres, boisson, argent ou autre nature quelconque, il sera déchu pour ce tems-là de son droit & subira telle peine que la loi prononcera ci après ; & toute personne qui donnera, promettra ou accordera directement ou indirectement aucune espèce de récompense pour être élue, sera déclarée incapable, par cet acte même, de servir pendant l'année suivante dans l'emploi auquel elle aura été nommée.

*Seçt. 32.* Chaque Electeur ayant de donner sa voix à la premiere élection générale des représentans, ou si cela paroît convenable à aucune élection générale qui pourra avoir lieu dans la suite, prêtera le serment ou fera l'affirmation suivante, à moins qu'il ne prouve par le certificat d'un Juge de paix qu'il a prêté précédemment ledit serment.

» Je N. jure (ou affirme) que j'observerai l'allégeance due à la République de Pensylvanie, que j'en préserverai la liberté de mon mieux, & que suivant la portée de mes lumières, je ne donnerai ma voix qu'en faveur de personnes que je croirai fideles, douées de connoissance, dignes & capables de répondre à la confiance publique «.

*Seçt. 33.* Tous les droits, amendes, confiscations & tous les autres émolumens accordés ci-devant au

CVIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
gent, amendes & confiscations qui, jusqu'à  
présent, étoient accordés ou payés au Gouverneur ou à ses Députés, pour les frais du Gouvernement, seront dorénavant payés au trésor public, à moins que le futur Corps législatif ne les abolisse ou n'y fasse quelque changement.

*Section trente-quatrième.*

IL sera établi dans chaque Ville & Comté un Office pour la vérification des testamens & pour accorder des Lettres d'administration (a), & un autre pour le dépôt des actes : Les Officiers seront nommés par l'Assemblée générale, amovibles à sa volonté, & recevront leurs Commissions du Président en Conseil.

(a) Les *Lettres d'administration* tirent leur origine du droit qu'avoient autrefois les Rois d'Angleterre, droit transmis depuis par eux aux Evêques, de s'emparer des successions *abintestat*, & de disposer des biens ainsi dévolus ; le fond du droit n'existe plus, mais la forme des *lettres d'administration* est restée nécessaire pour autoriser les héritiers à se mettre en possession, & les obliger au paiement des dettes, &c. On donne aussi des *lettres d'administration* quoiqu'il existe un testament, s'il y a des mineurs. L'Office créé par cet article, remplira en Pensylvanie toutes ces fonctions.

---

Propriétaire & Gouverneur ou à ses Députés pour le soutien du Gouvernement, seront dorénavant versés dans le trésor public, à moins qu'ils ne soient changés ou entièrement abolis à l'avenir par la législation.

Seff. 34. Chaque Comté aura un greffe où l'on  
sonnes

*Section trente-cinquieme.*

LA Presse sera libre pour toutes les personnes qui voudront examiner les actes du Corps législatif, ou telle autre branche du Gouvernement que ce soit.

*Section trente-sixieme.*

COMME, pour conserver son indépendance, tout homme libre (s'il n'a pas un bien suffisant) doit avoir quelque profession,

---

déposera la minute des testamens, & ou on accordera la permission de les exécuter ainsi qu'un bureau pour la rescision des actes. Les Officiers de cette partie seront nommés par l'assemblée générale, & seront amovibles à son gré : leurs commissions seront expédiées par le Président & le Conseil.

*Sett. 35.* La liberté de la presse sera ouverte à tous ceux qui entreprendront l'examen de l'administration législative ; & l'assemblée générale ne pourra y donner atteinte par aucun acte. Aucun Imprimeur ne sera répréhensible pour avoir publié des remarques, censures ou observations sur les procédés de l'assemblée générale, sur aucune partie du Gouvernement, sur aucune affaire publique, ou sur la conduite d'aucun Officier en tant qu'elles ne regarderont que l'exercice de ses fonctions ; pourvu que cette liberté ne s'étende pas jusqu'à donner des instructions à un ennemi en guerre avec nous, sur notre force, foiblesse, dispositions, ou d'autres lumieres qui en éclairant l'ennemi pourroient perdre l'Etat.

*Sett. 36.* Comme chaque homme libre, à moins qu'il n'ait un revenu suffisant, doit, pour se conser-

## CX A E F A I R E S D E L' A N G L E T E R R E

ou quelque métier, faire quelque commerce, ou tenir quelque ferme qui puisse le faire subsister honnêtement, il ne peut y avoir ni nécessité, ni utilité d'établir des emplois lucratifs, dont les effets ordinaires sont, dans ceux qui les possèdent, ou qui y aspirent, une dépendance & une servitude indignes d'hommes libres, & dans le peuple des querelles, des factions, la corruption & le désordre. Mais si un homme est appelé au service du public, au préjudice de ses propres affaires, il a droit à un dédommagement raisonnable. Toutes les fois que, par l'augmentation de ses émolumens, ou par quelqu'autre cause, un emploi deviendra assez lucratif pour émouvoir le desir & attirer la demande de plusieurs personnes, le Corps législatif aura soin d'en diminuer les profits.

---

ver dans l'indépendance, embrasser une profession, métier ou commerce quelconque, pour l'aider à subsister honnêtement; il ne paroît point du tout nécessaire ni même utile de créer des emplois lucratifs, dont l'effet est ordinairement d'établir une servilité indigne de l'homme libre, & de faire naître parmi les prétendants la jalousie, l'animosité, la discorde, la subornation & le désordre. Si un particulier est employé au service public au préjudice de ses propres affaires, il est juste qu'il reçoive une compensation; mais si cet emploi devient assez considérable pour mériter d'être brigué, les profits qui y sont attachés seront réduits ou diminués par le pouvoir législatif.

*Section trente-septieme.*

LE futur Corps législatif de cet Etat réglera les substitutions, de maniere à en empêcher la perpétuité.

*Section trente-huitieme.*

LES Loix Pénales suivies jusques à présent seront réformées le plutôt possibles par le futur Corps législatif de cet Etat; les punitions seront dans quelques cas rendues moins sanguinaires, & en général plus proportionnées aux crimes.

*Section trente-neuvieme.*

POUR détourner plus efficacement de com-

---

*Seçt. 37.* La législation de cet Etat pourvoira à ce que l'exercice des Offices publics ne fournisse point de profits casuels.

*Seçt. 38.* Les Loix pénales seront réformées par la législation le plutôt possible : on tâchera de les rendre moins sanguinaires dans de certains cas, & mieux proportionnées à la nature de certains crimes: en attendant, les loix actuelles seront mises en exécution dans toute leur étendue, excepté celles qui tendent à établir l'allégeance due au Roi de la Grande-Bretagne, ou l'autorité des ptopriétaires (la famille de Penn, ou du ci-devant Gouverneur de cet Etat:) on en excepte aussi tout ce qui pourroit répugner ou être contradictoire à la présente constitution.

*Seçt. 39.* On fera bâtir des maisons de force pour

## CXII AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

mettre des crimes par la vue de châtimens continus, de longue durée, & soumis à tous les yeux, & pour rendre moins nécessaires les châtimens sanguinaires, il sera établi des Maisons de force, où tous les coupables convaincus de crimes non capitaux seront punis par des travaux rudes; ils seront employés à travailler aux ouvrages publics, ou pour réparer le tort qu'ils auront fait à des Particuliers. Toutes personnes auront à de certaines heures convenables la permission d'y entrer pour voir les prisonniers au travail.

### *Section quarantieme*

Tout Officier, soit de justice, soit d'administration, soit de guerre, exerçant quelque branched'autorité sous cette République, fera le serment ou affirmation de fidélité qui suit, & aussi le serment général des Officiers, avant d'entrer en fonction.

---

punir par un travail pénible ceux qui seront coupables de crimes qui ne vont pas jusqu'à mériter la mort; là les criminels seront employés pour l'avantage public ou pour réparer le tort fait à des particuliers.

*Sett. 40.* Aucun Particulier ni aucune Communauté, de quelque dénomination ou profession que ce puisse être, n'a droit, à raison d'aucun privilege, de prétendre à une exemption des peines légales: ainsi les mots *sans bénéfice du Clergé*, usités quand la peine est capitale, seront supprimés dorénavant, & les criminels subiront indistinctement les peines auxquelles la loi les condamne.

*Serment ou affirmation de fidélité.*

» Je — jure (ou affirme) que je serai sincèrement attaché & fidele à la République de Pensylvanie : & que ni directement, ni indirectement, je ne ferai aucune acte ni aucune chose préjudiciable ou nuisible à la Constitution ni au Gouvernement, tels qu'ils ont été établis par la Commission extraordinaire «.

*Serment ou affirmation des Officiers.*

» Je — jure (ou affirme) que je remplirai fidelement l'Office de — pour le — de — que je ferai droit impartialement, & que je rendrai justice exacte à tout le monde, aussi bien que mon jugement & mes lumieres me le suggereront, suivant la loi «.

*Section quarante-unieme.*

Il ne sera imposé sur le peuple de cet Etat, & il ne sera payé par lui aucunes taxes ;

*Sett. 41.* Tout Officier, indépendamment du serment ou affirmation relative à son office, jurera aussi de faire tous ses efforts pour la défense & la préservation de cette forme de Gouvernement.

*Sett. 42.* On ne levera aucune taxe en argent ou marchandises sur les Habirans de cet Etat, sous prétexte d'impôts, droits de douane, &c. à moins qu'il n'y ait à cet effet une loi expresse ; & pareille loi ne doit avoir lieu que lorsqu'il paroîtra clairement que



douane ou contribution quelconques, qu'en vertu d'une loi à cet effet. Et avant qu'il soit fait de loi pour ordonner quelque levée, il faut qu'il apparaisse clairement au Corps législatif, que l'objet pour lequel on imposera la taxe, sera plus utile à l'Etat que ne le seroit l'argent de la taxe à chaque particulier si elle n'étoit pas levée. Cette regle toujours bien observée, jamais les taxes ne deviendront un fardeau.

*Section quarante-deuxieme.*

Tout Etranger, de bonnes mœurs, qui viendra s'établir dans cet Etat, aussitôt qu'il aura fait le serment ou affirmation de fidélité à l'Etat, pourra acheter ou acquérir par toutes autres voies justes, posséder & transférer tous biens en terre ou autres biens réels; & après une année de résidence, il

---

l'objet pour lequel on établira cette taxe sera plus utile à la communauté, que cet argent ne le seroit si on n'en faisoit pas la levée : en observant cette maxime, jamais taxe ne peut être à charge.

*Sett. 43.* Tout Etranger de bonnes mœurs qui viendra s'établir dans cet Etat, ayant prêté le serment ou fait l'affirmation de fidélité à la République, pourra acheter, ou par d'autres moyens équitables, acquérir & posséder des terres ou autres biens-fonds : une année de résidence lui donnera le droit de bourgeois & le privilège d'homme libre de cet Etat; il ne pourra cependant être choisi comme membre de

en sera réputé véritable & libre citoyen , & participera à tous les droits des sujets naturels & natifs de cet Etat : excepté qu'il ne pourra être élu Représentant qu'après une résidence de deux ans.

*Section quarante-troisième.*

Les Habitans de cet Etat auront la liberté de chasser à toutes especes d'animaux , dans les saisons convenables , sur les terres qu'ils posséderont & sur toutes autres terres qui ne seront point encloses ; il leur sera permis aussi de pêcher dans toutes les rivières navigables , ou autres eaux qui ne seront pas la propriété particulière de quelqu'un.

*Section quarante-quatrième.*

Il sera établi par le Corps législatif une ou plusieurs écoles dans chaque Comté ,

---

l'assemblée des représentans qu'au bout de deux ans de résidence.

*Seçt. 44.* Les Habitans de cet Etat auront dans la saison convenable , la liberté de la chasse , tant sur leurs propres terres que sur toutes celles qui ne sont point enceintes de murs ; ils pourront aussi pêcher dans toutes les rivières navigables qui n'appartiennent point en propre à des particuliers.

*Seçt. 45.* La législation établira un ou plusieurs colleges dans chaque Comté pour l'instruction de la jeunesse ; & les maîtres auront des appointemens qui leur seront payés sur le trésor public , afin qu'ils puissent

## CXVJ AFFAIRES DEL' ANGLETERRE

pour que les jeunes gens puissent y être convenablement & commodément instruits, & il sera fixé aux Maîtres sur les fonds publics des salaires qui les mettent en état de donner l'éducation à bas prix ; & toutes les connoissances utiles seront duement encouragées & perfectionnées dans une ou plusieurs Universités.

### *Section quarante-cinquieme.*

Il sera fait des Loix pour l'encouragement de la vertu, & pour prévenir les vices & la dépravation des mœurs : ces Loix seront constamment maintenues en vigueur, & l'on prendra toutes les précautions nécessaires pour qu'elles soient ponctuellement exécutées. Toutes les Sociétés Religieuses ou Corps qui se sont jusqu'à présent formés & réunis pour l'avancement de la Religion & des connoissances, ou pour d'autres objets pieux & charitables, seront encouragés & conservés dans la jouissance des privilèges, immunités & biens dont ils jouissoient, ou dont ils avoient

---

enseigner à un prix modique. Toutes les branches des connoissances utiles seront accueillies & encouragées dans une ou plusieurs Universités.

*Sett. 46.* On fera des loix propres à exciter à la vertu, à prévenir le vice & tout ce qui est contraire aux mœurs : ces loix seront maintenues dans toute leur vigueur, & l'on pourvoira à ce qu'elles soient strictement exécutées.

droit de jouir sous les loix & l'ancienne constitution de cet Etat.

*Section quarante-sixieme.*

Il est déclaré par le présent article, que la déclaration *expositive* des droits ci-dessus, fait partie de la constitution de cette République, & ne doit jamais être violée sous aucun prétexte que ce soit.

*Section quarante-septieme.*

Afin que la liberté de cette République puisse être à jamais inviolablement conservée, le second Mardi d'Octobre dans l'année mil sept cent quatre-vingt-trois, & le second Mardi d'Octobre dans chaque septieme année après celle-là, il sera choisi par les hommes libres dans chaque Ville & Comté de cet Etat respectivement, deux personnes pour chaque Ville ou Comté. Ces différens Membres formeront un Corps appelé le Conseil

---

*Seçt. 47.* Aucun article de la déclaration des droits de cet Etat ne pourra être violé, sous quelque prétexte que ce puisse être.

*Seçt. 48.* Afin que la liberté de la République puisse se conserver intacte pour toujours; on choisira par la voie des suffrages le premier Lundi d'Octobre 1783, & ensuite tous les sept ans, deux personnes dans la ville de Philadelphie & deux dans chaque Comté, qui formeront ensemble un Conseil de Censeurs, & s'assembleront le second Lundi du mois de Novem-

cxviij AFFAIRES DEL'ANGLETERRE  
des Censeurs, qui s'assemblera le second  
Lundi du mois de Novembre qui suivra leur  
élection. La majorité des Membres de ce  
Conseil formera dans tous les cas un nombre  
suffisant pour décider : exceptés'il étoit ques-  
tion de convoquer une commission extraor-  
dinaire ; pour ce cas seulement, il faudra  
que les deux tiers de la totalité des Mem-  
bres élus y consentent. Le devoir de ce Con-  
seil sera d'examiner si la constitution a été  
conservée dans toutes ses parties sans la  
moindre atteinte ; & si les Corps chargés de  
la puissance législative & exécutive ont rem-  
pli leurs fonctions comme gardiens du peu-  
ple, ou s'ils se sont arrogés & s'ils ont exercé  
d'autres ou plus grands droits que ceux qui  
leur sont donnés par la constitution. Ils de-  
vront aussi examiner si les taxes publiques  
ont été imposées & levées justement dans  
toutes les parties de la République ; quel  
à été l'emploi des fonds publics, & si les  
loix ont été bien & duement exécutées.

---

bre postérieur à leur élection : lorsque ces Censeurs  
excéderont la moitié de leur nombre dans une assem-  
blée, leur autorité sera légale ; l'objet de cette auto-  
rité sera d'examiner si la présente constitution a eu  
son plein & entier effet, si les personnes chargées du  
pouvoir législatif & exécutif ont rempli les devoirs  
de protecteurs du peuple, si elles se sont arrogé, &  
si elles ont exercé un pouvoir plus étendu que la  
présente constitution ne le leur accorde. Il sera aussi  
du devoir des Censeurs de s'informer si les taxes ont

Pour remplir ce but, ils auront le pouvoir de faire comparoître toutes les personnes, & de se faire représenter tous les papiers & registres qui seront nécessaires : ils auront l'autorité de faire des censures publiques, d'ordonner la poursuite des crimes d'Etat, & de recommander au Corps législatif l'abrogation des loix qui leur paroîtront avoir été faites dans des principes opposés à la constitution. Ils auront ces pouvoirs pendant une année entière, à compter du jour de leur élection, mais pas au de là.

Le Conseil des Censeurs aura aussi le pouvoir de convoquer une commission extraordinaire qui devra s'assembler dans les deux années qui suivront la session dudit Conseil, s'il leur a paru qu'il y ait une nécessité absolue de corriger quelque article défectueux de la constitution, d'en expliquer quelqu'un qui ne seroit pas clairement exprimé, ou

---

été justes dans leur répartition, & si chaque individu qui forme la communauté y a contribué en proportion égale. Ils demanderont compte de l'emploi du revenu public, & examineront si les loix ont été bien exécutées.

A ces fins ils pourront citer les personnes, examiner les papiers & registres, censurer publiquement, dénoncer les coupables, & proposer l'abolition des loix dont l'exécution leur paroîtroit incompatible avec les principes de la constitution. Ils continueront l'exercice de cette autorité pendant un an seulement, à compter du jour auquel ils auront été choisis; le Conseil des

CXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
d'en ajouter qui fussent nécessaire à la conservation des droits & du bonheur du peuple. Mais les articles qu'on proposera de corriger, & les corrections proposées, ainsi que les articles à ajouter ou ceux à abroger, seront authentiquement publiés au moins six mois avant le jour fixé pour l'élection de la commission extraordinaire; afin que le peuple ait le loisir de les examiner, & de donner sur ces objets des instructions à ses Délégués.

*A Philadelphie, le 28 Septembre 1776.*

Il a été ordonné par la Commission extraordinaire, que la présente Constitution seroit signée par le Docteur Benjamin Franklyn qu'elle s'étoit choisi pour Président, par le sieur Jean Morris, Secrétaire, & par tous

---

Censeurs pourra convoquer une assemblée ou convention pour être tenue deux ans après le tems limité pour l'exercice de leur charge, dans le cas où ils verroient une nécessité indispensable de changer aucun des articles de cette constitution qui pourroient être défectueux, d'expliquer ceux qui ne paroîtront pas clairs, & d'y ajouter ce qui pourroit être de nécessité première pour assurer les droits & le bonheur du peuple. Afin que le peuple puisse examiner & donner des instructions en conséquence à ses Députés, au moins six mois avant le tems fixé pour l'assemblée de ladite convention, on aura soin de rendre publics les articles à changer & les changemens qu'il y faudra faire, ainsi que ceux que l'on croira manquer ou être superflus.



les Membres actuels de la Commission, présens à cette dernière séance, à la fin de laquelle elle s'est dissoute,

*Fin de la Constitution.*

## GAZETTE PATRIOTIQUE.

*Du 27 Février 1777.*

La Gazette de la Cour fournira aujourd'hui la matière d'une Gazette patriotique. Voici trois Lettres du Général Howe au Lord Germaine, datées de New-York, les 20 & 29 Décembre & 5 Janvier dont nous allons donner un précis.

M. le Chevalier Howe annonce au Ministre un extrait d'une lettre du Général Clinton (*la Cour n'a pas jugé à propos de donner cet extrait*) qui trouve la saison trop avancée, pour aller attaquer la flotte Américaine dans la rivière de la Providence. — (*Voilà pour l'expédition de Rhode-Island.*)

Dans les Jerseys. — Les Américains se sont retirés précipitamment de Brunswick à Princeton le premier Décembre, apprenant que le Lord Cornwallis s'avançoit sur eux à marches forcées. — S'ils n'eussent pas coupé en partie le pont de Brunswick, ils devaient être taillés en pièces.

Le Chevalier Howe ne vouloit d'abord

cxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

que s'établir dans le Jersey oriental; mais le Lord Cornwallis croyant pouvoir pénétrer jusqu'à la rivière Delawarre, & même gagner Philadelphie, le Chevalier Howe alla le joindre le 6 Décembre avec la quatrième Brigade Angloise.

Le 7, le Lord Cornwallis marche à Princeton, journée de cinq lieues, & il y remplace les Américains qui en sortoient.

Le 8, la première division de ce Corps arrive à Trenton sur le Delawarre, que l'arrière-garde de l'ennemi venoit de passer. Les Américains s'étoient établis le 7 au soir de l'autre côté de la rivière.

La seconde division du Lord Cornwallis, qui étoit restée à deux lieues de Trenton, en partit le 9 de grand matin pour le bac de Corriels, à quatre lieues au-dessus de Trenton. Ce Lord fut d'abord surpris de n'y trouver ni bac ni bateaux; mais son étonnement cessa quand il les vit sur le bord opposé où les Américains les avoient conduits.

Comme il falloit des bateaux pour passer le fleuve, & que le Lord n'en avoit point, il prit poste à Pennington: ses deux divisions conservèrent leurs positions sur le Delawarre en face des Américains & de leurs bateaux, jusqu'au 14 Décembre.

C'est dans cet intervalle que le Général Lée fut enlevé par un parti aux ordres du Colonel Harcourt. Il étoit dans le Comté

de Morris & en route, pour passer le Delaware à Alexandrie.

Les deux divisions quittent leurs postes sur le Fleuve, la rigueur de la saison les obligeant de retourner à leurs cantonnemens d'hyver. — Le Chevalier Howe convient que son cordon étoit trop étendu, mais qu'il vouloit couvrir le Comté de Monmouth, & les parties au Sud de ce cordon, sur la fidélité desquelles il croyoit pouvoir compter. Les corps qui garnissoient les postes avancés étant très forts, son armée lui paroissoit être à l'abri de tout danger.

Le Lord Cornwallis, partageant cette sécurité du Chevalier Howe, avoit obtenu sa permission pour retourner en Angleterre; & le commandement des Jerseys venoit d'être donné au Major-Général Grant.

Le Chevalier Howe se félicite de la superbe marche du Lord Cornwallis depuis le fort Lée jusqu'à Trenton, distance de 27 lieues, & de la retraite précipitée de l'ennemi qui avoit laissé partout ses magasins & ses fourages.

Il évalue à huit mille hommes la force de l'armée Américaine, tant sur la rive méridionale du Fleuve qu'à Philadelphie; & il en compte environ trois mille cinq cents dans d'autres postes plus éloignés.

Le 25 Décembre un parti Américain attaque une garde avancée du poste de Trenton, occupé par le Colonel Rall avec trois

#### CXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

bataillons de Hessois & six pieces de campagne. Ce parti est repoussé.

Le 26, de grand matin, l'ennemi paroît en force avec du canon pour attaquer le poste. Rall détache son régiment pour soutenir un piquet avancé. Le piquet replié sur le régiment, l'enfonce & y met le désordre. Le tout est recueilli par les autres bataillons.

L'ennemi n'ayant pas poussé plus loin ce succès, les troupes se reforment en avant du village.

L'ennemi, sans s'avancer, les canonne. Rall marche à lui avec son régiment & celui de Lofsberg. Rall est blessé : les deux régimens sont faits prisonniers.

Les Américains marchent au régiment de Knyphausen, & ce corps se rend aussi à eux.

Ils repassent aussitôt le Delavarré avec leurs prisonniers & le canon dont ils s'étoient emparés. Le Chevalier Howe blâme Rall d'avoir quitté son poste & de s'être avancé, au lieu de défendre le Village.

Le corps de Donop, éloigné de deux lieues, recueille environ deux cents hommes de la brigade & quelques Officiers.

Ce fâcheux événement oblige le Chevalier Howe de changer ses cantonnemens ; & le Lord Cornwallis ne veut plus profiter de son congé pour aller en Angleterre.

On apprend que l'ennemi ayant reçu des renforts de Virginie, de Maryland & des milices de Pensylvanie, est revenu sur la  
rive

rive septentrionale du Fleuve, dans le Jersey. Le Lord Cornwallis part pour Princeton le premier Janvier avec des renforts considérables.

Sur la nouvelle que l'ennemi est posté à Trenton, il se met en marche pour ce Village. Les postes avancés de l'ennemi sont repliés; mais l'armée Américaine occupoit une forte position derriere une petite riviere qui traverse Trenton.

Dans la nuit du 2, s'avançant par Allenton jusqu'à Princeton, il rencontre les dix-septieme & cinquante-cinquieme régimens Anglois qui alloient joindre le Brigadier Général Leslie à Maidenhead.

Le Lieutenant-Colonel Mahwood veut attaquer les Américains, & repousse les premiers qui se présentent, mais les trouvant supérieurs en nombre, il marche en avant avec le dix-septieme régiment & rejoint le Brigadier Général Leslie.

Le cinquante-cinquieme régiment se retire par Hillsborough à Brunswick; & l'ennemi poursuivant aussitôt sa marche à Princeton, le quarantieme régiment se retire aussi à Brunswick.

La retraite du corps aux ordres de Mahwood ayant décidé le Lord Cornwallis à quitter Trenton, il vint inutilement chercher l'ennemi. Les Américains ayant quelques heures d'avance il ne put les atteindre. Ils se retirèrent par Kingston, rompant le pont

CXXVJ AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

derrière eux, & ils passerent la riviere de Millstone pour s'enfoncer dans un pays où il ne seroit guere possible de les attaquer.

Le Lord Cornwallis jugeant qu'il seroit inutile de les poursuivre, est revenu avec toute son armée à Brunswick. La droite est à Elisabeth-Town aux ordres du Général Vaughan.

Le Chevalier Howe envoie des états de tués, blessés & manquans qui ne font monter la perte totale qu'à mille hommes. Il montre la plus vive indignation sur la perfide cruauté des Américains, qui se mettent en embuscade pour assassiner les Officiers Anglois. Il déplore la fin tragique du sieur Philipps, Capitaine de grenadiers du trente-cinquieme régiment, massacré indignement par des scélérats d'Américains qui s'étoient cachés sur son passage; & ce qui sur-tout l'inquiette & l'afflige, c'est que d'après plusieurs exemples récents de pareilles surprises, il est visible que les Américains ont adopté ce cruel genre de guerre.

Après la troisieme & derniere lettre du Chevalier Howe, la Gazette de la Cour en donne une du sieur Tryon, Gouverneur de New-York, au Lord Germaine, datée du 24 Décembre. Il rend compte de tous les sermens qu'il fait prêter par les Habitans qui demandent à profiter de la proclamation, & de tous les pardons qu'il expédie. Il parle de trois compagnies levées par l'armée ré-

belle dans le Comté de Norfolk, qui ne demanderoient pas mieux que de quitter ce service si elles le pouvoient.

Depuis que cette Gazette paroît, le bruit se répand qu'il est arrivé d'autres vaisseaux de la Nouvelle-York, d'où ils sont partis vers la fin de Janvier. Comme le Ministère ne laisse pas transpirer leurs nouvelles, on en débite de fort étranges, & entr'autres que l'armée de Cornwallis, est coupée d'avec New - York où il ne reste pas plus de mille hommes, & que Washington a repris *Kingsbridge*. Mais ce sont visiblement les partisans du Ministère qui débitent ces bruits, pour ravaller l'importance des avantages réels obtenus par les Américains, depuis la perte qu'ils ont faite du Général Lée, & du glorieux & décisif événement qui fait pour eux la clôture de la campagne.

La Gazette de la Cour qui contient ces détails, s'est débitée le 25 : le même jour Milord North a eu un violent combat à soutenir dans la Chambre des Communes étant obligé de répondre sur une matiere de la plus haute importance, & sans être préparé. Il s'agissoit d'empêcher que la Chambre ne prit connoissance d'une plainte grave contre des Gardes-côtes Espagnols. Il a réussi à faire rejeter la proposition, en rendant compte de l'état où en étoit l'affaire avec la Cour d'Espagne. Le lendemain (26) il



## CXXVIIJ AFFAIRES DEL' ANGLETERRE

a été attaqué d'une indisposition soudaine : trois medecins ont été appelés : on l'a saigné deux fois dans l'espace de quelques heures. Son mal est une douleur violente au côté & dans l'estomac. Aujourd'hui 27 il garde encore le lit.

Le Lord Abingdon a protesté , dans la Chambre des Pairs , contre le Bill pour suspendre l'*Habeas corpus* à l'égard des sujets soupçonnés, en certains cas, d'être impliqués dans la rébellion de l'Amérique ou de pirateries, & les mettre à la disposition absolue du Gouvernement : ce qui revient à une sorte d'inquisition.

Les affaires du Gouvernement vont aussi très-mal dans la Nouvelle Ecosse, où le nombre des mécontents s'accroît tous les jours. Ils ont manqué un coup-de-main sur le fort Cumberland ; mais comme ils ont reçu depuis ce tems là des renforts considérables, on craint l'issue de leur première tentative. C'est uniquement la marine du Roi qui défend, conserve & alimente cette pauvre Colonie. Elle occupe quatorze frégates ou corvettes montées de 265 canons & de 2410 hommes.

Supplément patriotique à la GAZETTE DE LA  
COUR, DU 25 FÉVRIER.

Quoique le parti des Ministres soit bien assez malin pour avoir fait exagerer par des bruits publics, les derniers succès des Amé-

ricains , autant qu'il s'est efforcé de les atténuer dans sa gazette ; & cela pour que la nation Angloise & l'Europe entière apprenant que New-York n'est pas repris & que l'armée du Roi n'est pas retournée à Halifax ou prisonnière de guerre , on se persuade que les glorieuses journées du 26 Décembre & du 2 Janvier ne sont d'aucune conséquence pour la cause Américaine ; il est pourtant à croire que ces bruits , au moins en partie , ont quelque fondement. C'est ce qui nous décide à rapporter ici ceux qui nous paroissent avoir le plus de vraisemblance.

Il y avoit eu plusieurs altercations très-vives entre les Hessois & les Anglois , à la suite des actions précédentes , au sujet du butin. Les Hessois mécontents ont saisi la première occasion de punir les Anglois de leur ingratitude. Les trois bataillons Hessois n'ont fait que deux décharges , n'ont eu que sept hommes tués & ont mis bas les armes : on sait que c'étoit celui de Kniphau-  
fen qui avoit le plus contribué à la prise du fort Washington. Les trois régimens doivent faire dix-huit cents hommes , suivant le Traité. Les calculs de la Cour ne les portent qu'à sept cents. Si l'armée est diminuée en proportion , la Cour a droit d'être inquiète des suites. Les Américains ont repassé le Fleuve avec les régimens prisonniers , & sur le champ ils les ont laissé aller sur leur parole dans tout le pays , qui est rem-

#### CXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

pli de peuplades Allemandes , où ils ont été reçus comme des amis & des freres. Ceux qui ont voulu voir Philadelphie s'y promenoient l'épée au côté , & ils ont aidé à placer leur artillerie sur les batteries. Ils disent partout qu'on les avoit trompés , en les assurant qu'il ne s'agissoit que d'un petit soulèvement que l'Angleterre vouloit apaiser , & qu'ils ignoroient que ce fût une guerre si bien conditionnée. Les excès commis dans le pillage , qui a suscité des querelles si sérieuses entre les Anglois & les Hessois , ont donné un nouveau courage aux Américains , qui depuis ce tems là complètent leurs recrues avec la plus grande facilité ; on voit par la relation du Chevalier Howe , avec quelle affluence leur sont arrivés les renforts.

Tout cela a tellement tracassé le Chevalier Howe , & il a eu tant d'inquiétude pour la santé du Lord Howe son frere , qui a été à toute extrémité & qui n'a pas pu écrire , qu'on assure qu'il sollicite vivement la permission de revenir en Angleterre.

La rencontre des Américains , le 2 Janvier , avec les dix-septieme & cinquante-cinquieme Régimens , qui se sont retirés , & ont fait retirer le quarantieme , a tout l'air d'être une affaire très-sérieuse. On assure qu'elle a même coûté beaucoup aux Anglois , dont la perte ce jour-là & le 26 Décembre , peut se monter en tout à dix-huit cents hommes.

L'armée du Chevalier Howe , ainsi réduite

(& on voit par l'état des régimens Hessois qu'elle l'étoit déjà beaucoup), ce général a dû être inquiet pour Kings bridge & même pour New-York, parce que les Américains ont reparu en forces dans le Westchester. C'est ce qui l'a engagé à resserrer précipitamment ses postes, en abandonnant tout le pays qu'il paroissoit si fier d'avoir conquis. On croit qu'il a été la dupe du licenciement apparent des troupes de Washington, & que les pelotons qui avoient l'air de quitter l'armée Américaine, pour regagner leurs foyers, étoient des détachemens très habilement distribués. Il se débite que le Chevalier Howe, ne voulant pas exposer l'armée du Roi aux derniers risques, fait revenir les six milles hommes qu'il a envoyés à Rhode-Island, en Novembre, pour détruire la flotte Américaine en Avril. Mais les vents N. O. qui regnent sur la côte de New-York, pendant tout l'hyver rendront l'arrivée de ce secours assez difficile. L'armée Américaine qui garde la ville de la Providence & les environs, est forte de treize mille hommes, & il leur est arrivé quantité de munitions & d'habits par Boston.

On assure qu'il y a des Officiers Anglois de marque au nombre des prisonniers faits par les Américains, & que le Chevalier Howe demande des instructions particulieres sur le traitement qu'il doit faire, en conséquence, à M. Lée & à un Officier étranger, son Com-

cxxxij) AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
pagnon d'infortune. Cet étranger, dit-on, est  
devenu furieux par l'insolence d'un paysan  
d'York, qui l'a frappé de son bâton pour  
le faire marcher, sans que l'Officier An-  
glois, qui l'avoit pris, s'embarassât de faire  
cesser cet outrage.

Ce qui prouve bien que le Gouverne-  
ment n'est pas fort satisfait de l'état des cho-  
ses dans cette partie de l'Amérique, c'est que  
les matelots du Bristol, qui a apporté les let-  
tres du Général, n'ont pas la permission de  
descendre à terre, à Portsmouth, où ce vais-  
seau est arrivé. Ils ne peuvent parler à qui  
que ce soit sans être en la présence d'un  
Officier; & il leur est expressément défendu  
de répondre à aucune question relative aux  
Américains ou à l'armée Angloise.

Que ces succès des Américains soient ou  
non décisifs en faveur de leur cause, tou-  
jours est-il certain que de part & d'au-  
tre les avantages ont été assez compensés  
pour que les deux partis soient plus que ja-  
mais acharnés à la poursuite de la guerre,  
& à leur mutuelle destruction. Et les yeux  
ne s'ouvrent point sur l'urgente nécessité d'un  
heureux accommodement, d'un sacrifice de  
prétentions chimériques, à l'avantage inap-  
préciable de nous attacher comme amis des  
peuples qui seront à jamais pour nous de si  
redoutables ennemis !

*Fin de la Gazette patriotique.*

*Lettre d'un Banquier de Londres  
à M. \*\*\*, à Anvers.*

De Londres le 15 Mars 1777.

JE serois tenté de croire, Monsieur, que les peuples étrangers, les Allemands mêmes, donnent une attention beaucoup plus suivie aux affaires de l'Amérique ci devant Angloise, que les politiques de Londres qui paroissent le plus s'en occuper. Concevez-vous que je reçoive des Etats du Roi de Prusse, des piéces de ce grand procès, qui à peine sont connues ici, quoiqu'elles mettent dans le jour le plus clair les vraies dispositions des Américains, sur lesquelles on reproche journellement aux Ministres qu'ils n'ont cessé de se méprendre. Vous allez lire ici deux lettres que je regarde comme des plus importantes dans cette affaire; & j'aurois sans doute ignoré encore longtems leur existence, sans les soins obligeans de l'honnête bourgeois d'Embden qui m'a envoyé en originaux, l'acte de Confédération des treize Etats, ainsi que la belle Constitution de celui de Pensylvanie. Il m'affure pourtant que ces lettres ont été publiées à Londres, & même par le parti des Ministres, qui connoît tant de moyens de propager ses opinions, ou d'étouffer des bruits contraires à ses intérêts. Il faut que mon ami d'Embden ait pris le change sur l'intention des Ministres Anglois à cet égard.

#### CXXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Vous verrez qu'il leur attribue d'avoir fait publier, ce qu'au contraire ils se feront efforcés de supprimer. Voilà ce qui sera arrivé au sujet de ces deux lettres que je n'ai vues dans aucun des papiers Anglois, de l'époque dont il y est question ; quoique tous les pourparlers des deux Généraux plénipotentiaires avec les Américains y aient été fidèlement rapportés. Si ces deux lettres manquoient dans cette importante Collection, vous conviendrez que ce seroit une vraie perte. La réponse du Docteur Franklin à Milord Howe ne contient sans doute rien de neuf : c'est ce que l'on a dit mille fois de la part des Américains. Mais avec quelle candeur, quelle noblesse il expose les plus grandes vérités ! comme il les rend pénétrantes ! comme il épuise la matière dans le court espace de quelques lignes, quand il dit que *le profit d'aucun commerce ne peut balancer la dépense qu'il faut faire pour l'obtenir de force, & pour le conserver par des escadres & des armées !* Connoissez - vous, Monsieur, une vertu supérieure à celle d'un Général d'armée, homme d'esprit, éclairé, sensible, qui est obligé de fermer l'oreille au langage le plus énergique de la vérité, de la repousser, de la combattre, de l'étouffer s'il le peut ? Quelle glorieuse, mais cruelle victoire le Lord Howe aura remportée sur lui-même en cette occasion ! Oh sans doute, c'est dans les armées, & non dans les cloîtres, qu'il faut admirer



les prodiges qui s'opèrent par le vœu d'obéissance & d'abnégation de soi-même ! Et cependant nous sommes tous intéressés à encourager la salutaire opinion qui interdit aux guerriers tout examen de la cause qu'ils soutiennent de leur épée. C'est-là, par excellence, ce qu'on appelle un mal nécessaire. C'est aussi un des cas privilégiés pour l'accomplissement de deux idées aussi discordantes que celles de *nécessité* & de *mal* ; mais qui ne le sont guères plus que les qualités de *Général* & de *Plénipotentiaire* dans un sujet qui n'a une vraie plénitude de pouvoir que pour massacrer & pour détruire.

*EXTRAIT d'une Lettre d'Embden, en date  
du 23 Février 1777.*

LES Lettres suivantes, entre le Lord Howe & M. Franklin, ont été publiées à Londres pour faire voir avec quelle insolence les Insurgens ont refusé les offres de pardon qui leur ont été faites par les Plénipotentiaires Britanniques, sous la condition d'une soumission absolue à la Grande-Bretagne. Mais elles ont encore droit, sous un autre point de vue, à l'attention du Public ; c'est qu'elles prouvent que le commerce (a) d'Amérique

---

(a) Montant à cinq millions Sterling, (environ cent trente-trois millions tournois) par an, & faisant des progrès si rapides qu'il se double tous les vingt ans.

CXXXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
est regardé par les Ministres Anglois eux-mêmes comme un objet d'une assez haute importance pour autoriser & justifier l'horrible & ruineuse guerre qu'ils font pour en conserver le monopole. En effet, c'est le principal grief allégué par le Lord Howe, quoiqu'en puissent dire les Ecrivains mercénaires de la Cour, & ses Orateurs dans le Parlement qui affectent de traiter ce commerce d'objet très-peu intéressant. Ces Lettres feront voir combien il est à souhaiter pour le reste de l'Europe que ce monopole cesse entièrement, & que la liberté de commerce, actuellement offerte par les Américains, prenne une solide consistance; puisqu'il n'y a pas d'autres moyens d'empêcher l'accroissement énorme de la Puissance Britannique tant sur terre que sur mer, accroissement si justement à redouter pour les voisins de la Grande-Bretagne, & qui sera la suite infaillible de ses succès.

*LETTRE du Lord Howe au Docteur Benjamin Franklin, datée à bord de l'Aigle, le 20 Juin 1776.*

« JE ne puis, mon digne ami, laisser partir les lettres & les autres papiers que je vous envoie dans l'état où je les ai reçus, sans ajouter un mot au sujet des déplorables extrémités où nous ont portés nos malheureuses querelles. »

ET DE L'AMÉRIQUE. cxxxvij

» Vous serez instruit de l'objet de ma mission par les dépêches Ministérielles que j'ai recommandé que l'on fît passer par la même occasion. Toujours animé du desir que j'ai constamment témoigné de voir terminer ces différends, je me féliciterai de trouver les Colonies dans les dispositions où j'ai eu lieu ci-devant de les croire; & je concevrai la flatteuse espérance de m'employer utilement à un service qui intéresse la sollicitude paternelle de Sa Majesté, en contribuant à l'établissement d'une paix durable & d'une union solide avec les Colonies. Mais si les préventions trop profondément enracinées de l'Amérique, & la nécessité d'empêcher que son commerce ne passe en des canaux étrangers continuent à élever une barrière entre les deux peuples, mes sentimens particuliers, autant que les circonstances publiques, me feront déplorer sincèrement de ne pouvoir remplir dans le moment actuel ces grands objets de mon ambition, & d'être encore privé des occasions de vous assurer personnellement de la considération avec laquelle je suis

Votre sincere, fidele & humble serviteur HOWE.

P. S. du 12 Juillet, devant Sandy-Hook.

» Je n'ai pu vous envoyer cette lettre à l'époque de sa date; l'occasion sur laquelle je comptois ayant manqué. Les calmes & les

CXXXVIIIj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
vents contraires m'ont toujours empêché de-  
puis d'arriver ici pour informer le Général  
Howe, mon frere, de la commission dont  
j'ai la satisfaction d'être chargé, & lui ap-  
prendre qu'il doit y avoir part.

*REPOSE du Docteur Benjamin Franklin au  
Lord Howe.*

MILORD.

» J'AI reçu les lettres que vous avez bien  
voulu m'envoyer, & je vous prie d'en a-  
gréer mes remercimens. »

» Les dépêches ministérielles dont vous  
me parlez ne contiennent que ce que nous  
avons vu dans l'acte du Parlement: c'est-  
à-dire des offres de pardon pour ceux  
qui voudront se soumettre; & j'en suis d'au-  
tant plus fâché que vous aurez eu la peine de  
venir de bien loin pour une affaire où il n'y  
aucune espérance de réussir. »

» Faire offrir des pardons aux Colonies  
qui sont les parties offensées, ce n'est autre  
chose que manifester l'opinion que depuis  
longtems votre fiere & aveugle nation s'est  
plue à se former de notre ignorance, de  
notre lâcheté & de notre insensibilité; mais  
il n'en peut résulter d'autre effet que d'ac-  
croître notre ressentiment. Il nous est im-  
possible de songer à nous soumettre à un  
Gouvernement qui s'est fait un jeu atroce  
de brûler nos villes au fort de l'hiver,  
& lorsqu'elles étoient sans défense: qui a

excité les sauvages à massacrer nos paisibles laboureurs, & nos esclaves à égorger leurs maîtres ; & qui encore à présent envoie des mercénaires étrangers pour inonder de sang nos habitations Ces excès de barbarie ont étouffé toute étincelle d'affection qui auroit pû nous rester pour une Mere-patrie qui nous fut si chere autrefois. Mais s'il *nous* étoit possible de les oublier & de lui pardonner, il ne *vous* est pas possible à *vous* (j'entends la nation Angloise) de pardonner à des peuples que vous avez si cruellement offensés : vous ne pouvez plus vous fier à eux comme à des sujets du même Prince : ni les laisser jouir d'une liberté égale à la vôtre , après leur avoir donné de si justes motifs de vous haïr éternellement. Cette seule considération, si nous rentrions sous votre Gouvernement , devoit vous forcer à chercher tous les moyens possibles de dompter notre courage par la plus cruelle tyrannie , & d'affoiblir autant qu'il seroit en vous les progrès de notre force & de notre prospérité naissantes. »

» Vous parlez de la *sollicitude paternelle du Roi*, pour parvenir à l'établissement d'une *Paix & d'une union durables avec les Colonies*. Si par le mot de *Paix* vous entendez une Paix à traiter entre la Grande Bretagne & l'Amérique, comme Etats distincts, actuellement en guerre ; & si Sa Majesté vous a donné des pouvoirs pour négocier une pareille paix, je n'hésite point à vous dire, sans cependant y être au-

# cxl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

torisé, que je crois encore qu'un traité pour cet objet ne seroit point tout-à-fait impraticable avant que nous ayons contracté des alliances étrangères. Mais je suis persuadé que vous n'avez pas ces pouvoirs. Quoique votre Nation en punissant les Gouverneurs de l'Amérique, qui ont allumé & fomenté la discorde, en rebâtissant nos villes incendiées, & en réparant autant qu'il seroit possible le mal qui nous a été fait, pût encore recouvrer une grande partie de notre affection, & la plus forte partie de notre commerce, avec tout l'avantage de la force additionnelle qui doit résulter de son union avec nous; cependant je connois trop bien l'excès de son orgueil & de son aveuglement pour que je me persuade qu'elle veuille jamais adopter des mesures aussi salutaires. Sa manie de conquérir comme Nation belliqueuse, sa fureur de dominer comme Nation ambitieuse, & sa cupidité pour tout monopole lucratif, comme Nation commerçante, (qualités qui cependant ne sont point des raisons légitimes de guerre) se réuniront toutes pour distraire votre Nation de ses vrais intérêts, & pour la porter continuellement à des expéditions lointaines & ruineuses qui lui coûtent tant de sang & de trésors, & qui à la fin lui deviendront tout aussi funestes que les croisades le furent jadis pour la plupart des nations de l'Europe. »

» Je n'ai point, Milord, la vanité de cher-

cher à vous intimider en prédisant ainsi les effets de cette guerre : je sais que cette prédiction aura en Angleterre la destinée de toutes celles que j'ai déjà faites ; c'est-à-dire, qu'on n'y croira que lorsque l'événement l'aura justifiée.»

» Je regarde l'Empire Britannique comme un précieux & magnifique vase ; & depuis longtems je travaille avec le zèle le plus sincère & le plus infatigable à empêcher qu'on ne le mette en pieces. Une fois brisé, les parties séparées ne pourroient plus conserver même leur portion de la solidité & du prix qui existoient dans le tout ; & il ne sera plus possible d'espérer qu'on puisse jamais rendre à ce vase son intégrité par une réunion parfaite de ses parties. Peut être il vous souvient des larmes de joie que j'ai répandues lorsque chez votre digne sœur, à Londres, vous me donnâtes une fois l'espérance d'une prompte réconciliation. J'ai eu la douleur de me voir frustré dans cette attente & d'être traité comme l'auteur des maux que je m'efforçois de prévenir. Ce qui me console de ce traitement injuste, c'est d'avoir conservé l'estime de quelques hommes sages & honnêtes en Angleterre, & sur tout quelque part dans l'amitié du Lord Howe.»

La vénération bien fondée, & , permettez-moi de le dire, l'affection que j'aurai toujours pour vous me font voir avec peine que vous vous soyiez embarqué dans une guerre qui



a pour principe fondamental, ainsi que vous le dites dans votre lettre, *la nécessité d'empêcher le commerce Américain de passer dans des canaux étrangers*. Il me semble que l'avantage d'acquérir ou de conserver quelque commerce, de tel prix qu'on le suppose, est un objet pour lequel les hommes ne peuvent pas avec justice s'entrégorger : que les vrais & sûrs moyens d'étendre & d'assurer le commerce dépendent de la bonne qualité & du bon marché, & enfin que le profit d'aucun commerce ne peut balancer la dépense qu'il faut faire pour l'obtenir de force, & pour le conserver par des escadres & des armées. Ainsi, je regarde cette guerre que vous nous faites tout à la fois comme injuste & comme imprudente. Je suis persuadé que la postérité impartiale voiera à l'infamie ceux qui l'ont conseillée, & que le succès même ne pourra sauver quelque tache de deshonneur à ceux qui se seront volontairement engagés à la diriger. Je fais que le grand motif qui vous a amené ici a été l'espoir d'être l'heureux instrument d'une réconciliation ; aussi je crois que lorsque vous verrez qu'elle est impossible, à quelques conditions qu'on vous ordonne de la proposer, vous abandonnerez un commandement si odieux, & que vous vous livrerez aux douceurs d'un repos qui vous fera beaucoup plus d'honneur. »

J'ai l'honneur d'être avec le respect le

plus profond & le plus sincere, Milord,  
Votre très-humble & très-obéissant serviteur

B. Franklin.

VOUS PORTEZ sûrement, Monsieur, le même jugement que moi de cet admirable morceau. Il doit vous paroître fort singulier qu'il ait fait aussi peu de bruit en Angleterre, où sans doute il devoit produire la plus grande sensation. Mais vous allez être bien autrement surpris en lisant l'extrait de la Gazette de Dantzick que je vais faire entrer dans ma lettre. Il n'est pas d'hier celui-là : il a eu le tems de se produire, car il a bientôt quatre ans de datte ; & cependant il a, au moins pour moi, toutes les graces de la nouveauté. On m'assure qu'il a paru depuis très-peu de tems dans un volumineux Recueil Anglois. Mais c'est d'Emden qu'il m'arrive avec le timbre de Philadelphie où on croit généralement qu'il est sorti de la main du célèbre Docteur Franklin, auteur de la réponse à Milord Howe. Il n'étoit pas possible de présenter à la nation Angloise un tableau plus vrai & plus frappant des injustes & atroces vexations qu'elle exerçoit sur les pauvres Américains. C'est en même - tems un plaisanterie d'un goût & d'une finesse tels qu'on n'en voit gueres de semblables au moins en politique. Elle est bien digne d'amuser ce même savant ,

cxliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

que vous avez vû à Paris , & devant qui vous avez disserté sur l'état du commerce Anglois ! Je suis même ravi qu'il la lise. Vous m'avez marqué que, sans être anti-Américain, ce qui seroit impossible avec un aussi excellent cœur & un sens aussi exquis, il prétendoit pourtant que l'Amérique avoit beaucoup à perdre dans cette querelle. Il vous a même fait cette question : *dites-moi s'il étoit au monde un peuple plus heureux que celui d'Amérique sous la domination Angloise ?* Eh bien , qu'il daigne lire ce charmant mais profond morceau du Docteur Franklin ; & qu'après il nous dise si au contraire le peuple d'Amérique, sous cette domination, n'étoit pas le plus malheureux qu'il y eût au monde ?

*Extrait d'une Gazette de Dantzik, du 5  
Septembre 1773.*

Nous avons été long-tems surpris de la rampante docilité avec laquelle la Nation Angloise se soumettoit à payer les impôts Prussiens, établis sur les marchandises qu'elle fait entrer dans notre port. Ce n'est que depuis peu que nous sommes informés des prétentions, tant anciennes que modernes, que le glorieux Monarque de Prusse forme sur la Grande-Bretagne. Il falloit avoir cette connoissance pour comprendre que c'étoit par le sentiment de leur devoir & d'après leurs principes d'équité, que les Anglois

avoient consenti au payement de ces droits. L'Edit suivant (si pourtant ce n'est point une plaisanterie) mettra la chose dans une grande évidence.

» FREDERIC, par la grace de Dieu, Roi de Prusse, &c. &c. &c. A tous présents & avenir : salut. La paix dont jouissent aujourd'hui tous les Etats soumis à notre domination, nous ayant donné le loisir de travailler à regler le commerce de nos sujets, à mettre l'ordre dans nos finances, & à rendre le poids des impôts plus supportable : à ces causes & autres justes considérations, à ce nous mouvant, nous faisons savoir par ces présentes, qu'après avoir délibéré dans notre Conseil, en présence de nos chers freres & d'autres grands Officiers de l'Etat, qui en sont membres, nous, de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, avons fait & donné le présent Edit, ainsi qu'il suit «.

» D'autant qu'il est à la connoissance de tout le monde que les premiers établissemens de Germains, formés dans l'Isle de la Grande-Bretagne, étoient des Colonies composées de sujets des Ducs nos glorieux ancêtres, lesquels ont passé dans la Grande-Bretagne sous la conduite de Hengist, de Horfa, de Hella, d'Uffa, de Cerdacus, d'Ida & autres : que lesdites Colonies ont fleuri pendant une suite de siècles sous la protection de notre auguste Maison : qu'elles n'en ont jamais été émancipées ; &

cxlvj AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

que cependant jusqu'ici elles ne lui ont rapporté que très-peu de profit : D'autant aussi que nous mêmes dans la dernière guerre, nous avons combattu pour nosdites Colonies (la Grande - Bretagne,) que nous les avons défendus contre la puissance de la France, & que par là nous les avons mises en état de faire sur cette même Puissance des conquêtes en Amérique : bienfait pour lequel nous n'avons pas encore reçu une compensation suffisante : D'autant encore qu'il est juste & convenable qu'il soit levé sur lesdites Colonies, dans la Grande-Bretagne, un revenu pour notre indemnité, & que les descendants de nos anciens sujets, qui par conséquent continuent toujours à nous devoir l'obéissance, contribuent à nous faire rentrer nos deniers royaux, comme ils auroient été obligés de le faire si leurs peres fussent restés dans les pays de notre domination actuelle ; «

» En conséquence nous ordonnons & commandons qu'à compter de la date des présentes, & désormais à perpétuité, il sera levé & payé à nos Officiers de Douane sur tous les effets & marchandises ainsi que sur tous les grains & sur toutes les autres productions de la terre, exportés de ladite Isle de la Grande-Bretagne, & sur toutes les marchandises quelconques importées dans icelle, un droit de *quatre & demi pour cent* de leur valeur, au profit de nous & de nos successeurs ; & afin que ledit droit soit perçu plus

efficacement , nous ordonnons en même tems que tous les vaisseaux ou bâtimens destinés de la Grande-Bretagne pour aucune partie du Monde ou d'aucune partie du Monde pour la Grande-Bretagne , soient tenus , dans leurs voyages respectifs , de relâcher dans notre port de Königsberg pour y être déchargés & visités & pour y acquitter lesdits droits «.

» Et d'autant qu'il a été découvert en divers tems dans ladite Isle de la Grande-Bretagne , par nos Colons établis en icelle , quantité de mines de fer & de pierre : que des sujets des pays de notre domination possédant l'art de convertir lesdites mines ou pierres en métal , ont passé anciennement dans ladite Isle & y ont porté & communiqué leur art : que les Habitans de ladite Isle , croyant qu'ils tenoient de la nature le droit de faire , pour leur propre compte , le meilleur usage qu'ils pouvoient des productions de leur pays , non seulement ont construit des fourneaux pour fondre lesdites mines & les convertir en fer , mais qu'ils ont établi des forges , des moulins à scier & des fourneaux pour manifacter plus convenablement lesdites mines , exposant par là les Manufactures de fer , dans les anciens Etats de notre domination , à souffrir un préjudice considérable , nous ordonnons qu'à compter de la date des présentes , aucun moulin ou autre machine pour fendre ou façonner le

cxlviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

fer, ni aucune forge à martinet, ou aucun fourneau pour faire de l'acier, ne pourront être établis ou continuer à subsister dans ladite Isle de la Grande-Bretagne; & il est enjoint par les Présentes au Lord Lieutenant de chacun des Comtés dans ladite Isle, lorsqu'il aura connoissance d'aucun établissement semblable dans l'étendue de son Comté, d'ordonner & de faire ensorte, en employant même la force au besoin, que de semblables établissemens soient détruits & n'ayent pas lieu; devant demeurer responsables envers nous de toute négligence à cet égard. Cependant nous voulons bien permettre gracieusement aux Habitans de ladite Isle, de transporter leur fer en Prusse pour y être manufacturé & leur être rendu ensuite, à la charge par eux de payer à nos Sujets Prussiens la main d'œuvre avec tous les frais de commission & de fret, & à condition que le risque de leur fer en allant & en retournant sera pour leur compte; & ce nonobstant toute disposition dans lesprésentes qui y seroit contraire.

» Nous ne jugeons pas nécessaire toute fois d'étendre la susdite permission à l'article de la laine; mais voulant encourager non seulement les Manufactures d'étoffes de laine, mais aussi la production de la laine dans nos anciens États, & empêcher en même tems l'un & l'autre dans notre dite Isle autant qu'il sera possible, nous défendons expressément par les présentes toute exportation de  
laine



laine de ladite Isle, même pour la Métropole (la Prusse) & afin d'empêcher d'autant plus efficacement ces Insulaires de tirer aucun avantage de leur laine par la voie des Manufactures, nous ordonnons qu'il ne sera exporté aucune partie de laine d'un Comté pour un autre Comté, & qu'aucune espece de bayettes d'estames, de fils de laine, de draps, de sayettes, de bayettes de creseaux, de serges, de frises, de droguets de laine, de serges drapées, de ras de chalon, ou autres petits draps ou étoffes quelconques faites de laine ou mêlées de laine, ne passera d'un Comté dans un autre Comté, ou ne pourra traverser la moindre riviere ou crique sous peine de confiscation de semblables articles ainsi que des navires, voitures, chevaux, &c. qui auront été employés au transport d'iceux. Cependant nous permettons par ces présentes à nos chers sujets dans la Grande-Bretagne d'employer, s'ils le jugent à propos, toute leur laine comme engrais pour améliorer leurs terres.

» Et d'autant que l'art de faire des chapeaux a été porté à un haut degré de perfection en Prusse, & qu'il convient d'empêcher, autant qu'il est possible, nos sujets éloignés, de s'occuper de la manufacture de cet article; attendu aussi que les susdits Insulaires ayant de la laine, des castors & d'autres pelletteries, ont osé croire qu'ils avoient le droit de tirer quelque profit de ces productions, en

cl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

les manufacturant en chapeaux au préjudice de nos Manufactures Prussiennes, nous commandons & ordonnons expressément par les présentes qu'aucuns chapeaux ou feutres teints ou non teints, finis ou non finis, ne pourront être chargés sur aucun bâtiment, charriot, voiture ou cheval, pour être transportés d'un Comté de ladite Isle dans un autre Comté ou dans un autre endroit quelconque, par aucune personne que ce puisse être, sous peine de la confiscation d'iceux & d'une amende de cinq cents livres sterling pour chaque contravention. Aucun Fabriquant de chapeaux ne pourra non plus employer plus de deux apprentifs, si ce n'est en payant cinq livres sterling par mois: notre intention étant que les Fabriquants de chapeaux dans ladite Isle, sous ces restrictions, tant pour la fabrication que pour la vente de leurs marchandises, ne trouvent aucun profit à continuer leur métier. Mais afin que lesdits Insulaires ne soient point dans le cas de manquer de chapeaux, nous voulons bien leur permettre gracieusement d'envoyer leurs castors & autres pelleteries en Prusse, & nous permettons en même tems que les chapeaux qui en seront fabriqués, soient ré-exportés de la Prusse pour la Grande-Bretagne, à la charge par les Habitans de cette Isle, & en considération de cette grace que nous leur faisons, de payer à nos Marchands tous les frais & dépenses de main d'œuvre, le

bénéfice marchand, & les droits de commission, de même que les primés d'assurance & le prix du fret en allant comme en retournant, ainsi qu'il est ordonné pour l'article du fer. Et enfin, comme nous ne nous laissons point de répandre nos bienfaits sur nosdites Colonies dans la Grande-Bretagne, nous ordonnons & commandons aussi par les présentes que tous les voleurs, soit de grands chemins, ou de rues & maisons, les filoux, les faussaires, les meurtriers, les sodo\*\*\* & scelerats de tel état de notre domination que ce soit, qui auront encouru la peine de mort suivant les loix de Prusse, mais que par un excès de clémence nous ne jugeons pas à propos de faire pendre dans nos Etats, seront lâchés de leurs prisons & envoyés dans ladite Isle de la Grande-Bretagne pour faire fleurir la population de ce pays «.

» Nous espérons que nos présens reglemens & ordres royaux seront regardés comme justes & raisonnables par nos amés les Colonistes d'Angleterre, lesdits reglemens étant copiés sur leurs propres statuts des dixieme & onzieme année du regne de Guillaume III. chap. X., de la cinquieme année du regne de George II, chap. XXII, de la vingt-troisieme année du regne de George II, chap. XXIX, de la quatrieme année de George I. chap. II: sur d'autres loix équitables faites par leur Parlement: sur des inf.

## clij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tructions données par leurs Princes; ou sur des résolutions des deux Chambres, prises pour le bon Gouvernement de leurs Colonies en Irlande- & en Amérique «.

» Faisons défense à toutes personnes, dans ladite Isle de s'opposer en aucune maniere à l'exécution de notre présent Edit ou d'aucune partie d'icelui, voulant qu'une semblable opposition soit regardée comme haute trahison, & que toutes personnes qui en seront soupçonnées soient mises aux fers & transportées de la Grande-Bretagne en Prusse, pour y être jugées & punies conformément aux loix de Prusse. Car tel est notre plaisir. Donné à Potsdam le vingt-cinquieme jour du mois d'Août mil sept cent soixante-treize, & la trente-troisieme année de notre regne. Par le Roi en son Conseil «.

Rechtmaessig, (fondé en droit) Secrétaire.

» IL Y A des gens qui se persuadent que cet Edit n'est qu'un jeu d'esprit du Roi de Prusse; d'autres pensent que ce n'est point une plaisanterie & que ce Monarque a réellement dessein de chercher querelle à l'Angleterre; mais tout le monde ici s'accorde à regarder comme une grosse injure cette assertion qui termine l'Edit, savoir: » que ces reglemens sont copiés sur des actes du Parlement d'Angleterre concernant ses Colonies «. Il est impossible de croire qu'un

peuple qui s'est toujours distingué par son amour pour la liberté, une Nation si sage, si généreuse, si juste & si équitable envers ses voisins, puisse, pour la misérable & indiscrete considération d'un léger bénéfice direct, traiter ses propres enfans d'une manière aussi arbitraire & aussi tyrannique «.

*Fin de la Gazette de Dantzich.*

Vous aurez trouvé toute la justesse & toute la raison possibles dans cette piquante censure de la tyrannie avec laquelle les Colonies Angloises étoient administrées avant la guerre actuelle. Elles étoient sans doute bien éloignées de jouir d'un bonheur inconnu dans tous les autres pays du monde. Elles avoient même le plus juste sujet de gémir d'une situation qui répugnoit singulièrement à la nature des choses. Si l'Angleterre, pour toute possession en Amérique, eût eu l'Isle Saint Pierre ou celle de Miquelon, & qu'en retour de ses soins & de ses dépenses pour l'administrer & la protéger, elle lui eût donné toutes les entraves que vous venez de voir, ce seroit toujours un acte de rigueur; mais au moins le besoin mutuel l'eût justifié. Mais qu'une petite Isle prétende l'exercer à douze cents lieues de distance sur un pays infiniment plus grand qu'elle, & qui dans trente ans aura le double de sa population, voilà ce qui constitue la tyrannie ou l'abus du pouvoir. M. le Docteur Franklin, Auteur de cet

cliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

innocent & ingénieux sarcasme, a si disertement traité cette matiere dans sa lettre au Lord Howe, qu'il devient inutile que je me permette ici d'autres réflexions à ce sujet. J'aime beaucoup mieux remplir la demie heure qui me reste, en vous traduisant une lettre d'un caporal Hessois, qui, dit-on, fait grand bruit en Allemagne où elle a pénétré par la voie des gazettes. On impute en partie à cette lettre la mauvaise issue des négociations du Colonel Faucitt, auprès de quelques Etats qui ont refusé à l'Angleterre la permission de recruter chez eux, & qui craignent avec raison une dépopulation que suivroit leur ruine & quelque jour peut être leur asservissement.

*EXTRAIT D'UNE GAZETTE ALLEMANDE.*

Lettre écrite de\*\*\* en Pensylvanie, le 25 Janvier 1777.

MON CHER COUSIN.

J'ai enfin la liberté de vous écrire & de cacheter ma lettre. Depuis que nous sommes arrivés en Amérique, le 20 Août dernier, après une traversée que Dieu me fasse la grace d'oublier, j'ai mis vingt fois la main à la plume pour vous donner de mes nouvelles & de celles de mes bons amis & camarades Johan Eberhard & Daniel Kohle. J'avoue que je n'ai pas eu une seule fois le courage de remplir même une page de mon écriture, sachant qu'il faudroit donner ma

lettre ouverte au Sergent-major , pour qu'il en fît l'inspection. Je vous avois promis un détail circonstancié de notre route , & j'étois résolu à vous tenir parole ; mais on n'auroit jamais laissé partir une lettre ou je vous aurois mandé la vérité , & qui vous auroit fait dresser les cheveux sur la tête. Un sixieme du régiment est mort des maladies causées par la chaleur , les mauvaises nourritures & la misere. Débarqués à l'Isle de Staten , nous n'étions plus qu'un hôpital ambulante. On nous a fait marcher successivement pour l'Isle Longue , pour le West-chester , & pour prendre le fort Washington. Les Anglois nous faisoient aller devant eux comme ces bœufs que les Juifs menent aux foires. Heureusement les Américains ont capitulé parce qu'ils manquoient de poudre. Mais notre régiment a encore perdu plus de soixante hommes en cette occasion. Il est vrai que nous devons être bien contents ; car depuis ce moment là le fort s'appelle Kniphausen , du nom de notre Colonel. Enfin , après une marche forcée & des fatigues inouïes , les Anglois nous mettant toujours en premiere ligne pour la peine ou le danger , mais non pour le butin , nous sommes arrivés à Trenton , sur le Fleuve Delavare. Il n'y avoit pas trois jours que nous y étions , attendant des pontons pour passer de l'autre côté , lorsque les Américains sont venus à nous. M. le Colonel Rall nous a fait marcher en avant du Village ; mais



la guerre se fait si différemment ici & avec tant de désavantage pour des Allemands : nous étions d'ailleurs si affoiblis & si découragés ; & par dessus tout cela il tomboit une neige prodigieuse qui nous aveugloit : bref , nous n'avons pu faire autrement que de nous rendre après quelques décharges de part & d'autre , dans lesquelles M. le Colonel Rall a reçu une blessure dont on dit qu'il est mort le 5 de ce mois à Brunswick. Nous nous attendons bien tous que le blâme entier de cette affaire tombera sur lui. Il suffit que ce soit un Allemand. Je ne conseille pourtant pas aux Anglois de donner trop de carrière à leur jalousie & à leur rancune contre les Etrangers. Que nous font leur querelles , après tout ? Mais pour en revenir à M. Rall , sa réputation est faite : c'étoit un brave & habile guerrier. Il l'a fait voir dans la dernière guerre en Allemagne : dans ses campagnes sous le Comte Orlow dans la Méditerranée : tout récemment à l'Isle Longue où lui seul a fait réussir une des principales attaques ; & depuis encore aux Plaines blanches. Tous nos Officiers conviennent que nous ne pouvions point parer à cette surprise. Les Américains avoient habilement calculé leur attaque sur le cordon trop étendu & trop mince que nous formions , sans être soutenus. C'est la faute que firent les François en 1758 , lorsque leur armée de cent mille hommes fut repoussée de la

Basse Saxe, jusque par-de là le Weser & le Rhin, par trente mille hommes au plus de Hanovre, de Hesse & de Brunswick. Notre régiment a donc suivi ceux de Rall & de Lossberg. Aussitôt les Américains nous ont emmenés sur l'autre bord du Fleuve avec nos canons & nos bagages. La riviere passée il sembloit que nous fussions sous un autre ciel. Ces Américains, qu'on n'avoit cessé de nous représenter comme des bandits, sans discipline & sans mœurs, nous ont fait l'accueil le plus honnête & le plus cordial. Il n'y a pas un de nous qui ne soit traité comme un Officier. Nous étions presque nus : ils nous ont donné des habits & des souliers, dont ils ont d'immenses magasins pris sur des vaisseaux Anglois. Ils nous ont prodigué les nourritures fraîches les plus capables de nous restaurer. Nous avons tous gardé nos épées & nos havresacs, & nos Officiers leurs équipages. Leur Général nous a fait assembler & après nous avoir dit que nous serions ses amis & ses égaux, sur notre simple promesse de ne prendre aucune part à la guerre jusqu'à notre échange, il nous a fait lire une liste de peuplades Allemandes & de noms de Pasteurs Allemands, avec les lieux d'où ils sont natifs, en nous priant de choisir chacun le domicile qui nous conviendrait. Je me suis fait inscrire pour\*\*\*, jolie bourgade Allemande à quelques lieues de Philadelphie, dont le Pasteur & sa femme sont mes com-

patriotes du Duché de Wirtemberg. Nous sommes une trentaine de la brigade rassemblés dans ce district. M. le Pasteur, qui est un Behaghel, habite ici depuis vingt ans. Nous faisons tous les jours des promenades dans les environs, avec plusieurs autres compatriotes les anciens paroissiens, des Prucker, Ammann, Staub, Heisthe, &c. &c. qui vivent ici heureux comme dans le paradis, au milieu des charmantes familles qu'ils ont élevées. Le plus pauvre possède au moins cent acres d'excellente terre & une bonne maison avec basse-cour. Il y a parmi eux de gros fermiers. Ils elevent des bestiaux & des chevaux pour les Isles de l'Amérique. Ils cultivent des grains de toute espece, & font un breuvage bien meilleur que le *Franken-wein*. D'autres s'occupent aux divers métiers de Tisserand, de Maréchal, de Tailleur, de Chapelier, de Cordonnier & d'Imprimeur: d'autres à la chasse, & il n'y a pas de pays au monde où elle donne plus de plaisir & de profit. Les femmes & les enfans trouvent constamment de l'emploi, à présent que le pays a secoué le joug de l'Angleterre, qui, à ce qu'ils me disent, gênoit étrangement son commerce & ses Manufactures. Depuis que je vis avec ces honnêtes gens, je suis cent fois plus content de moi même. Ils ont tous des livres, & ils m'ont expliqué ce qu'ils appellent leurs Constitutions. J'y ai lu qu'il suffit de passer deux ans parmi eux, comme citoyen utile,

pour arriver par l'élection aux premiers emplois, sans que la profession ou le métier y mette aucun obstacle. Moi qui ne suis qu'un pauvre Imprimeur, je pourrai devenir dans deux ans M. le Conseiller. Non-seulement on ne me traitera point en esclave & on ne me vendra point à la livre comme un animal immonde ; mais à mon tour & pour ma part, je conduirai les affaires de la nation. Les impôts ici sont presque insensibles, quoique le salaire de l'ouvrier soit d'un tiers plus fort qu'en Allemagne. Mais c'est que les revenus publics ne sont point vendus à des Juifs. Au détail que je vous fais de tous les agrémens dont on jouit ici, vous devez juger que j'ai déjà succombé à la tentation de m'y fixer. Je vois que c'est la résolution de tous mes camarades, qui ne cessent de se dire qu'on avoit indignement abusé de leur crédulité en les enrollant pour faire la guerre contre un tel pays. J'en ai touché quelque chose à M. le Pasteur, & il croit que le Congrès ne fera aucune difficulté de nous recevoir sur notre serment. Il m'a fait observer de plus que nous ne courions pas le plus léger risque. Si l'Amérique est conquise par l'Angleterre, son intérêt sera d'y remettre au plutôt la culture & l'industrie en activité ; & sûrement elle ne fera pas la sottise de louer cherement des bâtimens de transport pour nous ramener par force dans les cachots de Cassel, tandis que nos bras lui

## CLX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

feroient ici de la plus grande utilité. Nous serons compris dans l'amnistie générale qu'elle fera contrainte d'accorder, pour empêcher que sa conquête ne devienne un affreux désert, dont la conservation ne lui seroit qu'onéreuse. On fera trop heureux de nous laisser à chacun notre état & nos terres. Il en sera de même si la guerre finit par un accommodement : nous n'y perdrons que le plaisir de gouverner à notre tour, & c'est une petite douceur dont il est aisé de se passer. Ce raisonnement si aisé à faire, viendra naturellement à l'idée de nos autres camarades ; & je ne doute point qu'ils n'accourent à nous par bandes, dès qu'ils seront instruits de tout ce qu'ils ignorent, & que dans toutes les actions qui se présenteront, ils ne fassent d'eux-mêmes ce que nous avons fait par nécessité. Il est bien dur pour des Allemands de faire campagne avec des Anglois, ou d'aller dans leur pays, même pour les garder & les défendre : témoin l'année 1757. Je gagerois que le Prince Ferdinand lui-même n'y tiendrait pas. Je m'en suis tiré ; j'espère n'y plus être repris ; & tous ceux qui voudront suivre mon conseil, feront en sorte de s'en tirer aussi. Faites mes amitiés à mes Cousins, & à tous nos parens & amis. Que Dieu les préserve de s'exposer aux miseres de toute espece que j'ai essuies, avant que d'arriver à l'heureux port de salut où je suis maintenant. Qu'ils attendent la

paix s'ils ont quelqu'envie de voir ce pays , & ils peuvent être sûrs d'y être reçus à bras ouverts par celle des deux nations qui aura triomphé. Voila sur quoi roulent journellement nos conversations avec M. le Pasteur Behaghel , & la vérité de tout ce qu'il dit est si frappante qu'il n'a pas eu de peine à nous persuader. Faites moi réponse par le port d'\*\*\* , en adressant votre lettre à M. le Capitaine \*\*\* , commandant le navire le \*\*\*\* de Philadelphie. Il doit y prendre un chargement de munitions & d'habits pour les troupes du Congrès , & y embarquer des Ingénieurs. Il en partira vers le commencement de Mai. Vous mettrez l'adresse à Nathaniel Reinfst , Imprimeur , ci-devant Caporal au régiment de Knypshausen , à \*\*\* en Pensylvanie. Je suis fâché de vous apprendre que les Lieutenans-Colonels Scheffer & Bretauier , & les Majors Hanstein & Decow , ont été tués.

Votre bon ami & Cousin.

*Pour Jean-Jacob Carl.*

N. Reinfst.

**N. B.** Le Patriote Allemand qui a communiqué cette lettre à l'Imprimeur , est un ami du pauvre Rall. Il a retranché les noms restés en blanc à cause du danger de présenter un nouvel appat , & d'ouvrir une nouvelle voie à l'émigration , dans un pays où cette ma-

clxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
ladie n'a déjà fait que trop de ravages. Au-  
jourd'hui on embarque nos citoyens par force  
pour l'Amérique : avant six ans il faudra em-  
ployer la force pour les empêcher d'y passer.

*Fin de la Gazette Allemande.*

SI CES diverses pieces ; Monsieur , ont  
pû vous intéresser & vous récréer , je ne  
regrette ni mon tems ni ma peine. Je ferai  
toujours en sorte d'éclaircir les sombres cou-  
leurs de la politique dans une correspon-  
dance bornée à ce seul objet , & de faire  
voir qu'elle a aussi ses délices & qu'elle peut  
attacher par un raisonnable amusement.

*J'ai l'honneur d'être , &c.*



## GAZETTE PATRIOTIQUE.

Du 15 Mars 1777.

*Extrait d'une lettre de New-York, en date  
du 17 Janvier 1777.*

LE Général Howe avoit distribué ses quartiers dans les Jerseys jusqu'à Burlington, à 20 milles de Philadelphie. Les raisons suivantes l'ont décidé à étendre ses lignes aussi loin.

La dispersion presque entière des régimens Américains : le départ des Officiers & des soldats pour leurs pays respectifs après la fin supposée de la campagne : & les vives sollicitations des préposés des propriétaires de Pensylvanie, & de plusieurs habitants de Philadelphie opposés aux mesures du Congrès. Quoique les régimens du Continent fussent ainsi réduits, le Congrès, au moment qu'on s'y attendoit le moins, a levé à la hâte une armée composée de milices & d'environ 4000 hommes de la division septentrionale aux ordres d'Arnold. Une partie de cette armée a attaqué & défait une brigade d'Hessois, &c. à Trenton. Trois régimens Hessois, à l'exception de 200 hommes, ont été faits prisonniers, & les Américains se sont emparés d'un train d'artillerie de fonte. Notre perte en cette occasion est d'environ 1200 hommes.

#### CLXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Aussitôt qu'on eut appris ici cette nouvelle, le Général Cornwallis fut commandé avec un renfort d'environ 4000 hommes, pour protéger les troupes à Princetown & sur cette communication. Ce Lord marcha de Princetown à Trenton, & il ordonna à trois régimens de le suivre & de le soutenir.

Le Général Washington en ayant eu avis envoya le Général Mercer avec deux mille hommes sur le chemin d'Allentown, pour empêcher que Cornwallis ne fût joint par ce renfort. Le Général Mercer fit avancer ses troupes jusqu'à la portée du fusil avant qu'il fût apperçu. Il y eut alors une action très-vive. Le dix-septieme régiment fut entièrement rompu, & il se sauva à Maidenhead. Le quarantieme & le cinquante-cinquieme régimens se retirerent à Brunswick. Nous estimons avoir perdu entre quatre à cinq cens hommes, tant tués que prisonniers. Nous ignorons la perte des Rebelles, mais on dit qu'elle n'est pas considérable, si on en excepte celle du Général Mercer, Officier très-distingué chez eux, & qui fut tué au commencement de l'action.

A Trenton, le Général Washington étoit bien supérieur en nombre. Il rangea son armée en ordre de bataille, ayant en front une crique ou une petite riviere qui traverse Trenton. Le Lord Cornwallis ordonna aux Hessois d'avancer & de commencer l'attaque; mais

mais voyant qu'ils s'y refusoient, & étant informé qu'un parti de Rebelles venoit par derriere, il crut qu'il étoit de sa prudence d'éviter une action; &, en conséquence, il se retira à Princetown. Le Général Washington le suivit avec une partie de son armée; Cornwallis continua sa marche jusqu'à Brunswick, par un chemin au Sud de Kingston où les Rebelles après avoir rompu le pont entre Princetown & Kingston, se posterent dans un pays avantageux. Toutes les troupes que nous avions cantonnées sur la route de Rotdentown & à Burlington furent aussitôt rappelées. Elles essuyerent de vives escarmouches dans leur retraite, mais leur perte principale a consisté dans leurs munitions, bagage, provisions, &c.

Il faut convenir que les Rebelles se sont comportés de maniere à nous donner d'eux une opinion très-différente de celle que nous avions prise si généralement jusqu'à ce moment-là; & malheureusement nous ne sommes que trop fondés à penser différemment aussi sur le compte des Hessois & de quelques autres troupes étrangères. Il est certain que le Congrès n'a négligé aucun moyen pour les débaucher: qu'ils ont mis bas les armes à la premiere attaque, & n'ayant eu que sept hommes tués: qu'ils ont été reçus à Philadelphie plutôt comme amis que comme en-

CLXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
nemis ; qu'ils & ont marché dans les principales rues de Philadelphie, tambour battant & drapeaux déployés.

Voilà ce qu'on dit d'eux généralement. On ajoute (& cela est très-vraisemblable) que le Congrès leur a fait sur le champ une concession de terres. Je ne vous arrêterai point par des reflexions sur ce système politique du Congrès ; mais je vais continuer mon récit jusqu'au moment où nous sommes & vous faire part de notre véritable situation, qui peut donner à penser au Ministère même. Le Général Washington trouvant le Lord Cornwallis posté avantageusement à Brunswick, tourna au Nord, & traversant la rivière Rariton à quelques milles au-dessus, s'empara, après une marche forcée, d'Elisabeth-Town & de Paulus-Kook, ne laissant à notre armée aucun moyen de se joindre à nous dans l'Isle de New-York, qu'en se faisant un passage à travers celle des Rebelles, qui s'accroît prodigieusement, ou en se retirant par le chemin d'Amboi & de l'île des Etats ; mais je crains bien que la rigueur de la saison ne rende, sous peu de jours, cette dernière route impraticable. Pendant ce tems là les Rebelles tirant avantage de la situation de nos affaires, se sont établis au poste de Kingsbridge & ils nous menacent de ce côté-là. On dit que les troupes qui sont à Rhode-Island ont ordre de venir à notre secours.

Les Habitans de cette Ville ( de New-York ) sont dans la plus grande détresse. Le beurre vaut ici 4 s. sterl. ( 4 l. 10 s. tournois ) la livre, & les autres articles en proportion. Ceux qui sont venus à New-York en dernier lieu pour jouir du bénéfice de la proclamation, cherchent actuellement à s'évader ; & ils aiment mieux se remettre sous la domination du Congrès, que de rester où ils sont. Nous n'avons point eu de nouvelles du Canada depuis quelque tems. Les dernières que nous avons reçues de la Nouvelle Ecosse, nous annoncent que malgré l'échec que les Habitans de la Nouvelle Angleterre ont essuyé au fort Cumberland, cette Province ( la Nouvelle Ecosse ) étoit dans un état très-inquietant en ce que ses Habitans avoient été fondés par les Emissaires du Congrès, & que de 70 vaisseaux de transport qui avoient appareillé d'Europe l'Automne dernière pour Quebec, aucun n'étoit arrivé ; qu'on savoit que plusieurs avoient été pris par les Corsaires Américains, que cinq ou six avoient relâchés à la Nouvelle Ecosse, & que le reste devoit s'en être retourné ou avoir éprouvé un sort plus malheureux. Le fleuve Saint Laurent a été pris par les glaces l'Automne dernière, beaucoup plutôt qu'il ne l'avoit été depuis plusieurs années. Je n'ajouterai rien à ces détails déjà assez longs & qui donnent matière aux plus sombres réflexions. Mais

clxviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
comme vous pouvez conclure qu'on s'est bien  
mal comporté ici & qu'on y a fait de lourdes  
fautes, je conviens que nous tirons les mêmes  
conséquences, & quoique les recriminations  
ne pussent qu'augmenter plutôt que de di-  
minuer, cependant c'est principalement parmi  
certaines personnes élevées en grade & les  
différents corps. On donne de grands torts  
au Général Grant. Nous craignons beaucoup  
pour l'armée de Cornwallis, parce qu'on dit  
que le Général Washington a 15 000 hommes  
entre Brunswick & Paulus-Hook, & que les  
troupes de Cornwallis doivent être extrême-  
ment fatiguées d'une marche de trente  
milles par jour qu'elles ont faites pendant  
deux jours de suite dans leur retraite de  
Trenton & Burlington, ayant été obligées  
de prendre un long circuit. On dit par-  
tout que le Congrès attend d'Europe un cer-  
tain nombre de vaisseaux de force au com-  
mencement du Printems, pour lui donner  
du secours. Ces vaisseaux lui assureront la  
supériorité sur la mer, qui est déjà couverte  
de ses Corsaires. Si ce secours arrive avant  
que nous recevions du renfort, la querelle  
fera bientôt terminée.

*Délibération du Cabinet, concernant la maladie  
de Milord North.*

Il y a quelques jours que les amis du

Lord North discouroient entr'eux sur sa santé. Dans ces premiers moments on cherchoit ce qui pouvoit lui avoir causé cette maladie. Les uns disoient que c'étoit une goutte remontée : d'autres des vapeurs ; quelques uns du dégoût. Il arriva un bulletin qui fixa l'attention de tous les assistans & dont voici le contenu. » La faculté , assemblée chez Milord , en grande consultation , a décidé , après avoir profondément médité sur sa maladie & d'une voix unanime , que ce n'étoit autre chose qu'une *fièvre de Jersey* & de la maligne espece. Une consternation générale saisit l'assemblée : enfin on prend le parti de tenir Comité. Un de ces Messieurs y ayant exposé , que la maladie avoit été apportée par les dernières dépêches reçues du Chevalier Howe , dans lesquelles étoit contenu un paquet particulier du Lord Cornwallis , datté de Brunswick , où l'on fait que la fièvre en question fait le plus de ravages , le Secrétaire d'Etat de l'Amérique ( le Lord George Germaine ) proposa aussitôt d'assujettir tous les bâtimens venans de New-York avec quelques dépêches ou lettres des Jerseys , à faire une quarantaine de quatre semaines devant les ports de Falmouth , Plymouth , Portsmouth ou Douvres , & il se chargea d'expédier cet ordre , en y ajoutant que lescdites dépêches seroient ouvertes & mises à l'air tous les jours sur le tillac , jus-



## CLXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qu'à ce que tous les miasmes contagieux fussent entièrement évaporés. Ce Lord reçut les complimens, de toute l'assemblée, pour avoir imaginé cet infallible moyen d'empêcher la communication d'une maladie aussi dangereuse.

D'après cet arrêté du Cabinet, il est très-vraisemblable qu'on ne recevra point de nouvelles des Jerseys avant le premier Avril.

### AU LORD MAIRE.

MILORD,

TROUVEZ - BON que je vous adresse, par la voie des Gazettes, une copie de la lettre ci jointe, écrite du Comté de Hampshire, relativement au traitement qu'éprouvent actuellement quelques-uns des prisonniers Américains qui sont en Angleterre, en vous observant en même temps que personne n'est plus éloigné que moi de toute censure mal fondée, ainsi que de tout esprit de parti. Mais je pense que les faits que contient cette lettre méritent la plus grande publicité. Je dis les *faits* parce que celui qui les avance est un homme digne de foi, qui a été sur les lieux, & qui a pris ses informations avec tout le soin possible. Ceux qui sont le plus en droit de le contredire sont priés de n'y pas manquer, & on leur en fait le défi. Pour moi, je n'ai d'autre but que de

faire remarquer l'imprudence d'une telle conduite, sur-tout dans un tems où il y a tant d'Anglois prisonniers chez les Américains.

*Extrait d'une lettre d'un particulier du Comté de Hampshire, datée du 23 Février, & adressée à un ami à Londres.*

» JE ne finirai point ma lettre sans vous donner quelques détails sur les prisonniers Américains qui sont à Portsmouth, & aux environs. Le Capitaine Clarke de Newbury, & le Capitaine Chase de la Providence sont du nombre, & ce sont en vérité de très-honnêtes gens. Le dernier, après avoir été dépouillé de tout ce qu'il avoit sur lui, a été mis aux fers, & il y est resté si longtems qu'il en étoit presque perclus. On l'avoit d'abord transporté à bord d'un des vaisseaux du Roi, où on lui a fait faire le service de simple matelot. Plusieurs autres dont j'ignore le nom sont également sur des vaisseaux de guerre, & aux fers; l'un d'eux, qui est Capitaine, a été rudement fouetté. On donne à six d'entr'eux la portion de quatre matelots ordinaires. Tous ceux qui ont été faits prisonniers dans le premier bâtiment corsaire qui a été conduit en Angleterre, ont été envoyés aux Indes Orientales, sur un vaisseau de guerre, & sans doute on n'entendra plus parler d'eux. Ce traitement est d'autant plus

clxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
barbare qu'ils ont tous femmes & enfans à  
Boston, qui y périront de misere. Avant  
qu'on les eût poussés à bout par les der-  
niers outrages qu'on leur a fait essuyer, tous  
ces gens-là étoient dévoués au Gouverne-  
ment. Ils représentent qu'on les a réduits à  
la cruelle alternative, ou de se faire corsaires,  
ou de périr de besoin avec leurs familles,  
puisque la Métropole leur a retiré toute pro-  
tection, & qu'elle a fait la guerre indistincte-  
ment à l'innocent comme au coupable.  
Dans de telles circonstances, ils se sont donc  
cru autorisés à pourvoir eux-mêmes à leur  
subsistance, & ils ont cru que le besoin de  
vivre les autorisoit à user de représailles. Si  
comme on le dit ici, ils ont été trompés par  
leurs Chefs, ils meritent quelque compassion;  
& ils ont droit à un traitement moins sé-  
vere. »

» Les prisonniers Américains faits en Ca-  
nada, & amenés ici, ont tous été envoyés  
comme soldats sur la côte de Guinée. O An-  
glois, êtes-vous Chrétiens? êtes-vous hom-  
mes? »

» CONVAINCU, Milord, de votre équité  
& de votre bienveillance pour tous vos Com-  
patriotes sans exception, j'ai cru devoir vous  
faire parvenir cette lettre, & vous protester  
que je n'ai rien plus fortement à cœur que  
le vrai honneur, & la gloire de l'Empire Bri-  
tannique. »

Je suis, &c.

Signé *Humanitas*,

ON

ON peut compter sur l'authenticité de l'anecdote suivante. Le Gouverneur Johnstone étant à Edimbourg, & apprenant que M. Hume étoit très mal, il alla le voir, & en entrant dans sa chambre il lui dit : « voulez-vous donner la main à un Américain rebelle ? Bien volontiers, repliqua M. Hume, & même je la ferrerai ; & ensuite il lui adressa ces paroles remarquables : » Suivez le plan de conduite que vous avez adopté ; que rien au monde ne vous empêche de persévérer à vous opposer à toutes les mesures du Gouvernement contre l'Amérique. Je vois d'avance les malheurs infinis qui naîtront chaque jour de ces discussions. Si les armées Angloises sont défaites, c'en est fait du commerce de l'Angleterre & de son crédit. Si vous soumettez l'Amérique, votre constitution & vos privilèges seront anéantis. Les armées qu'il faudra toujours tenir sur pied pour conserver une conquête aussi étendue, mettront une trop forte balance de pouvoir entre les mains de la Couronne. Ecoutez ce que je vous dis comme la prière d'un homme mourant, qui aime sincèrement son pays & les hommes. »

On a reçu ici une lettre du Docteur Franklin, qui finit par cette phrase remarquable : « vous souhaitez de faire votre paix avec l'Amérique : & vous avez raison. Mais vous voulez l'avoir sur le pied d'une soumission absolue : prenez donc patience ».

Les pardons signés & scellés , que M. Tryon distribue dans son Gouvernement de la Nouvelle-York , sont devenus , pour ce pays , une nouvelle branche de commerce. Ceux qui se les font délivrer les vendent à des Rebelles qui ont des affaires à suivre dans les parties occupées par les troupes du Roi , où ils viennent librement avec cette sauve-garde. Ils se vendoient d'abord jusqu'à cinq shellings , & l'appât de ce gain faisoit affluer les *repentans* aux portes de M. Tryon. Mais la marchandise étant devenue vile par la quantité , ils circuloient dans les environs de New-York & jusques dans la Nouvelle Angleterre , en Janvier , pour le modique prix de deux liards la piece ; & on assure que les Emissaires du Gouvernement les rachètent pour empêcher qu'on n'en tapisse les chambres , ou qu'ils ne soient encore plus indignement profanés.

Nos Gazettes Ministérielles annoncent qu'il vient un grand nombre de Rebelles à la ville de New-York , pour recevoir le bénéfice de la proclamation ; mais elles ne citent point un seul homme de marque , un seul habitant connu par sa fortune & son crédit.

Les trois régimens Hessois pris par les Américains n'avoient-ils ni armes , ni munitions , ni provisions d'aucune espece ? Toutes les fois que le Chevalier Howe s'est emparé d'un baril de goudron vuide , de quelques vieilles ferrailles , d'une mauvaise échelle ou d'une bêche ,

la Gazette de la Cour n'a pas manqué de nous instruire d'un si glorieux succès, & d'exalter la valeur de ses troupes. Mais la perte des munitions du Commissaire, de six pieces de campagne de fonte, d'une grande quantité de poudre & de boulets, de la caisse militaire, des habillemens, des bagages, des charriots, &c. &c. &c. Tous ces articles sont des miseres qui ne valent pas la peine d'être annoncées au public.

La Gazette apporte une attention minutieuse à rapporter nos avantages, il faut en convenir, mais elle ne se pique pas de la même exactitude en parlant de nos pertes.

Le feu Duc de Cumberland étant entré un jour dans la salle du dessein à la Tour, aperçut un Artiste très-occupé à dessiner un plan de la bataille de Losfeldt. Ce Prince loua l'ouvrage, mais il désira qu'on changeât le nom de *bataille* en celui d'*affaire*, parce que, dit-il, nous avons eu le dessous dans cette occasion. Depuis ce tems nos Ministres ont toujours appelé une défaite une affaire.

On assure bien positivement que les extraordinaires de la guerre de l'année dernière, pour lesquels il a été voté un million, montent au moins à 2,650,000 l.; que l'excédant est payé par des billets d'artillerie, & des débentures de l'armée, & que bientôt le poids de cette charge se sera décuplé. On convient à présent que le Lord North au-



## CONSTITUTION

DU NOUVEAU JERSEY (a).

COMME toute l'autorité constitutionnelle que les Rois de la Grande - Bretagne ont jamais possédée sur les Colonies, ou sur leurs autres Domaines, étoit émanée du peuple, & tenue de lui, en vertu d'un contrat pour l'avantage commun de la société entière; il s'en suit que l'obéissance d'un côté, & la protection de l'autre sont deux obligations réciproques, également dépendantes l'une de l'autre, en sorte que le lien de l'une est rompu, par cela seul que l'autre est refusée ou retirée.

Et puis que Georges III, Roi de la G. B., a retiré sa protection aux bons peuples de ces Colonies, & que par son consentement à plusieurs actes du Parlement Britannique, il a entrepris de les assujettir à la domination absolue de ce Corps; qu'il leur a même

---

(a) On n'a joint à cette traduction que très-peu de notes, & l'on n'y a point répété celles qui ont été imprimées dans les Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique, N.º XVII, p. lx & suivantes, avec la Constitution de Pensylvanie, à laquelle le lecteur pourra recourir.



fait la guerre la plus cruelle & la plus dénaturée, sans autre cause que leur fermeté à soutenir leurs justes droits ; toute obligation d'obéissance & de fidélité a donc nécessairement cessé, & la dissolution du Gouvernement s'en est suivie dans chacune des Colonies.

Et comme dans la situation déplorable où sont actuellement ces Colonies, exposées à la fureur d'un ennemi cruel & inexorable, il est absolument nécessaire qu'il y ait une forme de Gouvernement, non-seulement pour le maintien du bon ordre, mais encore pour unir plus efficacement le peuple, & le mettre en état d'employer toutes ses forces à sa propre défense indispensable ; *L'honorable Congrès Continental*, Conseil suprême des Colonies Américaines ayant averti celles de ces Colonies qui ne s'étoient pas encore mises en mesure, qu'il étoit tems que chacune respectivement se choisît & adoptât la forme de Gouvernement qui lui paroîtroit la plus propre à faire son bonheur & sa sûreté particulière, & à assurer le bien-être de l'Amérique en général :

Nous, les Représentans de la Colonie du nouveau Jersey, élus de la manière la plus libre par les Comtés assemblés en Congrès, Nous avons, après mûre délibération, arrêté une *Déclaration de droits, en forme de Charte*, & la *forme de Gouvernement* telle qu'elle est exposée dans tous les articles suivans.

## CLXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

### *Section premiere.*

LE Gouvernement de cette Province résidera dans un Gouverneur, un Conseil législatif, & une Assemblée générale.

### *Section seconde.*

LESDITS Conseil législatif & Assemblée générale feront choisis, pour la premiere fois, le second mardi du mois d'Août prochain: leurs Membres seront au nombre, & auront les qualités mentionnées ci-après; & ils seront & demeureront revêtus de tous les pouvoirs & de toute l'autorité qui doivent désormais appartenir au Conseil législatif & à l'Assemblée générale de cette Colonie jusqu'au second mardi d'Octobre de l'année de Notre Seigneur mil sept cent soixante & dix-sept.

### *Section troisieme.*

LE second mardi d'Octobre annuellement, & ainsi chaque année à perpétuité (avec faculté de s'ajourner d'un jour à l'autre s'il en est besoin) les différens Comtés choisiront, chacun pour soi, une personne pour être Membre du Conseil législatif de cette Colonie: il faudra que le sujet élu soit & ait été habitant & franc-tenancier dans le Comté

pour lequel il sera choisi, pendant l'année entière qui précédera immédiatement l'élection, & qu'il soit riche au moins de mille livres, argent de proclamation, (a) en biens réels & personnels dans le même Comté. Chaque Comté élira aussi en même temps trois Membres pour l'Assemblée; & personne ne pourra obtenir le droit de siéger dans ladite Assemblée, à moins d'être & d'avoir été pendant l'année entière qui précédera immédiatement l'élection, habitant dans le Comté qu'il doit représenter, & à moins de posséder dans ce même Comté des biens réels & personnels de la valeur au moins de cinq cents livres argent de proclamation.

Le second mardi après le jour de l'élection, le Conseil & l'Assemblée générale s'assembleront séparément, & le consentement des deux Chambres sera nécessaire pour toutes les loix. La présence de sept Membres suffira pour mettre le Conseil en activité, & aucune loi ne passera dans les deux Corps qu'à la pluralité des suffrages des Membres actuellement présens & consentans.

Si dans la suite une majorité des Représentans de cette province, dans le Conseil

---

(a) Une proclamation donnée sous le regne de la Reine Anne en l'année 1709, a fixé le taux de l'argent des Colonies à trente-trois un tiers pour cent plus haut que celui de la Grande-Bretagne; ainsi cent livres sterling d'Angleterre, valent en Amérique cent trente-trois livres & un tiers.

clxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
& dans l'Assemblée générale réunis, jugent  
équitable & convenable d'augmenter ou de  
diminuer le nombre, ou de changer pour  
un ou plusieurs Comtés de cette Colonie  
la proportion des Membres de l'Assemblée  
générale, ces changemens tendans à établir  
plus d'égalité dans la représentation, pour-  
ront être faits légitimement, nonobstant  
ce qu'il peut y avoir de contraire dans la  
présente Chartre; pourvû cependant que le  
nombre total des Représentans dans l'As-  
semblée générale ne soit jamais moindre que  
trente-neuf.

#### *Section quatrième.*

Tous les habitans de cette Colonie, d'un  
âge compétent, qui y posséderont cinquante  
livres, argent de proclamation, de bien clair,  
& qui auront résidé dans le Comté, où ils  
prétendront droit de suffrage, pendant les  
douze mois qui auront immédiatement pré-  
cédé l'élection, auront le droit de voter  
pour l'élection des Représentans dans le Con-  
seil & dans l'Assemblée générale, ainsi que  
de tous les autres Officiers publics qui se-  
ront élus par la totalité du peuple du Comté.

#### *Section cinquième.*

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, en commen-  
çant ses Séances, aura le pouvoir de choi-

sur son Orateur & ses autres Officiers, de juger des qualités & de la validité des élections de ses Membres, de régler les séances par ses propres ajournemens, de préparer les Bills qui doivent passer en loix, & d'autoriser son Orateur à la convoquer toutes les fois que quelque circonstance extraordinaire l'exigera.

### *Section sixieme.*

LE Conseil aura aussi le pouvoir de préparer les Bills qui devront passer en loix : il aura tous les mêmes droits & pouvoirs que l'Assemblée générale, & fera à tous égards une branche libre & indépendante de la législation de cette Colonie ; excepté cependant qu'il ne pourra ni préparer les Bills d'imposition, ni même y rien changer, ce droit devant appartenir privativement & par privilege à l'Assemblée générale.

Le Conseil sera convoqué de tems en tems par le Gouverneur ou par le Vice-Président, mais il devra l'être toutes les fois que l'Assemblée générale siégera ; & en conséquence l'Orateur de la Chambre de l'Assemblée, aussitôt après ses ajournemens, donnera avis au Gouverneur ou au Vice-Président du tems & du lieu auxquels la Chambre se fera ajournée.

*Section septieme.*

LE Conseil & l'Assemblée à leur premiere Séance, après chaque élection annuelle, éliront à la pluralité des voix une personne sur toute la Colonie, pour être Gouverneur pendant un an; le Gouverneur sera toujours Président du Conseil, & aura la voix prépondérante dans ses délibérations. Le Conseil tout seul choisira ensuite parmi ses Membres un Vice-Président, qui agira comme tel dans l'absence du Gouverneur.

*Section huitieme.*

Le Gouverneur, (& en son absence le Vice-Président du Conseil, le suppléera dans toutes ses fonctions,) aura la Puissance exécutive, sera le Chancelier (a) de la Colonie, & le *Général ordinaire & subrogé* (b): il

---

(a) C'est-à-dire qu'il tiendra la *Cour d'Equité*, comme la tient le Chancelier de la Grande-Bretagne. Cette Cour connoît de certaines affaires qui, par leur nature, semblent exiger du Juge une plus grande sagacité; la procédure y est différente de celles observées dans les autres Cours, &, outre les loix qui servent de base à ses décisions, elle se regle aussi sur une Jurisprudence formée par la suite des décisions antérieures. La *Cour d'Equité* ne connoît que d'affaires civiles.

(b) Ce titre dont la traduction ne peut pas présenter une idée nette signifie que le Président aura le

## ET DE L'AMÉRIQUE. clxxxv

fera aussi Général & Commandant en chef de l'armée; trois ou un plus grand nombre des Membres du Conseil formeront un Conseil privé que le Gouverneur consultera dans tous les tems.

### *Section neuvieme.*

LE Gouverneur & le Conseil, dont sept Membres seront un nombre suffisant pour lui donner l'activité, seront comme ils l'ont été jusques à présent, la *Cour d'appel* en dernier ressort dans tous les procès; & ils auront le droit de faire grace aux criminels, après la condamnation, pour tous les cas de trahison, de félonie ou autres crimes.

### *Section dixieme.*

LES Capitaines & tous les autres Officiers de grade inférieur dans la Milice, seront choisis par les Compagnies dans leurs Comtés respectifs; mais les Officiers généraux, ou des Etats majors seront nommés par le Conseil & l'Assemblée.

### *Section onzieme.*

LE Conseil & l'Assemblée auront le pou-

---

pouvoir de donner des lettres d'administration, *Voy.* la note de la Constitution de Pensylvanie; p. cviii.



clxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
voir d'ordonner le grand sceau de cette Colonie, lequel sera sous la garde du Gouverneur, & en son absence du Vice-Président du Conseil, pour en être usé par eux quand il en sera besoin; & ce sceau s'appellera le *Grand Sceau de la Colonie du Nouveau Jersey.*

*Section douzieme.*

LES Juges de la Cour suprême de Justice garderont leurs Offices pendant sept ans: les Juges de la Cour des Plaids-Communs, dans les les différens Comtés, les Juges de Paix, les Clercs de la Cour suprême, les Clercs des Cours inférieures, (des Plaids-Communs & Sessions de Trimestre,) le Procureur général & le Secrétaire provincial ne garderont les leurs que cinq ans, & le Trésorier provincial ne sera qu'un an en place. Tous ces Officiers seront nommés, chacun en particulier, par le Conseil & par l'Assemblée dans la maniere exposée ci-dessus, & recevront leurs Commissions du Gouverneur, ou, en son absence, du Vice-Président du Conseil. Bien entendu que chacun desdits Officiers en particulier pourra être nommé de nouveau à l'expiration de chaque terme respectivement fixé; & que chacun desdits Officiers pourra être destitué lorsqu'il sera jugé coupable de mauvaise conduite par le Conseil, sur une accusation intentée par l'Assemblée.

*Section seizieme.*

LES habitans de chaque Comté, ayant droit de suffrage en vertu des conditions exposées ci-dessus, éliront chaque année dans les lieux & dans les tems marqués pour l'élection des Représentans, un Sheriff, & un ou plusieurs Coroners; & ils pourront réélire la même personne pour chacun de ces Offices, jusqu'à ce qu'elle les ait remplis pendant trois ans, mais jamais plus longtems; après quoi il faudra qu'il se passe un intervalle de trois années avant que la même personne puisse être réélue. Lorsque l'élection aura été notifiée au Gouverneur & au Vice-Président par le ministère de six Francs-tenanciers du Comté pour lequel elle aura été faite, les Officiers élus recevront immédiatement leurs Commissions pour entrer en exercice de leurs Offices respectifs.

*Section quatorzieme.*

Les districts des Villes se choisiront respectivement des Connétables dans leurs assemblées de ville annuelles pour l'élection des autres Officiers; ils choisiront en outre trois Francs-tenanciers, ou même un plus grand nombre, gens capables & de bonne réputation, pour recevoir & juger définitivement les appels relatifs aux assiettes in-

clxxxviiij AFFAIRES DEL'ANGLETERRE  
justes d'impositions; ces Commissaires aux  
appels tiendront leurs séances dans le tems  
ou dans les tems qu'ils jugeront convena-  
bles, & le peuple en sera instruit à l'avance  
par des avertissement publics.

### *Section quinziesme*

LES Loix de cette Colonie commenceront par la formule suivante; *Qu'il soit statué par le Conseil & l'Assemblée générale de cette Colonie : & il est ici statué par leur autorité.* Toutes les Commissions données par le Gouverneur ou le Vice-Président, commenceront aussi par cette autre formule: *La Colonie du Nouveau Jersey, à N. N. Salut :* tous les actes publics se feront au nom de la Colonie; & toutes les plaintes se termineront par ces mots: *Contre la paix de la Colonie: contre son Gouvernement & sa dignité.*

### *Section seiziesme.*

Tous les criminels seront admis, pour les témoins & pour les conseils, aux mêmes privilèges dont leurs poursuivans jouiront & auront droit de jouir.

### *Section dix-septiesme.*

LES biens de ceux qui se détruiront eux-mêmes ne seront pas confisqués en consé-

quence de ce crime, mais ils passeront aux personnes qui les auroient dû recueillir si la mort eût été naturelle; & les choses qui pourront occasionner accidentellement la mort de quelqu'un ne seront plus désormais réputées *acquises à Dieu*, (a) & ne seront plus sous aucun prétexte confisquées à raison de ce malheur.

### *Section dix-huitieme.*

AUCUNE personne dans cette Colonie ne pourra jamais être privée de l'ineestimable privilege d'adorer le Dieu Tout-Puissant de la maniere qui lui est dictée par sa propre conscience, ni forcée sous aucun prétexte de se rendre dans les lieux où l'on pratique un culte contraire à sa foi & à son jugement; & personne dans cette Colonie ne pourra être obligé de payer des dixmes, des taxes ou d'autres contributions quelconques, pour l'édification ou la réparation des églises, ou pour soudoyer les Ministres d'une Religion qu'il ne croit pas la véritable, & qu'il ne s'est pas engagé à pratiquer volontairement de propos délibéré.

---

(a) Autrefois en Angleterre l'épée dont on s'étoit servi pour tuer un homme, le charriot qui l'avoit écrasé, toute chose en général qui avoit contribué à la mort de quelqu'un étoit confisquée au profit de l'Eglise; à la réformation les Seigneurs se sont emparés de ce droit qui s'exerce encore dans la Grande-Bretagne.

*Section dix-neuvieme.*

IL n'y aura point dans cette province d'établissement d'aucune Secte particuliere de Religion par préférence à une autre; & aucun Protestant, habitant dans cette Colonie, ne pourra être privé de la jouissance d'aucun droit civil par le seul motif de ses principes religieux; mais toutes personnes professant la croyance de quelque Secte protestante que ce soit, qui se conduiront bien & ne troubleront point le Gouvernement tel qu'il est ici établi, pourront être élues pour tous les emplois, soit lucratifs soit de pure confiance, être choisies Membres de l'une ou de l'autre Chambre de Législation, & jouiront pleinement & librement de tous les privileges & de toutes les immunités dont jouissent tous les autres sujets de ce Gouvernement (a).

*Section vingtième.*

Afin que les Corps législatifs de cette Colonie puissent être, autant qu'il est possible, à l'abri de tout soupçon de corruption, aucun des Juges des Cours supérieures, des

---

(a) On voit par cette Section que les Catholiques Romains à qui la Section précédente laisse le libre exercice de leur Religion, sont privés de tous les Emplois. La Constitution de Pensylvanie a été plus juste & plus impartiale.

Sheriffs, ni aucunes autres personnes revêtues de quelque emploi lucratif sous l'autorité du Gouvernement, excepté les Juges de paix, ne pourront être élus Membres de l'Assemblée générale; & même pour ces derniers, leurs Offices seront déclarés vacans aussitôt qu'ils auront été élus, & qu'ils prendront leur séance dans l'Assemblée.

*Section vingt-unième.*

Toutes les Loix de cette Province contenues dans l'édition qui en a été publiée dernièrement par M. Allinson, excepté celles qui seront incompatibles avec la présente Charte, seront & demeureront en pleine vigueur, jusqu'à ce qu'elles aient été changées par l'autorité législative, & elles seront exécutées dans tous les points par tous les Officiers civils ou autres, & par tout le bon Peuple de cette Colonie.

*Section vingt-deuxième.*

*La loi commune d'Angleterre, aussi bien que la loi des statuts, (a) demeureront aussi*

(a) On appelle Loi Commune en Angleterre, le Corps de Loix qui a été rédigé d'après des usages anciennement établis; ce qui répond au Droit Coutumier de France.

La loi des Statuts, est le corps des loix faites par la puissance législative depuis qu'elle a pris une forme régulière.

CXCXIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
en vigueur , telles qu'elles ont été pratiquées  
jusqu'à présent dans cette Colonie ; jusqu'à  
ce qu'elles aient été changées par une loi  
future de l'autorité législative , à l'exception  
aussi des parties qui contrarieroiént les droits  
& privilèges contenus dans la présente chartre :  
& le droit inestimable de la procédure par  
Jurés , sera & demeurera confirmé comme  
une partie de la loi de cette Colonie qu'on  
ne pourra jamais changer.

*Section vingt-troisième.*

Toute personne qui aura été élue de la  
maniere ci-dessus prescrite , pour être Mem-  
bre du Conseil législatif , ou de l'Assemblée  
générale , devra faire , avant de prendre sa  
séance dans l'une ou l'autre de ces Cham-  
bres , le serment ou l'affirmation suivans :

*Je N. déclare solennellement que comme Mem-  
bre du Conseil législatif (ou de l'Assemblée gé-  
nérale , suivant le cas) de la Colonie du nou-  
veau Jersey , je ne consentirai à aucune loi ,  
à aucune résolution , à aucun acte qui me pa-  
roisse nuisible au bien public de cette Colonie ,  
ou dont l'effet puisse être l'abrogation ou l'alté-  
ration de la partie de la troisieme section de la  
Chartre de cette Colonie , qui établit que les élec-  
tions des Membres du Conseil législatif & de  
l'Assemblée seront annuelles ; non plus que de la  
partie de la vingt-deuxieme section de ladite  
Chartre , qui regarde la procédure par Juré ; &  
que je ne consentirai non plus à rien qui ait pour*  
*but*



ET DE L'AMÉRIQUE. CXCXIIJ

but d'abroger ou d'altérer aucunes parties de la dix-huitième & dix-neuvième sections de la même Charte. Toutes personnes élues, comme il a été dit ci-devant, sont par la présente Constitution, autorisées à demander ledit serment ou ladite affirmation auxdits Membres & à la recevoir d'eux.

Mais il est déclaré, & c'est la véritable intention du Congrès, que s'il y avoit une réconciliation entre la Grande-Bretagne & ces Colonies, & que les dernières rentrassent de nouveau sous la protection & le Gouvernement Britannique, la présente Charte sera nulle, & comme non avenue; mais dans le cas contraire elle sera fermement & inviolablement établie.

En Congrès Provincial du Nouveau Jersey, à Burlington, 2 Juillet 1776. Par ordre du Congrès.

Signé Samuel Tucker, Président.

F I N.

A LOCCASION de la réserve relative à une réconciliation éventuelle avec la Grande-Bretagne, & qui termine l'article vingt-troisième & dernier, il est à propos que vous observiez, Monsieur, que le Congrès général n'avoit point encore publié le fameux acte d'indépendance auquel les treize Etats-unis ont donné sur le champ leur adhésion. Il

N.<sup>o</sup> XIX.

r

#### CXCXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

n'a plus été question d'accommodement d'aucune espèce depuis le 4 Juillet, époque de cette grande révolution; & dans tous les actes postérieurs les Américains se sont montrés fermement résolus à ne plus traiter avec l'Angleterre que sur le pied de l'égalité, comme Peuples séparés & libres, en lui signifiant même qu'il n'y avoit point de tems à perdre. C'est ce que vous avez pu remarquer dans la réponse de M. Franklin à la lettre du Lord Howe.

Il m'est parvenu, Monsieur, quelques détails non suspects sur les affaires du 25 Décembre & du 3 Janvier dans cette même province. Ils ne sont point fort connus ici quoique ces événemens aient déjà tant exercé la plume des Ecrivains des deux partis. Comme il paroît que le nouveau Jersey sera pendant tout cet hyver le théâtre de la guerre & que c'est vers ce point aussi que doivent se porter tous les efforts offensifs & défensifs, qui décideront du sort de la Pensylvanie qui est le centre des treize Etats-unis, je crois qu'il ne faut négliger aucune des connoissances certaines qu'on peut obtenir sur les actions qui s'y sont données. Je commencerai par vous dire un mot de la topographie de cette Province, pour que vous suiviez d'autant mieux le fil des événemens.

Le Nouveau - Jersey est divisé en Oriental & Occidental: c'est ce qui le fait appeller par les Américains les *Jerseys*. Perth-

Amboy est la capitale du Jersey Oriental, & Burlington de l'Occidental. Amboy est agréablement situé sur une pointe de terre entre la rivière Rariton & la rivière d'Amboy, & sur la baie de Newark spacieuse où tiendroient cinq cents vaisseaux. C'est dans cette ville que le Gouverneur pour le Roi faisoit sa résidence, & les Assemblées ou Etats se tenoient alternativement à Amboy & à Burlington. Amboy contient environ deux cents maisons. Il y a un beau corps de casernes pour trois cents hommes, une Eglise protestante & une Douane.

Les Jerseys confinent au Nord avec la Province de New-York : ils sont bornés à l'Ouest par la Pensylvanie, au Sud par le Maryland & à l'Est par l'Océan : leur longueur est du Nord au Sud d'environ 140 milles (48 lieues) & leur largeur Est & Ouest de 60 milles (20 lieues). Il y a beaucoup de collines, de vallées & de rivières, & plusieurs larges bayes, le tout enfermé entre les rivières de Hudson & Delavare. Les rivières les plus remarquables sont celles de Rariton, de Posaik & d'Amboy, & ses plus larges bayes celles de Newark & de New-York.

Les Jerseys produisent beaucoup de grains, ainsi que du chanvre, des pâturages & du maïs. Ils sont distribués en onze Comtés, dans lesquels sont répandues plusieurs petites bourgades ; Le nombre total des habitans n'est gueres que de cent mille.

# **CXCXVj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**

Amboy est situé à l'embouchure de la rivière Rariton, vis-à-vis de la pointe méridionale de l'Isle de Staten. Brunswick est enfoncé de quatre lieues dans le Jersey. — La pointe Septentrionale de l'Isle Staten fait face à Elisabeth Town qui a été repris par les Américains ainsi que Newark, Hakinack & Chatham qui sont dans cette partie. Ils occupent aussi Woodbrige; mais l'armée du Roi tient la communication entre Brunswick & Amboy. De Brunswick à Trenton il y a trois stations occupées par les Américains : ce sont celles de Kingston, de Princeton & de Maidenhead. (C'est la route de Philadelphie à New-York de l'Ouest à l'Est, en remontant : les distances sont marquées p. ccx, N.º XV, Gazette Patriotique du 21 Janvier.) Ne perdez pas de vue cette route. Ce sera le moyen de reconnoître la plupart des autres lieux que je vous désignerai par le Midi & le Nord relatifs. Par exemple, Pennington est au Nord, ainsi que la rivière Rariton, & Roundbrook situé sur cette rivière. Au midi de cette route sont les lieux appelés Burdenton sur la Delavarre ainsi que Burlington qui est plus Sud & au-dessous d'Airston. Allenton & Crosswick sont sur la même ligne Est & Ouest que Burlington. Mount-holly & Haddonfield sont sur la petite rivière d'Ancoos, plus Sud encore, Cette rivière se jette dans la Delavarre. Moriston est plus au Sud allant vers Philadelphie. C'est

le poste occupé par Washington. Gloucester sur la Delavarre est tout vis-à-vis de Philadelphie & au-dessous ; la rivière y est très-large. Cranbury est sur la route de Burlington à Amboy, au Sud & par la hauteur de Princeton. Somerset est sur une rivière qui se jette dans celle de Rariton Sud & Nord. Hillsborough est auprès de Brunswick : Pleckamin sur la route de Somerset à Morristown. Amboy & Brunswick & leur communication étoient les deux seuls postes que l'armée du Roi occupât dans les Jerseys à la date de la lettre que vous allez lire. Le Bac de Cooper est en face de Philadelphie. Ces positions combinées avec les marches, vous seront de quelque secours pour suivre & juger, mêmes sur les cartes les plus imparfaites, les opérations de la campagne d'hiver des Américains, soit d'après la relation que vous allez lire, soit d'après celles qui vous seront données par les Gazettes.

*Extrait d'une lettre écrite à un Bourgeois d'Em-bden par un Membre du Congrès, & datée de Philadelphie le 28 Janvier.*

» Je vous ai mandé dans ma dernière tous les détails de l'heureuse affaire de Trenton, dont le Congrès vient de publier une relation plus véridique que celles que la Cour de Londres est dans l'usage de donner. Je reprends ma narration au 26 Décembre lorsque nos neuf cents dix-huit prisonniers étran-

**CXCXVIII AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**  
gers eurent été amenés de notre côté du fleuve Delavarré avec leurs six pieces de trois, de fonte & doublement renforcées, leurs trois chariots de munitions, leurs neufs cents dix-huit fusils, bayonettes, cartouches & épées, leurs douze tambours & leurs quatre drapeaux. Notre Général ayant reçu quelques jours après un renfort assez considérable, il prit la résolution de consommer s'il le pouvoit son premier plan dont les glaces du fleuve avoient fait échouer une partie. Il repassa le Delavarré pour s'établir à Trenton, & en même tems il ordonna au Général Cadwalcader de traverser aussi le Fleuve à Bristol (un peu au-dessus de Burlington en Jersey, & au-dessous de Trenton) & au Général Putnam de faire sortir de Philadelphie tous les associés (volontaires) la milice & les troupes qu'il pourroit rassembler. L'ennemi avoit été prodigieusement effrayé par la surprise de Trenton; & il avoit quitté tous ses cantonnemens dans les diverses parties des Jerseys au dessous de ce poste. Il s'étoit retiré avec précipitation, prenant la route de South Amboy; mais des ordres qu'il avoit reçus à Cranbury l'avoient fait défiler vers Brunswick. Pendant ce tems là le Général Howe avoit fait partir de New-York tous les renforts qu'il avoit pu détacher; & tandis que le Général Washington ramassoit toutes ses forces à Trenton, l'en-

nemi faisoit la même chose à Brunswick. »

» Le Jeudi 2 Janvier, notre armée étoit rassemblée & les ordres du Général pour l'exécution de son plan étoient donnés, lorsqu'on apprit que le gros de l'armée ennemie s'avançoit sur Trenton pour nous attaquer. Le Général Washington détacha aussitôt une brigade aux ordres du Lord Sterling pour amuser ce corps ; & pendant ce tems là il rangea toute son armée, (à laquelle il ne manquoit que cette brigade) de l'autre côté du Pont de Trenton où il prit poste sur des hauteurs en deça de la crique qui traverse ce Village pour se jeter dans le Delavare. Ayant placé avantageusement son artillerie, il attendit dans cet état le retour de la Brigade du Lord Sterling. Celui-ci avoit rencontré l'ennemi & s'étoit battu en retraite, faisant toujours un feu très-vif, depuis une heure après midi jusqu'au soir. Arrivé à Trenton il traversa ce Village ; & l'ennemi qui le poussoit vivement lui tua près de cent hommes en faisant effort pour passer le pont à sa suite. Dès que le Lord Sterling eut gagné notre côté, nous rendîmes bien le change à l'ennemi par un feu des mieux soutenus qui lui tua au moins autant de monde & le força à se retirer en désordre. Les gardes avancées des deux armées se posterent à cent verges de distance l'une de l'autre, & on s'attendoit à une bataille san-



glante, pour le lendemain. Notre armée occupoit la partie du Village où il y a le moins de maisons ; & comme elle n'avoit pas des abris suffisans, on fit de grands feux dans la nuit pour chauffer les troupes. Le froid étoit excessif. Notre Général avoit été informé du nombre des ennemis. Il se trouvoit lui être supérieur, & composé de vieilles troupes, tandis que son armée consistoit principalement en Milices, pleines d'ardeur à la vérité, mais qu'il eût été dangereux d'exposer à un échec, & dont il aimoit mieux mettre à profit la bonne volonté dans une suite d'expéditions plus faites pour les aguerrir, & plus funestes à l'ennemi. Il ne balançoit point sur le parti qu'il avoit à prendre, qui étoit d'éviter l'affaire générale qui lui alloit être présentée. Les bateaux sur lesquels il avoit traversé le Delavarre, étoient au-dessus de Trenton, du côté de Pensylvanie. Il ne pouvoit donc pas repasser ce fleuve. S'il descendoit vers Burdenton, l'ennemi l'auroit suivi, & l'action générale auroit eu lieu, aux risques que je viens d'exposer. Au milieu de toutes ces difficultés, il se décida pour un coup hardi qui pût déconcerter les projets des ennemis, & lui faire gagner le tems nécessaire pour se mettre en meilleure posture. Il savoit qu'il y avoit à Princeton un parti Anglois de deux mille hommes au plus, avec des habits, des munitions & du bagage, & que la plus forte partie du bagage & des

munitions étoit à Brunswick, & assez mal gardée. Il assembla ses Officiers Généraux, leur dit sa situation, & leur proposa d'aller surprendre Princeton de grand matin par une marche forcée à travers les bois. Le Conseil ayant approuvé cette résolution, les ordres furent donnés, & à minuit toute l'armée étoit en mouvement ne sachant point où on la menoit. Un corps d'environ cinq cents hommes fut laissé pour la garde du pont, sans qu'aucun d'eux (excepté les principaux Officiers,) fût instruit de la marche de l'armée. On renouvela les feux avant de partir, & tout le bagage fut envoyé à Burlington. Il n'y eut que très-peu de soldats qui pussent emporter avec eux des couvertures. Le jour parut avant que l'ennemi & notre garde même du pont eût connoissance de cette marche. Lorsque notre armée eut passé Maidenhead pour gagner Princeton, quelques troupes ennemies postées à Maidenhead l'ayant apperçue, envoyèrent aussitôt à Princeton où on se disposa à nous recevoir. L'ennemi s'étoit posté très-avantageusement à un demi-mille en-deçà de ce Village. Ses forces consistoient en trois Régimens Anglois, quelques Hessois de ceux qui s'étoient échappés de Trenton le 25 Décembre, & des montagnards, avec un petit détachement de Cavalerie légère. Il y eut une action assez vive entre ce corps & notre avant-garde. De part & d'autre, on montra

beaucoup de valeur ; mais l'ennemi fut forcé de céder à la supériorité du nombre, ayant eu cinquante ou soixante tués & à-peu-près autant de blessés. Nous lui fîmes aussi cent cinquante prisonniers. Notre armée prit possession de Princeton où il se trouva quelques pieces de campagne, cent bœufs, un grand nombre de moutons & beaucoup de bagages, de couvertures & de munitions. Il y eut encore un assez grand nombre d'ennemis tués ou faits prisonniers, & toute la perte en cette occasion peut se monter à six cents hommes. Le premier dessein du Général étoit de surprendre aussi Brunswick ; mais ses troupes se trouvoient entierement hors d'état de tenter un nouveau coup de main ou de soutenir une attaque. La plus grande partie de sa milice étoit en marche depuis trente-six heures. Pendant tout ce tems-là les soldats n'avoient ni bu ni mangé ni dormi, de maniere à renouveler leurs forces le moins du monde. «

» L'armée ennemie qui étoit restée à Trenton avec le Lord Cornwallis, fut quelque tems sans s'appercevoir du départ de la nôtre, même lorsque le jour fut venu. Elle ne l'apprit que par une canonade que lui envoya notre garde du pont avant de se mettre en route. Lorsque l'ennemi sut que le Général Washington étoit décampé, & qu'il entendit le bruit de l'artillerie du côté de Princeton, il en fut dans la plus grande conf-

ternation. Il se mit en marche aussi-tôt, pour aller attaquer le Général Washington. Mais celui-ci informé de son approche, & ne jugeant pas à propos de l'attendre, se retira dans Somerset, où il passa la nuit. De-là il gagna Pleckamin, allant à Morristown. Il y étoit arrivé le 7 Janvier. J'ai reçu une lettre de lui le 9, par laquelle il me mande que c'est-là (a) qu'il compte faire reposer ses troupes, & attendre ses renforts. «

» Le Lord Cornwallis a gagné promptement Brunswick, étant très-inquiet pour ce poste. Le Général Howe ramasse toutes les forces qui étoient dispersées dans le nouveau Jersey, & il les rassemble à Brunswick. Le Général Washington doit avoir reçu les corps qui lui étoient conduits par les Généraux Heath & Macdougall ; je ne fais pas en quel nombre. Je crois que toutes les forces du Chevalier Howe dans le nouveau Jersey ne consistent pas actuellement en plus de huit mille hommes. Sa perte, depuis Noël, en tués, blessés & prisonniers, est de plus de deux mille. La nôtre, dans le même intervalle, n'a pas été fort considérable : si l'on en excepte le Général Mercer qui a été dangereusement blessé, & les Colonels Harlet & Potter qui ont été tués.

---

(a) On voit par une lettre du Chevalier Howe, qu'il y étoit encore le 13 Février.

cciv. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Le tout, en comptant les soldats, ne se monte pas à plus de cent cinquante hommes. «

On leve actuellement avec beaucoup de succès, les milices de Philadelphie, du Maryland & des Jerseys. Les Etats orientaux font aussi des levées; & ils pourroient bien tenter de chasser les Anglois de Rhode-Island, & peut-être même d'attaquer New-Yorck pendant que nous occupons l'ennemi dans le Jersey. Vous voyez que la face des affaires est assez à notre avantage. J'attends avec grande confiance l'effet des sages mesures que le Congrès a prises depuis qu'il s'est assemblé à Baltimore, pour rendre nos armes plus formidables par l'extension qu'il a donnée aux pouvoirs du Général Washington. Nos ennemis ne manqueront pas de répandre en Europe, que nous avons élu un Dictateur, & que, plus ardens que les Romains, nous faisons en peu de mois ce qui a été chez eux l'ouvrage de plusieurs siècles. Peut-être iront-ils jusqu'à dire qu'à cet égard c'est l'armée qui nous fait la loi, & que bientôt nous gémirons sous un gouvernement arbitraire & tyrannique. Mais je puis au contraire vous assurer que c'est par la délibération la plus libre du Congrès que cette résolution a été prise, & que l'armée en a marqué autant de surprise que de plaisir. Ce pouvoir, au surplus, se borne à lever seize bataillons d'Infanterie de plus que ce

qui avoit été d'abord ordonné, & à en nommer les Officiers. On se repose aussi sur lui pour la levée de trois mille hommes de Cavalerie légère, d'un beau corps d'artillerie, d'Ingénieurs, &c. Enfin le Congrès lui a confié quelques degrés de plus d'autorité militaire, relativement à l'éloignement où il est à-présent du Comité qui se tient à Baltimore, de l'autre côté de la Susquehannah, & à plus de trente lieues de l'armée & des Jerseys. «

» Nous sommes au 29 Janvier, & je n'ai pas encore pu vous expédier cette lettre, la rivière ayant été prise entièrement depuis le 9 ou le 10 du mois. Cependant il y a quelque apparence de dégel & plusieurs bâtimens feront en sorte d'en profiter. Le Général Washington est toujours à Morriston : ses troupes sont cantonnées ou plutôt postées autour de Brunswick, de manière à harasser & tourmenter continuellement l'ennemi, qui n'occupe actuellement aucune autre partie du nouveau Jersey que Brunswick & Amboy, & leur communication. Lorsque les troupes Angloises ont besoin de fourage, leur Général est obligé de mettre de très-gros partis en campagne, & ils ne rentrent jamais sans avoir fait quelque perte. Enfin il ne se passe pas un jour que nous ne leur fassions des prisonniers, & que nous ne leur tuions ou blessions quelques hommes. Nous leur enlevons continuellement des chariots, des chevaux, des

## ccvj AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

bestiaux, des bagages, &c. Les forces ennemies rassemblés à Brunswick, sont d'environ sept mille hommes. Nous apprenons que le Général Howe tire un renfort de Rhode-Island. S'il ne laisse pas dans cette Ile une garde nombreuse, il doit craindre quelque tentative des milices de la nouvelle Angleterre. Le Général Heath s'est porté vers New Yorck avec des milices & des troupes réglées : il a fait quatre cent prisonniers au fort de l'Indépendance. Si le renfort de Rhode-Island est arrivé, il ne fera point de tentatives sur le fort Washington ni sur New-York. C'est le sentiment unanime de tous nos Généraux & du Congrès, de ne risquer aucune affaire décisive, & de faire consister notre salut dans la durée de cette guerre, dût-elle être encore de dix ans. Il n'est pas possible que dans un si long intervalle, il ne survienne à nos ennemis quelque nouvelle affaire qui partage leur attention & leurs efforts. Si les Anglois réussissent, par une honnêteté & une sagesse excessives chez eux dans l'adversité, à éviter une guerre avec leurs voisins, ils auront une guerre civile dans leur propre sein, ou en Irlande, ou peut-être dans l'Inde dont la terre n'a pu consommer encore les millions de victimes humaines immolées par leur indigne & barbare cupidité. *Rarò antecedentem scelestum sequitur pede pœna claudo.*

Que nos amis en Europe ne perdent donc



point courage ; & s'ils ne veulent point se contenter de former pour nous des vœux stériles, qu'ils facilitent, par tous les moyens possibles, notre commerce. Quand les marchandises d'Europe abondent chez nous, les prix baissent & la valeur de notre argent hausse en proportion. Déjà notre papier reprend crédit. Le Congrès s'occupe de plusieurs opérations qui le feront revivre entièrement, & nous irons loin. *Vale.*

MON Correspondant d'Embden m'assure, Monsieur, que cette lettre est très-authentique, & qu'on doit y ajouter plus de foi qu'à la relation publiée par la Cour de Londres de l'affaire du 3 Janvier. Il n'a encore paru ici aucune relation aussi complète des marches habiles du Général Washington ; & comme ces détails sont précieux, même pour les personnes qui n'y attachent d'autre intérêt que de juger des opérations militaires dont l'Amérique donne aujourd'hui le spectacle, je me suis fait un plaisir de vous les envoyer en leur totalité. J'ignore comment finira cette guerre ; mais j'oserois avancer que le nom de Washington passera à la postérité avec ceux des Généraux d'armée qui ont acquis la plus glorieuse célébrité.

D'après cette opinion, qui certainement ne m'est point particulière, je hazarderai de dire encore que si cette intéressante querelle n'est pas terminée dans la campagne de 1777, & qu'aucun événement ne menace de trou-

bler l'heureux calme dont jouit l'Europe, l'armée de Washington se grossira l'année prochaine des effains de jeunes Volontaires de tous les pays de notre continent, que dominera l'amour de leur noble métier & le desir de l'apprendre à une aussi excellente école. Parmi les Officiers Européens, destinés au commandement, quel est celui qui ne donneroit pas plus qu'il n'est raisonnable de sacrifier à son état & à ses goûts, pour avoir suivi Washington dans la retraite de King'sbridge aux Plaines blanches, lorsqu'avec une armée, à tous égards très inférieure, il a disputé successivement tous ses postes à l'ennemi, & a frustré les plans dressés pour l'envelopper ou le forcer à une action générale: dans sa marche rapide des Plaines blanches jusques sur le Delavarre, pour protéger Philadelphie: dans la surprise de Trenton, si habilement calculée, que les contrariétés même de la saison n'ont pu la faire échouer; & enfin dans la glorieuse journée du 3 Janvier, où, après s'être soustrait, avec toute l'adresse possible, à la périlleuse nécessité d'une affaire générale, il a été le faire voir à l'ennemi dans l'endroit où il étoit le moins attendu? Autre chose est de méditer sur Xénophon ou de faire comme lui les campagnes de Cyrus. Un malheureux Peintre vend son grabat pour aller en Italie contempler, sur les originaux, les chefs-d'œuvres

d'œuvres de son talent. La passion de la gloire n'a-t-elle pas infiniment plus de force sur l'ame des jeunes guerriers? Sans doute on ne leur fera pas un devoir d'étudier les droits respectifs de l'Angleterre & de l'Amérique, & de démêler le point précis où il pourra convenir d'appuyer celle-ci dans son indépendance. Est-ce à eux de juger les limites du champ de Mars quand la voix terrible de ce Dieu les y appelle? La meilleure, l'unique école de leur Art se trouve aujourd'hui à une des extrémités du Globe : ils iroient aux enfers mêmes la chercher. Qui pourra les blâmer ou les punir d'une ardeur qu'on pardonneroit à l'esprit du Commerce? Les Généraux Anglois se respecteront eux-mêmes dans ceux que le sort des armes pourra livrer entre leurs mains. Ils verront en eux des émules & non des ennemis : ils envieront à Washington le bonheur de recevoir des secours qui lui sont amenés par un autre motif que l'appât du butin ; & ils rendront hommage à la vertu qui suscite & enflamme les Héros , pour que les Rois & les Peuples ne soient pas sans défenseurs.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. Avant de fermer ma lettre, je veux vous amuser, Monsieur, d'une petite aventure très-piquante qui vient de m'arriver. Vous en rirez à mes dépens ; mais je m'y expose

## CCX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

volontiers pour le plaisir que je trouve tous jours à égayer un peu la politique. Il y a quelques jours que je lus dans un papier Anglois une lettre fort sombre sur l'affreux état des affaires de la nation Angloise, où l'Auteur avançoit que sa ruine totale étoit clairement prédite dans le Prophète Habacuk, verset 9, Ch. IV. Moi, de courir aussitôt à ma Bible, très-empressé de voir cette étonnante prédiction. Je feuillète & re-feuillète pour trouver le Chap. IV d'Habacuk; vaine recherche; ce Prophète n'a que trois Chapitres. Je les lis bien attentivement tous trois: rien ne s'y trouve qui ressemble à la prédiction annoncée. L'Auteur aura cité un Prophète pour un autre, me dis-je à moi-même, & je remets le livre à sa place. Vous imaginez bien qu'Habacuk ne m'a gueres occupé depuis ce tems-là. Aujourd'hui je viens de voir dans la même Gazette des plaintes sérieuses adressées à l'auteur, sur le tems perdu à chercher sa citation; & on le somme de dire en réponse quel est le Prophète dont il a voulu parler. Je sentoie une satisfaction intérieure de voir qu'on eût gourmandé l'Auteur pour son étourderie. Mais je ne m'attendois gueres à sa réponse qui se trouve immédiatement après. Voici ce qu'il écrit à ceux qui l'ont interpellé. » Messieurs, si vous eussiez pris garde à la date de la lettre qui contenoit la prédic-

ET DE L'AMÉRIQUE. cxxj  
tion du Chap. I V d'Habacuk, qui n'a que  
trois Chapitres; vous auriez pû deviner que  
c'étoit un poisson d'Avril; & moi je vois  
que la Bible n'est pas le livre que vous con-  
noissez le mieux. »

N. B. Il est essentiel d'ajouter à la lettre  
du Docteur Franklin en réponse au Lord  
Howe, p. cxxxviii, la date de cette lettre  
qui est de *Philadelphie*, le 20 Juillet 1776.  
Elle a été omise par une inadvertence dont on  
a tout le regret possible. Il ne doit rien  
manquer à un morceau aussi précieux.

Il faut aussi corriger une lourde faute page  
lv N.º XVII, l. 29; au lieu de ces mots,  
*qui empêchent de dépérir*, lisez *qui font dépérir*.



## GAZETTE PATRIOTIQUE.

*Du 4. Avril 1777.*

QUATRE gros vaisseaux armés en course attendent leurs Commissions de l'Amirauté qui n'en a encore expédié aucune. L'Amirauté est arrêtée par le manque de matelots. Le Commerce a fait de son côté ses représentations. Un matelot ordinaire ne veut plus faire campagne sur un vaisseau marchand à moins de trois livres dix sols sterling par mois.

Si l'on peut ajouter foi aux bruits publics, on a embarqué en Hollande au moins deux cents tonneaux de poudre à canon pour Saint-Eustache, quoique ce soit une petite île où il n'y a que peu de fortifications. Il n'est point douteux que cette poudre n'ait été envoyée à nos Colonies Américaines; & quoique les Etats généraux défendent ce commerce, les plus gros Négocians de Hollande y sont intéressés secrètement.

M. Smith dans son Histoire de la Nouvelle-York, fait mention d'un Mémoire présenté en 1723 aux Lords du Commerce, concernant la contrebande entre les habitans de New-York & les Canadiens, en conséquence d'une requête de quelques Marchands de

Londres contre ceux de New-York. Dans ce Mémoire les habitans de New-York après avoir représenté que ce commerce devoit tourner définitivement au bénéfice des Marchands de Londres, avouent que l'attachement des Marchands pour leurs intérêts est si fort, qu'il est toujours très-difficile de les empêcher de fournir des armes & des munitions aux ennemis. Le Comte d'Estrade, dans ses lettres de 1638, raconte que lorsque les Hollandois assiégeoient Anvers, un certain Biland, qui avoit chargé quatre bateaux plats d'armes & de munitions de guerre pour Anvers, ayant été arrêté par ordre du Prince d'Orange, & examiné à Amsterdam, répondit ingénûment que les Bourgeois d'Amsterdam avoient le droit de commercer par tout: qu'il en pouvoit nommer une centaine qui étoient Commissionnaires pour des Marchands d'Anvers: qu'il étoit de ce nombre: qu'on ne pouvoit point interrompre le Commerce; & que pour sa part il avouoit franchement que si pour gagner quelque chose par le commerce il étoit nécessaire de passer par l'enfer, il s'exposeroit à brûler ses voiles.

*Lettre à l'Editeur de la Gazette patriotique.*

Permettez-nous, Monsieur, de nous servir de la voie de votre Gazette, pour faire



## CXXIV AFFAIRES DEL' ANGLETERRE

connoître à la Nation la maniere indigne dont on traite les matelots Anglois. Il y a deux mois que nous sommes enfermés, au nombre de quarante, sur un allege dans le port d'Harwich, sans qu'on ait permis à un seul de nous de monter sur le tillac pour les nécessités les plus pressantes. Figurez-vous ce nombre d'hommes entassés à fond de cale, & obligés d'y satisfaire à tous les besoins, & vous n'aurez qu'une foible idée des maux que nous endurons. Le Gouvernement peut être sûr que jamais nous ne monterons sur un vaisseau de guerre, & que des services ainsi extorqués ne sont d'aucun avantage pour ceux qui les exigent. Lorsqu'il sera question de combattre pour l'honneur de la vieille Angleterre, nous irons par tout où l'on aura besoin de nous ; mais jamais nous ne marcherons contre nos freres ni ne combattrons pour deshonorer notre pays.

*Lettre d'un Officier de distinction dans l'armée Américaine, datée de Philadelphie le 4 Janvier 1777.*

JE vous ai écrit ce matin ; mais j'ai appris depuis beaucoup d'autres particularités sur les horribles dégats commis par les troupes de l'Armée Britannique, qui ont été cantonnées à Pennington & aux environs, sous les ordres du Lord Cornwallis. Outre les seize jeunes femmes qui s'étoient sau-

vées dans les bois, pour échapper à leur brutalité, & qui y ont été prises & enlevées, un habitant a eu la douleur de voir violer sa femme, & sa fille unique âgée de dix ans. Je tiens ce fait d'un des amis de cet homme à qui il l'a raconté, au milieu des plus amères lamentations. Une autre fille de treize ans a été arrachée de la maison de son pere, & traînée à une grange voisine, où elle a été violée par cinq de ces scélérats. Chaque jour offre de nouveaux traits de leur dissolution & de leur brigandage. Ici, ils cherchoient à assouvir leur incontinence, mais ils ont commis toutes sortes de dégats inutiles dans la campagne. Ils pillent tout ce qui peut s'emporter, & ils n'épargnent ni sexe, ni âge, ni Wigh, ni Torry. Ils dépouillent depuis les enfants jusqu'aux vieillards, hommes & femmes, sans leur laisser rien de plus que leur chemise. Ils brisent ou brûlent tous les meubles & ustenciles de ménage; ils mettent en pieces les portes & les fenêtres. Enfin, ils rendent inhabitables les maisons après avoir enlevé les chevaux, les vaches, les bœufs, les porcs, les volailles. Ils ont vuide entièrement celle d'un vieillard aveugle, & l'ont laissé sans aucune subsistance. Ils ont brûlé hier la jolie maison de M. Daniel Cox au bac de Trenton; cependant il étoit un de leurs plus zélés partisans, & il avoit constamment soutenu le Torysme dans cette partie de la province. Cette conduite de la part

CCXVJ AFFAIRES DEL' ANGLETERRE  
des troupes Angloises a rempli de tant d'indignation tous les habitans en général qu'ils ont pris les armes d'eux-mêmes, & ont formé des partis pour leur dresser des embuscades, & les exterminer par-tout où ils les trouveront.

Il vient de se passer une autre scene d'horreur près de Woodbridge. Un des plus respectables particuliers de ce canton avoit une fille charmante: effrayé des cris perçans qu'elle jette, il vole à elle, & trouvant un Officier Anglois qui s'efforçoit de la violer, il le perce de son épée, & l'étend mort aux pieds de sa fille. Aussitôt deux autres Officiers sont accourus sur lui & lui ont passé deux balles au travers du corps. Ce malheureux pere va mourir de ses blessures. La justice Divine pourroit-elle laisser ces atrocités impunies? Je ne puis pas le croire. La liberté est un don céleste qu'on veut nous ravir. Le Ciel mettra dans nos bras la force nécessaire pour la conserver. Les outrages mêmes de nos ennemis serviront à l'accomplissement de ses desseins; & nous les ferons disparoître de notre malheureux pays, où tous leurs pas sont marqués par les excès de leur cruauté, de leur dissolution & de leur avarice.

Publié par ordre du Conseil de sûreté.

George Bickham, Secrétaire *pro tempore*.

ON a remarqué que le Bill qui suspend l'acte d'*habeas corpus*, & que le parti de l'opposition appelle le *Bill de l'Inquisition*, avoit été passé avec une précipitation dont il n'y a malheureusement que trop d'exemples ; mais qui doit toujours étonner. Quelqu'un ayant dit en plein Café que les Ministres menoient fort mal leur propre barque, & qu'ils couroient d'eux-mêmes à leur ruine : eh bien, reprit gravement un assistant, il n'y a qu'à leur lâcher *de la corde*.

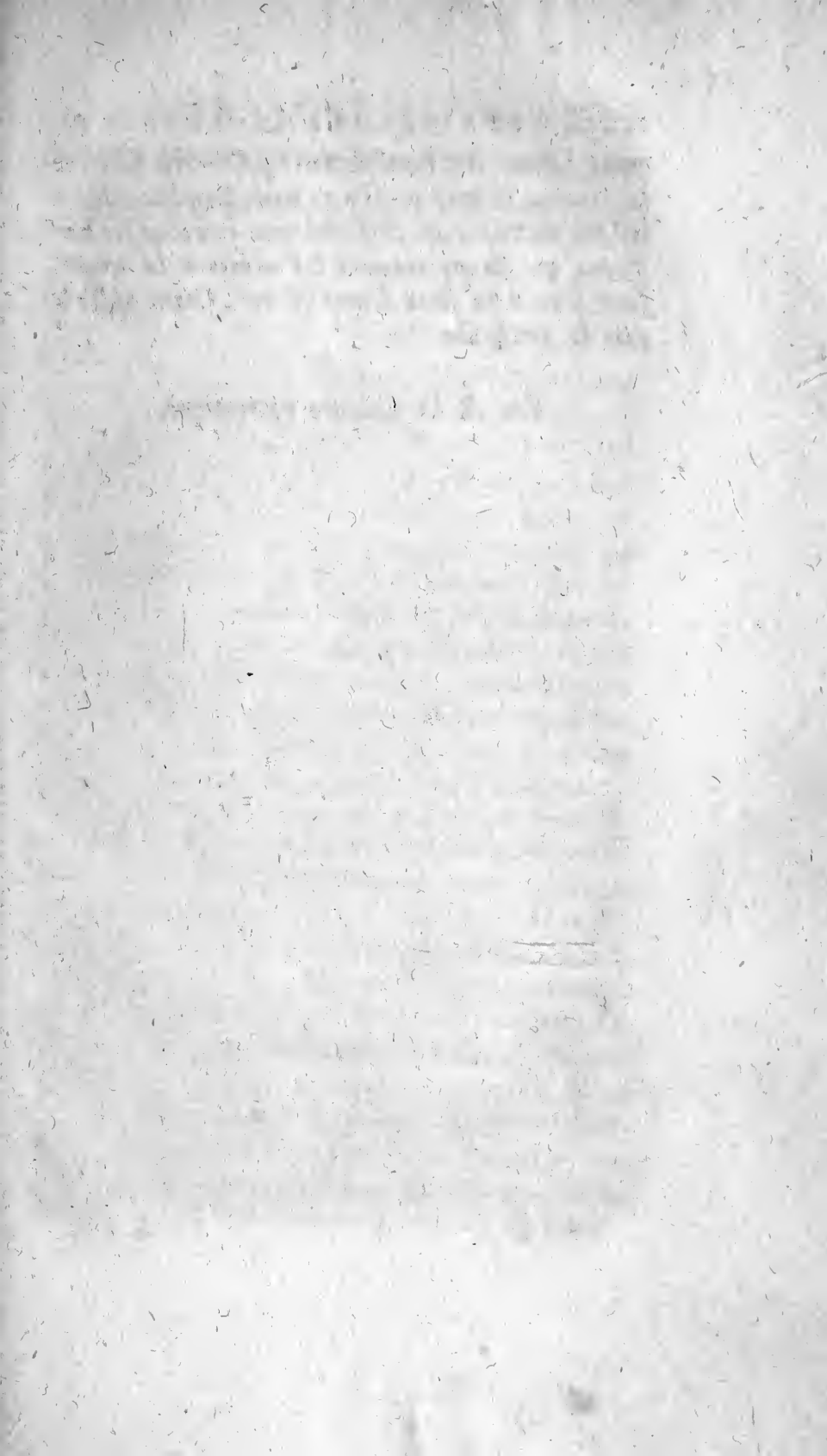
On rapporte un mot piquant, adressé au Lord Sandwich, par son Chapelain qui est en possession de lui dire tout ce qu'il veut. A la dernière revue que ce Ministre fit des vaisseaux de Portsmouth, il y avoit eu un simulacre de combat naval. Milord étoit sur un vaisseau au milieu du feu : lorsqu'il eut rejoint sa suite qui étoit restée sur le port ; » n'est-ce pas, Docteur, dit-il, que vous avez cru voir l'enfer ? Oui, en vérité, Milord, répond le Chapelain, sur-tout dans l'instant vous avez paru. »

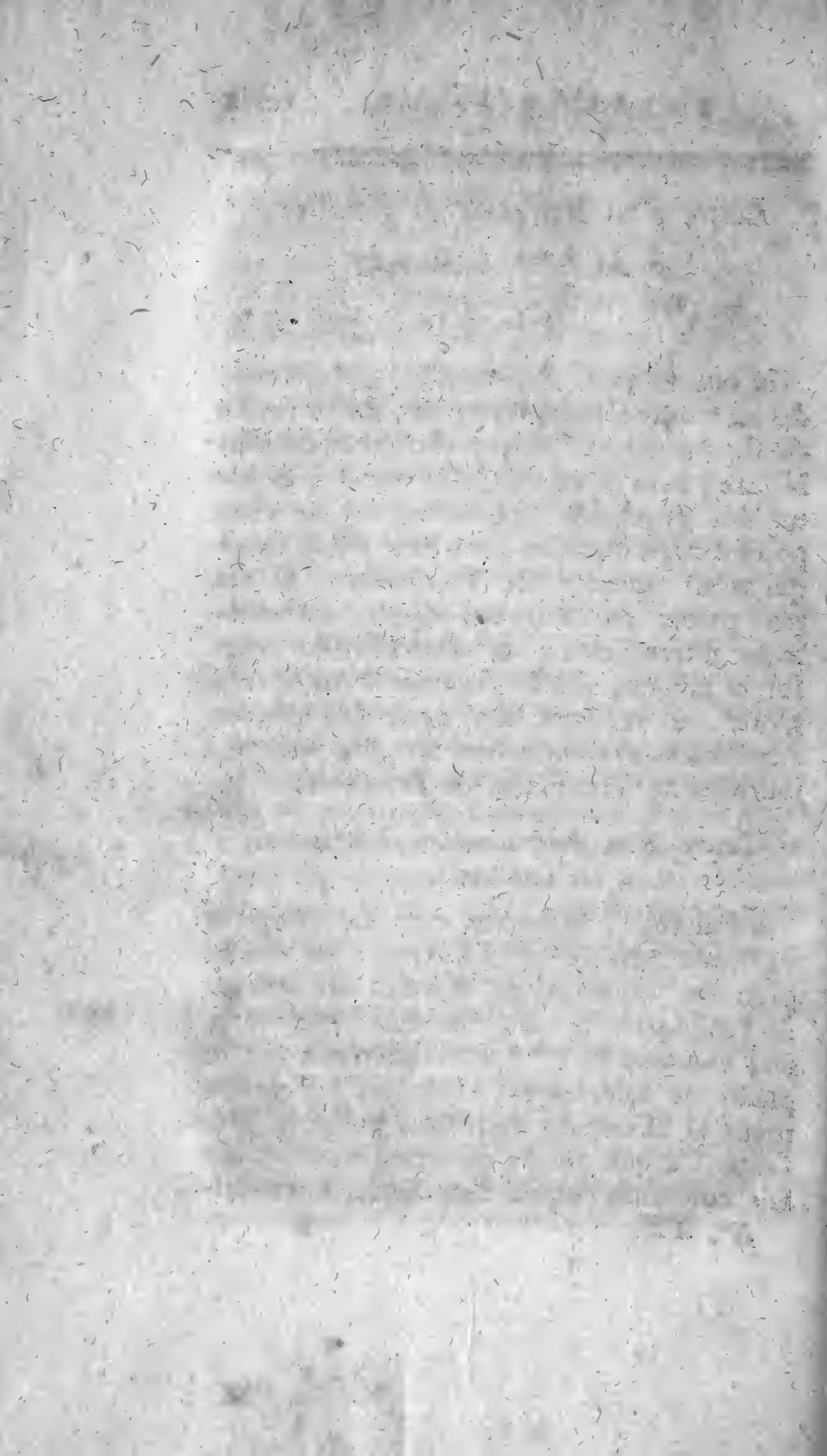
Il est arrivé des lettres de Philadelphie par lesquelles on n'apprend rien de nouveau, sinon que le Comité a fait imprimer & afficher par-tout le placart suivant, dont chacun frémira d'horreur.

» *Philadelphie*. Dans le Registre des ordres généraux, in-folio, appartenant au bataillon du Colonel Rhol, pris à Trenton, & actuellement en la possession du Conseil de sûreté

CCXVIIIj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
pour l'Etat de Pensylvanie, l'ordre suivant  
se trouve répété plusieurs fois. Son Excellence  
le Commandant en chef ordonne que tous les ha-  
bitans qui seront trouvés les armes à la main,  
sans être à la suite d'un Officier, soient aussitôt  
pris & pendus.»

*Fin de la Gazette patriotique.*







*Lettre d'un Banquier de Londres,  
à M \*\*\* à Anvers.*

De Londres le 30 Avril 1777.

MON paquet d'aujourd'hui, Monsieur ; devoit contenir une traduction de la forme de Gouvernement adopté par l'Etat de Delaware ; mais je ne vous l'enverrai que par un des prochains ordinaires. Je ne veux point différer de vous faire part d'une lettre qui m'est adressée de Baltimore , & qui me paroît contenir des détails extrêmement intéressants , & d'excellentes vues sur la position où se trouvoit l'armée Angloise , à la suite des avantages que les Américains avoient repris sur elle dans les journées de Trenton & de Princeton.

*Lettre d'un Américain au Banquier de  
Londres.*

« J'ai reçu , Monsieur , par les derniers vaisseaux arrivés ici d'Europe , les douze premiers numéros du Recueil des *Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique* , que notre ami commun M. \*\*\* d'Embden m'a fait le plaisir de m'envoyer. C'est par lui que je prens la liberté de vous faire passer la présente. Ce que j'ai lu de votre ouvrage me fait connoître l'esprit dans lequel vous écri-

Nº. XX.

CCXX AFFAIRES DEL'ANGLETERRE  
vés. Vous êtes en liaison avec un Corré-  
pondant d'Anvers, qui donne une suite chro-  
nologique des faits & des pieces, pour ai-  
der à la composition d'une Histoire impar-  
tiale de la révolution qui a déjà rendu à  
notre vaste & riche Continent l'existence,  
qui de tout tems a dû lui appartenir. Et  
vous, Monsieur, vous accompagnez ce ta-  
bleau de vos réflexions sur les événemens  
du jour, que vous faites en sorte de présen-  
ter sous leurs couleurs les plus vraies, tan-  
dis que la Cour de Londres cherche tous  
les moyens imaginables de les alterer & de  
les dénaturer. Par ce louable zele, vous êtes  
devenu nécessairement l'ami des Américains.  
Mais s'ils doivent attacher quelque prix à  
vos sentimens, c'est sur tout parce qu'en em-  
brassant leur cause, vous avez embrassé celle  
de la vérité; & que vous ne vous êtes dé-  
claré le partisan de leur indépendance qu'après  
vous être convaincu qu'on vouloit les for-  
cer à une honteuse servitude. Vous avez  
long-tems répété, après tous nos amis, dans  
le Parlement & au dehors, que par le mé-  
pris & la violence on parviendroit diffi-  
cilement à nous réduire, & que les voyes  
de la douceur étoit infiniment préférables.  
C'est le cri de la raison, celui de la nature  
& celui de l'Europe entiere. Vous y mêlez  
le votre, parce qu'il n'y a au monde que  
nos cruels persécuteurs à qui il soit possible  
d'étouffer les élans de leur conscience; tran-

chons le mot, parce qu'il n'y a qu'eux que la Providence ait arrêté de perdre dans cette grande affaire.

*Quos Deus vult perdere, primum dementat.*

» On doit conclure de là, que vous n'êtes point partial dans les jugemens que vous portés sur nos affaires, quoiqu'ils nous soient tous favorables; & que la partialité consisteroit à vouloir défendre contre l'opinion de toute la terre, l'étrange conduite, qui dans l'intervalle de peu d'années, a rendu les Américains m'écontens, rebelles & indépendans. Qui est-ce qui ne regardera point comme impartial l'Ecrivain, qui avant notre Acte d'indépendance, marquoit le plus ardent désir que la paix nous fût rendue, en remettant les choses sur le pied de l'année 1763, & qui depuis que notre indépendance est déclarée, s'attache constamment à faire voir que l'Angleterre doit se hâter de s'unir avec nous sur le pied de la plus parfaite égalité? De même qu'il est constant qu'aujourd'hui l'Angleterre voudroit nous avoir rendu l'état dont nous jouissions en 1763; il est indubitable que quand nous aurons formé d'utiles alliances en Europe, elle gémera d'avoir laissé échapper la nôtre. Vous n'aurez été, Monsieur, que l'organe & l'interprete de la vérité, & non l'apologiste partial des Américains; & c'est à ce titre seul que vous

CCXXIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

pouvez être flatté que votre zele ait fixé leur attention. Je crois donc ne pouvoir faire un meilleur choix que celui de votre feuille , pour faire passer dans la langue la plus répandue en Europe quelques observations sur l'état actuel de nos affaires, qui, autant pour l'intérêt des autres Puissances, que pour le nôtre propre, doit être présenté au public sous son vrai point de vue. Mon début avec vous n'a pas besoin d'autre apologie «.

» Vous aurez remarqué que la prise des Hessois, & les habiles manœuvres qui ont préparé cette affaire, ont eu lieu plusieurs jours après l'enlèvement du Général Lée. C'est que nous avons plus d'un Officier en état de nous commander. Peut-être le Chevalier Howe s'étoit-il persuadé le contraire. Il croyoit aussi avoir soumis le nouveau Jersey, parce que ses troupes avoient couru ça & là dans cette Province. Mais c'est se tromper lourdement que de faire dépendre le sort de l'Amérique de l'occupation passagère de quelques Villages ou Hameaux. Les Têtes qui sont capables d'en juger ainsi, ressemblent à ces mêmes postes ouverts à tout venant: la raison & la folie les occupent tour à tour «.

» Le Chevalier Howe s'est vu obligé d'abandonner le Jersey Occidental, & de l'autre côté de la rivière d'Hudson tout le pays des Plaines blanches, jusques à King's-

bridge. Quand il prendroit Philadelphie, qui l'assure qu'il pourroit s'y maintenir ? Charles III étoit entré deux fois dans Madrid, & deux fois il a été forcé à la retraite. Charles étoit Roi d'Espagne, — dans le voisinage de son armée α.

» Les Ministres Anglois avoient fait l'entreprise extravagante de réduire l'Espagne avec trente mille hommes; & le Comte de Peterborough, qui les commandoit, écrivoit à la Cour de Londres : *dans le lieu que j'occupe, & à trente mille aux environs, les peuples sont pour Charles; mais tout le reste du Royaume prend les armes pour le Duc d'Anjou, qui leve une armée de cent cinquante mille hommes, avec laquelle il soumettra toute l'Espagne α.*

» L'Amérique Septentrionale est cinq fois plus éloignée de l'Angleterre que l'Espagne, & elle est infiniment plus grande. L'armée Angloise a tenu Boston & trois milles à la ronde. Elle occupe actuellement Rhode-Island; mais à deux milles de distance, sur le bord opposé, tout est contre elle. Elle n'a pu encore s'approcher de la Ville de Providence qu'à la distance de dix-huit milles (six lieues). L'Isle de New-York, qui n'a que quinze milles de long, elle ne la possède pas avec tranquillité: les troupes Américaines y entrent par le Pont du Roi (King's-bridge) Les Royalistes avoient pénétré jusqu'à Trenton, ils ont été repoussés jusqu'à Brunswick; & ils ont perdu vingt-sept milles

( près de dix lieues ) de terrain. Quelques soient leurs efforts , & quelque part qu'ils aillent , ils ne posséderont jamais plus de dix milles ( près de quatre lieues ) au de-là des côtes. Sans cesse ils dégarniront une partie pour garnir l'autre : leurs diverses tentatives & expéditions se nuiront réciproquement. Pour s'être vainement flattés de prendre la Providence , & de détruire la flotte d'Hopkins , ils se sont exposés aux divers échecs de Trenton , de Princeton , &c , &c. qui nous ont valu tout l'honneur de la campagne. Ils ont abandonné Boston pour le puérile & chimérique projet de la jonction des armées du Canada & de New-York par la rivière d'Hudson. Ils ont voulu s'établir parmi les neiges du Canada , où leur armée se fonda de misère & de maladies ; & ils ont échoué dans leur expédition contre la fertile & riante Caroline. S'ils pénétrèrent un peu avant dans le pays , leurs soldats séduits par l'aspect délicieux de nos campagnes , leur échappent de tous côtés. Il manque ici à leur discipline si vantée , d'astreindre aussi l'homme à n'ouvrir les yeux que la nuit. Sans doute l'expérience de cette guerre leur fera imaginer pour le soldat une coëffure semblable à celle du faucon sur le poing de l'oiseleur , & le jour ne luira pour lui qu'au moment de s'élancer sur sa proie α.

» A pénétrer dans notre intérieur , les Anglois croiront peut être avancer beaucoup.

& ce fera tout le contraire. Leurs dangers s'accroîtront dans la proportion de la distance entr'eux & leur escadre, & de l'étendue de leurs quartiers. Il faut croire qu'ils n'ont encore vu l'Amérique que sur des cartes à très-petit point. C'est sur la Mappemonde que je leur conseille de la mesurer. Ils y verront que de Boston à Charles-Town, il y a aussi loin que de Londres à Venise : que le développement entier de nos côtes, étendrait ce cordon jusqu'à Constantinople : que la plus courte distance entre l'Angleterre & l'Amérique est de mille lieues : que notre intérieur n'est resserré par aucunes limites : que nous avons en abondance tous les besoins & les douceurs de la vie : que l'Océan Atlantique est couvert de nos Corsaires : que nos côtes sont une moitié de l'année le séjour des tempêtes : que par conséquent toutes les escadres du monde ne suffiroient point pour nous bloquer dans nos ports : que notre pays est coupé de défilés où la guerre est funeste à l'agresseur ; & qu'il doit être le tombeau de l'agresseur contre qui tout conspire : puisqu'il opposoit les difficultés les plus insurmontables à Braddock & à Amherst. quoiqu'aidés des vœux & des secours de toutes nos Provinces α.

α Quel sera le plan de campagne des deux Freres ? Nous n'avons point de villes dont ils puissent faire une place d'armes qui commande quelque étendue de Paris. Ils feront



## CCXXV] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

la guerre aux fermes & aux fermiers : le soldat Anglois émule des farouches mercenaires , assouvira sa rage & sa brutalité sur les vieillards & sur les femmes. A l'envi les uns des autres , ils s'abandonneront à tous les excès & à toutes les abominations dont l'Histoire a craint de se fouiller , & qui sont restées sur le compte des tems fabuleux , pour que l'humanité ne conçut point une trop juste horreur d'elle-même. Un pere expirant , percé de coups sur la victime que son bras vengeur vient d'immoler à la vertu de sa fille : une licence effrénée renversant les (a) barrières de la mort pour la troubler dans ses plus hideuses jouissances : le crime armé , poursuivant par-tout l'innocent & le foible : les sombres aziles des forêts , devenus la retraite d'un sexe timide , que les bêtes farouches effrayent moins que l'atroce cupidité du soldat Anglois : la nature outragée dans ses plus sages institutions : les prodiges de l'art détruits sans

---

( a ) Dans le West-Chester les Soldats Anglois ont fouillé les cimetieres ; ils en ont retiré les corps qui sont restés exposés sur terre pendant plusieurs jours. A Morissania ils ont ouvert le caveau d'une famille de l'endroit , ont brisé les cercueils , & jetté ça & la les ossemens qu'ils renfermoient. A la ferme de Lancey , ils ont retiré de sa bierre le corps d'une jeune & belle personne , enterré depuis quelque tems , & pendant cinq jours ce spectacle a amusé leur curiosité de la maniere la plus révoltante pour l'humanité & pour la décence.

objet ; & les générations futures replongées dans les ténèbres de l'ignorance par des bras payés pour le maintien de tout ce que vingt siècles ont fait trouver de grand , d'utile & de beau , à la gloire & à l'avantage de l'humanité. Ne comparons point la barbarie de nos jours avec celle de nos peres. La nôtre est infiniment plus atroce & plus incroyable ».

« M. le Chevalier Howe mettra garnison dans les bois : il fera gravir son armée sur des rochers pour attendre des batteaux & des pontons ; & il lui faudra des convois & des escortes aussi nombreux que des armées. A chaque instant ses opérations seront déconcertées , parce que l'ennemi se fera retiré dans un pays inabordable , parce que l'ennemi se trouvera occuper une position trop avantageuse. Sa troisième campagne sera une répétition des deux premières : son imagination aura aussi moins de frais à faire quand il écrira aux Ministres ; & le public verra ses lettres beaucoup plutôt par la diligence de l'Imprimeur de la Gazette qui les saura par cœur. Mais ce qui ne se ressemblera point , ce sera les subsides. Ils doivent marcher déjà dans une progression effrayante. Il en a coûté deux ou trois millions sterling à l'Angleterre pour perdre une embarcadere à Boston : elle l'a remplacée par deux autres à New-York & à Rhode-Island en dépensant sept millions ; & la guerre n'est pas

CCXXVIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
encore commencée. Nous saurons bientôt  
combien d'argent ils veulent donner pour  
nous apprendre à les battre ; & pendant  
combien de campagnes ils comptent sacrifier  
le quart d'une armée pour aguerrir la nôtre.  
On dit qu'ils attendent des renforts au mois de  
Mai prochain ; mais je vous assure que ces  
renforts, fussent ils au nombre de douze mille  
hommes, ne serviroient qu'à les recruter ; &  
ce sera toujours à recommencer. Si la demande  
de ces renforts est venue des Généraux, c'est  
un signe qu'ils prévoient le sort qui les menace,  
& que d'avance ils songent à mettre les Mi-  
nistres dans leur tort ; parce qu'ils sentent  
bien la peine qu'on aura à leur fournir les  
secours de toute espece qui leur sont néces-  
saires. L'Histoire de tous les tems dépose  
contre les projets de nos oppresseurs. Ses  
oracles sont infaillibles. Qu'elle est leur obsti-  
nation de ne pas vouloir les consulter ?

« Lorsque les Anglois & les Impériaux  
descendirent en Sicile avec une armée for-  
midable pendant la guerre de la succession,  
les Espagnols qui défendoient ce Royaume  
avec des forces très - inférieures, furent si  
habilement profiter de tous les avantages que  
leur donnoit l'âpreté du pays : ils harce-  
loient leurs ennemis avec tant de sécurité,  
au moyen des postes qu'ils avoient éta-  
blis sur des montagnes inaccessibles & qu'ils  
pouvoient abandonner aisément après une  
vigoureuse résistance, que les alliés, après

avoir perdu plusieurs milliers d'hommes par le fer ou par la maladie , n'étoient pas plus avancés dans la conquête de la Sicile que le jour de leur débarquement.

« Les avantages naturels d'un peuple qui fait la guerre chez lui , pour la défense de ses foyers , sont assez considérables pour compenser un grand nombre de défauts dans la science militaire. Si Pompée eût su résister à l'ardeur inconsidérée des jeunes Patriciens de son armée : s'il se fut abstenu de livrer la fameuse bataille de Pharsale , Rome ancienne subsisteroit peut-être encore dans toute sa gloire. Brutus combattant Antoine & César à Philippes , auroit ruiné leur armée s'il eût continué de la harceler sans quitter les postes avantageux où il avoit assis son camp. Edouard III éprouvoit la plus grande disette de provisions , & il étoit sur le point de faire une retraite honteuse devant les François , s'ils se fussent maintenus dans leurs postes , au lieu de livrer la bataille de Creci qui leur fut si fatale , & dont l'Angleterre se glorifie encore. L'armée de Cromwell étoit réduite aux dernières extrémités dans les montagnes arides de l'Ecosse ; & elle alloit y périr en détail lorsque les Ecoissois eurent l'imprudence de lui offrir le combat : *nec dñs nec viribus æquis* ».

« Toutes ces fautes nous sont connues , & certainement notre postérité n'aura point à nous les reprocher. L'exemple des Pays-Bas

#### CCXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ne cessera d'être présent à notre idée. Il nous encouragera dans nos succès : il nous consolera de nos pertes : il fera l'aliment de notre ardeur & de notre persévérance. Quelques mois de revers ne nous précipiteront point dans le désespoir. N'a-t-on pas vu au commencement de la révolte des Pays-Bas , le fier Espagnol se vanter d'avoir défait dans le cours d'une année trente mille rebelles dont la plus grande partie avoit été tuée ou noyée ? Les Provinces-Unies étoient réduites à une telle extrémité , que de dix-sept qui s'étoient d'abord confédérées , dix s'étoient retirées de la ligue , & cinq avoient été soumises par l'Espagne. Mais la Hollande & la Zélande , en persistant avec courage dans leur résolution , ont triomphé de tous les efforts de leurs oppresseurs. Elles ont reconquis les Provinces qu'elles avoient perdues , & chassé entièrement les Espagnols de leurs domaines ».

« On dira que les révoltés des Pays-Bas étoient assistés & soutenus par d'autres Puissances. Mais si nous ne le sommes pas , pourquoi l'Angleterre s'épuise-t-elle en efforts pour écarter tous les vaisseaux étrangers de nos côtes ? N'est-ce qu'en fournissant des légions de mercenaires qu'on trouve le moyen d'aider une nation à prendre parmi les Puissances du monde le rang que la nature lui a marqué ? Les divers états de l'Europe avoient-ils le même intérêt à pro-

mouvoir une séparation entre les Pays-Bas & l'Espagne, qu'ils ont aujourd'hui à souhaiter que notre continent Américain jouisse librement de son indépendance ? Cette révolution n'a remis en vigueur le commerce languissant d'aucune autre Nation. Elle a seulement donné l'existence à un peuple qui tient aujourd'hui le premier rang pour l'industrie mercantile ; & elle a préparé l'équilibre qui devoit s'établir en Europe, & que les trop grands accroissemens de l'Angleterre ont menacé depuis de déranger. Un tout autre intérêt doit occuper aujourd'hui les Souverains. D'abord, ce grand événement fera rentrer l'Angleterre dans ses justes bornes ; & c'est déjà un grand point pour l'amour-propre de chacun & pour l'avantage du commerce général. Mais de plus, il ouvre aux principales de ces Nations un débouché immense pour l'échange de toutes leurs manufactures contre les productions de notre vaste continent. Leurs vins, leurs huiles, leurs fruits, leurs soieries, leurs linons, leur coton & une infinité d'autres objets leur procureront à un prix modique & stable notre indigo, notre ris, notre tabac, nos grains, notre fer, nos pelletteries, nos mâts, nos résines, notre potasse, notre cire, nos futailles, nos immenses pêcheries & mille autres articles pour partie desquels l'Angleterre les tient dans une dure & humiliante dépendance. Chaque jour verra

CCXXXIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
s'accroître chez ces divers peuples , & le  
revenu du Souverain , & l'aisance particu-  
liere. Déjà ils en ressentent d'agréables effets  
dont il leur (1) couteroit de se détacher.  
Croyez , Monsieur , que cet intérêt général  
vaut bien à notre égard & pour notre avan-  
tage les intrigues de cour & les prétextes de  
religion qui ont fait trouver aux Hollandois  
des appuis & des défenseurs. Je ne me  
dissimule point que les Gouvernemens de  
France & d'Espagne se piquent de générosité  
dans leur conduite avec l'Angleterre : d'au-  
tant plus peut-être qu'elle le mérite moins ,  
après les scandaleux outrages qu'ils ont souf-  
ferts de sa part en 1756 & en 1761. Mais  
tandis que ces Souverains n'envisagent que  
leur gloire , quelque bon génie songe appa-  
remment à leurs intérêts ; c'est-à-dire , pour  
ne pas mettre ici de merveilleux , que l'adresse  
du commerçant met leur surveillance en  
défaut. Mais ce qu'il y a de très-sûr , c'est  
que notre armée se recrute avec toute la  
promptitude possible , & que nous donnons  
en espèces sonnantes à chaque enrôlé , la  
valeur de huit livres sterling depuis qu'il est

---

(a) Dans une certaine Ville d'Europe , fameuse  
par son port & par son commerce , l'aventure de  
l'Amérique , seulement depuis un an , a valu à plu-  
sieurs de ses Marchands jusqu'à cent cinquante &  
deux cent mille livres , de produit net , quoi-  
qu'ils aient souffert quelque pertes.



réglé que les engagements sont pour la durée de la guerre. L'un nous envoie des armes, l'autre de l'argent ; le tout sans doute en aventures privées que les Gouvernemens voudroient vainement empêcher : ce qu'encore ils ne pourroient tenter sans une forte d'injustice , puisqu'elles se font aux risques & périls respectifs. L'Histoire nous apprend quelles étoient les Puissances qui prêtoient leur secours aux Provinces révoltées contre l'Espagne ; mais nous n'y lisons point qu'il se soit formé secrètement dans toutes les grandes villes de l'Europe des compagnies privées qui, ayant voulu hazarder leur propre fortune pour les soutenir dans leur rébellion. Est-ce que les suffrages & le vœu de l'Europe entière, soutenus des efforts privés des plus éclairés de ses commerçans, n'auront pas autant d'efficacité pour consommer le grand ouvrage de notre délivrance que les intrigues & les haines politiques qui ont favorisé celle de la Hollande. Avec ces seuls secours , nous réduirons notre ennemi à un point de détresse qu'une guerre ouverte ne lui feroit pas éprouver. Quand les Ministres Anglois auront purgé l'Allemagne de sa difformité morale & physique , & que ses prisons & ses hôpitaux n'auront plus de Héros à leur fournir pour nous combattre ; nous verrons s'ils tenteront de transporter ici vingt mille Russes à qui nous aurions le plaisir d'apprendre que la route du Kamf-

hatka par l'Amérique, est encore plus longue & plus difficile que celle de l'Amérique par le Kamshatka ».

« Notre ennemi ne manquera pas d'employer diverses ruses pour ralentir au moins l'ardeur de ceux que l'amour de la gloire ou l'appât d'un profit légitime porteroient à nous aider de leurs bras ou de leur argent. Il y aura tels momens dans l'année où le bruit d'une réconciliation prochaine sera répandu dans toute l'Europe. Mais ceux qui connoissent & la Grande-Bretagne & nous, ne se laisseront point tromper par un si grossier artifice. Nous réconcilier, nous unir de nouveau ! Quel monstrueux accouplement ! C'est le supplice inventé par ce cruel Mezence, Roi des Etruriens, qui faisoit mettre face à face un cadavre infect & un corps plein de vie & de santé, pour que la corruption de l'un devînt le poison de l'autre. Peut-on supposer que jamais l'Amérique oublie les atrocités de tout genre que le Gouvernement Anglois a excercées sur elle ? Les siècles accumulés effaceront-ils de notre souvenir, & l'acte du timbre, imaginé pour lever sur nous des sommes immenses : & l'acte interprétatif, avec l'objet de nous lier aux volontés de la Métropole : & les vaines promesses du Lord Hillsborough démenties par ses successeurs : & l'acte des droits de ports : & le massacre de Boston : & celui de Lexington : & l'embrasement

ment de Charles - Town : & celui de Falmouth : & celui de Norfolk : & celui de James-Town : & les bombardemens de vingt Villes ouvertes & sans défenses : & le mépris insultant avec lequel on nous a traités dans les deux Chambres du Parlement : & les démarches perfides du Ministère Anglois auprès des autres Nations , pour empêcher qu'on ne nous fournît des munitions & des armes , tandis qu'il louoit des mercenaires pour nous faire égorger : & la loi de la quatorzième année de George III , qui assujettit l'Amérique à un droit de neuf deniers pour les liqueurs portées par son commerce au Canada , tandis que l'impôt n'étoit que de trois deniers pour le commerce de la Grande-Bretagne , qui , pourtant , n'eût jamais sans nous , fait la conquête de cette Province : & la suppression de nos pêcheries : & les anciennes & intolérables restrictions sur nos diverses Manufactures : & l'insolente dureté du traitement fait à Franklin : & les fers du brave Colonel Allen : & les Sauvages excités & armés pour nous massacrer : & le poignard mis à la main de nos propres esclaves pour nous assassiner : & les meurtres , & les viols , & les brigandages , digne couronnement de cette foule d'actes arbitraires & tyranniques. Il falloit que tant de justes griefs pussent être oubliés avant la déclaration de notre indépendance ; mais qu'auroit voulu faire pour cela une junte

obstinée & vindicative dont les perverses inclinations se manifestent depuis tant d'années par le rigide traitement qu'elle ne cesse de faire éprouver aux Freres même de son Souverain? Plutôt mourir cent fois, que de vivre sous le poids de tant d'ignominie, & que de perdre de vue un seul instant, ce que nous nous devons à nous mêmes, à nos familles & à notre postérité ».

« Tels sont, Monsieur, les vrais sentimens des Américains : tel est le feu céleste qui brûle en nous pour ne s'éteindre jamais, & qui animera nos derniers neveux : tel est le tableau que déjà il suffit de montrer à nos Habitans dans un jour d'action, ou au milieu des plus rudes travaux de la guerre, pour exciter en eux une ardeur & un courage qu'il sembloit qu'on ne dût pas esperer de trouver dans des milices encore aussi mal composées que les nôtres. Vous en avez un exemple frappant dans l'affaire même de Trenton, coup de main auquel nos volontaires de Pensylvanie avoient été préparés quelques jours auparavant par une harangue du Général Roberdeau, que je me fais un plaisir de vous transcrire ici comme un morceau d'éloquence guerriere qui ne dépareroit point Tite-Live, Salluste ou Xénophon. Le Corps à ses ordres étoit campé sur le bord du fleuve Delavarre du côté de Philadelphie. Voici comme il lui parla. Vous remarquerez dans son discours un tableau naïf de la

situation épineuse où nous étions avant l'heureuse journée de Trenton ».

« MES AMIS - La Providence veut mettre notre patience à l'épreuve , pour nous rendre les dignes défenseurs de la liberté que nous tenons du puissant dispensateur de toutes choses. C'est elle qui nous a fait quitter le sein de nos familles , pour courir les hazards de la guerre. Puisque j'ai l'honneur de marcher à votre tête en qualité d'Officier général , vous ne serez point fâchés que j'essaye de vous faire entendre tout ce qui me paroît être nécessaire , ou pour votre intérêt propre , ou , ce qui est encore bien au-dessus , pour l'intérêt de tous ».

« Ce moment de crise étoit réservé pour nous ; & nous y sommes placés par la main du sort , c'est tout dire , puisqu'il est impossible de lui résister. Pour moi , connoissant les dispositions insolentes de ces Nababs Anglois à notre égard , je crois fermement que tôt ou tard les deux peuples se seroient séparés d'une manière violente ; & je me réjouis d'exister pour y prendre part. C'est une des plus douces jouissances que j'aurai eues dans ce monde. Est-il fortune comparable à la liberté & à la paix ? Et quels autres biens terrestres pouvons-nous souhaiter de laisser à nos enfans & à notre postérité ? Quant aux peines & aux fatigues de notre métier , je me bornerai à vous observer qu'une armée novice , rassemblée à la hâte , qui a tout

ccxxxviiij **AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**  
à apprendre , tout à établir , doit trouver  
d'innombrables difficultés à surmonter , sur-  
tout dans son début. C'est une nouvelle vie  
pour chacun de nous ; & les commencemens  
dans tout état sont ce qu'il y a de plus pénible.  
L'épée du soldat n'est pas à sa main un  
poids léger. De même qu'il affronte les dangers,  
il doit aussi supporter les inconvéniens  
de sa profession. Une vie dure & laborieuse  
est son partage ; & il y a autant de gloire à  
la soutenir avec un mâle courage , qu'à tenir  
ferme devant le canon de l'ennemi. La pa-  
tience est une des principales vertus de la  
profession militaire : & sans elle l'homme le  
plus brave ne sera jamais un guerrier. Il m'est  
venu beaucoup de plaintes fondées sur les  
subsistances que délivrent les Commissaires.  
Je vous assure que je n'ai rien négligé , non  
plus que mon ancien , dans le commande-  
ment , M. le Général Mercer (1) , pour que  
vos rations fussent de bonne qualité & en  
quantité suffisante. Cependant , il ne faut pas  
vous flatter que l'abondance vous suivra par-  
tout , ni que vous verrez regner le même  
ordre dans les distributions , que quand vous  
étiez cantonnés au centre de votre Province.  
Dans des tems difficiles , il faut savoir sacrifier  
à la nécessité. Si parmi vous , il se

---

(a) Ce Général fut tué le 3 Janvier à l'affaire  
de Princeton.

trouve quelque ame assez insensible aux précieux avantages qu'un effort de vertu peut nous faire retirer d'une crise si importante pour notre vie, notre liberté & nos biens, & qui va décider du sort de notre postérité, ou assez lâche pour se refuser aux fatigues présentes, & priver sa patrie des services qu'elle exige de lui pendant quelques instans, & les plus essentiels qui puissent jamais s'offrir à son zèle, c'est un sujet que nous nous soucions fort peu de perdre, & qui n'est pas digne de mon attention ni de celle d'aucun vrai Américain ».

« Mais il est une autre espèce de mécontents dont je ne puis m'empêcher de parler, de quelque douleur que je sente mon ame pénétrée à leur occasion. L'esprit chagrin que je remarque à plusieurs d'entre vous ne leur est point naturel. Je n'ai aucun doute sur votre valeur; mais je vous exhorte, comme mes amis & mes camarades, à ne pas écouter les séducteurs qui veulent verser le trouble & l'inquiétude dans vos ames. On a entendu des voix s'écrier : *retournons chez nous; comment tiendrons-nous contre les troupes du Roi?* Quoi, mes chers camarades, à peine entrez en campagne vous tourneriez le dos devant l'ennemi? Que fera-t-il de moins que de vous suivre jusques dans vos maisons où vous parlez de retourner, renforcé par des multitudes de Torys qui le joindront de toutes parts aussitôt que vous



ferez retirez. *Mais nous avons des femmes & des enfans qu'il faut faire vivre* : eh , ce sont autant de raisons de plus pour que vous restiez : vous êtes précisément ceux que leur devoir empêche de partir. C'est ici qu'il faut que vous établissiez vos défenses, si vous avez intérêt d'écarter l'ennemi de vos foyers & de les garantir de tous les affreux ravages que vous l'avez vu exercer dans les Jerseys. Combattez - le avant qu'il y puisse entrer. Votre retraite lui seroit aussi avantageuse que votre défaite. Faites y bien attention , Messieurs : que le salut de votre patrie ne sorte pas de votre idée. Portez la vue sur l'autre bord de ce fleuve , & qu'il ne soit jamais dit pour votre honneur que des hommes qui marchent pour six sols par jour , qui sont le rebut des prisons , qui n'ont eu d'option qu'entre ce métier & le gibet , qui , à ce prix seul , ont promis de combattre pour la plus mauvaise des causes , & pour le plus mauvais des Gouvernemens ; que de tels hommes ont plus de cœur que vous , & savent mieux résister aux fatigues de la guerre. Sans doute, nous avons laissé derriere nous beaucoup de gens mal affectionnés , qui n'ont contribué en rien , ou que de mauvaise grace au service du pays qui leur donne du pain : j'avoue encore qu'il peut y en avoir d'autres qui profiteront lâchement de votre absence pour s'enrichir. Mais leur infâme conduite vous servira-t-elle d'exemple ? S'ils ont man-

qué au plus sacré des devoirs, est-ce une raison qui doive nous le faire oublier » ?

« Il est une chose, Messieurs, que je ne puis me dispenser de vous recommander, & sans laquelle la bravoure peut perdre beaucoup de son prix. C'est l'esprit d'ordre & une stricte attention à la discipline. L'ordre est l'ame de la liberté. C'est de sa discipline que l'armée Angloise tire toute sa force. Elle lui tient lieu de vertu. Enfin, Messieurs, quoique notre cause soit la plus belle que jamais des hommes aient eue à défendre; cependant nous trouverons la bravoure insuffisante sans discipline. Comme la bravoure est la partie qui abonde chez nous, ajoutons ici l'avantage qui seul peut la faire valoir; & de cette union que le ciel daignera bénir, osons attendre les plus glorieux succès dans la défense de nos justes droits ».

« JE CROIS, Monsieur, que ce discours fut prononcé le 20 Décembre. Vous savez ce qui se passa le 25 à Trenton, ainsi que la superbe affaire de Princeton du 3 Janvier. Nos troupes n'ont cessé depuis cette époque de signaler leur courage & de seconder de tout leur zèle & de toute leur persévérance les habiles combinaisons de nos Généraux ».

Le 28 Décembre, notre Général Mifflin a délogé de Monmouth-Court, dans le bas Jersey, le Major Anglois Morris, après lui avoir fait vingt-sept prisonniers, & enlevé ses bagages.

ccxlij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Le 15 Janvier , un de nos détachemens s'est emparé d'un magasin considérable de draps , &c. à Shrewsbury dans le Jersey occidental.

Le 17 , trois soldats des gardes Angloises & un dragon ont déserté.

Le 19 , il est venu encore cinq déserteurs : trois du quarante-sixieme régiment , & deux du soixante-unieme.

Le 20 , un Parti de la Milice de Jersey aux ordres du Général Dickenson , & seulement de 400 hommes , avec environ cinquante Pensylvains , a chassé six cents Anglois de leur poste au Pont de Millstone , à deux milles de Somerset-Court. On leur a fait douze prisonniers , tué vingt-quatre hommes , & le butin a été considérable. Ils n'ont pas pu croire que c'étoit à nos Milices qu'ils avoient eu affaire ; & il ont débité que c'étoit l'armée entiere de Washington qui les avoit attaqués. Ils n'envoyent plus de Partis pour fourager qu'ils ne soient forts de cinq à six cents hommes. Nos Milices avoient traversé la riviere au milieu des glaçons , dans l'eau jusqu'à la ceinture ; & l'ennemi pris en flanc n'a pu faire usage de trois pieces de canon qui défendoient le passage du Pont.

On a fait prisonniers le 20 , quatre soldats de Waldeck.

Le 21 , nous avons enlevés quatre hommes du soixante-onzieme régiment , deux du quarantieme , trois du vingt-huitieme ,

un du cinquante-cinquième, & deux soldats de Marine; & nous avons pris quarante-sept chariots & cent six chevaux.

Le 22, nous avons pris quatre soldats du troisième régiment des Gardes.

Le 23, un convoi de chariots escorté de six cents hommes des vingt-huitième & trente-septième régimens, marchoit de Brunswick à Amboy avec deux pièces de canon. Un de nos corps avancés, fort de quatre cents hommes, aux ordres du Colonel Buckner, les ayant aperçus, le Lieutenant Parker eut ordre de se porter en avant avec six cents hommes, & choisit une position avantageuse. L'ennemi vint sur lui en colonne sur dix de front; & quand il fut à cent verges, Parker fit un feu des mieux dirigés, qui tua le Colonel Preston, & blessa son second. Parker n'ayant point été soutenu, fut obligé de se retirer; & quoiqu'il ait essuyé un feu très-vif de plus de vingt minutes, il n'a pas eu un seul homme tué ou blessé. On fait le procès à Buckner, qu'une terreur panique a empêché de soutenir Parker.

Dans les derniers jours de Janvier, nos troupes n'ont cessé d'inquiéter les Hessois établis pour la garde du fort Indépendance, qui est situé à un demi-mille de Kings'bridge, du côté d'York. Les Royalistes se sont tous portés de ce côté-là pour empêcher les nôtres de pénétrer plus avant dans l'Île; & ce-

pendant nos gens se sont emparés de leurs corps de garde , après avoir fait sur les corps avancés beaucoup de butin. Le Général Putnam a enlevé quatre-vingt-seize chariots qui portoient des provisions à l'armée du Général Howe ; & celui-ci a fait demander au Général Washington une suspension d'armes jusqu'au mois d'Avril. Mais M. Washington lui a fait dire qu'il vouloit bien mieux que cela , & qu'il alloit travailler de tout son cœur à faire promptement cesser la guerre.

Le premier Février , sept cents des nôtres ont rencontré un corps ennemi de mille hommes à Piscataqua , lieu éloigné de quatre milles de Brunswick. Nous les avons forcés dans une première action , quoiqu'ils eussent trois pièces de campagne. Mais un renfort d'hommes & d'artillerie leur étant arrivé , nous avons été obligés de nous retirer , sans avoir eu plus de neuf hommes tués & quatorze blessés. Dans le premier combat , ils avoient laissé trente-six morts sur la place. Ce parti de mille hommes étoit sorti de Brunswick pour un fourage.

Dans les jours suivans , nous avons enlevé de leurs lignes autour de Brunswick une quantité considérable de bestiaux , de chevaux & de caissons.

Le 8 , ils avoient envoyé un parti nombreux pour fourager à Quibbletown : nous les avons mis en déroute sans qu'ils pussent emporter une seule trouffe de foin ; & comme

nous n'avons cessé de les fusiller en les poursuivant, ils doivent avoir perdu beaucoup de monde. Le même jour nos miliciens à West-Chester ont attaqué six Chevaux-légers Anglois, & en ont tué trois.

Le 10 Février, trois cents des nôtres étant cantonnés à Quibbletown, les ennemis, au nombre de trois mille, sont venus de Brunswick pour les attaquer. Le Colonel Scott s'est retiré à un mille & demi, & y ayant reçu du renfort de l'armée du Lord Sterling, avec quatre pieces de canons, il a livré une seconde action, dans laquelle il a tué trois cents hommes à l'ennemi & lui a fait cent prisonniers. Nous savons par leurs déserteurs que leurs chevaux meurent faute de fourage, que les provisions manquent pour les hommes, & que la dissension est dans l'armée Angloise.

On a des nouvelles certaines du Canada par les lacs. Il en est parti un detachment composé de cent cinquante Canadiens, & de quatre vingt Sauvages, auxquels on a promis 20 l. sterl. pour chaque chevelure d'Américain qu'ils rapporteront. Le Colonel Frazer commande à Montréal un corps de deux cents hommes : il y en a cent cinquante à Saint Jean & autant à Chambly. Tous les Etrangers sont aux Trois-Rivieres. Ils s'y sont soulevés deux ou trois fois ; & on a fait marcher contre eux les troupes Angloises. Le Général Carleton est à Quebec,

ccxlvj AFFAIRES DE L'ANGLÈTERRE

& on coupe du bois par ses ordres sur le Lac Champlain, pour construire trois bâtimens. Les Canadiens paroissent beaucoup plus portés pour nous que l'année dernière. Ceux qui ont pris parti dans l'armée Angloise sont des gens de la lie du peuple. Les troupes enlèvent à l'Habitant tout ce qui leur est nécessaire & le payent en certificats. Il est très-difficile, même aux troupes, de trouver des subsistances.

A Boston le Port & la Ville sont complètement fortifiés ; & il y a une garnison de douze mille hommes très-bien armés. Dans les environs, tous les Villages sont remplis d'hommes *à la minute* (*celeres*) toujours prêts à partir au premier signal.

Je vous ai tracé, Monsieur, un tableau fidele de notre situation. Nous osons esperer qu'elle n'empirera point. Mais vous voyez toujours de quelle ressource peuvent être des Milices bien conduites, & à qui on peut faire comprendre ce qu'un homme doit valoir vis-à-vis d'un autre, selon la différence des motifs qui les font agir.

Vous aurez fait la remarque, que les défections des Auxiliaires ne paroissent pas aussi multipliées dans ces derniers tems que vous avez scû qu'elles l'ont été d'abord. Mais votre surprise cessera quand vous saurez que le Chevalier Howe s'est vu obligé à les rapprocher du quartier général, & qu'il y a même quelques centaines de Hessois embarqués sur



les vaisseaux. Il étoit difficile que les armées Angloise & Hessoise marchassent long-tems en bonne intelligence. Tout differe entre les deux peuples , langage , manieres & idées. Je fais de curieux détails à ce sujet par les prisonniers de Trenton. Les principaux Officiers se voyoient beaucoup dans les commencemens. Mais c'étoit plutôt politesse qu'amitié. Les jeunes gens se contraignoient moins & ne se fréquentoient pas. Les Anglois rioient de la lézinerie des Hessois & de la précaution qu'ils avoient de se faire suivre par-tout de leurs chariots pour serrer leur butin : de leur côté, les Hessois regardoient d'un œil de pitié la frivolité & les petits airs que se donnoient les Anglois. Ils se persuadoient que le succès de la guerre ne rouloit que sur leur habilité & leur courage. D'abord c'étoit toujours à eux à marcher ; mais quand ils virent que le Chevalier Howe paroissoit faire le plus grand fonds sur leur zele, il ne fut plus possible de soutenir leur grossiere arrogance. Ils commencerent à se plaindre qu'on abusoit de leur zele ; & avant de les commander pour une expédition , il falloit consulter leur goût. La jalousie s'empara bientôt des Anglois , qui , au bout de très-peu de tems manquoient de quantité de douceurs que les Hessois avoient sù se procurer & se ménager. Mais ce qui a produit le plus mauvais effet pour l'intérêt de la cause qu'ils s'étoient engagés à défendre ; c'est que ,

tout en débarquant ; ils parloient des terres qu'on leur alloit distribuer , & ils ne cessoient de les chercher des yeux , par-tout où on les faisoit marcher. C'étoit apparemment un conte de leurs enrôleurs ; mais , c'est à cette idée toute absurde qu'elle étoit , que le Chevalier Howe a dû attribuer l'ardeur avec laquelle les Hessois se sont portés à la conquête du nouveau Jersey. Leur espoir déçu , les a rendus furieux contre ce malheureux pays qu'ils ont saccagé de mille manieres & avec les plus inouis raffinemens de cruautés : l'indiscipline a été la suite nécessaire de ces désordres auxquels le défaut du prêt est venu mettre le comble , par la faute de leur Trésorier. C'est dans cette circonstance , fâcheuse pour les Anglois , & si heureuse pour nous , que notre général les a attaqués à Trenton. Le mépris qu'on leur avoit inspiré pour nos Milices , a été la principale cause de leur perte. Les Anglois ont blâmé le Colonel Rhol de s'être avancé vers nous ; & s'il ne l'eût pas fait , ses propres soldats l'eussent accusé de lâcheté.

Les succès de notre Général , après cette victoire , n'ont pas dû surprendre les Anglois , qui avoient très-bien remarqué que le pays qu'ils croyoient avoir conquis , ne leur étoit rien moins qu'attaché , & qu'ils étoient environnés d'espions Américains , sous le nom de *Rebelles repentans & soumis*. Delà ,

sont venus les abominables excès de la soldatesque Angloise , que l'Officier a plutôt encouragés , qu'il n'a cherché à les réprimer , & qui allument dans nos cœurs une ardeur de vengeance qui ne pourra s'assouvir que par la destruction du nom Anglois. Ce qui désole sur-tout M. le Chevalier Howe , c'est la croyance que les Hessois ont donnée au rapport d'une centaine des leurs qui s'étoient échappés de Trenton , & qui ont prétendu que sur leur route , pour rejoindre le corps d'armée à Brunswick , les Américains leur avoient fait les offres les plus attrayantes pour passer de leur côté. M. Howe de concert avec le Général Hister , a fait disparaître des soldats Hessois , qui ensuite sont revenus comme rebutés des mauvais traitemens des Américains ; mais cette ruse n'a point eu l'effet qu'ils s'en étoient promis ; & les Hessois ne parlent toujours que des concessions qui leur étoient promises , & que les Américains sont prêts à leur donner. Depuis qu'ils sont atteints de cette maladie , on observe soigneusement de les retenir sur les derrières , & il ne s'en rencontre guères dans les partis de fourrages avec lesquels nos troupes sont continuellement aux prises.

Le 22 de ce mois , il y a eu une vive escarmouche sur la riviere de Millstone , mais entièrement à notre avantage , quoique nous n'ayons pas laissé que d'y perdre du monde. Nous sommes au 28 , & l'ennemi est encore resserré de toutes parts sans pouvoir quitter

## ccl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

les hauteurs de Brunswick. On travaille avec toute la diligence possible à l'armement de notre flotte, & nous aurons bientôt trente excellente frégates à la mer. Le 6 de Mars, le Congrès doit quitter la ville de Baltimore pour retourner à Philadelphie. Voilà, Monsieur, les détails les plus vrais que vous puissiez avoir sur notre position actuelle. Quoique cette lettre soit déjà très-longue, je ne puis me refuser à la prière d'une respectable mere de famille, qui veut fournir un article à votre feuille. C'est l'expression naïve de la douleur, qui assiège ici toutes les ames & sur-tout celles des meres. Si la vérité a des droits sur les cœurs, quels heureux effets les femmes Américaines ne doivent-elles pas attendre d'un morceau où le sentiment parle avec tant de force de chaleur ? J'en envoie quelques exemplaires imprimés, à nos amis en Europe.

### AUX FEMMES DE L'EUROPE.

#### *Une Femme Américaine.*

Femmes, nos contemporaines, de tout âge & de tout état, pleurez avec nous, pleurez sur l'innocence opprimée, sur la vertu outragée, sur la jeunesse & la beauté livrées aux emportemens d'un farouche ravisseur. Au-delà des mers qui nous séparent, nos cris perçans & continuels s'élanceront jusqu'à vous : ils ne cesseront de vous peindre ou notre frayeur ou notre désespoir.

Les

Les maux les plus affreux accablent un sexe qui n'est point fait pour les connoître & qui ne pouvoit point les mériter. Nos peres, nos freres, nos époux & nos fils, combattent pour la défense de leur liberté: ils ont juré d'éloigner pour jamais de ce pays un joug oppresseur; quelle part ont pu avoir à leurs sermens les tendres vierges, que la féroce brutalité du Militaire Anglois a choisies pour ses victimes? O meres de tous les pays! faites-vous raconter les horreurs auxquelles le nôtre est en proie: attachez ensuite vos regards sur des filles chéries qui vous doivent leurs charmes & leur vertu, & dites-leur, en les serrant sur le sein qui les a nourries, *que vous êtes heureuses, mes enfans, de n'être point Américaines!* Hélas! il n'étoit point de pays au monde où les femmes goûtassent à un plus haut degré la jouissance la plus délicieuse pour le sexe, celle des égards & du respect. Si elles en étoient dignes par leur éducation & par leur sagesse, n'ont-elles pas tout le droit possible de vous intéresser à leur douloureuse situation? Femmes de l'Europe, unissez vos voix depuis Vienne jusqu'à Paris, depuis Cadix jusqu'à Pétersbourg & Stockholm, pour la belle cause des malheureuses femmes de l'Amérique. Que les Anglois, répandus dans vos diverses contrées, lisent par-tout dans vos regards l'indignation que tant de barbarie doit exciter.

Et vous, Femmes Françoises, dont les  
N.º XX.

sentimens & le goût provoquent l'émulation de notre sexe jusqu'aux extrémités du globe : vous dont l'exemple fait perdre aux climats leur influence : vous qui êtes toujours les premières que cherchent à connoître les peuples civilisés : sera-ce sans fruit pour nous que vous aurez possédé de si glorieuses prérogatives ? C'est le siècle où toutes les nations ne forment qu'une grande République sous l'empire des mœurs & des femmes. Vous qui à si juste titre occupés le premier rang dans cet Empire, usez de vos droits, frappez de votre anathème les détestables principes qui livrent un sexe timide à des énormités cent fois pires que la mort. Tant de fois vous avez éprouvé la délicieuse sensation de la pitié, excitée en vous par les efforts de l'imagination de vos plus renommés Ecrivains : eh qu'ont-ils besoin de recourir à la fiction pour émouvoir vos ames, quand les plus atroces réalités frappent journellement leurs oreilles ? Vous sentez vous animées du généreux désir de venger notre honneur & le vôtre, ou plutôt de sauver aux hommes vos éternels & trop justes reproches ? faites répandre à Toulouse, à Dijon, à Paris & dans toutes les Académies de France, que ce n'est plus le tems de pleurer sur la famille d'Atrée ou sur celle des Incas : que le glorieux prix de vos suffrages est offert au morceau de poésie ou d'éloquence le plus capable d'amollir les cœurs féroces des Anglois : d'arrêter le torrent d'opprobre qui

va couvrir ce siècle ; & de faire rendre à l'innocence & à la beauté , la sécurité & les égards que l'esprit philosophique paroïssoit leur garantir. Marquez-en seulement le désir & vous enflammerez les plus beaux génies de votre Nation. Peintre enchanteur du cœur de Julie : sublime & tendre Auteur de Zaïre : scrutateur vertueux des sentimens d'Héloïse ; vivez - vous encore ? Laissez - vous à vos neveux l'inutile & triste soin de s'attendrir sur nos malheurs , tandis que vous pouvez prétendre à la gloire de les faire cesser ? Parlez , Femmes Françoises , & bientôt vos presses enfanteront plus d'un chef-d'œuvre qui étonnera l'Europe. Bientôt un langage divin , tout autrement expressif que les récits informes des Gazettes , fera fermenter dans les ames l'horreur du vice audacieux & l'amour de la vertu souffrante. La touchante image de nos maux , tracée par quelque pinceau céleste , sera digne d'arriver jusques sous les yeux d'une grande & jeune Reine , belle & vertueuse comme sa mere , & le modèle des graces décentes. Sa profonde sagesse ne lui permettra pas , sans doute , de prononcer sur la querelle des deux Empires ; mais du moins sa bouche auguste , qui ne s'ouvre jamais que pour honorer ou pour consoler l'humanité , rendra cet imposant oracle , *il faut respecter les femmes* ; & s'il reste un seul grain de pudeur aux Anglois , les cruels destins des femmes Américaines cesseront , ou seront adoucis.



ICI FINIT , Monsieur , la lettre que j'ai reçue de Baltimore , & qui est datée du 28 Février. Je ne puis vous dire combien j'ai été ému de l'invocation de cette Femme Américaine. Elle n'aura point formé un vœu stérile , si les exemplaires de sa lettre , imprimés à Baltimore , sont arrivés heureusement en Europe ; & je suis intimement convaincu de l'efficacité du moyen qu'elle indique aux Femmes Françaises , pour faire promptement cesser les incroyables atrocités qui font gémir le sexe en Amérique. Le cœur Anglois s'abandonne aisément à l'yvresse des passions ; mais il est fier & généreux. Qu'une forte secousse soit donnée à sa sensibilité , & surtout par des mains Françaises , on le verra faire un prompt retour sur lui-même ; & dans toutes les guerres , le militaire Anglois se piquera d'être aussi galant que brave. C'est à un Voltaire , à un Rousseau , ou à leurs Emules qu'il appartient d'opérer ce prodige ; comme c'est le droit des Femmes Françaises de le susciter.

*J'ai l'honneur d'être , &c.*

# TABLE RAISONNÉE

Des Cahiers XVI, XVII, XVIII,  
XIX & XX.

Formants le Tome IV<sup>e</sup>. des Affaires de  
l'Angleterre & de l'Amérique.

## A

**A**FRIQUE. Plaintes du Comité au sujet de la traite  
des Negres diminuée depuis la guerre, *N.º*  
*XVI. L. du B. p. ix.*

**A**MÉRIQUE. Fin du rapport fait à la Chambre des  
Pairs, *N.º. XVI. p. 1.* — Justification des prin-  
cipes des Américains qui accompagne le rapport fait  
à la Chambre des Pairs *ibid. p. 23.* — Précis des  
troubles de l'Amérique dans les années 1774 &  
1775, *ibid. p. 28.* — Montant des prises respec-  
tives, *ibid. p. vj.* — Etat des affaires dans la  
Georgie, *ibid. p. xlvij.* — Témoignages  
rendus par un Amiral Anglois, dans la dernière  
guerre, au zele patriotique des Américains, *ibid.*  
*p. xlix.* — Suite du précis des troubles de l'Amé-  
rique, *N.º. XVII. p. 41.* — Constitution de la  
République de Pensylvanie, arrêtée le 28 Septem-  
bre, *ibid. p. lx.* — Ce qu'on y entend par *hommes*  
*libres. & non libres*, *ibid. p. lxij.* — Ce que c'est  
que les *Domestiques engagés*, *ibid. p. lxiv.* — Ce  
qu'on entend par *Warrant*, *ibid. p. lxxj.* —  
Projet d'une forme de Gouvernement pour l'Etat  
de Pensylvanie, comparé avec la forme de Gou-  
vernement adoptée, *ibid. p. lxxiv.* — Ce que c'est  
que *Francs-tenanciers en Amérique*, *ibid. p. lxxvij.*  
Ce qu'on entend par *Impéachment*, *ibid. p. lxxix.*

Ce que c'est que les Juges de Paix, *ibid.* lxcj. — Ce que c'est que l'Office du *prêt public*, *ibid.* p. lxcij. — Ce que c'est que le Sherif, *ibid.* — Ce que c'est que procédure par Jurés, *ibid.* p. lxcix. Ce que c'est que *Verdict*, *ibid.* p. c. — Ce que c'est que *Indictement*, *Grand Juré & petit Juré*, *ibid.* p. cij. — Ce que c'est qu'un Coroner, *ibid.* p. cv. — Précis de la Gazette de la Cour sur les affaires de *Trenton & de Princeton*, *ibid.* p. cxxj. Le commerce de l'Amérique avec l'Angleterre se montoit à cinq millions sterling par an : il doubloit tous les vingt ans, N<sup>o</sup>. XVIII. I. du B. p. cxxxv. — C'est la cupidité du Ministère Anglois relativement à ce commerce, qui a donné naissance à la guerre, *ibid.* p. cxxxvj. — Lettre du Lord Howe au Docteur Franklin du 12 Juillet qui en est la preuve, *ibid.* — Réponse du Docteur Franklin du 20 Juillet, *ibid.* p. cxxxvij. — Lettre d'un Caporal Hessois, prisonnier chez les Américains, *ibid.* p. cliv. — Précis plus exact des affaires de *Trenton & de Princeton*, *ibid.* p. clxij. — Constitution du Nouveau Jersey, N<sup>o</sup>. XIX, L. du B. p. clxxxvij. — Taux auquel a été fixé l'argent des Colonies sous la Reine Anne, *ibid.* p. clxxxj. Détails sur les affaires du 25 Décembre 1776, & 3 Janvier 1777, *ibid.* p. cxciv. — Topographie du Nouveau Jersey, Théâtre actuel de la guerre, *ibid.* — Lettre d'un Membre du Congrès, datée de Philadelphie le 28 Janvier, sur les affaires de *Trenton & de Princeton*, *ibid.* p. cxcvij. — La réputation de Washington appellera auprès de lui d'Europe tous les jeunes guerriers, *ibid.* p. ccvij. Excès auxquels se livrent les troupes Angloises en Amérique, *ibid.* p. ccxiv. — Ordres cruels donnés par le Général Howe, *ibid.* p. ccxvij. — Raisonnemens d'un Américain sur la campagne d'hiver des Anglois, & sur leur position, N<sup>o</sup>. XX. L. du B. p. ccxxj. — Excès commis par les troupes Angloises dans les Jerseys, *ibid.* p. ccxxvj. —

Harangue du Général Roberdeau aux Volontaires de Pensylvanie quelques jours avant l'affaire de Trenton, *ibid.* p. ccxxvij. — Journal de ce qui s'est passé dans les Jerseys depuis l'affaire de Trenton jusqu'au 28 Février 1777, *ibid.* p. ccxli. — La Cour fait donner aux Sauvages 20 liv. sterl. pour chaque chevelure d'Américain, *ibid.* p. ccxlv. — Causes des querelles entre les Hessois & les Anglois, *ibid.* p. ccxlvj. — Lettre d'une Femme Américaine aux Femmes de l'Europe, *ibid.* p. ccl.

## B

**B**RISTOL. (Ville de) Evaluation de son Commerce, N°. XVI. L. du B. p. xxj.

## C

**C**OMMERCE. Lettres qui prouvent sa décadence N°. XVI. L. du B. p. iij. — Il n'est point vrai que le Nord puisse indemniser les Manufactures Angloises de la perte du Commerce d'Amérique. Ce qui s'est passé en Russie où le Manufacturier a fait de trop forts envois, *ibid.* p. xj. — Contrebande avec l'Amérique, autorisée par les Ministres, *ibid.* G. P. p. xxvij. — Rencherissement soudain de divers articles qui donnent lieu à des inquiétudes pour la paix, *ibid.* p. xxxv. — Aucun acte d'autorité ou de violence ne peut restreindre l'ardeur du Commerce, N°. XIX. p. ccxij.

## E

**E**QUITÉ. (Cour d') Ce que c'est en Angleterre & en Amérique, N°. XIX. L. du B. p. clxxxiv.

## F

**F**INANCES. Les extraordinaires de la guerre dans l'année 1776, ont dû se monter à 2,650,000 l. sterl. N°. XVIII, G. P. p. clxxv.

## G

**G**RAINS. Perte que fait l'Angleterre par l'interruption du commerce de l'Amérique en cette denrée. *N.º XVI. L. du B. p. xx.* — Explication de la loi de Pownal, *ibid. p. xxij.*

## I

**I**RLANDE. Revenu & profits de la place de Vice-Roi, *N.º XVI. G. P. p. xxxij.*

**ISLES ANGLOISES.** Leur commerce, *N.º XVI, L. du B. p. v.* — Il fait verser plus d'un million sterling par an dans l'Echiquier. — Ce qu'elles doivent à la Grande-Bretagne, *ibid.* — Comment les contrebandes des Marchands de Londres ont été occasionnées, *ibid. p. vij.*

## L

**L**OI COMMUNE. Ce que c'est, ainsi que la loi des statuts, *N.º XIX. L. du B. p. cxvij.*

## M

**M**ARINE. Disette extrême des Matelots, *N.º XIX. G. P. ccxij.*

**MINISTÈRE.** Partage du Cabinet entre les amis du Roi & les Bedford, *N.º XVI. p. xxxiv.* Singulière réponse du Duc de Newcastle en 1756 sur la foi Angloise, *ibid. p. xlj.* — Compliment d'une certaine Cour aux Ministres Anglois, *ibid.* Indisposition soudaine du Lord North, le 26 Février, *N.º XVII. p. cxxvij.* — Portrait du Comte Mansfield, *N.º XVIII. p. 72.* — Portrait d'Edouard Thurloé, *ibid. p. 83.* — Rigueur avec laquelle sont traités les prisonniers Américains en Angleterre, *ibid. p. clxxj.* —

## DES MATIERES.

S

Portrait du Lord Littleton, *Nº. XIX. p. 95.* —  
Du Lord Germaine, *ibid. p. 111.* — Du Comte  
d'Hillsboroug, *Nº. XX. p. 122.* — D'Alexandre  
Wedderburne, *Nº. XX. p. 149.*

O

**O**PPPOSITION. Portrait du Lord Cambden, *Nº. XV III. p. 78.* — Apologue du Docteur Franklin contre l'Angleterre, sous la forme d'un Edit du Roi de Prusse, *ibid. p. cxliv.* — Sentimens du Docteur Hume mourant, sur la guerre d'Amérique, *ibid. G. P. p. clxxij.* — Portrait d'Edmond Burke, *Nº. XIX. p. 89.* — Du Comte de Chatham, *ibid. p. 101.* — Du Colonel Barré, *ibid. p. 116.* — Du Duc de Grafton, *Nº. XX. p. 128.*

S

**S**ECRÉTAIRE D'ETAT POUR LES COLONIES. Cette charge est inconstitutionnelle & illégale, *Nº. XX, p. 154.*

T

**T**ABAC. Détails curieux sur cette branche de commerce de l'Amérique, *Nº. XVI. L. du B. p. xiiij.* — Fournitures de la France, *ibid. p. xvij.* Perte annuelle de l'Angleterre par l'interruption de cette branche, *ibid. p. xvij.* — Causes passagères qui en ont fait un peu baisser le prix, malgré l'interruption, *ibid. p. xxij.*

**T**ROUPES. Causes de la disette des recrues. C'est le trop fort établissement de paix, *Nº. XVI. p. xxviiij.* — L'Angleterre n'est point en état de défense, ayant gardé trop peu de troupes, *ibid. p. xxxviiij.*

---

# I N D E X.

## B

BEDFORD, N<sup>o</sup>. *XIX*, p. 105.

BERNARD (le Gouverneur) N<sup>o</sup>. *XVI*, p. 24.

BUCKINGHAMHIRE (le Comte de) N<sup>o</sup>. *XVI*, p. 23.

BURKE (Edmond) N<sup>o</sup>. *XIX*. p. 89

## C

CAMBDEN (Charles Pratt, Lord) N<sup>o</sup>. *XVIII*,  
p. 78.

CLARE (le Lord) N<sup>o</sup>. *XX*. p. 152

## D

DOWDESWEL (M.) N<sup>o</sup>. *XX*. p. 152.

DUNDAS (le Chevalier Laurent) N<sup>o</sup>. *XX*. p. 151.

## G

GERMAINE (le Lord Georges) N<sup>o</sup>. *XVI*. G. P.  
p. xxxiv, N<sup>o</sup>. *XIX*. p. 111.

GGWER (le Lord) N<sup>o</sup>. *XVI*. G. P. p. xxxiv.

GRAFTON (Henri Fitzroi Duc de) N<sup>o</sup>. *XX*. p. 123,  
*ibid.* p. 128.

GRENVILLE, N<sup>o</sup>. *XIX*. p. 103.

## H

HILLSBOROUGH (Will. Hills, Comte d') N<sup>o</sup>. *XIX*  
p. 122, N<sup>o</sup>. *XX*. p. 141.



## I N D E X.

HUME (M.) N<sup>o</sup>. *XVIII*. G. P. p. clxxiiij.

HUTCHINSON (le Gouverneur) N<sup>o</sup>. *XVI*. p. 24.

## J

JENNINGS (le Colonel) N<sup>o</sup>. *XIX*. p. 113.

JOHNSTONE (le Gouverneur) N<sup>o</sup>. *XVIII*. G. P. p. clxxiiij.

## L

LITTLETON (le Lord) N<sup>o</sup>. *XIX*. p. 95, *ibid.* p. 105.

## M

MANSFIELD (William Murray, Comte) N<sup>o</sup>. *XVIII*. p. 72.

## N

NORTH (le Lord) N<sup>o</sup>. *XVI*. G. P. p. xxxiv.

NORTHUMBERLAND (le Lord) N<sup>o</sup>. *XIX*. p. 103.

NUGENT (Robert) N<sup>o</sup>. *XX*. p. 155.

## P

PITT (Comte de Chatham) (William) N<sup>o</sup>. *XIX*. p. 101, *ibid.* p. 117.

## S

SANDWICH (le Lord) N<sup>o</sup>. *XVI*. G. P. p. xxxiv.

## T

TEMPLE, N<sup>o</sup>. *XIX*. p. 103.

TOWNSHEND (M.) N<sup>o</sup>. *XIX*. p. 107, N<sup>o</sup>. *XX*. 123.

## [W]

WEDDERBURNE (Alexandre) N°. XX. p. 149.

WEYMOUTH (le Lord) N°. XVI, G. P. p. xxxiv,  
N°. XX. p. 141.

FIN.







